

Lieux de mémoire en Europe centrale

Publié sous la direction d'Antoine MARÈS

Postface de Bernard MICHEL



PARIS
INSTITUT D'ÉTUDES SLAVES
9, rue Michelet (VI^e)

2009

A 42
C 42.846

Publié avec le concours
de l'Université de Paris 1 – Panthéon-Sorbonne
et du Centre de recherche de l'Europe centrale contemporaine



En couverture:

Monuments aux morts de Karel Lidický à Kameničky



© Institut d'études slaves, Paris, 2009.

Tous droits réservés. La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit – photographie, photocopie, microfilm, bande magnétique, disque ou autre –, sans le consentement de l'auteur et de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

ISSN 0079-0001
ISBN 978-2-7204-0455-9

815409

Avant-propos

par

Antoine MARÈS

La thématique des lieux de mémoire s'est imposée véritablement avec le projet collectif mené par Pierre Nora et publié entre 1984 et 1992¹, qui allait du plus simple au plus compliqué, du contenu au contenant, du plus facile à dater au moins aisément repérable, du plus unitaire au plus diversifié. Au départ, il s'agissait de « mettre en lumière la parenté secrète qu'entretenaient des mémoriaux vrais, comme les monuments aux morts et les panthéons, avec des objets apparemment aussi différents que des musées, commémorations, archives, devises ou emblèmes. Et au-delà, avec des phénomènes encore plus lointains : des institutions, comme l'Académie française ; des réalités, comme les frontières ; des catégories administratives, politiques et temporelles, comme le département, la droite et la gauche, la génération. Pour aboutir, en définitive, à la mise en place générale et à l'analyse détaillée des blocs les plus massifs de nos représentations nationales et de notre mythologie nationale. » Dans un article paru en Allemagne, Pierre Nora parle de « *topologie symbolique de la France*, inventaire des lieux matériels et immatériels où s'est ancrée une mémoire collective, partant de l'hypothèse selon laquelle la France serait une réalité elle-même et tout entière symbolique [...] une histoire de France au second degré mieux à même de répondre aux modifications des formes traditionnelles du sentiment national et du rapport qu'entretiennent les Français avec leur passé² ».

Depuis la parution des *Lieux de mémoire* français, la question de l'application de cette approche à d'autres cultures et histoires a été posée à plusieurs reprises, en particulier par Étienne François pour l'Allemagne³. Le paradigme d'une histoire de type symbolique est-il spécifique au « *Sonderweg* français » ? Est-il une des expressions de la relation « privilégiée, presque névrotique »

1. Gallimard : *La République* 1984, *La Nation* 1986, *La France* 1992, en sept volumes regroupant une soixantaine d'historiens. Republié en 1997 et 2004 (Quarto).

2. «Das Abenteuer der *Lieux de mémoire*», dans *Nation und Emotion, Deutschland und Frankreich im Vergleich 19. und und 20. Jahrhundert* (éd. Étienne FRANÇOIS, Hannes SIEGRIST und Jakob VOGEL), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1995.

3. Pour une version abrégée, *Mémoires allemandes*, Paris, Gallimard, 2007.

(Jacques Le Goff) que les Français entretiennent avec leur passé ? En fait, Pierre Nora avait souligné, dans l'émergence de son type d'approche, des raisons fondamentalement françaises : l'après de Gaulle, l'épuisement de l'idée révolutionnaire, les retombées de la « seconde révolution française »... Dans son texte introductif, Étienne François a souligné qu'entre la France et l'Allemagne les rapports au temps et à la nation divergent. Il existe aussi une différence dans les termes qui servent à mener le débat sur la mémoire. En France, on parle de « mémoire », d'« identité », de « patrimoine ». En Allemagne, le terme mémoire n'émerge pas, coïncé qu'il se trouve entre *Gedächtnis* (peu utilisé) et *Erinnerung* (purement descriptif). Quant à la notion de patrimoine, elle n'apparaît pratiquement pas en Allemagne, disqualifiée par ses usages précédents. Malgré ces différences fondamentales, l'Allemagne a en commun avec la France son entrée, depuis une trentaine d'années, dans « l'ère des commémorations »⁴.

Qu'en est-il – au-delà de ce contexte ouest-européen – de la capillarité du concept de lieu de mémoire en Europe centrale, et plus précisément dans l'espace tchéco-slovaque (et hongrois) ? La comparaison avec l'Allemagne est un point de départ intéressant pour ce champ géographique où l'historiographie est en plein développement depuis 1990. Après avoir été très marquées – dans le meilleur des cas – sous le régime communiste par une approche très positiviste, les historiographies tchèque et slovaque du monde contemporain (XIX^e et XX^e siècles) ont évolué en tenant de plus en plus compte des avancées méthodologiques et conceptuelles développées dans les historiographies occidentales. Des remises en question fondamentales (introduisant certaines approches anthropologiques) sont venues bousculer un discours national, voire nationaliste, hérité de la période antérieure : celui-ci avait aussi une fonction « défensive » qu'il ne faut pas négliger dans le cadre du système soviétique, un nationalisme instrumentalisé contre l'Occident, mais souvent retourné aussi contre la tutelle soviétique⁵.

L'introduction de la thématique des lieux de mémoire et d'une réflexion sur les mythes historiques, si fondamentales pour la compréhension des identités locales, a donc été une des nouveautés et un des axes de la réflexion historique depuis les années 1990 : le comparatiste et sémioticien Vladimír Macura⁶, les historiens tchèques Eduard Maur⁷, Josef Petraň⁸ et

4. Cf. aussi Étienne FRANÇOIS in *Les enjeux de l'histoire en Europe centrale* (dir. A. MARÈS avec M.-É. DUCREUX), L'Harmattan, 2002, pp. 251-264.

5. Voir *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 43, juillet-septembre 1996. Mais aussi les travaux de Bernard Michel, de Krzysztof Pomian, de Katherine Verdery...

6. *Masarykovy boty* (Les Bottes de Masaryk), Prague, Pražská imaginace, 1993 ; *Znamení zrodu* (Le signe de la naissance), Jinočany, H & H, 1996 (réédition remaniée de 1983), *Český sen* (Le rêve tchèque), Prague, Knižnice Dějin a současnosti, 1998, *Šťastný věk a jiné studie o socialistické kultuře* (Un siècle heureux et autres études sur la culture socialiste), Prague, Academia, 2008 (réédition).

7. *Paměť hor* (La mémoire des montagnes), Prague, Havran, 2007.

8. « Le mythe de la Montagne Blanche », *Enjeux de l'histoire en Europe centrale* (dir. M.-É. DUCREUX, A. MARÈS), Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 15-49.

Jiří Rak⁹, l'anthropologue Elena Mannová¹⁰, et les historiens slovaques Lubomír Lipták¹¹ et Ivan Kamenec¹², l'historien de l'art et moderniste tchèque Zdeněk Hojda¹³ ou les historiens praguais Jan Galandauer¹⁴, Milan Hlavačka¹⁵ et Jiří Pokorný¹⁶, notamment, ont modifié le paysage, suivis par de jeunes chercheurs qui ont souvent complété leur formation à l'étranger, et particulièrement en France, le cas dans ce volume de Doubravka Olšaková et de Daniela Tinková. Il s'agit donc ici de voir comment cette question des lieux de mémoire a pu investir le champ historique centre-européen (tchèque, slovaque, hongrois) à travers quelques exemples significatifs. Monuments, lieux géographiques, mythes historiques sont ainsi visités. Mais la région est marquée par une discontinuité étatique et par une étaticité imposée de l'extérieur (la « grande » patrie habsbourgeoise face à la « petite » patrie tchèque, ou la patrie slovaque niée par la politique assimilationniste du royaume de Hongrie) qui ne sont pas forcément favorables à la continuité qu'exigent les lieux de mémoire. Le rapport entre peuple, nation et État est fondamentalement différent de celui qu'a connu la France. Par ailleurs, cette Europe centrale des Habsbourg et des États successeurs a été marquée par une tension permanente entre le centre et la périphérie, faisant de l'État-nation un objectif rarement atteint, malgré les efforts du centre pour résoudre les rapports avec ses périphéries, par compromis, par assimilation, par répression... De cette tension permanente et de ces complexités émergent des spécificités : la résolution des contradictions par l'adoption de concepts généraux (le refus de la confrontation et le pacifisme mis en œuvre sur le champ de bataille d'Austerlitz), les connotations multinationales de certains lieux (la colline de Devín), le développement de certaines pratiques (les réenterrements en Hongrie) ou la surenchère nationale, voire nationaliste. La vision des lieux de mémoire classiques y trouve son compte (les Monts de Bohême, Austerlitz ou la colline de Devín), mais les constructeurs de mémoire sont aussi confrontés à la difficulté du choix de lieux de mémoire : comment commémorer les morts de la Première Guerre mondiale quand la majorité d'entre eux ont combattu chez « l'ennemi » (le cas tchécoslovaque) ? Comment

9. *Bývalí Čechové : české historické mýty a stereotypy* (Les Tchèques anciens : mythes historiques et stéréotypes tchèques), Jinočany, H & H, 1994.

10. *Mýty naše slovenské* (Nos mythes slovaques), éd. Eduard KREKOVÍČ, Elena MANNOVÁ, Eva KREKOVÍČOVÁ, Bratislava, Academic Electronic Press, 2004.

11. Pour apprécier le parcours de cet historien majeur pour la Slovaquie : Ivan KAMENEC, Elena MANNOVÁ, Eva KOWALSKÁ (éd.), *Historian in Time and Space. Laudatio to Lubomír Lipták*, Bratislava, Veda, 2000.

12. Dans *Mýty naše slovenské*, op. cit.

13. Avec Jiří POKORNÝ, *Pomníky a zapomněnky* (Monuments et oublis), Prague – Litomyšl, Paseka, 1996.

14. 6. 7. 1915 *Pomník mistra Jana Husa* (6 juillet 1915, le monument de maître Jan Hus), Prague, Havran, 2008.

15. En particulier ses analyses des grandes expositions tchèques : « Jubilejní výstava 1891 » (L'Exposition jubilaire de 1891) avec František KOLÁŘ, Prague, *Slovo k historii* n° 28, Melantrich, s. d. ; et Prague, Techkom, 1991.

16. Avec Zdeněk HOJDA, *Pomníky a zapomněnky* (Monuments et oublis), Prague ; Litomyšl, Paseka, 1996.

s'identifier à des personnalités emblématiquement nationales quand celles-ci sont si peu nombreuses (le cas slovaque) ? Comment chercher à l'extérieur du cadre étatique des lieux qui témoignent de la dépendance ou de l'internationalisation de la question nationale (les Tchécoslovaques de France ou la figure d'Ernest Denis) ? Comment se confronter à des mémoires douloureuses ou contradictoires (les cas de la mémoire juive de Terezín, du Soulèvement slovaque ou de la Maison-Musée de la Terreur à Budapest) ?

Face à cet « angle mort » que représente l'Europe centrale dans la vision française, nous avons déjà tenté un premier essai, géographiquement plus large, pour traiter de ces questions¹⁷. Il s'agit ici d'une collaboration beaucoup plus avancée avec nos collègues d'Europe centrale dans le cadre d'une communauté historique reconstituée. Car nous sommes persuadés, comme l'écrivait Marc Bloch, qu'« il n'y a pas d'histoire de France, [mais qu']il n'y a qu'une histoire d'Europe¹⁸ »*.

17. *Lieux de mémoire en Europe médiane* (dir. A. Marès), Paris, Centre d'études de l'Europe médiane, Colloques de l'Inalco 1999, 125 pages.

18. Je tiens à remercier ici pour leur aide M^{mes} Anne Nercessian, Astrid Mazabraud et M. Serge Aslanoff. Et bien sûr l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et l'UMR-IRICE pour leur soutien.

* Les renvois au cahier d'illustrations central sont indiqués dans le texte sous la forme : [pl. XXX].

Lieux de mémoire, *Erinnerungsorte*

par

Étienne FRANÇOIS

Professeur d'histoire à l'Université libre de Berlin
et directeur du Frankreich-Zentrum

Depuis un bon quart de siècle, nos sociétés connaissent une véritable explosion mémorielle. Elles sont, pour reprendre une formule de Pierre Nora, entrées dans l'ère de la commémoration. Pour la discipline historique et plus généralement pour les sciences de l'homme et de la société, cette réalité nouvelle a représenté un défi. Parmi les réponses imaginées pour le relever, la plus convaincante, la plus connue aussi, a été celle des « lieux de mémoire » expérimentée d'abord en France à l'initiative de Pierre Nora au début des années 1980, avec les sept gros volumes parus entre 1984 et 1992 qui en ont été l'expression. Par « lieu de mémoire », Pierre Nora et tous ceux qu'il a associés à son entreprise entendent « toute unité significative, d'ordre matériel ou idéal, dont la volonté des hommes ou le travail du temps a fait un élément symbolique du patrimoine mémoriel d'une quelconque communauté¹ ». Quant à l'approche mise en œuvre pour les étudier, elle consiste à en retracer la genèse et l'histoire, c'est-à-dire à les historiciser dans une double perspective de déconstruction et de contextualisation.

Avant même que la publication issue de l'enquête collective initiée par Pierre Nora ait été achevée, une question s'est tout de suite posée. Cette approche, d'abord expérimentée à propos du cas français, n'est-elle rien d'autre que la réponse au rapport spécifique que la société française entretient à son passé – auquel cas elle serait intransposable – ou peut-elle être au contraire étendue à d'autres pays et à d'autres modalités de rapport au passé ? La multiplication rapide de publications appliquant l'approche des « lieux de mémoire » à d'autres pays et à d'autres cultures mémorielles – l'Italie², les Pays-Bas³, le

1. Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire*, t. I, *La République*, Paris, 1984 ; t. II, *La Nation*, Paris, 1986 ; t. III, *Les France*, Paris, Gallimard, 1992.

2. Mario ISNENGI (dir.), *I luoghi della memoria*, 3 vols, Rome-Bari, 1997-1998 (traduction française partielle : *L'Italie par elle-même : lieux de mémoire italiens de 1848 à nos jours*, Paris, 2006).

3. H. L. WESSELING (dir.), *Plaatsen van Herinnering. Een historisch succesverhaal*, t. IV : Win Van Der Doel (dir.), *Nederland in de twintigste eeuw*, Amsterdam, 2005 ; t. III, *Nederland in de negentiende eeuw*, Amsterdam, 2006.

Luxembourg⁴, l'Autriche⁵, le Danemark⁶, la Russie⁷ – a rapidement tranché la question. Et c'est précisément dans ce contexte que s'inscrit l'entreprise que j'ai pilotée avec un ami et collègue allemand, Hagen Schulze, professeur d'histoire à l'Université libre de Berlin, d'une enquête sur les « lieux de mémoire » allemands. Lancée en 1995, cette entreprise, elle aussi collective, a d'abord débouché en 2001 sur la parution en allemand, chez l'éditeur Beck (Munich), de trois volumes publiés sous le titre *Deutsche Erinnerungsorte*, qui présentent en 2 300 pages, environ cent vingt « lieux de mémoire⁸ ». Au début de l'année 2007, Gallimard a publié à son tour en traduction française dans la *Bibliothèque illustrée des histoires* une sélection d'une bonne trentaine de ces « lieux de mémoire » qui fait 800 pages. Cette publication dont j'ai assuré la réalisation et la direction a paru sous le titre *Mémoires allemandes*⁹.

* * *

Avant de retracer la manière dont nous nous y sommes pris et les résultats auxquels nous sommes parvenus, un bref rappel des raisons qui nous ont incités à entreprendre ce projet n'est pas inutile. À l'origine de ce projet, je vois, pour simplifier les choses, les raisons suivantes. La première – en forme de défi – a été la réaction des amis allemands à qui, dès la parution des premiers tomes de l'enquête de Pierre Nora, j'avais dit combien il me paraissait intéressant de tenter de transposer l'approche des lieux de mémoire à l'Allemagne; quasi unanime, en effet, cette réaction avait été aussi catégorique que négative: une telle approche, m'avait-on dit, ne pouvait s'appliquer qu'à la France, en raison de la prégnance du modèle national et des continuités de l'histoire française; mais dans le cas d'une Allemagne incertaine sur son identité nationale et dont l'histoire comme le rapport au passé sont marqués par les ruptures (à commencer par la « rupture de civilisation » des années 1933-1945), une telle approche serait condamnée à l'échec. Pour catégorique qu'elle ait été, cette réaction ne m'avait cependant pas convaincu, tant s'en faut. Car, d'un autre côté, grâce aux longs séjours que j'avais effectués sur place (d'abord de 1979 à 1986 à Göttingen, où j'avais dirigé la Mission historique française, puis surtout à partir de 1991 à Berlin, où j'avais été chargé de créer le Centre Marc Bloch), j'étais frappé par le fait que l'Allemagne est par excellence, en raison du « poids du passé », un pays hanté par la mémoire, dans lequel les enjeux de mémoire sont au moins aussi

4. Sonja KMEC, Benoît MAJERUS, Michel MARGUE & Pit PEPORTE (dir.), *Lieux de mémoire au Luxembourg: usages du passé et construction nationale*, Luxembourg, 2007.

5. Moritz CSAKY (dir.), *Orte des Gedächtnisses*, Vienne, 2000; – Emil BRIX, Ernst BRUCKMÜLLER & Hannes STEKL (dir.), *Memoria Austriae*, Vienne, 2004-2005.

6. Ole FELDBAEK (dir.), *Dansk identitetshistorie*, Copenhague, 1991-1992.

7. Georges NIVAT (dir.), *Les sites de la mémoire russe*, t. I. *Géographie de la mémoire russe*, Paris, 2007.

8. Étienne FRANÇOIS & Hagen SCHULZE (dir.), *Deutsche Erinnerungsorte*, 3 vols, Munich, 2001.

9. Étienne FRANÇOIS & Hagen SCHULZE (dir.), *Mémoires allemandes*, Paris, Gallimard, 2007.

importants qu'en France, avec une surdétermination politique, éthique, émotionnelle et conflictuelle dont on ne prend vraiment conscience que lorsqu'on est immergé sur place¹⁰. Je constatais, ensuite, que la réunification avait donné aux débats sur la présence du passé une actualité nouvelle: l'Allemagne d'après 1989-1990 était en effet confrontée à un double défi: comment, d'une part, assumer deux mémoires foncièrement différentes voire antagonistes, sans pour autant relativiser la mémoire du nazisme? Comment, d'autre part, assumer le fait que l'Allemagne, redevenue presque malgré elle un État national, se trouvait obligée de faire un inventaire critique des dimensions nationales de son héritage mémoriel¹¹? J'avais enfin l'impression qu'une enquête historique sur les mémoires allemandes, en dépit des objections précédemment évoquées, pouvait profiter de deux conditions favorables: d'un côté, le très important travail de mémoire effectué en profondeur depuis des décennies déjà par de larges secteurs de la société allemande (ce qu'en allemand on appelle la *Vergangenheitsbewältigung*¹²) et, de l'autre, la confirmation de la profondeur de la mue démocratique de l'Allemagne et de la solidité de sa culture politique apportée par les modalités mêmes de la réunification, avec le regard plus apaisé qu'elle permettait de porter sur la « présence du passé¹³ ».

Ma chance fut alors de rencontrer Hagen Schulze, professeur à l'Université libre de Berlin, tout aussi convaincu que moi qu'une transposition à l'Allemagne du modèle des « lieux de mémoire » méritait d'être tentée¹⁴. Nous décidâmes alors d'un commun accord de tenter l'aventure ensemble et, pour éviter les spéculations sans issue, nous lançâmes un séminaire commun qui s'étendit sur six semestres. La première étape de notre travail consista à procéder à un bilan critique des enquêtes sur les mémoires collectives pratiquées à l'échelle internationale. Par-delà la relecture des sept volumes des « lieux de mémoire » de Pierre Nora, nous nous sommes surtout intéressés à leur réception en France et à l'étranger, aux critiques qui leur ont été adressées (ainsi par les historiens Steven Englund¹⁵ et Perry Anderson¹⁶), aux

10. Étienne FRANÇOIS, « L'Allemagne fédérale se penche sur son passé », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n° 7, 1985, pp. 151-163.

11. Étienne FRANÇOIS, « La question allemande, hier et aujourd'hui » in Robert Frank (dir.), *Écrire l'histoire du temps présent. Hommage à François Bédarida*, Paris, 1993, pp. 211-218.

12. Peter REICHEL, *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland*, Munich, 2001.

13. Étienne FRANÇOIS, « L'histoire en Allemagne après la chute du mur », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 106-107, Paris, 1995, pp. 96-100; Edgar WOLFRUM, *Die gegückte Demokratie: Geschichte der Bundesrepublik Deutschland von ihren Anfängen bis zur Gegenwart*, Stuttgart, 2006.

14. Professeur d'histoire contemporaine à l'Université libre de Berlin et ancien directeur de l'Institut historique allemand de Londres, Hagen SCHULZE a surtout travaillé sur l'histoire du nationalisme allemand au XIX^e siècle, sur l'histoire de la République de Weimar, sur l'idée de nation en Europe et sur l'histoire de l'Europe contemporaine. Deux livres de lui ont paru en traduction française: *État et nation dans l'histoire de l'Europe*, Paris 1996, et *Petite histoire de l'Allemagne des origines à nos jours*, Paris, 2001.

15. Steven ENGLUND, « De l'usage de la Nation par les historiens » et « L'histoire des âges récents: les France de P. NORA », in *Politix*, n° 26, 1994, pp. 141-168.

16. Perry ANDERSON, *La pensée tiède: un regard critique sur la pensée française* (trad. de l'anglais), suivi de *La pensée réchauffée par Pierre Nora*, Paris, 2005.

enquêtes menées dans d'autres pays (ainsi en Italie, à l'initiative de Mario Isnenghi), aux ouvrages théoriques et méthodologiques consacrés à la thématique de la mémoire (avec une mention particulière pour ceux de Marie-Claire Lavabre¹⁷, Paul Ricœur¹⁸, Thomas Nipperdey¹⁹, Reinhart Koselleck²⁰, Jan et Aleida Assmann²¹). Nous étions en effet convaincus qu'une transposition terme à terme à l'Allemagne des approches pratiquées en France conduirait à une impasse et qu'avant de nous lancer dans une enquête de plus grandes dimensions, il nous fallait absolument être au clair sur les notions et les théories, les méthodes et l'état de la recherche internationale.

Parallèlement à cela, nous avons testé la faisabilité du projet en examinant ensemble quels pourraient être les thèmes abordés et comment les traiter. Durant cette phase expérimentale qui s'est déroulée sur plusieurs années, le concours des étudiants et participants à notre séminaire a été décisif et je ne saurais assez dire ce que nous devons à leur engagement et leur créativité. Cette approche pragmatique ne nous a pas seulement confortés dans nos intuitions de départ. Elle nous a également permis de commencer d'élaborer une liste des thèmes possibles et surtout aidé à en opérer une sélection. La mémoire, en effet, ressemble à une boîte de Pandore et à partir du moment où on commence de s'y intéresser de plus près, rien n'est plus difficile que de ne pas se laisser submerger par la multiplicité des entrées possibles. Très rapidement, nous en avons identifié plusieurs centaines. Le rétrécissement de cette liste n'a pas été aisé, non seulement parce que les critères de choix (thématiques, chronologiques, géographiques, etc.) sont nombreux, mais surtout parce qu'en la matière il n'existe pas de critères absolus – avec les effets de subjectivité et d'aléatoire qui en découlent nécessairement. La liste que nous avons finalement établie – d'un commun accord avec la maison d'édition Beck – comprend 121 entrées qui vont de l'Antiquité à nos jours et combinent délibérément des entrées attendues (la porte de Brandebourg) avec des entrées moins convenues (les « jardins Schreber »).

Restait enfin à trouver un mode de présentation et d'agencement des thèmes retenus qui réponde à la fois à la sensibilité des lecteurs potentiels et à notre souci de présenter une approche des mémoires allemandes récusant aussi bien la normativité que le fatalisme. Pour ce faire, nous avons opéré trois choix : celui, en premier, d'une structure en forme de labyrinthe ouvert qui regroupe de cinq à sept entrées autour d'une notion centrale et généralement

17. Marie-Claire LAVABRE, *Le fil rouge : sociologie de la mémoire communiste*, Paris, 1994.

18. Paul RICŒUR, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, 2001.

19. Thomas NIPPERDEY, « Der Kölner Dom als Nationaldenkmal », *Historische Zeitschrift*, 233, 1981, pp. 595-613 (traduction française : *Réflexions sur l'histoire allemande*, Paris, 1992).

20. Reinhart KOSSELLECK & Michael JEISMANN (dir.), *Der politische Totenkult. Kriegerdenkmäler in der Moderne*, Munich, 1994.

21. Jan ASSMANN, *Das kulturelle Gedächtnis. Schrift, Erinnerung und politische Identität in frühen Hochkulturen*, Munich, 1992 ; – Aleida ASSMANN, *Erinnerungsräume. Formen und Wandlungen des kulturellen Gedächtnisses*, Munich, 1999 ; *Der lange Schatten der Vergangenheit*, Munich, 2006 ; *Geschichte im Gedächtnis*, Munich, 2007.

intraduisible (ainsi les notions de *Bildung*, *Heimat*, *Reich*, *Schuld* ou *Volk*), pour mieux montrer qu'il n'existe pas une mémoire allemande, mais au contraire des mémoires en perpétuelle recomposition ; en second, l'appel à des auteurs d'origine variée, tant par leur âge (même si les auteurs ayant entre cinquante et soixante ans dominant) que par leur spécialité (historiens, mais aussi littéraires, journalistes, etc.) et leur nationalité (plus d'un cinquième de nos auteurs ne sont pas allemands²²), car les mémoires allemandes ne sont pas affaire de spécialistes et concernent autant les étrangers que les Allemands ; en troisième lieu, le choix d'articles brefs, en forme d'essais à la fois pédagogiques et analytiques, qui ouvrent des pistes, stimulent la curiosité et invitent les lecteurs à prolonger eux-mêmes l'interrogation, sans pour autant prétendre faire le tour de questions par définition ouvertes.

Les principaux acquis de ce projet qui s'est déroulé sur plus de six ans et qui a été mené en collaboration avec plus de cent vingt auteurs sont au nombre de quatre. Le premier est la centralité de la mémoire du nazisme dans les mémoires allemandes. Ce constat n'a en soi rien de surprenant, mais même s'il était attendu, j'avoue que je ne pensais pas au départ qu'il ressortirait avec une telle force, en particulier dans les articles écrits par des auteurs allemands. Tout se passe comme si, au fur et à mesure que l'événement s'éloignait dans le temps, ses dimensions d'horreur avaient été perçues de plus en plus nettement, marquant un avant et un après des mémoires allemandes²³. Comparable – en négatif – à ce qu'a longtemps représenté la mémoire de la Révolution française dans les mémoires de notre pays, la mémoire du nazisme, et plus précisément celle de la Shoah, est la référence première qui structure l'architecture des mémoires allemandes et par rapport à quoi tout le reste, explicitement ou implicitement, se trouve confronté. Dans l'index des noms propres des trois volumes allemands, Hitler est de loin le personnage le plus souvent cité, supplantant de beaucoup Goethe et Bismarck, qui arrivent respectivement en seconde et troisième position, et c'est précisément parce que nous savions qu'il serait partout que nous avons renoncé à lui consacrer une entrée propre.

Le second acquis de notre entreprise a été de mettre en valeur – par-delà la centralité de la mémoire du nazisme – la richesse des héritages mémoriels antérieurs. Au départ, nous pensions privilégier les constructions mémorielles liées directement à l'émergence de l'Allemagne comme nation au sens contemporain du terme et remontant donc au XIX^e et à la première moitié du XX^e siècle. Or, là aussi, l'avancement de l'enquête nous a fait progressivement élargir notre perspective. Car, outre le fait que nombre des constructions mémorielles du XIX^e siècle se font par réinterprétation dans un sens national

22. Délibérément nous avons confié à certains d'entre eux des articles essentiels à la compréhension de l'identité allemande. C'est ainsi que les Français Gérard CHAIX, Claire GANTET, Sandrine KOTT et Patrice VEIT ont pris en charge respectivement les articles sur la Réforme protestante, sur la guerre de Trente Ans, sur l'État social et sur Jean-Sébastien Bach.

23. Norbert FREI, *Vergangenheitspolitik: Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*, Munich, 1997 ; *Das Dritte Reich im Bewusstsein der Deutschen*, Munich, 2005.

d'héritages antérieurs (l'exemple de Wagner en est de ce point de vue emblématique), ces héritages eux-mêmes – qu'ils remontent à l'Antiquité (la *Germanie* de Tacite), l'époque médiévale (la notion de *Reich*), à l'époque de la Réforme (Luther) ou à l'époque moderne (la guerre de Trente Ans) – se sont révélés bien plus riches et complexes que nous ne l'avions imaginé au départ, ce qui confirme l'existence d'une réalité nationale allemande (au sens culturel avant tout) antérieure de plusieurs siècles à la réalisation de la première unité politique de l'Allemagne en 1871.

Le troisième acquis de l'enquête a été de remettre en cause l'objection qui nous avait été si souvent faite au départ, selon laquelle il n'existait pas une mémoire allemande, mais des mémoires allemandes caractérisées par leurs divisions et leur irréductibilité. La pluralité des mémoires allemandes – mémoire catholique et mémoire protestante, mémoire « nationale » et mémoires régionales, mémoire occidentale et mémoire orientale – a certes été confirmée par les articles rassemblés dans nos trois volumes, et c'est pour cette raison que j'ai proposé le titre de « mémoires allemandes » au pluriel pour la sélection publiée par les éditions Gallimard. Mais derrière cette pluralité constitutive, elle-même inséparable du fédéralisme allemand, nous avons été frappés de constater d'un article à l'autre – et même à propos de thématiques très éloignées les uns des autres – une multiplicité de connivences tacites, de renvois implicites formant une sorte de trame invisible reliant entre eux les fragments de mémoire que nous avons identifiés. Et s'il est vrai qu'il n'existe pas une mémoire allemande unifiée qui s'imposerait en quelque sorte à tous, il n'en reste pas moins qu'il existe bien un style allemand de rapport au passé qui a sa spécificité, ses règles de fonctionnement, ses références, et qui est de ce fait le patrimoine commun des différentes familles mémorielles allemandes.

Le fait que les constructions mémorielles soient toujours partagées est le dernier acquis de notre enquête. Partagées, elles le sont au double sens du terme : dans la mesure d'abord où elles forment un patrimoine que peuvent revendiquer plusieurs groupes, qui leur est en quelque sorte commun et qu'ils se partagent entre eux ; dans la mesure, ensuite, où ces revendications, liées elles-mêmes à des modes d'appropriation spécifiques, sont différentes et le plus souvent disputées et conflictuelles, opérant de ce fait un partage entre ces mêmes groupes. Ce qui se vérifie d'évidence dans le cas français avec la mémoire de la Révolution française ou celle de la Résistance, se retrouve de la même manière dans le cas allemand avec la mémoire de la Réforme ou celle du Mur de Berlin. Or ces appropriations disputées, loin de se cantonner à l'intérieur d'un espace culturel ou national, se retrouvent également entre plusieurs pays et plusieurs cultures mémorielles. Ces « lieux de mémoire partagés » sont particulièrement nombreux dans le cas de l'Allemagne, ne serait-ce qu'en raison de la centralité de l'Allemagne à l'intérieur de l'Europe, mais aussi des fluctuations des frontières allemandes et des interactions incessantes, dans un processus de détermination réciproque, entre

l'Allemagne et ses mémoires, et ses voisins et leurs mémoires. Lieu de mémoire allemand par excellence, Auschwitz est également un lieu de mémoire juif, mais aussi polonais, européen et universel, et de la même manière Napoléon appartient aussi bien au patrimoine mémoriel allemand qu'au patrimoine mémoriel français, anglais, italien, espagnol ou russe – pour ne citer que les exemples les plus évidents. Et c'est pour cette raison que, aussi bien dans les trois volumes allemands que dans le volume français, nous avons choisi de faire une large place à ces « lieux de mémoire partagés ²⁴ ».

* * *

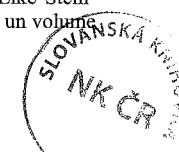
En Allemagne même, notre entreprise a rencontré un large écho : en témoignent aussi bien les très nombreuses recensions dont nos livres ont fait l'objet, que leur tirage (environ 50 000 exemplaires), leur utilisation dans l'enseignement secondaire et supérieur, ou encore les publications qui ont suivi l'impulsion ainsi lancée ²⁵. En France aussi, si j'en juge par les comptes rendus que Gallimard m'a fait suivre, l'écho a été plus qu'encourageant. Quelles conclusions de portée plus générale peut-on tirer de ce constat ?

La première conclusion a trait à l'apport spécifique de la discipline historique dans l'étude des questions de mémoire. Par leur savoir-faire et les règles de leur métier, les historiens sont incontestablement mieux à même que d'autres pour « déconstruire » les lieux de mémoire et les cultures mémorielles, c'est-à-dire pour en retracer la genèse et l'évolution, les appropriations et les usages ; leur apport, de ce point de vue, est rapport d'historisation, de complexification et de contextualisation ; alors que la mémoire est une mise au présent du passé, la discipline historique met le présent en histoire ; son approche est avant tout analytique et pédagogique. Mais si les historiens ont une compétence propre, ils ne sont en aucun cas les propriétaires des mémoires collectives ; pour analyser et comprendre les recompositions mémorielles dont nous sommes à la fois les observateurs et les acteurs, d'autres disciplines, telles la sociologie, les sciences politiques ou l'anthropologie culturelle et sociale sont mieux armées que la discipline historique. Plus important encore : si tentés qu'ils soient souvent de la croire, les historiens ne sont en rien dépositaires d'un magistère normatif en matière de mémoire, car les enjeux derniers en la matière sont d'ordre politique et éthique.

Le transfert réussi vers l'Allemagne d'une approche – celle des lieux de mémoire – d'abord expérimentée en France, puis sa réimportation également réussie de l'Allemagne vers la France, amènent en second lieu à penser que d'un pays à l'autre, les différences sont moins importantes et qu'à l'inverse

24. Philippe JOUTARD & Jean-Noël JEANNENEY (dir.), *Du bon usage des grands hommes en Europe*, Paris, 2003.

25. La maison d'édition Beck a ainsi décidé de lancer une collection spécialement consacrée aux « lieux de mémoire ». Un premier volume, consacré à la Rome antique a paru en 2006 : Elke STEIN-HÖLKESKAMP & Karl-Joachim HÖLKESKAMP (dir.), *Erinnerungsorte der Antike*, Munich 2006, un volume consacré à la RDA et un autre consacré au Moyen Âge sont en cours de réalisation.



les convergences des cultures mémorielles sont plus avancées qu'on ne le croit communément. La quasi-concomitance, de ce point de vue, entre la sortie des *Deutsche Erinnerungsorte* (en 2001) et la décision prise, deux ans plus tard, en réponse à la demande exprimée par le parlement des jeunes, réuni pour le quarantième anniversaire du traité de l'Élysée, de lancer un manuel franco-allemand d'histoire pour les classes du second cycle de l'enseignement secondaire français et allemand, en est l'expression la plus parlante (d'autant plus, au reste, que parmi les promoteurs de ce manuel se retrouvent plusieurs historiens associés au projet précédent²⁶).

Cette entreprise binationale montre enfin la voie dans laquelle tout laisse à penser que vont dans les années à venir surgir d'autres projets, à savoir celle de projets de recherche et de publication transnationaux et européens. Loin d'être cantonné à l'espace allemand, le cadre dans lequel s'était inscrite l'enquête des *Deutsche Erinnerungsorte* et des *Mémoires allemandes* était dès le départ un cadre européen. Il en va de même du manuel franco-allemand d'histoire puisqu'il a pour objet l'histoire de l'Europe et du monde. À Berlin même, une équipe d'historiens polonais et allemands vient de mettre en chantier un projet de publication qui portera, en allemand et en polonais, sur quatre-vingt-dix « lieux de mémoire » germano-polonais. Le mouvement est lancé et la conjoncture de la mémoire étant une réalité transnationale, les réponses que lui apporteront les nouvelles générations d'historiens seront elles aussi nécessairement transnationales²⁷.

26. Guillaume LE QUINTREC & Peter GEISS (dir.), *Histoire/Geschichte: Le monde et l'Europe depuis 1945, Europa und die Welt seit 1945*, Paris ; Leipzig, 2006 ; – Daniel HENRI, Guillaume LE QUINTREC & Peter GEISS (dir.), *Le monde et l'Europe des traités de Vienne à 1945. Europa und die Welt vom Wiener Kongress bis 1945*, Paris ; Leipzig, 2008.

27. Étienne FRANÇOIS, «Europäische lieux de mémoire», in Gunilla BUDDE, Sebastian CONRAD & Oliver JANZ (dir.), *Transnationale Geschichte, Themen, Tendenzen und Theorien*, Göttingen, 2006, pp. 290-303.

La mémoire des montagnes

par

Eduard MAUR

Université Charles de Prague, Faculté de lettres

Autant que chez d'autres nations européennes, le processus de formation de la nation tchèque moderne a recouru à une instrumentalisation manifeste de la mémoire historique, instrument capable de souder la nation naissante par la conscience d'une origine commune et d'expériences collectives vécues par ses ancêtres. C'était aussi une source de modèles et de normes impérieuses de comportements, un outil de consolidation de la conscience nationale et une réserve d'arguments historiques justifiant et soutenant les revendications contemporaines du mouvement national. De la sorte, la conscience historique se fortifiait et se stabilisait grâce à ce lien avec un « objet mémoriel » préexistant, dont la place dans la mémoire nationale pouvait être soulignée par la construction d'un édifice ou d'un monument, entraînant à son tour un culte national¹. Les montagnes incarnent un type important de « lieu de mémoire² » dans la conscience nationale tchèque (plus encore dans la conscience nationale slovaque), qu'il s'agisse de sommets isolés ou bien de chaînes entières. Le dix-neuvième siècle en fit une scène du mythe national et les transforma en symboles patriotiques tchèques. Le fait que les pierres des monts « sacrés » de Říp, de Hostýn [pl. I], de Radhošť ou de Bláník « le mystérieux », et celles d'autres cimes, ne purent manquer aux soubassements du Théâtre national est la meilleure illustration du rôle imparté aux montagnes : elles furent solennellement posées en 1868. Ces collines fournirent également le programme du décor de l'antichambre de la loge de l'empereur (aujourd'hui celle du président de la République).

1. Ce texte a été conçu dans le cadre d'un projet de recherche du ministère de l'Éducation nationale de la République tchèque (n° 021620827), intitulé « Les Pays tchèques au centre de l'Europe dans le passé et aujourd'hui », mis en œuvre à la Faculté de philosophie de l'Université Charles de Prague. Il résume les résultats de mon enquête, que j'ai publiés dans une monographie : *Pamět hor. Šumava-Říp-Blaník-Hostýn-Radhošť* (La mémoire des montagnes. Šumava-Říp-Blaník-Hostýn-Radhošť), Prague, Paseka, 2006. Le lecteur y trouvera un exposé plus détaillé, une bibliographie plus développée et les renvois aux œuvres littéraires utilisées.

2. Je renvoie à Pierre NORA, *Les lieux de mémoire*, 7 vol., Paris, Gallimard, 1984-1992 ; Étienne FRANÇOIS & Hagen SCHULZE (éd.), *Mémoires allemandes*, Paris, Gallimard, 2007.

Cela se produisit à l'époque qui, la première, en accord avec les représentations romantiques de la nature, comprit pleinement la valeur esthétique des montagnes et celles-ci, au même moment, devinrent aussi la cible d'un intense intérêt touristique. Mais il faut bien voir que les manifestations de respect envers ces « monts de la mémoire » possédaient des racines plus anciennes. Jusqu'à un certain point, elles renouaient avec le culte baroque de pèlerinages sur des sommets et parfois même se situaient dans sa continuité. Car c'est au XVII^e siècle ou dans la première moitié du XVIII^e que beaucoup de sommets se trouvèrent embellis par de splendides églises de pèlerinage. De par leur insertion sur une montagne, elles rapprochaient le pèlerin de Dieu et, de par leur position dominante, elles démontraient la puissance et la gloire de l'Église triomphante. C'étaient parfois des édifices de culte plus anciens, déjà situés sur des montagnes, qui étaient devenus le but de pèlerinages baroques. L'intérêt des XVII^e et XVIII^e siècles pour faire ressortir des éléments dominants du paysage, de même que la poursuite de la colonisation des zones d'altitude, contribuèrent alors aussi à dépasser la peur traditionnelle des montagnes, du désert et des paysages hostiles à l'homme. Même le mont Sněžka, le point culminant de la République tchèque aujourd'hui (1 605 m), reçut sa chapelle, bâtie entre 1668 et 1681 et dédiée à saint Laurent, qui existe toujours. C'est encore à l'âge baroque que remontent les premières formes d'un intérêt « touristique » pour les sommets, sans connotation idéologique. Des hommes, et parmi eux le grand historiographe jésuite Bohuslav Balbín, entreprennent alors de fatigantes ascensions vers différents sommets, pour des motifs esthétiques et scientifiques, et ces exploits « sportifs », comme l'expriment les écrits de Balbín, les emplissent de fierté.

La gloire des cimes « sacrées », les plus connues de la nation tchèque, naît donc, ou tout au moins grandit, au cœur de l'époque baroque. Hostýn et Radhošť, ou bien encore la chapelle du Petit Bláník, étaient alors des buts de pèlerinage. Les démonstrations de patriotisme étaient parties intégrantes de la piété baroque et, dans le cas des lieux de pèlerinages, elles s'appuyaient souvent sur des traditions et des légendes locales. Par exemple, l'imposante église de pèlerinage construite tout en haut de la colline de Hostýn (735 m), en Moravie du Sud, remplaça vers 1740 une ancienne chapelle [pl. I]. Un pèlerinage y est attesté depuis 1625, au milieu des glacis d'un oppidum celte dont les ruines devaient sans aucun doute exciter l'imagination des visiteurs et des habitants des villages voisins. Un lien fut alors créé entre un culte marial et la tradition d'un combat contre les Tatars en 1241. À la différence de la Bohême, dont l'histoire militaire est alors entièrement dominée par les conflits avec les Allemands, c'est une (pseudo-)victoire sur les Tatars qui devint la tradition guerrière la plus importante dans une Moravie confrontée durant des siècles au danger turc. Une autre tradition reliée à Hostýn depuis la période baroque est celle de l'action de Cyrille et de Méthode, réputés avoir apporté le christianisme dans le pays et avoir chassé de cet endroit précis un dieu slave inventé de toutes pièces, Hostajn ou Radegast, dont les

noms sont en réalité une création étymologique des XVIII^e et XIX^e siècles.

La première mention, assez sommaire encore, de la légende de Hostýn se trouve chez l'historien jésuite Bohuslav Balbín en 1665. Un autre jésuite, Jiří Crugerius, la rappelle un peu plus tard, et la version définitive du miracle de la Vierge locale en est donnée en 1700 par un religieux de l'ordre des Croisés à l'étoile rouge, Jan František Beckovský, dans sa *Messagère des événements du passé de la Bohême*³. Pour les historiographes baroques, les habitants des environs réfugiés à Hostýn en 1241 y avaient été assiégés par les Tatars et sauvés par l'intervention de la Vierge Marie; celle-ci aurait fait jaillir une source d'eau vive du sommet de la montagne pour les Moraves torturés par la soif. Selon Balbín, la Vierge mit en fuite les assiégeants par des chutes de pierres venant du ciel. Chez Beckovský, il s'agit du tonnerre et de la pluie. Ce dernier utilise le motif de la *legio fulminatrix*, c'est-à-dire la tradition du sauvetage miraculeux de la légion romaine de Marc Aurèle devant les Marcomans; il la met en parallèle avec une bataille contre les Tatars qu'il localise à Hostýn. Le récit de Balbín, de Crugerius et de Beckovský fut ensuite repris et modifié par d'autres auteurs. Parmi eux, l'un des historiographes baroques de la Moravie, Jan Jiří Středovský, et l'auteur anonyme d'un cantique marial du XVIII^e siècle qui décrit sur un mode très suggestif la façon dont, à Hostýn, « le tonnerre soudain gronda, du sang tomba, une pluie de pierre, de grêle, de feu, engloutit les Tatars⁴ ».

La construction du centre de pèlerinage de Hostýn a certainement été conçue comme une aide apportée à la recatholicisation conduite par les seigneurs catholiques des domaines voisins, les Lobkowicz et les Rottal, dans une région où demeurait, bien après 1620, une forte minorité de crypto-protestants. Le choix du thème de la légende, la lutte contre les « païens » tatars au Moyen Âge, reflétait en même temps la situation de la seconde moitié du XVII^e siècle, alors que la Moravie, sur sa frontière du sud-est surtout, était exposée de façon très sensible au danger des incursions des armées des « païens » turcs, dans lesquelles servaient des contingents tatars. Ont certainement aussi joué un rôle dans le développement de la légende la position dominante de Hostýn dans le paysage, l'existence des glacis plein de mystère de l'oppidum celte sis sur le sommet, et peut-être l'effet que produisait sur l'esprit des croyants la première image (ou statue ?) de la Vierge du Refuge, couvrant de son manteau les chrétiens à genoux, placée dans une chapelle déjà présente au XVI^e siècle. Après 1650, le nouveau seigneur du domaine de Bystřice pod Hostýnem, le comte Jan Rottal, fit peindre pour la chapelle une nouvelle image qui représentait cette fois-ci Notre-Dame de la Victoire, alors en vogue. Entre 1740 et 1748, la chapelle fut remplacée par une belle église baroque qui devint rapidement l'un des lieux de pèlerinage les plus importants de Moravie. L'image de Notre-Dame de la Victoire fut alors complétée par un

3. Jan František BECKOVSKÝ, *Poselkyně starých příběhů českých* (La messagère des événements passés de Bohême), éditée par A. Rezek, 3 vol., Prague, 1880 (NdT).

4. *Hned hrom třískal tudy dolů, krev, kamení, kroupy spolu, i ohně přšely, Tataru hubily.*

relief reproduisant la défaite miraculeuse des Tatars : la légende trouvait là enfin sa concrétisation artistique.

À Hostýn, la tradition de Cyrille et de Méthode resta longtemps à la seconde place, alors qu'elle fut centrale dans celle d'un autre mont de Moravie, Radhošť (1 129 m), l'un des sommets culminants des Beskydes moravo-silésiennes, non loin du couvent de Velehrad, que l'on croyait avoir été le siège de l'archevêché de Méthode. Cette colline abrupte, visible de loin, avec ses grottes énigmatiques, était chargée de récits populaires de sorcières, de couloirs et de trésors souterrains. Une croix de bois y fut érigée en 1735, remplacée plus tard par une autre croix de pierre. Elle fut dès lors le but de pèlerinages de proximité réguliers. Les traditions liées à Radhošť restaient alors locales et non spécifiques, semblables à d'autres, connues en toutes sortes d'endroits. Telles qu'elles, elles ne pouvaient pas assurer à la colline une place importante dans la mythologie nationale. Cette place, c'est justement la tradition de Cyrille et de Méthode qui la lui donna. À l'origine de sa combinaison avec ce sommet, nous retrouvons notre historiographe morave, Jan Jiří Středovský, auteur en 1709 de *l'Histoire sacrée de la Moravie, ou la Vie des saints Cyrille et Méthode*⁵, sur la base, une fois de plus, de l'étymologie. D'après lui, au IX^e siècle, les deux frères de Salonique avaient purgé Radhošť du culte du dieu païen des anciens Slaves, Radegast. En réalité, ce culte a d'abord été mentionné dans des chroniques médiévales allemandes, et seulement pour la ville (région) de Redra⁶ au nord de l'Allemagne, jamais dans les Pays tchèques.

Des pèlerinages baroques avaient lieu aussi au sommet de la colline basaltique du Říp (459 m), au nord de Prague, dont la visibilité tenait, non à sa modeste élévation, mais à sa position dominante dans la plaine fertile de Bohême centrale. Les débuts de son culte ont une origine bien plus ancienne. Au XII^e siècle déjà, le chroniqueur Cosmas de Prague y localisait la tradition de l'arrivée des premiers Tchèques dans une Bohême déserte jusqu'alors, qu'ils s'approprièrent et se mirent à cultiver, prenant le nom de leur chef et guide « l'ancêtre Čech⁷ ». Ce récit fournissait un argument d'importance à l'appui du droit des Tchèques à leur patrie et, de ce fait, il fut reproduit par tous les chroniqueurs fournissant un résumé de l'histoire de la Bohême, comme par leurs successeurs humanistes et par les historiens baroques jusqu'en 1760. Alors, l'existence de « l'ancêtre Čech » fut remise en cause par Gelasius Dobner. Au moment où Cosmas rédigeait sa *Chronica Bohemorum* fut édifiée sur la cime du mont Říp – peut-être pour célébrer la victoire en 1126 à Chlumec du prince Soběslav I^{er} sur le roi d'Allemagne Lothaire – la chapelle romane qui s'y trouve encore et qui se substituait à une autre, vétuste et datant

5. Jan Jiří STŘEDOVSKÝ, *Sacra Moraviae historia sive Vita S. Cyrilli et Methodii*, Salzbourg, 1710.

6. D'après Johann Kaspar Zeuss (*Die Deutschen und die Nachbarstämme*, Munich, Ignaz Joseph Lettner, p. 656), les Slaves de Redra (ou Reth, en latin) y avaient un temple où ils pratiquaient le culte de Radegast (NdT).

7. Personnage mythique éponyme qui a donné son nom aux Tchèques (NdT).

des premiers temps du christianisme dans le pays, que certains auteurs placent à l'endroit d'un ancien lieu de culte païen. Pendant la période baroque, le mont Říp devint le but d'un pèlerinage destiné à affermir le catholicisme dans une région où une minorité nombreuse de crypto-protestants se maintint en permanence, précisément sur les terres de la famille catholique des Lobkowitz.

La coutume d'aller en pèlerinage à Blaník, quant à elle, remonte au Moyen Âge [pl. I]. Des temps troublés du début du XV^e siècle nous vient l'information que des gens des environs, sur un assez vaste périmètre, venaient sur cette colline, mus par les propos confus d'un laïc affirmant que s'y trouvaient les ossements des saints apôtres Pierre et Paul. Apparemment, ces processions naquirent d'un enthousiasme religieux semblable à celui dont, un siècle après, en 1419, surgirent les pérégrinations bien connues des Hussites « sur les montagnes ». Un peu plus tard, nous retrouvons Blaník dans la vision du magnat catholique Oldřich de Rožmberk prédisant les horreurs de la période hussite. En passant, signalons que des historiens la tiennent pour un faux des jésuites du XVII^e siècle... À la fin du XV^e siècle, la colline de Blaník apparaît au contraire dans la prédiction d'un utraquiste radical, « prophète » et fondateur de la petite secte religieuse des Nicolaïtes (en tchèque, *Mikulášenci*), Nicolas (Mikuláš) Vlášnický. C'est dans ses écrits que se trouve pour la première fois le motif de la mystérieuse armée cachée à Blaník qui, au pire moment, chassera hors de Bohême les ennemis vaincus dans un combat décisif. L'image de Blaník comme sommet magique se forme donc dès le XV^e siècle, comme celle de Hostýn couronné par les étranges glacis du vieil oppidum celte. Le motif des « chevaliers de Blaník » passe ensuite dans d'autres prophéties, dont certaines sont imprimées. Elle se maintient jusqu'au XVIII^e siècle dans la tradition populaire. Au XVIII^e siècle, elle s'enrichit d'un thème connu dans de nombreuses traditions populaires de l'Europe entière, celui de visites rendues à la montagne par le peuple des environs pour témoigner de la présence d'une armée n'attendant que l'ordre de livrer l'ultime bataille. Au moins depuis le XVI^e siècle existait aussi sur le Petit Blaník une chapelle de pèlerinage qui fut remplacée en 1753 par un nouvel édifice, plus beau, qui fut fermé et démoli sous Joseph II. À la fin du XVIII^e siècle, une version littéraire de la légende de Blaník est élaborée sous la plume d'un auteur pragois écrivant en allemand, Joseph Schiffner, et rapidement traduite en tchèque.

On voit donc que la période baroque, en partie en reprenant des traditions médiévales, a créé autour des quatre monts Blaník, Říp, Hostýn et Radhošť un riche ensemble de contes et de légendes dont le contenu dépassait le niveau de thèmes locaux courants, se répétait souvent et était en lien avec des moments clefs de l'histoire de la Bohême et de la Moravie : son origine, l'adoption du christianisme, le combat contre les Tatars au XIII^e siècle et l'attente de la « dernière bataille » dans l'avenir. De façon semblable, l'image de la Forêt de Bohême (Böhmerwald, Šumava), chaîne montagneuse boisée sur la frontière occidentale de la Bohême, s'est forgée depuis le Moyen Âge comme lieu d'innombrables combats entre les Tchèques et les Allemands,

dont au moins la victoire en 1040 de l'armée tchèque sur le futur empereur Henri III et celle des hussites sur les croisés allemands de 1431 sont entrées dans la mémoire historique. Les dimensions modestes de cet article ne permettent pas d'y traiter plus avant cette mémoire historique de la Forêt de Bohême⁸. Les idéologues du mouvement national tchèque du XIX^e siècle purent donc trouver dans ce fond de thèmes et de motifs des éléments utiles à l'élaboration d'une idéologie nationale et du culte des lieux de mémoire qui lui est attaché, et ils le développèrent de leur propre côté, en l'adaptant aux besoins contemporains de l'entreprise de « construction » de la nation.

Comme la Forêt de Bohême, les quatre sommets évoqués plus haut devinrent, à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles, l'objet d'un intérêt extraordinaire de la part des historiens, des collecteurs de contes et de traditions, des poètes (Jan Kollár, par exemple, leur fit une place de choix dans « la Fille de Sláva » (*Slávy dcera*), comme des artistes et des musiciens. À leur tête, Bedřich Smetana, qui fit de la légende de Blaník le *motto ostinato* du dernier morceau du cycle symphonique « Ma patrie » (*Má vlast*), ou encore Zdeňek Fibich, dont l'un des opéras s'intitule *Blaník*. Un exemple factuel de la place éminente de nos quatre « montagnes sacrées » : dans la décennie 1860, elles deviennent le terrain des « pèlerinages nationaux » et, un peu plus tard, autour de 1870, on y organise les « camps du peuple » (*tábory lidu*), ces manifestations de masse pour le droit à l'État des Tchèques et pour les exigences démocratiques des hommes politiques tchèques. C'est de leurs sommets, on l'a vu, que furent solennellement apportées à Prague en 1868 les premières pierres du Théâtre national, et le peintre Julius Mařák les choisit pour décorer l'antichambre de la loge impériale (aujourd'hui présidentielle). Les discours officiels prononcés lors de ces grandes occasions interprètent ces quatre monts comme le terrain des actes glorieux des anciens Tchèques (la plupart du temps sans qu'il n'en existe la moindre preuve solide dans des sources fiables), dignes de vénération et de culte.

La mémoire des « monts monuments nationaux » ne fut pas alors reçue passivement sous la forme que lui avaient donnée les siècles précédents. Elle fut fortement modifiée en accord avec un nouveau contenu en formation du programme politique du mouvement national tchèque. Tout d'abord s'opère la fusion des mémoires tchèque et morave, qui jusqu'alors s'étaient développées séparément, car les Moraves avaient longtemps été considérés comme un peuple en soi, distinct des Tchèques et eux-mêmes se sentaient tels. C'est au XIX^e siècle qu'ils s'intègrent dans la « nation tchèque », en même temps que se rejoignent les éléments des deux mémoires historiques tchèque et morave. Le produit de cette assimilation a par endroits des traits nettement syncrétiques. C'est particulièrement apparent dans le cas de la légende de Blaník. Au cours du XIX^e siècle, son caractère change. Le commandant de l'armée souterraine attendant la dernière bataille au sein de la montagne est

8. Je renvoie le lecteur à mon livre sur la mémoire des montagnes : Eduard MAUR, *Paměť hor*, op. cit., pp. 25-204.

d'une part identifié au patron de la Bohême, à son prince céleste saint Venceslas, dont le culte s'était vigoureusement développé pendant la recatholicisation après la bataille de la Montagne Blanche. De l'autre, les troupes endormies deviennent aussi celles des hussites, alors que, dans les versions antérieures de la légende ou de sa mise en forme littéraire (celle de Joseph Schiffner ou celle du dramaturge Václav Kliment Klicpera par exemple), il s'agissait au contraire de guerriers combattant les hussites. Par analogie, à Radhošť, la célébration primitive de la victoire sur le paganisme fut remplacée par le culte du dieu Radegast comme symbole de l'antiquité slave. Cette évolution culmina en 1930, avec l'installation à côté d'une chapelle consacrée à Cyrille et Méthode en 1898 d'un monument aux deux apôtres des Slaves accompagné d'une statue de Radegast, héros aussi populaire, sinon plus, que les frères de Salonique. C'est à Radhošť, justement, que l'on peut fort bien documenter le caractère syncrétique des représentations idéologiques du XIX^e siècle car, sur ce sommet des Beskydes, le porte-parole du mouvement national se trouve être le dieu païen, Radegast, glorifié comme le symbole de l'antiquité slave. Il l'est aussi chez l'historien Palacký, en compagnie des saints Cyrille et Méthode comme patrons de la Moravie réputés avoir détruit en leur temps le culte du même Radegast. Sur un mode proche, le mythe de Blaník peut donc réunir la thématique hussite et la tradition de saint Venceslas.

La popularité de Hostýn fut sensiblement renforcée par la « découverte » du (faux) manuscrit de Kralův Dvůr, dont l'auteur, dans le poème « Jaroslav », célébrait la victoire des Tchèques et des Moraves sur les Tatars, a repris les grands traits de la légende sous la forme que lui avait donnée Beckovský vers 1700. Le six centième anniversaire de l'incursion des Tatars en Moravie fut célébré en 1841. Il donna prétexte à de vastes collectes d'argent qui servirent à rénover l'église de pèlerinage. Le sanctuaire, dans un triste état depuis que Joseph II l'avait sécularisé, recommença à accueillir des pèlerins de toute la Moravie. La commémoration de la victoire de Hostýn sur les Tatars fournit aussi l'occasion de souligner l'unité des Tchèques et des Moraves qui se seraient dressés ensemble contre le péril des hordes venues d'Asie. La popularité de Hostýn grandit surtout dans la seconde moitié du XIX^e siècle, en relation avec les millénaires de 1863 (arrivée de Cyrille et de Méthode en Moravie) et de 1885 (mort de Méthode), avec l'importance croissante du culte des apôtres des Slaves, qui réunit pour finir conviction catholique et idée nationale et slave. Quant au pèlerinage au mont Říp, purement religieux à l'origine, il se transforma peu à peu à son tour, surtout en 1848 et dans les années soixante du XIX^e siècle, en rassemblement politique dont l'Église se distanca, alors que le pèlerinage à Hostýn garda au contraire un caractère nettement religieux (en même temps que national).

Au fur et à mesure que la culture tchèque s'éloigne progressivement du service exclusif de l'idée nationale, les connotations nationales liées aux « monts sacrés » s'affaiblissent à partir de la fin du XIX^e siècle. L'établissement

de la fausseté des manuscrits de Králův Dvůr et de Zelená Hora dans les années 1880 leur porta un coup sensible, en particulier aux légendes concernant Hostýn et le mont Říp. Ce fut à plus forte raison le cas après la création d'une Tchécoslovaquie indépendante, qui mit fin aux rassemblements de masse sur les montagnes où s'étaient formulées et manifestées les demandes de la nation. À Hostýn, qui reste encore aujourd'hui l'un des premiers lieux de pèlerinage en Moravie, la composante religieuse est revenue au premier plan et, depuis les années 1950, les pèlerinages s'y veulent une sorte de démonstration de fidélité au catholicisme dans les conditions du régime communiste, encore renforcée par le fait que l'église locale fut en 1972 élevée par le pape au rang de *basilica minor*. Radhošť s'est plutôt mué, en revanche, en destination touristique de montagne et de sports d'hiver et la figure du mythique Radegast est d'abord connue de nos jours par l'étiquette de la bière portant son nom, évocation évidente de la force du vieux panthéon slave. Les mythes associés aux diverses montagnes ont été soumis depuis la fin du XIX^e siècle à une analyse critique. Elle a montré que la plupart d'entre eux n'étaient pas fondés sur la réalité historique. Enfin, on se mit à étudier les conditions historiques et sociales de leur émergence et leur rôle historique.

Říp, Blaník, Hostýn ou Radhošť ne perdent pas leur valeur symbolique, mais leurs connotations se transforment. Dans la poésie qui chante les monts des Pays tchèques, les phrases nationalistes ronflantes du XIX^e siècle sont remplacées au XX^e siècle par une relation intime propre à chacun de ces « monts de mémoire ». Ils sont désormais vus comme des dominantes du pays natal et comme des éléments inéluctables du paysage tchèque. Dans la première moitié du XIX^e siècle, la région frontalière germanophone vue du mont Říp éveillait par exemple chez le poète Jan Kollár l'idée de pièces bigarrées défigurant les vêtements de la Bohême. Un peu plus tard, Svatopluk Čech, dans le poème « Ce que l'on voit des montagnes » (*Vyhliďka z hor*) apostrophait « le saint mont Říp » en ces mots : « Reste vaillamment debout, Říp, et toi saint Georges, serre fort ta lance éclatante, si s'approche le dragon dont la gueule avide s'élargit, il n'arrachera pas même une once de notre patrie⁹ ! ». Au XX^e siècle, Josef Hora, qui était né au pied du mont Říp, porte sur celui-ci un tout autre regard lors de l'année critique de 1938 : il est pareil à un sein maternel se penchant vers lui dans le temps de son enfance heureuse. L'affaiblissement des connotations nationales antérieures des « monts sacrés » est visible à travers l'irruption de persiflages caricaturant l'ancienne vénération envers ces lieux, touchant parfois jusqu'au délire. Après la Première Guerre mondiale, la version la plus extrême de cette nouvelle perception nous est donnée par Hašek dans *Le brave soldat Chveïk*, dans le cas de Hostýn. Si, en 1847, le poète morave Vincenc Furch saluait Hostýn en ces termes :

9. *Stůj, Řípe, statně a ty svatý Jiří, tam třimej pevně jasně kopi své, ať blízka saň, jenž tlamu lačně šíří, již ani píď nám vlasti neurve!*

Hostýn, Hostýn
Tu es mont de mémoire,
À tes fidèles Moraves,
Éternellement sacré¹⁰.

et qu'un autre poète, František Sušil, le nommait en 1862 merveille splendide de la patrie, mémorial saint de sa gloire durable et brillante étoile dont « les rayons étincelants flambent pour les Slaves »¹¹, le héros de Hašek, quant à lui, explique à un prisonnier russe de nationalité tatare que Jaroslav de Šternberk « a enfoncé le cul » des Tatars sous Hostýn et que la Vierge Marie s'y trouvait aussi. Plus près de nous, ce genre de persiflage n'a pas non plus épargné les chevaliers dormants de Blaník. Dans la célèbre pièce d'un auteur de théâtre fictif, Jára Cimrman, les « combattants de Dieu » de Blaník se transforment en vieillards atteints de démence sénile qui savent que jamais ils ne viendront au secours de quiconque, et qui tuent joyeusement le temps dans les souterrains de la montagne en commérages stupides et en intrigues. Dans une autre pièce, Jára Cimrman ne conduit pas seulement sur le mont Říp « l'ancêtre Čech », mais encore les « ancêtres » « Allemand », « Juif » et « Tzigane », pour montrer que ces nationalités ayant vécu durant des siècles en Bohême ont droit à ce pays comme à leur patrie. Ceci ne signifie pas que les sommets dont nous traitons dans cet article ne soient plus reliés dans la conscience du public avec l'histoire tchèque et ses moments glorieux, mais que cette liaison est aujourd'hui beaucoup plus souple qu'au XIX^e siècle.

Le lecteur de ces lignes, surtout s'il est familier de l'histoire des « monts sacrés » tchèques et moraves, s'étonne peut-être des nombreux traits communs de la mémoire historique chez ceux qui nous occupent ici. Son étonnement grandirait encore s'il se mettait à comparer celle-ci avec la conscience historique du passé d'autres « lieux de mémoire », pas seulement tchèques, mais centre-européens et même – au-delà – de l'Europe centrale. En effet, partout il trouverait des concordances et découvrirait que les nations européennes s'appuient sur une même conception d'elles et de leur histoire, sur le même système de relations historiques et culturelles.

Comme c'est le cas pour les autres « lieux de mémoire », européens ou non, la mémoire de nos montagnes est très souvent associée à la guerre, la plupart du temps victorieuse, parfois réelle, parfois entièrement inventée. Pour les Tchèques conscients de l'enjeu national du XIX^e siècle, la Forêt de Bohême (Böhmerwald, Šumava) était « la digue solide de la Patrie ». Un Tchèque converti à l'idée de sa nation percevait dans ce champ sémantique le paysage des tableaux romantiques peignant la forêt dense et impraticable de la frontière avec ses rochers abrupts, ses torrents de montagne, ses marais et ses taillis difficilement franchissables. Les environs de Domažlice, situés en réalité au pied des montagnes, se trouvaient à l'époque perçus comme faisant

10. *Hostýne, Hostýne Věrným Moravanům,
Hora památná jsi Věčně posvátná jsi.*

11. *září posvátnou Slovanům plane.*

partie de la Forêt de Bohême. La première encyclopédie tchèque moderne en faisait même « un champ de bataille où les armées allemandes entrées dans le pays trouvaient leur défaite ¹² ». La célébrité de Hostýn tenait à la tradition d'une miraculeuse victoire sur l'invasion tatare, et Blaník pouvait au moins s'enorgueillir de l'armée de la nation attendant une bataille décisive finale à livrer sur les flancs de la montagne. À Říp, la chapelle était censée rappeler la victoire célèbre remportée sur Lothaire de Saxe, et le mont lui-même apparaissait, ne fût-ce qu'entre les lignes, dans une poésie apocryphe des fameux *Manuscripts* dédiés au valeureux Záboj, dont la victoire permettait de s'approprier la région de Domažlice...

La prépondérance des thèmes guerriers dans la mémoire historique tchèque n'est pas une particularité propre et encore moins une sorte de compensation au sentiment de petitesse et de faiblesse dont souffrait au XIX^e siècle le mouvement national tchèque. Celle de la majorité des nations européennes montre que rien de leur tenait plus à cœur que les conflits sanglants, les batailles et les guerres, surtout les guerres victorieuses ¹³. La victoire des ancêtres au combat remplissait de fierté le cœur des membres de la nation devant le courage de leurs prédécesseurs tchèques, français, espagnols, etc. Dans un certain sens, cela les engageait à défendre aussi valeureusement l'intérêt national au présent et dans l'avenir. Toutefois, même les souvenirs de défaites fatales – dans le cas tchèque d'abord les batailles du Champ Morave, de Lipany et de la Montagne Blanche – ne sont pas refoulés dans la conscience historique. Au contraire, elles ont une fonction importante dans l'idéologie nationale (en général pour mettre en garde contre la « discorde » entre ses membres), elles suscitent un sentiment affectif de tort collectif à effacer et elles sont, en même temps, l'un des instruments majeurs de ce qui caractérise la spécificité d'une nation par rapport à ses voisins. Ceux-ci sont en général compris, plus ou moins selon les cas, comme les ennemis naturels séculaires dont il convient de se garder, qu'il faut haïr et auxquels, le cas échéant, il faut aussi résister courageusement. On trouverait évidemment des attitudes similaires du côté adverse, y compris dans les cas où la mémoire historique y concerne les mêmes événements. Mais ceux-ci, et leurs acteurs, peuvent aussi être compris de part et d'autre de la « barricade » de façon complètement contradictoire. Par exemple, les Allemands du XIX^e siècle voyaient en Frédéric Barberousse l'unificateur de l'Allemagne, auquel ses descendants fidèles trouvèrent nécessaire de bâtir un majestueux monument sur le mont Kyffhäuser après la réunification de l'Empire en 1871. En revanche, les Italiens se le représentaient comme l'ennemi de l'unité italienne et des libertés des villes du Nord de la péninsule. L'image du maréchal Radecký était l'objet d'une contradiction semblable dans les mémoires historiques italienne et autrichienne, comme celle du maréchal Souvorov dans celles des Polonais et des

12. *Poseta bojišti, na nichž německá vojska do země vpadlá za své brala.*

13. Étienne FRANÇOIS & Hagen SCHULZE, «Das emotionale Fundament der Nation», Monica FLACKE (réd.), *Mythen der Nationen, ein europäisches Panorama*, Berlin-Munich, Deutsches Historisches Museum, 1998, pp. 22, 26-29.

Russes. Il en allait de même pour la frontière occidentale tchéco-allemande de la Forêt de Bohême. Pour les Tchèques, les hussites vainqueurs à Domažlice étaient des héros nationaux, mais les Bavares voisins les vouaient aux gémonies et les identifiaient à des brigands avides de sang. Les chroniqueurs tchèques du Moyen Âge, et après eux les lecteurs tchèques des œuvres historiques du XIX^e siècle, attribuaient la même étiquette aux croisés : ainsi le chroniqueur dit « l'Ancien » (*Starý letopisec*), lorsqu'il décrit les combats en Bohême de l'Ouest dans la décennie 1460, montre les adversaires comme des monstres inhumains assoiffés de sang tchèque.

Une comparaison des mémoires liées aux montagnes fait aussi ressortir des différences entre Bohême et Moravie. En Bohême, où les collines frontalières étaient comprises depuis le Moyen Âge comme un glacis défensif contre l'ennemi extérieur, les monts se trouvent nettement reliés à la victoire des Tchèques sur les Allemands. Il faudrait d'ailleurs placer entre guillemets le terme « Allemands », parce que les plus anciens conflits avec le voisin occidental prennent place en des temps où n'existait encore aucun « Allemand », dans le sens où il n'y avait pas alors de « nation allemande ». Dans la tradition militaire morave, le fameux combat contre les « païens » tatars est le plus éminent. Dans le premier cas, une résistance armée contre l'ennemi extérieur était dans une certaine mesure une substitution, car par « ennemis séculaires », on entendait en fait les Allemands locaux ; la lutte contre « l'invasion étrangère » était identifiée, surtout dans la seconde moitié du XIX^e siècle, avec celle menée contre la politique allemande de l'Autriche ou contre la germanisation. Ceci vaut avant tout dans le Böhmerwald, mais nous nous y heurtons ailleurs aussi, par exemple dans le cas de Říp, d'où Svatopluk Čech reprochait aux monts frontaliers de n'avoir pas rempli leur rôle et empêché l'avance de la pénétration de la langue allemande en Bohême.

On a vu qu'en Moravie, le fondement de la tradition guerrière était le combat de 1240 contre les Tatars, localisé en trois lieux de mémoire, à Olomouc, à Štramperk et sur le mont Hostýn. Dans ce dernier cas, le sentiment d'une glorieuse victoire (qui en réalité n'eut jamais lieu) était décuplé par le miracle marial. Sans égards pour la religion professée réellement par les Mongols au Moyen Âge, les traditions de Hostýn, d'Olomouc et de Štramperk sont à ranger dans un ensemble de la mémoire historique, celui des combats « contre les païens », connus dans la conscience historique en commençant par les guerres de Charlemagne, en passant par la *Reconquista* espagnole, les croisades en Terre sainte, jusqu'aux victoires sur les Turcs à Lépante, devant Vienne ou Zenta ¹⁴ ou au col de Chipka ¹⁵. Comme le montrent Étienne François et Hagen Schulze, l'islam fut systématiquement compris dans la mémoire historique européenne comme le principal ennemi

14. Victoire du prince Eugène de Savoie sur l'armée des Turcs en 1697.

15. Bataille fameuse de la guerre russo-turque pour la libération de la Bulgarie en 1877.

permanent et la haine à son encontre était de nature fondamentale¹⁶. Dans l'histoire de la Bohême et de la Moravie à l'époque moderne, ce sentiment prit la forme concrète d'une menace mortelle venant du côté turc; et à son tour la dynastie des Habsbourg se considérait comme la principale défense de l'Europe chrétienne face à la destruction ottomane venant de l'Orient. La tradition du combat de 1240 s'adapta à ce sentiment, et les simples pèlerins de Hostýn projetèrent sur le Moyen Âge leur représentation des incursions destructrices en Moravie de Tatars musulmans servant au XVII^e siècle dans les armées ottomanes. D'ailleurs, nous avons vu que des membres du clergé local confondaient au XVII^e siècle les Tatars et les Turcs et considéraient les trouvailles archéologiques alors faites à Hostýn comme « turques ». Dans les légendes fixées par écrit au XIX^e siècle, même le dieu Radegast de Radhošť était vu comme une « idole mahométane ».

La tradition de la bataille contre les Tatars possédait donc une composante religieuse dont le poids fut renforcé par le miracle de la Vierge à Hostýn. En même temps, on l'a vu, Hostýn et Radhošť étaient vénérés en relation avec l'action de saint Cyrille et de saint Méthode, apôtres des Slaves, dans la croyance évidente mais fautive qu'ils avaient apporté le christianisme aux ancêtres des Tchèques et des Moraves. Les édifices sacrés des deux montagnes contribuaient au culte des deux saints, et en même temps rappelaient de glorieux faits imaginaires de l'histoire de la Moravie. Le culte des montagnes du XIX^e siècle prolonge, sans que les contemporains ne s'en soient rendu compte, l'activité pèlerine baroque, et dans certains cas comme celui de Hostýn, il se confond même avec elle. Là non plus, il ne s'agit pas d'une spécificité tchèque, mais d'une tradition religieuse, ou plus exactement chrétienne. En effet, le culte des saints patrons du pays fut une composante de l'identité nationale dans la majeure partie des peuples européens, car le christianisme avait forgé l'identité de l'Europe. Dans le cadre de l'idéologie nationale tchèque, des différences régionales se manifestent. Les habitants du royaume de Bohême pouvaient s'honorer de toute une galerie de saints autochtones – il suffit de rappeler comment saint Venceslas se retrouva au XIX^e siècle à la tête de l'armée de Blaník. Au contraire, en Moravie, il fallait se contenter de saints venus d'ailleurs, soit les saints de Bohême, soit les apôtres slaves Cyrille et Méthode ou alors, comme ce fut le cas de Jan Sarkander¹⁷, tenter de faire canoniser des figures locales. Il y manquait l'accent mis sur la tradition hussite comprise positivement, qui était en Bohême l'une des composantes les plus marquantes de la conscience historique du XIX^e siècle.

Cette différence montre aussi à quel point le syncrétisme fut un trait caractéristique de la symbolique nationale du XIX^e siècle, soutenue par la volonté de fondre en une seule mémoire nationale le maximum d'éléments

16. *Ibidem*, p. 25.

17. Curé de la ville de Holešov qui en ouvrit les portes, en 1619, à des soldats polonais venus combattre le gouvernement rebelle ayant proclamé la déchéance de Ferdinand II. Il fut arrêté, torturé, et mourut de la suite de ses blessures. Les hagiographes en firent, au XVIII^e siècle, un second martyr de la confession, à l'instar de Jean Nepomucène. Jan Sarkander a été récemment canonisé par le pape Jean-Paul II (NdT).

locaux, régionaux ou groupés, pour unifier les mémoires tchèque et morave sans tenir compte du fait qu'elles pouvaient être contradictoires. À côté des pierres du mont Říp prirent place dans les fondations du Théâtre national tchèque, en 1868, d'autres cailloux venus des champs de bataille hussites de Domažlice et de Vítkov, qui côtoyèrent ceux de Saint Hostýn ou de Radhošť, monts étroitement reliés à la tradition catholique. Déjà Jan Kollár dans son poème *la Fille de Sláva* avait ainsi interpellé la Bohême : « Laissez les querelles qui déjà ont creusé la tombe de la nation... Vôtres sont Hus, Népomucène et Cyrille¹⁸ ». Dans le cas de Radhošť, chacun pouvait choisir selon son propre goût d'admirer le vieux dieu slave Radegast, de vénérer les apôtres des Slaves qui auraient détruit son idole, ou bien les deux à la fois. Malgré les efforts faits pour les réunir, des différences persistèrent entre les consciences nationales des Tchèques et des Moraves. On le voit, par exemple, dans les discours solennels tenus dans la décennie 1860 sur les monts « mémorables » de la Moravie. Alors que les orateurs venus de Bohême parlaient, arguments historiques à l'appui, d'une seule nation, ceux de Moravie évoquaient plutôt la fraternité séculaire des deux peuples. Dans l'enthousiasme de l'époque, personne ou presque n'y prêta attention, mais pour le lecteur tchèque d'aujourd'hui, instruit par l'évolution de son pays après 1989, cette nuance n'est pas sans intérêt.

Tous les thèmes formant la conscience historique des montagnes étudiées tirent leur origine du Moyen Âge. Cette fixation sur l'histoire ancienne de la Bohême et de la Moravie dévoile nettement une identification des membres de la nouvelle nation tchèque moderne avec l'État médiéval et sa destinée, et même avec les premiers temps des Tchèques. Leur arrivée mythique dans ce qui serait leur patrie, le culte du dieu Radegast, la vénération pour les frères de Salonique, les victoires de 631, 1040, 1126, 1240, 1431 ou 1467 constituent des événements avec lesquels le Tchèque moderne s'identifie tout naturellement comme avec son propre passé. Ces événements, pour une grande partie d'entre eux, étaient de ceux qu'avait célébrés durant des siècles l'historiographie de la Bohême, et leur mémoire, transmise par les historiens tchèques de génération en génération, avait pu se couler sans interruption dans la nouvelle conscience historique moderne des Tchèques. Car la façon de se représenter l'arrivée des Tchèques dans leur patrie et les batailles célèbres livrées sur les frontières occidentales ne changeaient guère d'un auteur à l'autre. Même les auteurs catholiques du baroque avaient étouffé leur ressentiment anti-hussite et ne cachaient pas leur enthousiasme envers les défaits des « Allemands » au temps des hussites et du roi Georges de Poděbrady. Il n'en fut pourtant pas toujours ainsi.

Dans quelques cas, la mémoire historique tchèque est passée par un cheminement difficile, aussi devrions-nous parfois parler de discontinuité plutôt que de continuité. Ainsi, dans les plus anciennes versions de la légende

18. *Nechte svár, co hrob již vlasti vyryl... váš je Hus i Nepomuk i Cyril*, JÁN KOLLÁR, *Slávy dcera*, Bratislava, Tatran, 1974, p. 46.

de Bláník, une armée non identifiée endormie au sein de la montagne doit venir à l'aide des « Tchèques fidèles », c'est-à-dire des utraquistes¹⁹ conséquents, ceux qui vivaient en accord avec les règles de la loi divine. Au XIX^e siècle, l'armée devient hussite elle-même, à sa tête se dresse saint Venceslas et les secours attendus concernent toute la nation tchèque *souffrante*. L'image de personnages particuliers a connu une évolution encore plus complexe. Prenons l'exemple de saint Vintř (Gunther), un ermite de la Forêt de Bohême. La légende médiévale ne connaît de lui que sa vie ascétique et solitaire et les miracles accomplis sur sa tombe au couvent bénédictin de Břevnov. L'âge baroque localise exactement son ermitage sur le versant tchèque de la Forêt de Bohême, le nombre de ses miracles est accru, et le lieu de son séjour est alors un important but de pèlerinage. Pour la nation tchèque moderne en formation, saint Vintř devient subitement un traître à la solde des Allemands. De nos jours, on a pu l'utiliser sous les traits d'un combattant de la paix et de la compréhension entre les peuples. Les sources dans lesquelles puisent ces représentations changeantes restent les mêmes, à peu de chose près, depuis la fin de la période baroque. Seules diffèrent leurs interprétations, qui dépendent des situations présentes.

Les lieux de mémoire moraves, Radhošť et Hostýn, présentent une spécificité par rapport aux monts de Bohême : les sources documentant leur culte ne permettent pas de remonter plus haut dans le temps qu'aux XVII^e et XVIII^e siècles, et la mémoire historique qui leur est associée s'arrête là. Mieux, aucun des événements « historiques » autour desquels celle-ci s'articule n'eut jamais lieu, tout au moins est-il impossible de prouver leur existence ni même de la supposer. Il n'existe aucun argument concret indiquant la présence d'un temple consacré au dieu Radegast sur Radhošť [pl. I] et Hostýn ou le passage de Cyrille et de Méthode en ces lieux. Les sources médiévales ne donnent aucune confirmation d'un siège de Hostýn par les Tatars en 1240. Mais il n'en va pas autrement des monts sacrés de la Bohême. De nos jours, personne ne croit à un fondement réel de la légende des chevaliers dormants de Bláník, ni à la venue de « l'ancêtre » Čech et de sa suite sur le mont Říp. Quant aux batailles de la Forêt de Bohême, elles eurent lieu à quelque distance de cette région, quand elles eurent lieu : car l'existence réelle de certaines d'entre elles est aujourd'hui mise en doute par l'historiographie. L'idée d'une Forêt de Bohême comme rempart contre l'ennemi et celle de la région de Domažlice comme champ de bataille séculaire et terrain de victoires glorieuses des Tchèques avait une importance symbolique : tout son sens était de cimenter la nation, de renforcer sa conviction d'un passé illustre, de lui fournir un modèle pour le présent et le futur, de la distinguer de ses voisins et de désigner ses ennemis, et finalement d'aider à l'identification des individus avec la nation. De ce point de vue, il était secondaire que les représentations communément partagées au sujet du passé national aient correspondu au récit des sources, écrites ou non : l'important était leur fonction.

19. Les utraquistes sont les héritiers des hussites aux XV^e et XVI^e siècles (NdT).

Ce passé glorieux, les monuments et les édifices religieux érigés sur les lieux de mémoires, ici sur les « montagnes », avaient pour tâche de le rappeler. Leur but était de remplir une fonction culturelle, donc didactique. La voie la plus facile s'ouvrait lorsqu'un bâtiment déjà existant pouvait être désigné comme mémorial d'un événement fameux. Ce fut le cas de la rotonde de Říp, tenue pour une trace de la bataille de Chlumeč en 1126, et celui de quelques églises ou chapelles de la Forêt de Bohême, tenues pour des souvenirs de la victoire du prince Břetislav en 1040. Une fois un monument devenu objet de culte, les voix qui pouvaient contester son authenticité et sa relation directe avec de grands épisodes historiques n'étaient pas facilement entendues, surtout parce que, dans la plupart des cas, il s'agissait de vestiges sacrés chrétiens, par exemple la croix et plus tard la chapelle de Radhošť et l'église de pèlerinage de Hostýn. Ce type d'action connaissait précisément le plus de succès là où se rencontraient l'enthousiasme national et le zèle religieux, comme à Hostýn.

Une condition non moins importante du succès de l'édification de ces monuments était la rencontre d'un objectif national général avec l'intérêt d'associations et d'individus, surtout des élites. L'exemple de manifestations massives (*tábory lidu*) et la construction d'une chapelle puis des infrastructures touristiques qui les suivirent le montre bien à Radhošť. Au contraire, là où une initiative n'avait pas de bases locales suffisantes ou bien là où elle survenait trop tard, après que l'acmé nationaliste soit retombée ou ait pris des proportions un peu trop exagérées, aucun monument ne fut élevé. Il suffit de penser au projet d'un mémorial de la victoire des hussites en 1431 à Domažlice. Mais si le monument manquait en tant que moyen didactique et d'objet de culte, les événements eux-mêmes s'effaçaient progressivement de la mémoire historique, ou bien l'importance qu'on leur avait d'abord attribuée diminuait. Dans le cas de la défaite de la croisade anti-hussite de 1431, son effacement de la conscience historique générale est aussi un résultat du régime communiste : après 1948, son souvenir s'intégra dans des fêtes officielles ampoulées qui soulignaient l'importance de la frontière occidentale dans la tradition tchèque. L'interprétation communiste du hussitisme comme mouvement révolutionnaire et composante importante des traditions du peuple tchèque débouchant automatiquement sur l'édification du socialisme nuisit aussi au souvenir de cette bataille de Domažlice. À l'inverse, quand la tradition historique locale et le culte des lieux de mémoire avaient une dimension religieuse prépondérante, une connotation de résistance silencieuse au régime s'y est ajoutée après 1948, comme ce fut le cas des pèlerinages à Hostýn. Une localité donnée pouvait alors conserver dans la conscience sociale une place de choix, même s'il était reconnu depuis longtemps que les événements à l'origine du culte n'avaient jamais existé. Radhošť nous indique encore une troisième variante : le « mont sacré » peut devenir une grande station touristique et de sports d'hiver, et les objets du culte de mémoire ont désormais un caractère d'attractions pour la plupart des visiteurs. Leur sens originel ne parle plus qu'à une faible minorité.

Se pose maintenant la question de savoir comment va se développer la « mémoire des montagnes » – et plus généralement la mémoire historique nationale – à l'avenir et dans le processus de l'intégration européenne. Nous avons vu que, dès la charnière des XIX^e et XX^e siècles, certains éléments de la mémoire historique perdent de leur évidence et de leur urgence. L'« acide » de la critique positiviste les attaque et, dans les belles-lettres comme dans la pratique politique, le ton passionnel de la rhétorique nationale associé au culte des lieux de mémoires se calme. La parodie pénètre même dans la littérature et s'attaque à des points clefs de cette mémoire historique. Ses composantes passent aujourd'hui encore plus à l'arrière-plan, certaines sont déjà mortes. Malgré tout, un grand nombre d'entre elles survit dans les tréfonds de la conscience. Elles remplissent toujours leur fonction de rassemblement de la nation et la définissent vis-à-vis du monde proche. L'Europe sera encore longtemps une Europe d'États nationaux ; leur intégration se fera lentement et progressivement, pour autant qu'on y parvienne un jour. Cependant, si ces États nationaux ont à fonctionner, ils doivent avoir leur propre idéologie intégratrice. À cette aune, la mémoire historique des différents peuples apparaît difficile à dissoudre ; cela n'aurait d'ailleurs aucune efficacité²⁰.

Quelques auteurs attirent l'attention sur un autre problème. Pour que l'intégration européenne soit couronnée de succès, il faut soutenir la conscience d'une appartenance commune et, dans ce processus, l'élaboration et le renforcement d'une histoire commune de l'Europe peuvent et doivent jouer un rôle important²¹. L'historien viennois Wolfgang Schmale se pose même la question de savoir si l'Europe commune ne périra pas justement d'un manque de « mythe européen²² ». Malgré les tentatives de nombreux auteurs pour écrire une histoire européenne, la formation de ce mythe n'est pas jusqu'à présent vraiment couronnée de succès. Cet échec relatif n'est pas la conséquence d'une réticence des historiens à se saisir de cette problématique. La cause tient davantage au pluralisme culturel typique de l'Europe et aux hésitations actuelles sur ce qu'est l'Europe, sur ce que doit être sa forme politique, sur qui en fait partie ou non, sur la possibilité de concilier une identification à l'Europe et à sa mémoire historique avec le principe largement accepté du multiculturalisme appliqué, par exemple, aux immigrants venus d'autres cultures. La réponse à ces questions dépend dans une large mesure du destin de la conscience historique associée aux « lieux de mémoire », dont les montagnes font partie intégrante.

20. Voir par exemple Winfried SCHULZE, «Die Entstehung des nationalen Vorurteils. Zur Kultur der Wahrnehmung fremder Nationen in der europäischen Frühen Neuzeit», in Wolfgang Schmale-Reinhard STAUBER (éd.), *Menschen und Grenzen in der Frühen Neuzeit*, Berlin, Berliner Wissenschaftsverlag, 1998, pp. 23-49.

21. Dušan TRĚŠTÍK, «Vymysli si český národ» [S'imaginer la nation tchèque], in Milan Skřivánek (éd.), *Národní obrození a rok 1848 v evropském kontextu* [La Renaissance nationale et l'année 1848 dans le contexte européen], Litomyšl, Město Litomyšl, 1998, pp. 25-27.

22. Wolfgang SCHMALE, *Scheitert Europa an seinen Mythendefizit?*, Bochum, Dieter Winkler, 1997.

Le château de Devín, lieu de mémoire slovaque, hongroise et autrichienne

par

Gabriela KILIÁNOVÁ

Académie slovaque des sciences

Le premier mai 2004, jour de l'adhésion de la Slovaquie à l'Union européenne, le Conseil libre de la nation slovaque fut fondé sur la colline de Devín par Viliam Horňáček, président de l'association de l'intelligentsia slovaque Racines et Slovakia plus¹. L'objectif de cette nouvelle association était de protéger la culture nationale slovaque qui aurait été, selon le président Horňáček, en péril dans l'Union européenne. Un an plus tard, l'association Racines et le Conseil libre ont assisté à l'organisation des célébrations de la fête des saints Cyrille et Méthode (le 5 juillet) au château de Devín, organisées jusqu'alors par la municipalité du village, la Société des amis du Devín ancien et le bureau de la paroisse catholique romaine. Suite au changement de régime politique en 1989, les habitants du village de Devín ont essayé de renouer avec la tradition des réunions populaires de masse qui se déroulaient sur la colline du château après la Première et la Deuxième Guerre mondiale. Or, malgré une courte euphorie de départ, ces célébrations attirèrent de moins en moins de monde, une centaine au maximum à la fin des années 1990. Même si 220 participants sont venus à Devín en 2005 grâce aux nouvelles associations, les célébrations des saints Cyrille et Méthode ayant lieu en même temps à Nitra ont été fréquentées par 6 000 personnes et 400 000 ont participé au pèlerinage catholique de Levoča, lors du week-end des 2 et 3 juillet 2005².

Comment peut-on l'expliquer ? Cela veut-il dire que Devín perd sa signification pour les Slovaques en tant que lieu de mémoire ? Ou le rapport à ce lieu se manifeste-t-il par d'autres moyens, les gens ne ressentant pas le besoin et ne voulant plus participer à une célébration qui, en raison du discours de ses organisateurs, a acquis une tonalité fortement nationaliste ?

Comment Devín a-t-il été perçu par les habitants de l'Europe centrale à l'époque des mouvements nationaux des XIX^e et XX^e siècles et comment le

1. Le nom officiel actuel de la ruine du château est « Monument national culturel de Devín – Emplacement d'un lieu fortifié slave ». Le complexe est régi par le Musée municipal de Bratislava.

2. Enquête de terrain de l'auteur 2004, 2005. Cf. aussi *Sme*, vol. 14, n° 155, 6 juillet 2005, p. 3 ; *Pravda*, vol. XV, n° 154, 4 juillet 2005, p. 4.

perçoivent-ils aujourd'hui ? Je ne pense pas ici uniquement aux Slovaques, mais aussi aux Hongrois et aux Allemands pour qui le château a également joué un rôle important. Quelle est l'attitude des habitants de la Slovaquie contemporaine vis-à-vis ce lieu de mémoire ?

Dans cet exposé, je vais décrire Devín comme lieu de mémoire en utilisant ce terme pour désigner « un lieu dans tous les sens du mot qui va de l'objet le plus matériel et concret, éventuellement géographiquement situé, à l'objet le plus abstrait et intellectuellement construit où la mémoire d'une nation [...] s'était condensée, représentée ou cristallisée³ ». Cependant, je me concentre sur un lieu qui n'a pas appartenu à une seule nation, qui a été utilisé – évidemment dans des mesures différentes – par trois groupes ethniques. J'utilise le terme de groupes ethniques pour désigner des groupements dont la construction est fondée sur une représentation commune concernant la différence (ethnique) de son endogroupe (« nous ») par rapport à un exogroupe (« eux »). Ce sont des phénomènes divers et variés qui peuvent être considérés par les membres d'un groupe comme différences ethniques : histoire du groupe (représentation de sa propre histoire), représentation de ses ancêtres, sa propre culture, langue, territoire, etc. J'utilise ce terme comme une catégorie plus large que celle de « nation⁴ ».

Je m'intéresse plus particulièrement au processus d'intégration de ce lieu dans la mémoire collective (ethnique, nationale) des Slovaques, des Hongrois et des Allemands. Je définis la mémoire collective comme un ensemble d'informations sur le passé qui perdure grâce à un processus de rappel. Se rappeler ne veut pas dire uniquement évoquer et extraire des informations, mais aussi combiner les souvenirs avec les connaissances nouvelles. Ces processus peuvent être neutres, mais peuvent être tout aussi bien liés aux émotions profondes. Les souvenirs collectifs peuvent représenter différentes combinaisons des traditions réelles et « inventées ». La mémoire garantit la continuité dans le temps. Par l'intermédiaire du lien du passé avec le présent, un groupe ethnique acquiert son intégrité et son identité⁵.

La ligne directrice de mon exposé se concentre sur le rôle d'un lieu de mémoire dans la construction des identités collectives, que je définis comme

3. Pierre NORA, *Zwischen Geschichte und Gedächtnis*. Aus dem Französischen von Wolfgang Kaiser. Berlin, Wagenbach, p. 7.

4. Fredrik BARTH, «Introduction» in Fredrik BARTH, *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Culture Differences*, Oslo, Johansen & Nielsen, 1970, pp. 9-38. Richard JENKINS, *Rethinking Ethnicity: Arguments and Explorations*, London-Thousand Oaks, New Delhi-Sage Publications, 2^e éd., 1998, chapitre «Categorization and Power», pp. 52-73. Je ne conçois pas les groupes ethniques comme groupements homogènes, composés d'acteurs ayant les mêmes objectifs et stratégies, mais je prends en considération également la diversité interne d'un groupe ethnique. Cf. aussi Rogers BRUBAKER, *Ethnicity without Groups*. Cambridge, Massachusetts-London, England, Harvard University Press, 2004, pp. 7-10.

5. Maurice HALBWACHS, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Félix Alcan, 1925, Travaux de l'Année sociologique; Uli LINKE, «Anthropology of Collective Memory», in Neil J. SMELSER & Paul B. BALTES, (eds.): *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*. Amsterdam; Paris; New York; Oxford; Shannon; Tokyo, Elsevier, 2001, vol. 4, pp. 2219-2223; – Wulf KANSTEINER, «Finding Meaning in Memory: A Methodological Critique of Collective Memory Studies», in *History and Theory*, vol. 41, 2002, pp. 179-197; – Eric HOBBSBAWM, «Introduction: Inventing Traditions», in Eric HOBBSBAWM & Terence RANGER (eds.), *The Invention of Tradition*. Cambridge, Cambridge University Press, 1992, pp. 1-14.

un processus d'identification permanente avec un groupe, cette identification comportant une composante d'autodétermination du groupe ainsi qu'une composante de différenciation par rapport aux autres groupes. J'envisage également la création, la reproduction et les transformations des identités collectives, telles qu'elles se sont reflétées sur le lieu étudié à travers les représentations⁶.

Devín est ici étudiée dans le contexte de l'Europe centrale, cette dernière étant comprise surtout comme des pays qui ont fait partie de l'Empire des Habsbourg. À part une distinction ethnique/nationale – Slovaques, Magyars et Allemands ou slovaque, magyar et allemand – j'utilise aussi les termes « hongrois » et « autrichien » concernant l'appartenance aux entités étatiques de Hongrie et d'Autriche ou d'Autriche-Hongrie.

Je vais d'abord esquisser brièvement le processus de formation du lieu de mémoire au cours du XIX^e siècle. La question se pose tout d'abord de savoir quelles idées ont contribué à la formation de ce lieu et quels personnages et groupes étaient présents lors de sa naissance au commencement des mouvements nationaux. Ensuite, je me concentrerai principalement sur les cérémonies qui se sont déroulées sur la colline de Devín, à savoir l'inauguration de la « Colonne d'Arpad » lors des célébrations du millénaire en Hongrie en 1896 [pl. II]; les célébrations de la fête des saints Cyrille et Méthode qui se sont développées après la Première et la Deuxième guerre mondiale comme des « pèlerinages nationaux » tchécoslovaques ou slovaques; je mentionnerai également l'exemple des fêtes allemandes de *Grenzlandtreffen* (rencontre dans la région frontalière) sur la colline de Devín en mai 1939. Enfin, j'essaierai de montrer quelle est la signification de la ruine du château de Devín pour la population de la Slovaquie contemporaine.

Quelques informations fondamentales⁷

L'ancienne commune indépendante de Devín, actuellement dans la banlieue de Bratislava (capitale de la Slovaquie), et la ruine du château portant le même nom se trouvent au confluent des rivières de la Morava et du Danube, sur la frontière actuelle de la Slovaquie et de l'Autriche [pl. II]. Le château ainsi que le village sont mentionnés dans la littérature sous les appellations

6. David A. SNOW, «Collective Identity and Expressive Forms», in Neil J. SMELSER & Paul B. BALTES (eds.), *op. cit.*, pp. 2212 et suiv; – Pierre BOURDIEU, «Identity and Representation: Elements for a Critical Reflection on the Idea of Region», in Pierre BOURDIEU, *Language and Symbolic Power*. Oxford; Cambridge, Polity Press, Blackwell, 1994, pp. 220-228.

7. Ce sous-chapitre se fonde sur les références suivantes: Vladimír Horváth, «Devín». In Vladimír HORVÁTH, *Bratislavský topografický lexikón* [Dictionnaire topographique de Bratislava]. Bratislava, 1990, pp. 79-80; – Veronika PLACHÁ, Jana HLAVICOVÁ & Igor KELLER, *Slovanský Devín* [Devín slave]. Bratislava, 1990; – Veronika PLACHÁ & Jana HLAVICOVÁ, «Devín v 9. Storočí» [Devín au IX^e siècle], in Richard MARSINA & Alexander RUTTKAY (éd.), *Svätopluk. 894-1994: materiály z konferencie organizovanej Archeologickým ústavom SAV v Nitre v spolupráci so Slovenskou historickou spoločnosťou pri SAV* [Svätopluk. 894-1994: documents de la conférence organisée par l'Institut d'archéologie de Nitra, en collaboration avec la Société historique slovaque de l'Académie slovaque des sciences], Nitra, 1997,

historiques suivantes : Dowina/Devín, Theben sous sa forme allemande et Dévény sous sa forme hongroise. Selon les résultats des recherches archéologiques, la colline a été peuplée à partir de l'âge de pierre. Au XX^e siècle, les archéologues ont découvert sur la colline de Devín des vestiges d'un bâtiment romain cultuel (probablement chrétien) datant de la moitié du IV^e siècle et d'une église datant de la seconde moitié du IX^e siècle, donc de la période de Grande Moravie où un fort important se trouvait sur la colline. Les fondements du château médiéval ont été établis au XIII^e siècle et, au cours des périodes suivantes, un château gothique et puis Renaissance ont été construits. Le château était une des forteresses frontalières importantes du royaume de Hongrie et il fut détruit en 1809 par les armées napoléoniennes qui l'ont fait exploser.

Après l'effondrement de l'Autriche-Hongrie en 1918, le village de Devín et la ruine du château sont devenus parties de la République tchécoslovaque, mais vingt ans plus tard les frontières ont de nouveau changé et Devín a été intégré au Reich allemand. Après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, Devín est retourné à la République tchécoslovaque renouvelée et a fait désormais partie de la ville de Bratislava en 1946. La frontière a hanté en permanence la destinée de Devín. Après 1948, le village a fait l'objet d'une surveillance liée à la zone frontalière. La route allant du centre-ville au village de Devín était longée par une frontière faite de barbelés. La colline du château était dans une zone isolée, pratiquement inaccessible au public. Cette frontière fortifiée n'a disparu qu'en décembre 1989.

Émergence d'un lieu de mémoire

À partir du XVIII^e siècle, la popularisation de Devín en tant que lieu de mémoire s'est faite graduellement, fondée sur plusieurs courants d'idées qui en avaient prédéterminé le contenu. Dans le cas de Devín, il s'est agi avant tout des thèmes de la Grande Moravie et des saints Cyrille et Méthode qui se sont insérés parmi les traditions historiques les plus importantes des nations modernes en cours de formation dans l'Empire des Habsbourg, à savoir des Slovaques (ainsi que des Tchèques et d'autres Slaves), mais au départ aussi des Magyars. Malgré une indécision de départ, à partir des années 1780, l'intelligentsia slovaque revendiquait la Grande Moravie comme une entité étatique importante des Slaves (donc aussi des Slovaques), le personnage de

pp. 167-173 ; Karl BENYOVSKÝ, *Devín-Theben*, Bratislava-Pressburg, 1931 ; – «Děvín», in *Ottův slovník naučný: ilustrovaná encyklopaedie obecných vědomostí, sedmý díl* [Dictionnaire éducatif de Jan Otto : encyclopédie illustrée du savoir commun, vol. 7], Praha, 1893, p. 436 ; – «Theben», in *Mayers Konversations-Lexikon*, 4^e éd., vol. 15. Leipzig, 1889, p. 627 ; – Dévény. In *A Pallas Nagy Lexikona*, vol. V. Budapest, 1893, p. 258 ; – Eudovít MEDVECKÝ, «Úvod» [Introduction], in *Devín v malbe a grafike: Zo zbierok Mestskej galérie v Bratislave. Katalóg k výstave*, Bratislava, 1969, pp. 5-39 [Devín dans la peinture et la gravure : des collections de la Galerie municipale de Bratislava. Catalogue de l'exposition]. Cette introduction est une étude minutieuse de l'histoire de Devín. Je signale qu'elle contient également une bibliographie détaillée sur Devín (pp. 40-43).

Svätopluk comme « roi des Slovaques » et les saints Cyrille et Méthode comme apôtres slaves/slovaques⁸. C'est l'historien de la religion hongrois Štefan Salagius qui, dans son œuvre *De statu ecclesiae Pannonicae* (Sur l'état de l'Église pannonienne), volumes I-VII, 1777-1786), a pour la première fois désigné Devín comme siège de Svätopluk, « le roi le plus célèbre de nos Slovaques », et a ainsi attiré l'attention sur ce lieu⁹.

Le culte des saints Cyrille et Méthode en tant que tradition religieuse a acquis sa force au cours des XVII^e et XVIII^e siècles. Suite à la Contre-Réforme et la recatholicisation, l'Église catholique romaine hongroise a essayé de construire un culte des saints domestiques, donc aussi des saints Cyrille et Méthode. C'est pour cela que, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le culte de ces deux saints a été une tradition religieuse de caractère pan-hongrois. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, ce culte a acquis une signification encore plus large, lorsqu'en 1777, sur l'initiative de l'impératrice Marie-Thérèse, le pape Pie VI a instauré le 14 mars comme un jour de vénération des saints Cyrille et Méthode dans toutes les églises catholiques de l'Empire des Habsbourg. La limitation du culte à la tradition slave s'est faite avec le développement des mouvements nationaux au XIX^e siècle. En 1864, l'évêque slovaque Štefan Moyzes a demandé au Saint-Siège l'autorisation de déplacer les célébrations liturgiques des saints au début de l'été, pour le 5 juillet. Les saints ont dû être célébrés dans tous les pays slaves. Ces célébrations liturgiques sont devenues plus tard, surtout au XX^e siècle, le fondement des « pèlerinages nationaux » sur la colline de Devín¹⁰.

D'autre part, à partir de la première moitié du XVIII^e siècle, l'intérêt pour le château de Devín était lié à l'idée de l'héritage culturel, de l'intérêt pour l'histoire et la géographie nationales et pour les antiquités au sein de l'Empire des Habsbourg. Cela nous permet également d'observer une concentration graduelle de l'attention d'abord des lettrés et plus tard aussi d'un public plus large sur certains endroits du pays, importants du point de vue historique, stratégique ou culturel. Par exemple, dans les années 1730, le polyhistorien

8. Ján TIBENSKÝ, «Historiografické zdroje a spoločensko-politické vplyvy na vývoj veľkomoravskej tradície do počiatku slovenského národného obrodzenia» [Sources historiographiques et influences socio-politiques de l'évolution de la tradition de la Grande Moravie au début du Renouveau national slovaque], in Richard Marsina & Alexander Ruttikay (eds.), *Svätopluk. 894-1994: materiály z konferencie organizovanej Archeologickým ústavom SAV v Nitre v spolupráci so Slovenskou historickou spoločnosťou pri SAV* [Svätopluk. 894-1994 : documents de la conférence organisée par l'Institut d'archéologie de Nitra en collaboration avec la Société historique slovaque de l'Académie slovaque des sciences], Nitra, Archeologický ústav SAV, 1997, pp. 221-228, ici p. 226 ; – Eva KOWALSKÁ, «Slovakia in the Period of Structural Changes 1711-1848», in Elena MANNOVÁ (ed.) : *A Concise History of Slovakia*. Bratislava, Historický ústav SAV, AEP 2000, pp. 159-184, ici pp. 178-184.

9. Ján TIBENSKÝ, «Veľkomoravská a cyrilometodejská tradícia v období počiatkov slovenského národného obrodzenia», in *Veľká Morava a naša doba. K 1100. výročiu príchodu Cyrila a Metoda* [La tradition de la Grande Moravie et des saints Cyrille et Méthode à l'époque des débuts du renouveau national slovaque, in La Grande Moravie et notre ère : à propos du 1100^e anniversaire de l'arrivée des saints Cyrille et Méthode], Bratislava, Osveta, 1963, pp. 87-114, ici pp. 89-93.

10. TIBENSKÝ 1963, *op. cit.*, pp. 71-72 ; – KOWALSKÁ, *op. cit.*, p. 201-202 ; – Anton BAGIN, *Cyrilo-metodejská tradícia u Slovákov* [La tradition des saints Cyrille et Méthode chez les Slovaques]. Bratislava, Slovak Academic Press, 1993, pp. 15, 26-31.

et encyclopédiste Matej Bel (Matthias Belius) a proposé une description détaillée du château de Devín dans le 2^e volume de son œuvre *Notitia Hungariae novae historico-geographica*. Bel y a également mentionné une légende selon laquelle le château aurait été fondé par une jeune fille, ce qui est déjà signalé par son nom (Devín – Dowina – *deva* « jeune fille »). Cette légende ainsi que la dérivation du nom de lieu du mot *deva* « jeune fille » ont plus tard été réaffirmées dans des sources différentes au cours du XIX^e siècle et ont souvent servi d'argument pour soutenir la théorie de la fondation de la forteresse par les Slaves et non par les Romains¹¹.

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, les descriptions de Devín se multiplient dans la littérature géographique et historique écrite en langue allemande (par exemple chez Johann Matthias Korabinsky)¹². À partir du début du XIX^e siècle, de nombreux ouvrages d'histoire et de géographie nationales sont publiés, concernant la beauté et les monuments du pays. Par exemple, le patriote hongrois, le baron Alojz Medňanský (Alois/Alajos Mednyánszky), se consacrait dans ses articles publiés dans différentes revues (d'abord en allemand, plus tard en hongrois) à l'histoire et à la géographie de la Hongrie. C'est la publication des *Livres de poche pour l'histoire nationale* à partir de 1820 avec Josef Hormayer (de nouveau en langue allemande), qui fut l'aboutissement de ses efforts. Dans le volume 9, nous trouvons également une description détaillée de Devín : « Un amateur d'antiquités historiques et géographiques nationales peut s'y arrêter pour observer des vestiges de l'effort assidu et de la grandeur dépassée du monde d'antan¹³. »

Les années 1830 ont vu une diffusion plus intense des idées nationales au sein de l'Empire des Habsbourg. Devín fait alors partie d'une sélection plus étroite des lieux de mémoire, notamment chez les Slovaques. Le château se popularise surtout à travers les belles-lettres par les ouvrages de Ján Kollár (*Slávy Dcera*, 1832), Ján Hollý (*Swatopluk*, 1833 et *Cirillo-Metodiada*, 1835), et plus tard par les poèmes de la génération de Ľudovít Štúr.

Devín est pour la première fois devenu la scène d'activités nationales concrètes. Le dimanche 24 avril 1836, les étudiants slovaques du lycée protestant de Bratislava ont organisé, à l'initiative de leur professeur Ľudovít Štúr, « une randonnée sur les ruines de l'ancien château de nos pères ». Cette randonnée avait un caractère cérémoniel, comme l'a écrit Jozef Miloslav

11. Bratislava Mateja Bela. Výber z diela Notitia Hungariae novae historico-geographica I., II. zväzok, vydaného r. 1735-1736 vo Viedni [Bratislava de Matej Bel, textes choisis de l'ouvrage Notitia Hungariae novae historico-geographica, vol. I et II, publiés en 1735-1736 à Vienne], Bratislava, Obzor 1984, pp. 219-220.

12. Johann Matthias KORABINSKY, *Geographisch = Historisches und Produkten Lexikon von Ungarn, in welchem die vorzüglichsten Oerter des Landes in alphabetischer Ordnung angegeben, ihre Lage bestimmt, und mit kurzen Nachrichten, die im gesellschaftlichen Umgange angenehm und nützlich sind, vorgestellt werden*. Pressburg, 1786, p. 763.

13. Theben, in *Taschenbuch für die vaterländische Geschichte*. Wien, Herausgegeben durch die Freyherren von Hormayr und von Mednyansky, neunten Jahrgang, 1828, pp. 352-356, citation p. 355.

Hurban quarante-cinq ans plus tard dans ses Mémoires¹⁴. Les participants chantèrent des hymnes, comme « *Devín, notre cher Devín* », composé pour cette occasion par Ľudovít Štúr sur l'air de la chanson « *Nitra, notre chère Nitra*. » Ces chants furent suivis de l'exposé de Štúr sur l'importance historique de Devín et la fête continua par des récitations de poèmes et par des chants en chœur. À la fin de cet événement, Štúr proposa aux participants de choisir une « devise pour la vie » et d'adopter un nouveau nom slave, comme supplément de leur nom. Après un consentement passionné, l'attribution des noms slaves eut lieu, sorte de « baptême national ». Cette randonnée couronnée de succès s'acheva par un déjeuner délicieux dans l'auberge locale.

On peut considérer les années 1830 comme une période où Devín s'est imposé comme un lieu de mémoire des Slovaques et des Magyars, même si le sens et l'intensité en ont été différents. Pour les dirigeants hongrois ou magyars, Devín n'était qu'un de leurs nombreux lieux historiques. Il avait surtout le sens de *porta hungarica* – porte d'entrée en Hongrie depuis l'ouest, frontière ou ligne de jonction avec l'Autriche (par exemple chez Mednyánszky), antiquité de l'histoire et de la géographie nationales et monument culturel. Devín était lié à des périodes et à des personnages historiques différents, tels que la Grande Moravie et Svätopluk (connotations positives ou ambivalentes), ou les militants anti-Habsbourg tels que Gabriel Bethlen et František (Ferenc) Rákoczi qui avaient assiégé le château (connotations positives). Les Turcs (agresseurs et ennemis de l'Europe chrétienne), les armées napoléoniennes et Napoléon en tant que destructeurs du château avaient quant à eux une connotation négative.

Pour les Slovaques, Devín est devenu graduellement un de leurs principaux lieux de mémoire, avec la ville et le château de Nitra, Bratislava, Trenčín, les Tatras, les rivières du Danube et du Váh, etc.¹⁵ Devín était très étroitement lié avec la tradition de la Grande Moravie, c'était un vestige de sa gloire ainsi que de sa triste chute, un témoignage de l'histoire slave commune, une antiquité et un monument national. La colline a été désignée siège des souverains de la Grande Moravie tels que Rastislav, Svätopluk et Mojmir II. Devín aurait été aussi le lieu de la défaite des Moraves par les Magyars à cause de la discorde entre les fils de Svätopluk. La tradition des saints apôtres Cyrille et Méthode formait une deuxième composante de ce lieu de mémoire. Selon Ján Hollý et ceux qui lui ont succédé, Devín était un endroit où les saints Cyrille et Méthode étaient arrivés et où avait commencé leur mission dans toute la Grande Moravie. C'est un lieu sacré pour tous les

14. Jozef Miloslav HURBAN & Ľudovít ŠTÚR, in *Slovenské pohľady*. Časopis pre literatúru, vedy, umenie a politiku [Le magazine *Slovenské pohľady*, revue pour la littérature, la science, l'art et la politique]. Turčiansky Svätý Martin, vol. I, 1881. Randonnée de l'équipe de Štúr au château de Devín, cf. pp. 131-132, 198-205.

15. Dušan ŠKARVANA, *Začiatky moderných slovenských symbolov. K vytváraníu národnej identity od polovice 18. storočia do polovice 19. storočia* [Les origines des symboles slovaques modernes. À propos de la formation de l'identité nationale à partir de la moitié du XVIII^e jusqu'à la moitié du XIX^e siècle]. Banská Bystrica, Univerzita Mateja Bela, 2004, pp. 40-50.

Slovaques, Slaves et chrétiens. En ce sens, ce lieu de mémoire a renforcé sa position dans la conscience du grand public slovaque au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, à travers la presse slovaque, la littérature, encore peu nombreuse, ainsi que par l'intermédiaire du modeste système scolaire slovaque. Les Slovaques ne reflétaient pratiquement pas d'autres époques historiques dans « leur » Devín.

Or, pour les Autrichiens, Devín n'était qu'un des nombreux endroits historiques en Hongrie et, en tant que tel, aussi dans l'Empire des Habsbourg¹⁶.

Les transformations de la signification du lieu de mémoire à l'époque des processus nationaux aux XIX^e et XX^e siècles

Pour le grand public hongrois et autrichien, Devín devient le centre de l'attention surtout en 1896, lors des célébrations du millénaire de l'arrivée des Magyars dans le bassin du Danube. Cette année-là, le gouvernement hongrois fit construire sept « monuments du millénaire » sur les frontières du royaume. Le dernier monument – la colonne d'Arpad – a été inauguré le dimanche 18 octobre 1896, l'inauguration étant organisée par le comitat de Bratislava, la ville de Bratislava et le gouvernement hongrois représenté par un ministre, le baron Samuel Jósika¹⁷.

Malgré un temps pluvieux et venteux, des milliers de personnes se sont rassemblées sur la ruine de Devín ce dimanche-là. Dans son discours, le ministre a désigné l'obélisque comme étant le symbole de l'histoire et de la sagesse millénaires et glorieuses des Magyars. Leurs ancêtres ont vite reconnu que c'était la culture chrétienne de l'Occident qui offrait les meilleures perspectives et l'ont adoptée. Ils ont également vite compris que l'amour de la liberté est un trait qui lie « les autres nations » à la nation magyare et permet de les fusionner en une seule nation politique. C'est Julius von Zsigárdy, membre du conseil municipal, qui a inauguré le monument au nom du comitat de Bratislava. Dans son discours, il a évoqué des idées similaires à celles du ministre, en ajoutant une légende historique sur le Devín. Selon von Zsigárdy « le maître de la forteresse et le chef des Moraves » s'y était défendu avec son peuple contre « la nation des Magyars ». Comme les Magyars ont toujours été des combattants braves, ils ont réussi à conquérir la forteresse. Le chef « morave », ne voyant aucune autre issue, a pris sa fille dans ses bras et s'est jeté avec elle dans les vagues de la rivière. Aussitôt, le jeune chef magyar s'est jeté dans le Danube pour sauver la jeune fille, mais il n'a réussi à récupérer qu'un corps sans âme. Le chef des vainqueurs magyars

16. Pour avoir plus de détails sur la formation du lieu de mémoire jusqu'à la moitié du XIX^e siècle cf. Gabriela KILIÁNOVÁ, *Identita a pamäť. Devín/ Theben/ Dävény ako pamätané miesto* [Identité et mémoire. Devín/ Theben/ Dävény comme un lieu de mémoire]. Bratislava, Ústav etnológie SAV, SAP, 2005, pp. 23-36.

17. Pour l'inauguration du monument, cf. *Pressburger Zeitung*, Jahrgang 133, 1896, n^{os} 186, 275, 280, 283, 285-289.

a rendu la liberté aux Moraves, mais ces derniers ne sont pas partis et ont juré fidélité au vainqueur¹⁸.

L'inauguration du monument était le premier événement public sur la colline de Devín, organisé par l'État. Le discours du représentant du gouvernement hongrois, le ministre Jósika, était en accord avec l'idéologie de l'État de cette époque-là et traduisait une interprétation officielle du millénaire et de l'image de soi des Magyars comme porteurs d'un passé glorieux et d'un avenir moderne¹⁹. Le ministre ainsi que von Zsigárdy ont peint dans leurs discours une image de coexistence harmonieuse des « nationalités » en Hongrie. De plus, von Zsigárdy a, à travers la légende historique, répété la thèse connue selon laquelle les Moraves se seraient soumis aux Magyars de par leur libre volonté. Le monument de Devín est immédiatement devenu un lieu d'excursions d'étudiants, d'associations culturelles hongroises ou magyares, etc.

Après le partage de l'Autriche-Hongrie en 1918, la ville de Bratislava et ses environs sont devenus parties de la Tchécoslovaquie. Par exemple, en 1919, le haut fonctionnaire de l'administration Karel Dominik a désigné le monument millénaire sur la colline de Devín comme un lieu qui « ...témoigne de l'hypocrisie de la culture hune mensongère²⁰ ». Cet avis était probablement partagé par d'autres patriotes tchécoslovaques, car en janvier 1921 des malfaiteurs inconnus (la rumeur disait que c'étaient des membres des légions tchécoslovaques) ont fait exploser l'obélisque qui est tombé dans la rivière de Moravie²¹.

La nouvelle élite tchécoslovaque et slovaque essayait de démontrer et de mettre en valeur surtout les fondements slaves de Devín, à travers des événements qui ont culminé avec le pèlerinage national sur Devín en 1927, année du 1001^e anniversaire de la naissance de saint Cyrille. L'événement a été organisé par les élites slovaques religieuses (catholiques) et politiques. À part les représentants de la nation politique « tchécoslovaque », les représentants des autres nations slaves avaient été invités à cette célébration. Ils s'y sont mis d'accord qu'à partir de ce moment-là les célébrations slaves auraient lieu sur la colline de Devín tous les deux ans, ce qui a créé un fondement pour des célébrations nationales (encore tchécoslovaques à cette époque-là) régulières sur la colline de Devín²².

18. *Pressburger Zeitung* 1896, Jahrgang 133, n^o 288, Abendblatt, p. 2.

19. Elena MANNOVÁ, «Culture in a Multi-Ethnic Environment», in Elena MANNOVÁ (ed.): *A Concise History of Slovakia*. Bratislava, Historický ústav SAV, AEP 2000, pp. 215-240, ici p. 232.

20. Karel DOMINIK, «Den smutku», in Karel J. ŽÁKOUCÝ: *Národní hrdina generál Dr. M. R. Štefánik. Svátkový lidové knihovny* [Un jour de deuil, in : *Le héros national - général docteur M. R. Štefánik*], vol. 35, České Budějovice, 1919, pp. 10-11.

21. *Pressburger Zeitung*, 158^e année, 1921, n^{os} 11, 12; *Slovenský denník*, vol. IV, 1921, n^{os} 9 et 12.

22. Ludovít ZACHAR, *Sv. Cyril a Metod na Devíne. Devín hlavné a sídelné mesto Veľkomoravskej ríše* [Les saints Cyrille et Méthode à Devín. Devín – capitale de l'Empire de la Grande Moravie]. Trnava, Spolok sv. Vojtecha, 1928, pp. 3-4.

« L'occupation » de ce lieu de mémoire par une nouvelle élite était d'autant plus compliquée que dans l'entre-deux-guerres, la plupart des habitants du village de Devín revendiquaient la nationalité allemande et, encore dans les années 1920, restaient loyaux aux idées hongroises (ce qui s'est manifesté, par exemple, dans l'affaire de la destruction du monument).

Les années 1930 ont été marquées par des fouilles archéologiques intensives sur la colline de Devín, suivies de très près par le grand public. En 1936, *Slovenský denník* (Journal slovaque) a publié en gros titre : « Devín fut un château slave. L'importance des nouvelles trouvailles archéologiques au château de Devín. Le succès des travaux du professeur Eisner ²³ ». Devín comme site slave (et pas autre) est devenu un fait accompli, accepté par le grand public. Le sens de Devín en tant que lieu de mémoire des Slovaques, de lieu d'une histoire commune des Tchèques et des Slovaques et de tous les Slaves a culminé dans les années 1930. Selon la logique idéologique de l'État tchécoslovaque, ce lieu pouvait être partagé par tous les Slaves, mais ces ruines ne pouvaient pas en même temps être un lieu important pour les Hongrois ou pour les Allemands. D'autre part, l'expulsion des « Autres » est allée si loin qu'à partir de la seconde moitié des années 1930, suite à la croissance du mouvement nationaliste et autonomiste en Slovaquie, l'image de Devín a commencé à se réduire à une image « tchécoslovaque » et « slovaque ». « L'occupation » de Devín par la représentation nationale slovaque a culminé en 1938.

Le 5 juin 1938, une manifestation autonomiste a eu lieu sur la place Hviezdoslav à Bratislava, organisée par le Parti populaire slovaque de Hlinka. Un mois plus tard, le 5 juillet, les célébrations de la fête des saints Cyrille et Méthode se sont déroulées sur la colline de Devín qui, selon la presse, était devenu un lieu de pèlerinage pour des « foules de milliers de personnes » de Bratislava et des villages avoisinants. Les célébrations eurent une forte tonalité nationale, ce qui s'est manifesté dans la sélection des orateurs et dans leurs discours. Ces derniers étaient représentés par le docteur Peter Hletko, représentant de l'association sportive « Sokol » (le Faucon) catholique des Slovaques américains, et le député Karol Sidor; le discours principal étant tenu par Alexander (Šaňo) Mach, à cette époque-là président de l'association catholique « Orol » (l'Aigle), qui parlait déjà ouvertement de « la lutte pour une république cyrillo-méthodienne » [pl. III]. Après avoir entendu ces discours, personne ne doutait des objectifs politiques poursuivis par les orateurs : il s'agissait d'aboutir à l'autonomie de la Slovaquie au sein de la République tchécoslovaque ²⁴. Du point de vue historique, le fait que les événements politiques successifs et les changements de frontières ont coupé Devín « slave, tchécoslovaque ou slovaque » de Bratislava et que, le 24 novembre 1938, le village est devenu partie de l'Empire allemand sous le

23. *Slovenský denník*, vol. 19, 1936, n° 239. Le professeur Jan Eisner fut, à cette époque-là, chargé de fouilles archéologiques à Devín.

24. *Slovák*, vol. XX, nos 148, 150, 152.

nom de Theben an der Donau, est un paradoxe ironique ²⁵. Il s'agissait de l'annexion d'un lieu frontalier important et en même temps d'un lieu symbolique pour les Hongrois, les Slovaques et, à ce moment-là, pour les Allemands aussi.

L'attention du grand public et des médias allemands a été attirée sur Devín le dimanche de la Pentecôte 1939 (le 29 mai), lorsque la *Grenzlandtreffen* (« rencontre dans la région frontalière ») a eu lieu sur la colline du château. L'événement a été soigneusement préparé par la mairie du village ainsi que par les organes d'État. À cette occasion, un amphithéâtre en plein air fut construit sur la colline, pouvant accueillir à peu près 10 000 spectateurs. 15 000 personnes venant des villages allemands « d'en face » ont visité le village, ainsi que les hommes politiques, les dirigeants et les représentants des minorités allemandes des États voisins. Les participants ne s'étaient pas laissés décourager par un temps pluvieux et trop frais pour un mois de mai. Dans l'amphithéâtre plein à craquer eut lieu une rencontre fascinante, et soigneusement mise en scène, des Allemands du Reich avec les minorités allemandes venant de la Slovaquie, de la Bohême, de la Hongrie et de la Roumanie qui, à travers des chants, danses et dialogues de théâtre, se déclarèrent partisans de la grande nation-mère allemande et de son *Führer* Adolf Hitler. Les acteurs de cet événement ont désigné Devín comme un point frontalier important, où les Allemands devraient se défendre face aux attaques de leurs ennemis ²⁶.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le changement de climat politique s'est immédiatement reflété aussi sur la colline de Devín. Le 5 juillet 1945, les organes d'État de la Tchécoslovaquie nouvellement reformée y ont organisé des célébrations d'une ampleur sans précédent, avec 30 000 participants (selon la presse). Les trains les amenèrent de toute la Slovaquie occidentale. Les fêtes de Devín célébraient « la coalition antifasciste éternelle des nations slaves », Devín symbolisant leur fraternité [pl. III]. Or, nous devons nous rendre compte que dans cette période tourmentée d'après-guerre, l'idée slave ne constituait pas uniquement une « démonstration de l'union et de la force slave » (d'après le quotidien *Pravda*), mais marquant aussi l'ostracisme envers les non-Slaves, à savoir les Allemands et les Hongrois, dépossédés du statut de citoyens peu de temps après ou déportés au-delà des frontières du pays dans le cadre d'un « échange de populations ». Les célébrations panslaves se déroulèrent jusqu'au début des années 1950, mais en ce temps-là la colline était devenue partie de la zone frontalière isolée. Par la suite, toute tentative de renouveler les célébrations à Devín sera liée avec la mobilisation civique et nationale des Slovaques et la résistance au pouvoir d'État. Ce fut le cas à partir de la fin des années 1950, particulièrement par exemple en 1968.

25. *Slovenský denník*, XXI^e année, 1938, n° 274, p. 3.

26. *Grenzbote*, 69^e année, nos 145, 146.

Les événements du novembre 1989 ont de nouveau placé Devín au centre d'activités commémoratives. Le 10 décembre 1989, le mouvement politique « Le public contre la violence » (VPN) a organisé une marche à travers la frontière austro-tchécoslovaque vers la ville de Hainburg, représentant un pas symbolique vers l'Europe. À peu près 100 000 personnes participèrent à cette marche. Une partie de programme se déroula sous la colline de Devín. Ce jour-là, quelques habitants du village de Devín ont commencé à couper spontanément les barbelés, la colline apparaissant désormais sur la une des journaux comme un symbole de la chute du rideau de fer [pl. IV].

Malgré l'activité des associations et des partis politiques (par exemple du Parti national slovaque, voire du pouvoir étatique – le 5 juillet 2007 le Premier ministre Robert Fico et quelques ministres du gouvernement ont prononcé des discours sur la colline), dans les années suivantes il n'y eut plus eu d'événements politiques de masse sur la colline de Devín. Or, ce lieu n'a pas perdu de son importance, tout au contraire. Une enquête sociologique représentative de 2003 a montré que Devín en tant que lieu historique important et symbole national est fortement ancré dans la conscience des Slovaques [pl. IV]. La population adulte lui a attribué la deuxième place sur la liste des symboles nationaux les plus forts et les plus précieux, la première place étant attribuée aux Tatras²⁷. Devín reste un lieu de randonnées familiales, d'excursions scolaires et d'événements culturels importants. La silhouette caractéristique du château se trouve sur les pièces de monnaie slovaque ainsi que sur les propositions de nouvelles pièces pour l'euro, elle est utilisée dans les médias ainsi que dans des campagnes de publicité. Devín est devenu un symbole de l'histoire nationale des Slovaques et d'histoire culturelle en général largement accepté. À noter un nouvel usage de Devín qui est particulièrement intéressant dans ce contexte : depuis 2003, il est un lieu de cérémonie de mariages civiques. Les jeunes couples déclarent désirer que ce site naturel extraordinaire et ce symbole national fassent partie des moments clefs de leur vie privée²⁸.

Conclusion

Dans la seconde moitié du xx^e siècle, Devín est devenu un lieu de mémoire « occupé » par la nation slovaque, les autres groupes tels que Hongrois ou Allemands/Autrichiens ayant transporté leurs lieux de mémoire ailleurs. On peut citer l'exemple du monument pour les Allemands des Carpates, créé à l'époque du rideau de fer par les Allemands originaires de la Slovaquie sur la colline de Braunberg près de la ville de Hainburg en Autriche – en face de

27. Vladimír KRIVÝ, *Kolektívne identity na súčasnom Slovensku. Pramenná publikácia dát zo sociologického výskumu* [Identités collectives en Slovaquie contemporaine. Sources de données de l'enquête sociologique]. Bratislava, Centrum excelentnosti SAV «Kolektívne identity», Sociologický ústav SAV, Ústav etnológie SAV, 2004, pp. 33-34.

28. Enquête de terrain de l'auteur, 2005.

Devín. L'activité des représentants de la minorité hongroise en Slovaquie, immédiatement après les changements politiques en 1989, constitue un autre exemple. En 1996, lors du 1 100^e anniversaire de l'arrivée des Magyars dans le bassin du Danube, ces représentants cherchèrent des endroits pour ériger des monuments commémoratifs éventuels dans des villages habités par les Hongrois en Slovaquie du Sud, mais Devín n'a pas été pris en considération.

Les résultats de cette recherche ont montré qu'à présent, du point de vue de la population slovaque, il n'est pas important d'accentuer ou de prouver la signification de la colline de Devín comme symbole lors de célébrations spécifiques. Devín est ancré dans la mémoire collective des Slovaques, ce qui se manifeste par l'utilisation de ce symbole lors d'occasions publiques diverses, à des objectifs culturels, éducatifs, politiques, etc. En même temps, l'insertion d'un lieu de mémoire dans la vie personnelle et les activités privées d'un individu manifeste, dans certains cas, une relation individuelle de l'Homme moderne et réflexif vis-à-vis de ce lieu ; son émancipation culturelle, sociétale et nationale.

Austerlitz champ de bataille : deux siècles de mémoire vivante

par

Daniela TINKOVÁ

Faculté de lettres de l'Université Charles de Prague

Ce thème très connu l'est peut-être même trop aux yeux des historiens, et à ceux du public tant français que tchèque. Il s'agit d'un lieu que tout Européen un peu cultivé connaît : le nom d'Austerlitz (Slavkov), petite ville de Moravie, est devenu synonyme d'une des plus grandes et des plus célèbres batailles de l'histoire, synonyme du pouvoir napoléonien ou, du moins, de sa gloire passagère. Il me semble pourtant que, pour cette rencontre franco-tchéco-slovaque, Austerlitz représente un lieu de mémoire privilégié dont la tradition subsiste depuis plus de deux siècles bien que sa signification ait subi des transformations.

La mémoire d'Austerlitz n'est pas une invention des historiens modernes. La légende du « soleil sanglant d'Austerlitz » a été cultivée, comme on le sait, par Napoléon lui-même, dès le lendemain de la bataille. L'histoire de la bataille elle-même est assez connue; je ne vais pas la résumer ici. Tout le monde sait qu'il s'agit d'une défaite fatale pour les armées coalisées de l'Autriche et de la Russie contre l'armée française de Napoléon qui a marqué, d'une manière décisive, le sort de l'Europe entière, pour plusieurs générations.

Le champ de bataille se trouve sur un plateau de la région de Moravie du Sud, situé entre Brno, la métropole morave, et la ville d'Austerlitz; il occupe quelque 150 hectares. On disait que le nom même de la Moravie rappelait aux soldats français un mauvais destin – *mort à vie*. Pour la région, cette bataille, terriblement sanglante, a représenté une expérience difficile et douloureuse. Sans compter les 30 000 morts, la double occupation française et russe fut dure pour la Moravie : il y eut beaucoup de paysans victimes d'épidémies, des villages pillés ou incendiés par les soldats, des champs de blé dévastés. La bataille marqua et même changea le paysage morave; elle grava sa signature dans la mémoire des habitants et de leurs descendants, dans leur structure démographique et dans le terrain même; elle avait profondément imprégné la conscience de la population de la région et le souvenir en resta toujours très fort. Pour les premières générations, le champ de bataille fut rappelé par toute une série de monuments et de traces souvent encore visibles. Il n'est pas donc étonnant que ce lieu, soit devenu un « lieu de mémoire » d'une manière plus

ou moins spontanée. Ainsi, le champ de bataille d'Austerlitz se voit, depuis plus de deux cents ans, sans cesse « reconstruit » en tant que terrain délimité toujours à l'aide de monuments, souvenirs et même de légendes transmises oralement, à travers une tradition toujours ranimée.

I. Les traces et les monuments

Les vestiges immédiates qui entretiennent cette mémoire peuvent être divisées en plusieurs groupes :

1. Les éléments matériels (géographiques et architecturaux)

a) les édifices et lieux témoins des événements cruciaux de la bataille (par exemple les auberges où séjournèrent les protagonistes avant et après la bataille ; comme la poste de Pozořice (lieu du séjour du général Bagration, de Napoléon même et lieu de capitulation de l'Autriche annoncée à Napoléon par le prince Liechtenstein), l'auberge Pindulka (séjour de Napoléon), la colline de Žuráň (son état-major), le Moulin brûlé (lieu de la rencontre de Napoléon avec l'empereur François I^{er} après la bataille) ou bien encore le château d'Austerlitz (lieu du séjour du tsar et de l'empereur avant la bataille, et de Napoléon après ; c'est ici que l'on négocia les accords préliminaires de la future paix de Pressbourg) ;

b) les traces visibles que la bataille avait laissées (notamment le sommet aplati de la colline de Santon ; les tranchées françaises sur la même colline ; les croix dans le mur du parc du château de Sokolnice indiquant les ouvertures faites pour l'emplacement des canons français) ;

c) les petits objets retrouvés (et que l'on retrouve jusqu'à nos jours) sur le champ de bataille ou bien dans les fosses communes – les petites croix ou icônes russes ou bien les autels portatifs à côté des arbres ou des balles : dans beaucoup de familles de la région, on garde depuis des générations des collections d'objets retrouvés sur le champ de bataille et d'autres souvenirs rappelant l'époque et la culture napoléonienne ;

d) monuments, tombes, croix, calvaires, etc. érigés immédiatement ou peu après la bataille, puis les autres monuments aux soldats morts érigés plus tard (citons encore la chapelle orthodoxe près de Pozořice construite – d'après une légende – par une aristocrate russe pour son parent, officier du tsar, tombé pendant la bataille ; on connaît actuellement 22 fosses communes. Ensuite, les monuments édifiés à l'occasion de différents anniversaires et actes commémoratifs (la statue de Koutouzov à Křenovice en 1995 ou le Monument /Tumulus de la Paix construit sur la colline de Prace en 1911-1912).

2. Les éléments iconographiques – gravures et peintures d'époque (même des peintres les plus célèbres, comme Jean-Antoine Gros ou François Gérard).

3. Les éléments et traces linguistiques (toponymiques et anthroponymiques) :

a) Les anthroponymes. On cite souvent la présence de noms de famille français dans la région. Pourtant, il faut être prudent car beaucoup de familles d'origine française étaient venues bien avant la bataille, dès le XVIII^e siècle, soit avec les commerçants, soit avec les émigrés nobles, lors de la Révolution française ;

b) Les toponymes¹.

4. Les souvenirs transmis par la tradition orale

a) les chansons traditionnelles ayant conservé l'expérience de la bataille ;

b) les légendes et récits (par exemple sur un trésor russe caché dans les champs).

Toute cette tradition était néanmoins plus ou moins fondée sur des récits et des actes de piété spontanés ou peu organisés. La véritable tradition napoléonienne liée au champ de bataille d'Austerlitz ne commença vraiment qu'avec le premier centenaire de la bataille, vers 1905.

II. La tradition napoléonienne à Austerlitz

1. Première phase – vers le premier centenaire : les combats pour le monument aux morts

Le premier grand événement qui marqua cette nouvelle phase dans la tradition d'Austerlitz fut la construction du fameux édifice, le Monument ou Tumulus de la Paix [pl. V]. Celui-ci mérite un peu plus notre attention car il reflète bien les enjeux politiques du pays vers 1900. On dit que le type du monument construit en 1912 – destiné à célébrer la paix et à rendre hommage aux morts et non à vénérer la victoire – représente une entreprise unique dans l'Europe de 1900, donc antérieure à la construction des monuments similaires à Leipzig ou à Verdun. Au surplus, le contexte politique et culturel y était favorable : n'oublions pas qu'avant 1918, les Pays tchèques faisaient encore partie de la monarchie austro-hongroise, donc la même qui perdit beaucoup avec la bataille d'Austerlitz contre Napoléon. Il n'était donc pas imaginable de faire construire un monument pour célébrer sa propre défaite ou bien la victoire de l'adversaire français.

L'idée d'un monument dédié à la paix est due notamment au nom d'un curé du village de Sokolnice, Alois Slovák. En 1897, il nota dans son petit livre consacré à la bataille des Trois empereurs que lors de son tour des

1. Même ici, il faut être prudent : par exemple, le « toponyme » le mieux connu lié traditionnellement à la bataille, c'était le nom de la colline appelée jadis « Padělek » (une dénomination dialectale pour une colline ou bien pour une part d'un champ) et depuis la bataille « Santon » : on disait qu'elle devait son nom aux soldats français auxquels elle rappelait une certaine montagne de ce nom qui se trouvait en Égypte. Cette légende était appuyée sur le fait que la colline est riche de plantes méditerranéennes très rares dans la région. Pourtant, l'explication est plus simple : il paraît que les cartographes français avaient commis une simple erreur, en 1815 : ils se trompèrent et mirent, sur le « Santon », le nom de « S. Anton » (Saint-Antoine) – donc le nom d'une chapelle qui se trouve sur la colline voisine au-dessus du village d'Újezd. Cependant, entre 1805 et 1850 environ, on appelait communément cette colline « la colline de Napoléon ».

cimetières à la Toussaint de 1896, il s'était dit : « Je connais un cimetière long de quatre heures de voyage [...], un cimetière immense qui comporte des milliers de morts. Personne ne décore leurs tombes, personne n'y met de cierges, personne ne prie sur ces tombes. »

Alois Slovák prit donc l'initiative, dès 1899, de la fondation d'un Comité pour la construction d'un monument aux morts ; ce comité – composé bientôt de huit dizaines de personnes, dont plusieurs enseignants, prêtres, professeurs, mais aussi de paysans des seize communes des alentours de l'ancien champ de bataille – adressa, en 1901, une pétition aux gouvernements de l'Autriche-Hongrie, de la France et de la Russie, en leur demandant un soutien financier pour la construction du monument en vue de célébrer le premier centenaire, en 1905 ; mais les problèmes du financement ont ralenti les travaux de plusieurs années. La Russie fut le premier pays à réagir : entre 1901 et 1905 déjà, le ministère russe de la Guerre envoya 13 158 roubles (50 000 couronnes) ; le gouvernement autrichien fut plus prudent : en 1908, il offrit 800 couronnes (plus tard, la somme finale fut de 12 000 couronnes environ). S'y ajoutèrent différentes corporations et institutions, dons individuels, initiatives privées (32 000 couronnes). Le gouvernement français ne réagit qu'assez tard, durant les travaux de construction même, avec une somme de 12 222 francs (11 000 couronnes environ). Le Conseil municipal de la Ville de Paris envoya ensuite 1 000 francs (900 couronnes).

Ces disproportions méritent peut-être réflexion. On voit bien l'embarras du gouvernement autrichien face à un monument édifié sur le lieu d'une défaite cruciale. Mais on constate un embarras semblable de la part des Français ; la Troisième République ne voulait pas trop cultiver le culte napoléonien. En revanche, les Russes – bien que vaincus – n'ont pas hésité à envoyer une somme assez importante : n'oublions pas du reste que ce sont eux qui avaient subi les pertes les plus importantes.

Le comité de Slovák s'est alors adressé à deux architectes pour leur demander de préparer un projet. Le projet d'Otakar Wagner, professeur de la Polytechnique viennoise, fut rejeté pour sa conception trop Empire ; et le projet d'un autre architecte viennois, Augustin Kirstein, ne fut malheureusement pas conservé. Le jury préféra finalement les projets de Josef Fanta, enseignant à la Polytechnique de Prague, connu, entre autres, pour la construction du bâtiment central de la gare principale à Prague. Il réalisa six esquisses dont il a lui-même préféré celle qu'il avait appelée *Le Tumulus de la Mort*. Mais c'est finalement le Tumulus de la Paix qui l'emporta. La colline de Pratec a été choisie comme lieu d'emplacement du monument, c'est-à-dire le lieu où l'issue de la bataille s'était décidée.

La conception de Fanta était assez simple : il s'agit d'une chapelle quasi sépulcrale, ou même d'un ossuaire de style Sécession-Art Déco qui contient les dépouilles des soldats tombés. Elle est de forme pyramidale, ou en pyramide sphérique tronquée, de 26 mètres de haut. Son sommet est composé d'un groupe sculptural de 10 mètres : on y trouve un ellipsoïde représentant

le globe terrestre, puis un calvaire fait d'une croix orthodoxe (parfois appelée de manière assez ambiguë croix slave ou paléochrétienne) représentant la Crucifixion, et aux bras liés par les figures de la Vierge Marie et de saint Jean. Le système de terrasses et de rampes repose directement et symboliquement sur le sol même du champ de bataille ; sur les quatre bras, on trouve les flambeaux et quatre statues de « héros » avec les armoiries nationales des pays combattants tournées vers les quatre points cardinaux – de la France, de l'Autriche, de la Russie – mais aussi de la Moravie, donc la région des combats ; la statuaire fut réalisée par le sculpteur Čeněk Vosmík (1850-1944).

La porte est bordée par deux figures féminines – la Mère et la Mariée – en deuil (faites, elles aussi, par Vosmík) ; au-dessus de la porte se trouve l'inscription *Interfecti mei resurgent* (mes assassinés resurgiront), une citation du prophète Isaïe. Sur les plaques ovales de la façade, on peut lire – en allemand, en français et en tchèque – la dédicace aux soldats autrichiens, tchèques, français et russes tombés lors de la bataille d'Austerlitz. En russe, la dédicace est faite exclusivement « aux soldats russes ». L'intérieur de la chapelle (10 mètres sur 10 et 9 mètres de hauteur) est assez simple ; un autel du marbre de Carrare est décoré de mosaïques de style byzantin et son centre spirituel représente l'Agneau.

J'aimerais souligner quelques traits importants : la croix « slave » ou orthodoxe, la mosaïque sur l'autel, la formule russe de l'inscription. Le monument de la Paix et son décor interne et externe reflètent bien l'atmosphère et la rationalité de cette « fin de siècle tardif » : ni déploration de la défaite de la monarchie, ni célébration des vainqueurs ; il est conçu surtout comme une chapelle mortuaire ou bien comme un ossuaire. Son décor porte l'empreinte des éléments orthodoxes ou slaves, mais pas seulement parce que c'étaient les Russes qui avaient largement financé le projet. Cette symbolique, en même temps, rappelait la russophilie et la slavophilie latentes, toujours présente dans cette période de renaissance nationale tardive qui se déroulait encore sous la monarchie habsbourgeoise.

L'édifice, commencé en 1910, fut achevé en deux ans seulement, en 1912 ; il ne restait pratiquement qu'à le consacrer. Mais il y avait un autre problème : le curé Slovák exprima le vœu – eu égard à la prépondérance des Russes morts – de faire une *double* consécration : catholique ET orthodoxe, ce qui lui fut refusé de la part de l'évêché de Brno.

La chapelle devait être consacrée en 1914 : mais, ironie du destin, à cause de la Première Guerre mondiale, cet acte fut remis à plus tard. Mais *le plus tard* n'arriva jamais plus – jusqu'à nos jours, cette « chapelle » ne fut jamais consacrée. Sous la Première République tchécoslovaque – dans l'État peut-être le plus laïque en Europe avec la France – le monument fut rattaché par le régime en tant que monument civil. Et plus tard, et sous le régime communiste, on ne put même plus y penser.

2. Les années 1920-1930 (la Première République tchécoslovaque)

La période de la Première République tchécoslovaque de l'entre-deux-guerres (1918-1938) peut être considérée comme un certain apogée de la tradition napoléonienne dans la région d'Austerlitz. Le champ de bataille devint un lieu de mémoire privilégié pour manifester l'orientation francophile de la politique étrangère de la jeune République – un lieu de « mémoire commune » de l'amitié franco-tchécoslovaque.

On a entrepris alors tout une série d'activités de commémoration, dont : les visites officielles du champ de bataille d'Austerlitz par les hommes politiques tchécoslovaques (Masaryk, etc.) et français (maréchal Pétain) ; différents actes de piété et autres cérémonies rappelant les événements de 1805 ; la construction du monument sur la colline de Žuráň (état-major de Napoléon) devenu « territoire français » [pl. V].

L'une des entreprises les plus importantes fut l'organisation d'une grande exposition napoléonienne au château d'Austerlitz (1931), devenue une base pour le futur Musée napoléonien ; elle fut organisée sous la protection du gouvernement tchécoslovaque pour célébrer le 125^e anniversaire de la bataille et le 110^e anniversaire du décès de Napoléon. L'instigation première et immédiate fut provoquée par la mort du curé Slovák, en 1930, dont la succession (contenant tout une série d'objets relatifs à l'histoire de la bataille) fut reprise par les responsables de la ville, et est devenue la base de l'exposition. L'exposition fut au départ conçue comme une manifestation pour la paix universelle ; cependant, le ministère de la Défense nationale rejeta ce « pacifisme inadéquat » et ordonna tout au contraire d'accentuer surtout l'amitié (même militaire) franco-tchécoslovaque. L'exposition culmina avec un spectacle représentant les épisodes les plus célèbres de la bataille.

Dans la présidence du comité, on pouvait trouver des personnalités françaises et tchèques d'importance (la veuve d'Ernest Denis, le consul de France à Brno, Achille Jennieque, ou le chef de la mission militaire française Louis-Eugène Faucher, mais aussi l'artiste-peintre Zdenka Braunerová).

La naissance des sociétés napoléoniennes à Brno (1934) et à Prague (1930) fut également pour la propagation de l'histoire napoléonienne, pour l'organisation de conférences et d'excursions thématiques et pour le renforcement du « sentiment du patriotisme et de l'héroïsme ». Même l'organisation de « Jeux napoléoniens » dans les jardins du château d'Austerlitz n'est pas sans intérêt. Il s'agit donc de représentations scéniques en uniforme pour rappeler les épisodes célèbres de la bataille d'Austerlitz (1933, 1935) organisées sous le patronage du ministre des Affaires étrangères, Edvard Beneš, et du chef de la légation de la République française en Tchécoslovaquie, Paul-Émile Naggiar.

III. Les années 1940-1980 : l'étouffement des activités pendant la guerre et le régime communiste

La guerre et le régime communiste ont étouffé la plupart des activités. On peut néanmoins en retenir quelques-unes, comme la survivance de modestes actes de piété organisés dans le Monument de Paix, le jour anniversaire de la bataille, ou bien l'organisation de séminaires consacrés à l'histoire napoléonienne et d'autres actions placées sous l'égide d'organisations de mémoire militaire. Dans les années 1968-1969 eurent lieu quelques actions modestes avec une participation française (comme l'inauguration d'un monument au général Valhubert, mort à Brno, près de sa tombe supposée). À partir de 1976, on commença à faire revivre les reconstitutions (semi-clandestines) de la bataille d'Austerlitz, avec la participation de « troupes » belges en uniforme. Il est clair que l'accentuation du rôle des Russes dans la légende napoléonienne et la vénération de Koutouzov constituaient alors une grande partie de certains actes commémoratifs. Un grand mérite pour l'entretien de la mémoire napoléonienne à Austerlitz revient, entre autres, à Dušan Uhlíř, historien de l'époque napoléonienne et auteur de plusieurs monographies consacrées à la bataille d'Austerlitz.

IV. Depuis 1989 : la réanimation des activités liées au champ de bataille d'Austerlitz

Dès les derniers mois de 1989, on commença à faire revivre la tradition dont le symbole était la résurrection de la Société napoléonienne disparue. En 1991, le territoire de l'ancien champ de bataille d'Austerlitz a été déclaré *zone de protection des monuments culturels (ochranné pásmo kulturních památek)*. Les reconstitutions de la bataille, organisées désormais chaque année, notamment depuis 1998, vers le 2 décembre, devinrent beaucoup plus importantes et attirèrent un vaste public. Le 2 décembre mis à part, on recommença à célébrer également l'anniversaire de Napoléon : les « journées Napoléon » vers le 15 août – réanimation d'une tradition des années 1930 – consistent surtout en actions historico-militaires et en concerts de musique country et folk.

Naturellement, les préparatifs du Bicentenaire en 2005 furent l'apogée de ces célébrations. Le « projet Austerlitz 2005 » comprenait un ensemble d'activités pour célébrer le Bicentenaire consistant en la rénovation des monuments, en la modernisation du musée près du Monument de la Paix, en l'organisation de différentes activités dont des conférences. Le Bicentenaire fut considéré comme un succès énorme, plus de 3 600 figurants amateurs en uniforme, venus de vingt-quatre pays, participèrent à la partie historico-militaire et plusieurs dizaines de milliers de spectateurs arrivèrent de la République tchèque et de l'étranger.

Ce projet – ainsi que le projet appelé simplement *Austerlitz* – visait à populariser l'époque napoléonienne d'une manière intéressante et attractive pour le vaste public, à l'aide de conférences, séminaires, films documentaires. Il cherchait à préparer les actions de souvenir et de piété liées aux guerres de Napoléon dans notre pays, et cela en coopération avec les homologues autrichiens, allemands ou polonais (par exemple actuellement, on prépare les célébrations du bicentenaire de la bataille de Znojmo en 1809 et celles de la bataille de Chlumec en 1813). Ensuite, le projet visait à « soutenir la conscience de notre pays et de notre région, sur l'évolution historique dans le processus d'intégration européenne », puis finalement à « créer et soutenir des activités qui vont attirer l'attention des touristes tchèques et étrangers et donc contribuer à la réanimation du tourisme dans la région. »

Les motifs rappelant la tradition napoléonienne apparaissent un peu partout dans la région, et sous différentes formes : par exemple dans l'architecture industrielle, avec l'édifice de Zapabeton qui se trouve tout près de l'autoroute reliant Brno et Olomouc [pl. VI].

L'appel à la tradition joua néanmoins un rôle important dans le cas des projets architecturaux controversés projetés pour le territoire du champ de bataille, dont le supermarché Delvita destiné à la pente de Žuráň, ou bien le radar de l'OTAN dont la construction fut récemment décidée par le ministère de la Défense nationale malgré les interdictions de la part du Bureau de la protection des monuments culturels (*památková péče*) de la ville d'Austerlitz qui soulignait le fait que le lieu est un monument culturel et qu'un objet militaire de ce type se trouverait en contradiction avec les valeurs symbolisées par le lieu même. Ce radar devrait être situé tout près du Monument de la Paix, et cela à l'emplacement – ou très près – d'un ancien radar russe.

Conclusion

Le champ de bataille d'Austerlitz est ici présenté en tant que lieu où une tradition subsiste depuis deux siècles et où la mémoire n'a pas été interrompue. Après la disparition des générations qui avaient fait l'expérience immédiate de la bataille, la mémoire et la tradition furent prolongées intentionnellement ; néanmoins, ses formes changèrent en fonction du contexte politique et culturel. À l'époque de la renaissance nationale culminante, dans les toutes dernières années de l'existence de la monarchie des Habsbourg – alors qu'une célébration ouverte de Napoléon était impensable –, les éléments slavophiles et les tendances pacifistes prédominèrent.

En revanche, l'orientation francophile de la Première République tchécoslovaque n'hésita pas à révéler le souvenir d'Austerlitz – symbole même de la défaite de l'Autriche désormais détestée, ainsi que de la puissance militaire de la France. Le culte d'Austerlitz fut intentionnellement cultivé en tant que célébration de l'amitié et de l'alliance militaire franco-tchécoslovaques ; en même temps, ce culte devait contribuer à cultiver le patriotisme, l'héroïsme et

l'esprit guerrier de la jeune armée tchécoslovaque et, en général, des citoyens de la nouvelle république.

L'époque suivante, de la Seconde Guerre mondiale à la chute du régime communiste, étouffa les activités internationales et nationales ou régionales, en dehors des efforts en vue de réanimer à la fois le culte russophile, le culte de Koutouzov, et en même temps de relier plus étroitement la tradition napoléonienne à la tradition de la Révolution française.

À l'époque contemporaine, la réanimation actuelle de la tradition d'Austerlitz vise un certain dépassement de l'interprétation nationale ou « inter-nationale » ; d'un côté, elle se tient dans l'esprit d'un lieu de mémoire transnational, européenne ; de l'autre côté, cette tradition rénovée représente un appel à la conscience régionale qui vise à la réanimation de la vie culturelle de la région d'Austerlitz elle-même mais qui prend souvent la forme d'une entreprise purement commerciale ou touristique.

BIBLIOGRAPHIE

- «Bitva u Slavkova a válka roku 1805» [La bataille d'Austerlitz et la guerre de 1805]. *Sborník dokumentů a studií k 200. výročí*, avec une préface d'Olega SOKOLOVA, 2005.
- «Byla vojna u Slavkova. Příspěvky k válečným událostem roku 1805 na Moravě» [La guerre à Austerlitz. Contributions aux événements guerriers de 1805 en Moravie]. *Sborník Historického muzea ve Slavkově*, Slavkov, 1983.
- Jiří FIALA, «O některých kramářských a lidových písních s tematikou válek s revoluční a napoleonskou Francií» [De quelques chansons populaires et de colportage sur le thème des guerres révolutionnaires et napoléoniennes avec la France], in *Napoleonské války a historická paměť, Sborník příspěvků ze stejnojmenné konference konané ve dnech 21-22. dubna 2005 v Brně*. L. FASORA – J. HANUŠ – J. MALÍŘ (éd.), pp. 365-373.
- Hana GERNEŠOVÁ, «Tradice vzpomínkových akcí na slavkovskou bitvu» [La tradition des commémorations de la bataille d'Austerlitz], in *Napoleonské války a historická paměť*, pp. 353-364.
- Jana KOLČÁŘOVÁ, «Co vypovídají lidové písně o napoleonských válkách» [Que racontent les chansons populaires sur les guerres napoléoniennes], *Napoleonské války a historická paměť*, pp. 375-387.
- František KOPECKÝ, *200 let tradic bitvy u Slavkova* [Deux siècles de tradition de la bataille d'Austerlitz], Onufrius, 2006.
- Jan KUX & Miroslav RAŠKA, *Historiky kolem slavkovského bojiště* [Anecdotes autour du champ de bataille d'Austerlitz], Onufrius, 1995.
- Karel SÁČEK, Dušan UHLÍŘ & Ladislav KOŘALNÍK, *Sokolnice a slavkovská bitva* [Sokolnice et la bataille d'Austerlitz], Sokolnice, Československá napoleonská společnost, 2000.
- Alois SLOVÁK, *Bitva u Slavkova* [La bataille d'Austerlitz], Brno, 1897.
- ID., *Na bojišti slavkovském* [Sur le champ de bataille d'Austerlitz], Brno, 1922.

Jan ŠPATNÝ, «Tradice bitvy u Slavkova», in *Napoleonské války a české země* [Les traditions de la bataille d'Austerlitz], Ivan ŠEDIVÝ, Pavel BĚLINA, Jan Vilím & Jan VLK (eds.), pp. 238-259.

Dušan UHLÍŘ, *Slunce nad Slavkovem* [Le soleil se lève sur Austerlitz], Brno, 1984.

Dušan UHLÍŘ, *Bitva tří císařů* [La bataille des trois empereurs], Brno, 2005.

Pavel ZATLOUKAL, *Příběhy dlouhého století: architektura let 1750-1918 na Moravě a ve Slezsku* [Histoires d'un long siècle : l'architecture en Moravie et en Silésie 1750-1918], Olomouc ; Brno, Státní památkový ústav v Brně, 2002.

<www.austerlitz2005.com/cz/projektausterlitz> et <www.austerlitz.org>

<www.blisty.cz/art/30573.html> - Britské listy 4. 10. 2006

<www.army.cz/scripts/detail.php?id=6177>

Terezín, un lieu de mémoire problématique sous le communisme

par

Thomas HEJDA

doctorant à l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne

Terezín est le lieu de deux histoires successives : tout d'abord, celle d'une histoire écrite pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce lieu reste incontestablement une pièce essentielle de la machine de destruction nazie de la population juive tchèque. Terezín ne fut pas à proprement parler un camp d'extermination comme Treblinka, Sobibor ou Birkenau. Sans entrer ici dans les détails pour caractériser ce camp, rappelons que ce fut un *Propagandalager*, une « vitrine » des nazis (un ghetto modèle) pour le monde extérieur. Ce fut aussi un camp de décimation où un prisonnier sur quatre meurt en moyenne, un lieu de transit où l'on survit difficilement avant le départ pour l'extermination : des convois partiront avec des milliers de personnes vers les camps de la mort. Terezín se situe à 60 kilomètres au nord de Prague à mi-chemin entre Dresde et la capitale tchèque. Ancienne forteresse créée en 1780, Joseph II la baptisa *Theresienstadt* en hommage à sa mère l'impératrice Marie-Thérèse. Cette forteresse devait initialement protéger les territoires de l'Empire face à une éventuelle invasion des armées prussiennes. Elle n'a finalement jamais rempli cette fonction. Et ce n'est qu'avec l'occupation nazie et la constitution du Protectorat de Bohême-Moravie que la physiologie de Terezín intéresse les nazis, qui s'en serviront dès 1940 comme baignoire pour les déportés politiques, puis à partir de novembre 1941, comme site de rassemblement des Juifs du Protectorat et, progressivement, des Juifs allemands, autrichiens, hollandais et danois.

La physiologie de ce site est importante : une « grande forteresse » que l'on appellera le ghetto, il s'agit de la ville de Terezín¹. L'écrasante majorité de la population juive tchèque, celle du Protectorat de Bohême-Moravie, s'y trouvera internée. Une « petite forteresse », à 500 mètres du ghetto, servira de baignoire aux déportés politiques et c'est à cet endroit que naîtra après la guerre un cimetière national, le Mémorial et son dispositif muséographique. La

1. Il ne s'agit pas d'un ghetto comme ceux qui existent en Pologne, à Łódź ou Varsovie. Avant la guerre, la population civile de Terezín fut essentiellement non juive. Avec les déportations des Juifs à Terezín à partir de la fin de 1941 et surtout après l'été 1942, date à laquelle la population civile fut définitivement évacuée, Terezín devint un isolat complètement artificiel semblable à un camp de concentration.

« grande forteresse », c'est-à-dire là où se trouvait le ghetto, ne sera investie d'aucun musée sur le génocide juif pendant le communisme [pl. VII]. Le « cataclysme » qui s'est abattu sur la population juive est inextricablement lié en Bohême à la ville et au site de Terezín. Mais ce site devient aussi, par le biais « de la petite forteresse », un lieu de la résistance communiste, un gisement du « rappel antifasciste » à l'échelle nationale. Ainsi s'ouvrit un second volet de l'histoire de Terezín dans la mémoire de l'après-guerre.

Le 5 avril 1989, la Charte 77 rédige un document intitulé *Critiques de la dévastation des monuments culturels juifs en Tchécoslovaquie et du silence sur le rôle des Juifs dans l'histoire tchécoslovaque*². Il semblerait qu'une amnésie vis-à-vis de l'histoire de Terezín et du génocide juif soit alors imposée par la politique officielle car le document se pose les questions suivantes : pourquoi le Mémorial de Terezín consacre si peu de place à l'histoire des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale ? Et pourquoi un musée sur le ghetto n'a-t-il pas été réalisé ? Suite à la fermeture du Mémorial de la synagogue Pinkas à Prague (avec son inscription des noms des 77 297 Juifs exterminés pendant la guerre) ressurgit la question : l'État tchécoslovaque n'a-t-il pas stratégiquement fermé le Mémorial, et n'y a-t-il pas eu d'action délibérée pour empêcher toute expression de la mémoire juive. Le document déplore que les citoyens tchécoslovaques n'aient strictement accès à aucune information sur l'histoire juive de leur pays.

Une mémoire publique de Terezín s'exprime alors notamment par le biais de deux sites : le Mémorial de Terezín et le Musée juif d'État de Prague. Quels discours sur Terezín peut-on lire à travers ces sites ? Et nous permettent-ils parallèlement de caractériser sommairement le rapport que le régime communiste tchécoslovaque entretenait avec la mémoire juive de Terezín pendant toute la période communiste ?

I. Une mémoire juive du ghetto étouffée par la politique officielle

Dans son étude sur Auschwitz dans *Deutsche Erinnerungsorte*, Peter Reichel écrit qu'une exposition générale au Musée d'Auschwitz valorisait un message : celui de « ... l'héroïque chemin de croix qui allait de la résistance antifasciste jusqu'à la victoire du communisme sur l'Allemagne hitlérienne. Cette interprétation ne coïncidait pas avec le fait que c'est à Auschwitz-Birkenau avait été assassinée une grande partie des Juifs polonais et européens³ ».

C'est précisément ce type de discours qui entre en vigueur avec la création du Mémorial de Terezín par voie législative en 1947, et surtout après l'ouverture du Musée au sein de la petite forteresse à laquelle on assiste deux années

2. «Kritika devastace židovských kulturních památek v Československu a zamlčování úlohy židů v československých dějinách (5. dubna 1989; 28/89)» [Critique de la dévastation des biens culturels juifs et du silence sur le rôle des Juifs dans l'histoire tchécoslovaque (5 avril 1989; 28 /89)] in *Charta 77, 1977-1989, od morální k demokratické revoluci*, Prague, 1990, pp. 363-370.

3. Reichel PETER, « Auschwitz », in *Mémoires allemandes*, Paris, Gallimard, 2007, p. 552.

plus tard. L'intervention de l'État est plus intrusive et le contrôle est total tout comme la consolidation de la conception « antifasciste internationale⁴ ».

Dans un des fonds du ministère de la Culture, un rapport datant de 1955 sur le « Mémorial de la souffrance nationale » dévoile qu'on chercha à graver un poème, quelques vers, sur un petit monument aux morts (deux plaques en marbre) au cimetière national⁵. À l'occasion du 10^e anniversaire de la libération du camp, le Comité central de l'Union des combattants antifascistes avait demandé à l'artiste national (*národní umělec*) Vítězslav Nezval d'écrire un poème. Le poème fut également envoyé à l'*Ústav dějin KSČ* (Institut d'histoire du PCT) qui l'approuva. Il s'agissait de deux quatrains plein de pathos comme Nezval savait le faire⁶. Il fait parler les morts, le poème commence : « Nous sommes 26 000 morts à avoir été torturés ici » ; le chiffre n'est donc pas celui des victimes du ghetto. Le poème lui-même inculque une sorte de devoir de mémoire. Le rappel est impératif : « Souvenez-vous de nous et défendez ainsi l'homme ! » Les deux derniers vers se tournent vers l'avenir : « Ce n'est pas à cause de la mort que nous sommes au bout du chemin car vous, vous y arriverez ! » Le poète national tient le discours officiel de l'époque : c'est bien le chemin de la résistance antifasciste avec au bout la victoire du communisme. On peut percevoir un memento à l'échelle nationale réclamant l'unité identitaire politique. Memento qu'on perçoit explicitement à travers des discours ritualisés lors des commémorations, dans les préfaces d'ouvrages ou lors d'ouvertures d'expositions générales : « Souviens-toi de nos victimes du fascisme, fascisme contre lequel notre régime (et notre parti) te défendra ». Mais le contenu du discours idéologique varie selon la période. On passe de l'amalgame récurrent fait entre victimes juives et résistants communistes à une survalorisation de l'aide qu'a apportée le frère protecteur soviétique. Puis nous trouvons des discours profondément antisionistes. Après 1949, la Tchécoslovaquie ne peut avoir une position différente de Moscou à l'égard d'Israël : ce contexte politique international

4. Le discours antifasciste n'est pas spécifique aux pays communistes. Il est également très présent dans divers pays occidentaux. D'ailleurs des rescapés de la Shoah peuvent l'adopter ici ou là. Mais c'est dans les pays communistes que les instances politiques écartent délibérément tout autre discours. Au musée d'Auschwitz les expositions nationales utilisent Auschwitz dans un message qui légitime toujours le pouvoir politique communiste. Cf. l'étude pionnière sur « le camp-musée d'Auschwitz » de Jean-Charles SZUREK in *À l'Est, la mémoire retrouvée*, Paris, La Découverte, 1990, pp. 535-565.

5. NA, fonds *Ministerstvo Kultury 1953-1956*, K. 262 «Návrh veršů národního umělce Vítězslava Nezvala na dva pylony Národního hřbitova» [Projet de vers de l'artiste national V. N. sur deux pylones du Cimetière national].

6. Vítězslav Nezval (1900-1958), poète tchèque et dramaturge. La critique littéraire tchèque qualifie, à juste titre, son talent d'inouï. Son influence sur l'évolution de la poésie tchèque fut considérable. Néanmoins le personnage est aussi connu pour ses positions politiques et morales controversées. Il se soumettait très facilement aux courants politiques dominants. Son poème élogieux sur *Staline* (1950) ou son *Chant de la paix* publié la même année en sont une preuve suffisante. La critique rappelle moins souvent en revanche la présence de quelques vers judéophobes, notamment dans le poème *Historický obraz*, où le mythe du peuple juif déicide ressurgit. Nous en donnons ici une traduction littérale : « Sur les escaliers des ombres maudites vacillent, Sous le poids de leur crime elles conspirent, En disant, Que son sang soit sur nous et sur nos enfants ». Cf. le recueil de Vítězslav Nezval, *Pět minut za městem*, [A cinq minutes derrière la ville], Praha, rééd. 1940, p. 60. Recueil édité avant la guerre puis pendant le Protectorat et plusieurs fois après la guerre.

influe directement sur la perception et le discours sur Terezín. L'actuel directeur du Mémorial, Jan Munk, cite dans son étude sur Terezín le cas du directeur du département culturel du comité régional de la Bohême du Nord, Pergler⁷. Celui-ci souligne que « le sionisme mondial était un véritable danger pour la paix mondiale ». Et il poursuit : « C'est l'armée soviétique qui libéra Auschwitz, Terezín [...]. Seuls les soldats couronnés de l'étoile rouge arrachèrent la marque impitoyable, l'étoile jaune, apposée par les nazis sur le peuple juif [...] ». Il parle d'une possible collaboration avec la communauté juive de son pays pour réaliser un musée du ghetto : « Nous préparons l'établissement d'un musée des camps de concentration construits par les nazis du monde entier. Nous n'oublierons pas de pointer du doigt les camps de concentration du Vietnam et d'Israël⁸. » S'il arrive que l'on mentionne l'importance de l'histoire du ghetto à Terezín, c'est pour détourner son histoire, détournement mis au service immédiat d'une politique du pays, alors violemment antisioniste.

Le propos de Pergler dévoile, entre autres choses, qu'il existait un projet d'ouvrir un Musée sur le ghetto dans la ville de Terezín. En effet, diverses sources prouvent que des critiques venant d'anciens rescapés furent adressées au fonctionnement du Mémorial. Dans les années 1960, des employés et directeurs du Mémorial réfléchirent au projet d'un Musée du ghetto et de son installation dans la grande forteresse. Nous verrons par la suite quel fut le sort de ce projet.

II. Le discours antinomique au discours officiel

Le document de la Charte 77 critique le fait que le projet de constitution d'un Musée du ghetto dans Terezín n'ait pas été réalisé. Ce musée devait se situer en ville dans le bâtiment appelé L 417 à l'époque du ghetto entre 1941 et 1945. Il s'agissait d'un *Kinderheim*, foyer pour enfants de 10 à 15 ans. L'une des caractéristiques les plus frappantes de l'exploitation idéologique du Mémorial est liée à cette bâtisse.

L'historien Toman Brod, rescapé de la Shoah, témoigne dans ses souvenirs de quelques visites réalisées sous la normalisation à Terezín⁹. Lui-même avait été interné pendant la guerre dans le ghetto et dans ce L 417. Ces visites effectuées avec des amis venus de l'étranger le rendent furieux. Il ne trouve sur place aucune information au sujet du ghetto. Après la guerre, Terezín redevint une ville occupée par une population civile et le bâtiment servit d'école publique. Celle-ci devait être délocalisée. Tout fut mis en place pour que l'on puisse ouvrir le musée du ghetto dans ce bâtiment à la fin des années 1960. Après l'occupation soviétique, celui-ci fut attribué au ministère de

7. Munk JAN, « Histoire du Mémorial de Terezín après la guerre » in *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 181, juillet-décembre 2004, pp. 127-144. Il s'agit d'un texte d'avril 1973.

8. *Ibidem*.

9. Brod TOMAN, *Ještě že člověk neví co ho čeká, života běh mezi roky 1929-1989* [Encore que l'homme ne sait pas ce qui l'attend, une course de la vie entre les années 1929-1989], Academia, edice Pamět, 2007, pp. 336-337.

l'Intérieur qui en fit le Musée de la SNB (corps de la Sécurité nationale). L'installation du Musée ne démontre pas seulement qu'un discours dominant en étouffait un autre, mais qu'il existait une volonté délibérée d'empêcher la constitution d'un musée du ghetto et d'occulter la mémoire juive. Cet épisode symbolise aussi une ère où le régime fut inextricablement lié à un appareil policier représentant une force coercitive face à toute expression culturelle particulière¹⁰.

Après sa visite du mémorial de Terezín en Israël, le *Givat Chajim ichud*, le conseiller de l'ambassadeur tchèque en Israël, Leo Pavlát, s'adressa à la commune de Terezín dans une lettre rédigée à Tel-Aviv le 13 novembre 1990. Elle fut simultanément envoyée au ministère des Affaires étrangères, au ministère de la Culture et à l'association *Terezínská Iniciativa*¹¹. Pavlát apprend la situation déplorable qui règne au Mémorial à Terezín en Tchécoslovaquie.

La présentation de l'histoire du ghetto liée à la souffrance des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale est quasi nulle. Les matériaux exposés n'apportent pas d'informations sérieuses sur ce lieu tragique pour les Juifs européens et notamment pour les Juifs de Bohême et Moravie. Dans la ville, il n'y a ni points de repères, ni panneaux sur les immeubles où la souffrance des Juifs fut immense. Les plaques commémoratives ou stèles sont invisibles. Les guides amènent les visiteurs du Mémorial exclusivement à la petite forteresse, le crématoire et le cimetière juif ne sont pas inclus dans le programme de l'excursion. L'appréhension actuelle de la tragédie juive à Terezín reflète malheureusement les conditions qui, longtemps, ont régné en Tchécoslovaquie avant le 17 novembre 1989. Pour ceux qui ont directement connu le ghetto de Terezín, le dispositif du Mémorial et sa façon d'appréhender l'histoire juive sont largement insuffisants voire offensants. Cette inertie n'est pas dans l'intérêt de l'État. Il est fort probable que la situation s'améliorera avec la mise en place d'un nouveau musée. Mais beaucoup de choses devraient être modifiées le plus rapidement possible dans la mesure où nous allons commémorer, de façon imminente, le 50^e anniversaire des premiers convois arrivés à Terezín. C'est pourquoi je me permets de vous solliciter afin que la ville de Terezín rappelle avec dignité le destin des Juifs qui

10. C'était le 1^{er} service du 4^e département de la X^e section de la SNB qui était en charge du sionisme. Sa tâche consistait à surveiller les activités de la communauté juive sur le plan local, régional et national. L'objectif était d'obtenir que ces activités ne débordent pas du cadre culturel. Un réseau d'agents était chargé d'infiltrer en profondeur la communauté tchécoslovaque qui entretenait un minimum de contacts avec les communautés ou organisations juives occidentales. Le 4^e service s'occupait notamment de la jeunesse juive et son souci principal était de « brider les propensions sionistes ». La *StB* recensa la population juive du pays. Elle lança, dès l'année 1969, une opération de grande ampleur appelée par la suite *Akce Pavouk* (opération araignée) qui consistait « techniquement » à relever les noms de toutes les personnes d'origine juive. La *StB* s'intéressait tout d'abord aux représentants de la communauté et aux organisations juives mais progressivement, et notamment à partir de 1985, dans le cadre de cette opération, la police procéda à l'enregistrement méthodique de tous les Juifs. Les personnes « d'origine juive » étaient classées selon leur métier et leurs activités. Dans la liste des noms figuraient également des enfants qui n'avaient pas atteint l'âge de 15 ans. Pour la seule année 1984, « Araignée » avait enregistré quelque 15 000 noms. L'année suivante, 5 768 fiches personnelles, comportant noms et principales données, furent établies dans les sept régions de Tchécoslovaquie. La *StB* craignait une « infiltration de Juifs avec des dispositions hostiles au régime » dans des postes importants des secteurs médical, éducatif et scientifique, et notamment dans les sciences humaines.

11. L'Initiative de Terezín. NA, fonds *Ministerstvo kultury ČSR*, env. «nedostatky Terezínské expozice» [Les insuffisances de l'exposition de Terezín], cote n° 15 170.

y furent internés. Nous supposons que cette situation dépend de la responsabilité des organes municipaux ¹².

Ce propos illustre non seulement l'état déplorable du mémorial pendant la normalisation et la réalité de son dispositif et son fonctionnement muséologique sous le communisme, mais il est également intéressant dans la mesure où il revendique un devoir de mémoire du ghetto. Ici, la perception de Terezín représente une rupture radicale avec le passé communiste. Ce discours s'oppose totalement au premier discours. En cela, il se recoupe parfaitement avec le document de la Charte 77, ce qui n'est pas surprenant dans la mesure où Pavlát faisait partie du petit cercle des dissidents juifs.

III. Le discours des membres de la communauté juive

Mais il existe aussi un autre discours complexe, plus ambivalent, à l'intérieur duquel on repère une imbrication entre un discours fortement idéologisé imposé par l'État et une mémoire juive du ghetto, qui est celle des rescapés. En témoigne une lettre de la communauté juive d'Ostrava :

En entamant le 15^e anniversaire de la libération de notre pays par l'armée de l'Union soviétique, nous nous souvenons avec grande reconnaissance des héros de l'armée soviétique qui, grâce à leur courage, ont libéré les nations européennes du joug nazi et fasciste. Ce mois-ci voilà 15 années que les armées soviétiques libérèrent Auschwitz et qu'ainsi une poignée de nos coreligionnaires survécurent à l'enfer de ce camp. Nous avons alors pensé que le militarisme allemand était définitivement mis à genoux. Après avoir battu le nazisme, les peuples des États socialistes établirent avec l'Union soviétique la voie de la paix et la construction d'une société égalitaire, sans discrimination ni guerre. Entre-temps, les nazis et les fascistes s'emparèrent à nouveau du pouvoir etc.¹³

Au milieu de la lettre correspondant aux critères du discours communiste figure un paragraphe dénué de toute idéologie et de propagande. On y trouve le rappel du sort des enfants de Terezín : « Sur les 15 000 enfants de Terezín n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans, seulement 100 survécurent ». Le premier discours évoqué récupérait le lieu de Terezín pour l'exploiter idéologiquement, celui-ci, appartenant à la communauté juive d'Ostrava, utilise, à l'inverse, l'idéologie communiste dominante afin d'exprimer « sa propre expérience historique » du ghetto de Terezín. Cette imbrication est présente au sein du mensuel juif *Věstník ŽNO*, qui est aussi un instrument de propagande. Les premières pages font souvent l'éloge du socialisme, du régime et du PCT.

Néanmoins, l'évocation du passé nazi y est intéressante puisque le souvenir de la Shoah est très fréquent. Des sujets complètement tabous dans les manuels scolaires officiels – comme l'assassinat à Birkenau du plus grand nombre de Juifs, citoyens tchécoslovaques – sont omniprésents.

12. *Ibidem*.

13. Fonds, MSK, k. Církev 47 VIII, ŽNO, 1957-1966, *Rezoluce proti antisemitismu* : Lettre de la communauté juive d'Ostrava adressée au ministère de la Culture et de l'Éducation le 15 janvier 1960 « Le comité central de la communauté juive d'Ostrava accepte la résolution contre les actes et délits antisémites ».

Comme chaque année, nos souvenirs se penchent vers cette nuit du 8 au 9 mars 1944 pendant laquelle les nazis assassinèrent dans les chambres à gaz de Birkenau 4 000 personnes de Bohême et Moravie. C'étaient nos pères, nos mères, nos enfants, nos neveux, nos frères, nos sœurs, nos grands-pères et nos grands-mères ¹⁴.

Chaque année, le bulletin présente une description historique de cette extermination de 3 792 personnes qui eut lieu à la date évoquée plus haut. C'est le plus grand massacre de citoyens tchécoslovaques dans l'espace d'un temps très court. Il existe donc un mélange de discours de propagande officielle et de discours plus particulariste, discours apte à différencier les victimes juives des victimes antifascistes et ainsi à affirmer la singularité de la souffrance juive dans le ghetto de Terezín. Mais cette coexistence est aussi le résultat d'un échange de bons procédés avec les autorités : système de dons et contre-dons qui n'est pas vraiment un échange toujours plaisant (lorsque l'antisémitisme politique d'État s'éveille), mais une nécessité qui permet à la communauté juive de survivre, de coexister avec le régime ou de s'exprimer. Le Musée juif en est un exemple pertinent. Contrairement au Mémorial, le Musée juif d'État à Prague a joué un rôle capital. D'abord il assurait la sauvegarde du souvenir du ghetto et de l'extermination des Juifs ainsi que la diffusion de la mémoire de la Shoah en Tchécoslovaquie. Les noms des victimes furent gravés sur les murs de la synagogue Pinkas dès 1959. Des commémorations y avaient régulièrement lieu pendant les années 1960 ¹⁵. Les noms de ceux que les nazis avaient cherché à faire disparaître étaient exposés aux yeux de tous, permettant aux familles de faire le deuil. Ce fut un événement considérable pour les rescapés de Terezín et pour la construction de la mémoire de la Shoah. Au milieu des années 1950, des expositions sur les dessins d'enfants de Terezín furent réalisées et destinées à un public relativement large ¹⁶. Les expositions et les commémorations organisées par les membres du Musée juif de Prague sur la singularité de la Shoah et celle du ghetto de Terezín sont étonnamment nombreuses. Certaines sources évoquent un intérêt considérable du public pour ces expositions, intérêt qui dépasse le cadre de la communauté juive.

IV. Le discours externe à la communauté juive

Cet intérêt pour l'histoire juive en général se manifeste au moment des dégels politiques, à la fin des années 1950 et bien sûr dans les années 1960 [pl. VII]. Eduard Goldstücker rappelle dans ses souvenirs ¹⁷ la conférence sur Franz Kafka à Liblice (en 1963), que lui-même organisa et qui joua un certain rôle

14. *Věstník ŽNO*, mars 1962, vol. XXIV, p. 5.

15. Cf. les mois de mars, *Věstník ŽNO*.

16. Le mensuel des années 1950 de la communauté juive, *Věstník židovských obcí v českých zemích a na Slovensku*, mentionne les diverses expositions ainsi que l'intérêt que manifestait le grand public pour les expositions sur la Shoah.

17. Eduard GOLDSTÜCKER, *Vzpomínky (1945-1968)* [Souvenirs], Prague, G plus G, 2005, pp. 128-133.

dans le processus de la déstalinisation dans le domaine de la politique culturelle¹⁸. Cet événement fut désigné sous la normalisation, par la propagande communiste, comme celui qui a lancé la « contre-révolution »¹⁹. Le début des années 1960 représente une étape considérable pour la diffusion de la mémoire du ghetto de Terezín. Le premier livre de synthèse à prétention scientifique sur Terezín rédigé en tchèque est publié en 1964²⁰. La cinématographie traite du sujet. Les metteurs en scène partent avec leurs équipes filmer à Terezín même²¹. Les scénarios des films sont issus de romans publiés qui connaissent un large succès public. Il y a donc un processus de libéralisation culturelle, favorable à la construction et à la diffusion de la mémoire de la Shoah. L'aboutissement de ce processus est le discours de Jan Werich. Au cours de l'ouverture d'une exposition générale à l'occasion de la célébration de l'anniversaire du millénaire de l'installation des Juifs en Bohême, *Milenium Judaicum bohemicum*, J. Werich présente un discours très critique à l'égard de la politique officielle. La libéralisation politique à l'égard de la communauté n'est pas complète²². Le gouvernement tchécoslovaque a opposé des difficultés administratives à la commémoration de cet anniversaire. Werich affirme que la politique antisioniste et pro-arabe de l'État voyait d'un mauvais œil cet anniversaire²³. Il dénonce toute forme d'antisémitisme et fait l'éloge de la démocratie masarykienne. Il affirme sa fierté de compter parmi ses compatriotes juifs les écrivains Franz Kafka, Max Brod, Egon Kisch, le sculpteur Gutfreund, dont certains ont été internés à Terezín, tel le romancier Karel Poláček ou le chef d'orchestre Karel Ančerl. Il termine son discours en exprimant le souhait pour la communauté juive de retrouver une vraie liberté, intrinsèque au bon fonctionnement de la démocratie. Celle-ci n'aboutira jamais tant que les Juifs ne ressentiront une liberté totale. Le discours de Werich, philosémitisme, révèle qu'un intérêt pour le judaïsme se manifeste au sein de certaines couches de la population tchèque, du moins chez une élite artistique et intellectuelle. L'évocation du judaïsme tchèque est accompagnée d'une référence à la Première République. C'est une identification à des valeurs masarykiennes auxquelles l'écrasante majorité de rescapés

18. L'importance de cette conférence dans une « réhabilitation » du judaïsme a été remise en cause dans un article récent par Veronika TUCKEROVÁ. Cf. « Liblice o Liblicích, Konference Kafka a moc, 1963-1968-2008 », *Roš Chodeš* janvier 2009, pp. 14-15.

19. Eduard GOLDSTÜCKER, *Vzpomínky (1945-1968)* [Souvenirs], Prague, G plus G, 2005, p. 129.

20. Karel LAGUS & Josef POLÁK, *Město za mřížemi*, [La ville derrière les barreaux], 1964, rééd. Baset, 2006, 294 p.

21. Le film de Zbyněk BRNYCH *Transport z raje* [Transport du paradis] est tourné en 1962. Il cerne le destin de plusieurs prisonniers du ghetto de Terezín. Le scénario s'appuie sur les écrits de l'écrivain rescapé Arnošt Lustig.

22. Jan WERICH, « Antisemitismus nepřítel svobody Moje setkání s židovstvím » [L'Antisémitisme l'ennemi de la liberté. Mes rencontres avec le judaïsme], *Sborník přednášek z cyklu Vzdělávacího a kulturního centra Židovského muzea v Praze březen 2004 – 2006*, Direction Miloš Pojar, Židovské muzeum, Prague, 2006, pp. 7-10.

23. Les hommes politiques pensaient que l'anniversaire pourrait donner l'impulsion à un rendez-vous international de communautés juives occidentales à Prague.

reste fortement attachée²⁴. Un document fait référence directement au discours de Werich. C'est celui des employés du département d'histoire du Mémorial de Terezín qui envoient une lettre, signée le 21 mai 1968, au ministre des Affaires étrangères Jiří Hájek²⁵. Ils se disent effrayés de la recrudescence de l'antisémitisme liée à la politique antisioniste.

À nouveau des voix s'élèvent contre « la juiverie internationale disposant entre ses mains d'immenses richesses et tissant sa toile sur l'ensemble de la politique mondiale dans le but de nuire aux autres nations », un de nos anciens hommes politiques vient de l'affirmer ouvertement. Il a osé salir la mémoire d'un homme injustement exécuté et toujours « coupable d'avoir été d'une vieille famille juive bourgeoise ».

Ces propos judéophobes sont provoqués, selon les employés du Mémorial, par la mise en place de la politique officielle vis-à-vis d'Israël.

Nous sommes convaincus que la recrudescence de l'antisémitisme est liée à une politique officielle injuste vis-à-vis de la question israélo-arabe. Les conséquences en ont été l'éviction de timbres comportant des motifs juifs, l'interdiction du symposium international des communautés juives dans les pays tchèques en 1967.

Quelques lignes plus haut, nous pouvons lire que malgré les différences spécifiques entre l'État d'Israël d'aujourd'hui (1968) et la Tchécoslovaquie dans le contexte de Munich quelques analogies sont possibles.

Si en 1938 notre pays, au lieu de capituler, avait été en mesure d'être le premier à attaquer l'Allemagne, lui aurait-on reproché d'être l'agresseur ? D'un point de vue moral certainement pas [...]. Dans notre politique étrangère nous devrions appliquer des principes éthiques et actuellement nous estimons que la démarche de notre gouvernement ne va pas dans ce sens [...]. Nous ne pouvons garder le silence face à l'injustice exercée à l'égard de ceux parmi lesquels certains passèrent, il y a plus de 25 ans, par Terezín, comme les plus faibles des plus misérables.

Parmi les signataires de cette lettre, certains tenteront pendant la normalisation (1969-1989) de publier les œuvres uniques des enfants du ghetto de Terezín. L'exemple le plus souvent cité est celui du magazine *Vedem*²⁶ qui signifie en tchèque « nous menons » et qui est le titre d'un journal d'adolescents logés dans le foyer I situé dans le bâtiment déjà cité par Toman Brod. En 1973, la publication était quasi prête, mais la censure de Václav Král en décida autrement²⁷ :

24. Hedvika NOVOTNÁ, « Židé vzpomínají na masarykovské Československo třicátých let » [Les Juifs se souviennent de la Tchécoslovaquie masarykienne des années trente] in *Židovská menšina v Československu ve třicátých letech* [La minorité juive en Tchécoslovaquie dans les années 1930], ŽM, Prague, 2004, pp. 73-82.

25. AMZV, fonds GS 1965-70, K1 « Připomínky pracovníků historického oddělení Památníku Terezín k naší politice vůči Izraeli » [Remarque des employés du département d'histoire du Mémorial de Terezín au sujet de notre politique vis-à-vis d'Israël].

26. Marie RŮT KRÍŽKOVÁ, Kurt Jiří KOTOUČ & Ornest ZDENĚK, *Je mojí Vlasti Hradba ghetto?* [Ma patrie est-elle faite de murs de ghettos ?] Aventinum, 2003, 207 p.

27. Václav Král (1926-1983), historien tchèque marxiste-léniniste. Král interprète l'histoire d'une façon très dogmatique et fut l'un des plus grands militants contre les valeurs de Masaryk ou Beneš. Il fut directeur entre 1963 et 1968 (et à nouveau à partir de 1971) de l'institut de soviéto-tchécoslovaque de

Depuis 1967 la propagande israélienne exploite la persécution des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale afin de justifier moralement l'agression israélienne contre ses voisins arabes. C'est pourquoi il est nécessaire de percevoir les publications de cette littérature (sur le génocide des Juifs) sous cet angle-là²⁸.

L'ouvrage ne paraîtra pendant la période communiste qu'en samizdat. Les Tchèques disposaient de très riches fonds d'archives relatifs aux enfants pendant la Shoah. L'expérience de l'enfant-témoin aurait pu pénétrer rapidement le champ public si la politique antisioniste n'avait pas été exercée avec autant de zèle.

Conclusion

Le premier discours officiel, celui des autorités, vise à forger une unité politique. C'est un « devoir de mémoire antifasciste » qui éclipse la représentation du ghetto. Très rapidement, le discours « antifasciste fraternel » se transforme en une idéologie haineuse. La politique antisioniste mise en œuvre avec une détermination variable mais sans relâche par l'État tchécoslovaque depuis 1949 a pris de l'ampleur après la guerre des Six Jours et a culminé avec la rupture des relations entre Israël et la Tchécoslovaquie. Les rapports entre la communauté juive et l'État tchécoslovaque²⁹ s'en sont trouvés profondément altérés et l'antisionisme officiel eut un véritable impact sur la mémoire de la Shoah. Nous pouvons constater que l'État communiste a délibérément évincé une mémoire sioniste tchèque. Le sionisme a pourtant joué un rôle considérable dans la République de l'entre-deux-guerres (1918-1938) et dans le ghetto de Terezín (1941-1945). Des représentants juifs au Conseil des anciens de Terezín en passant par les éducateurs des enfants jusqu'aux journaux intimes de partisans du sionisme, c'est tout un pan d'une mémoire juive qui fut soit travesti soit complètement censuré. Il est indéniable que l'étude d'une mémoire de la Shoah pendant la période communiste est aussi une analyse d'un « mémoricide » étatique. Cependant, il n'y a pas de communisme homogène, mais des cycles ou des phases successives d'un régime dont la variété est marquée par des expériences générationnelles distinctes. Des mémoires dissidentes ou des « contre-mémoires » apparaissent. Elles s'opposent directement au discours officiel et affirment un devoir de mémoire du ghetto juif. Celle-ci ne cherche aucunement à tirer profit de cette revendication ou à provoquer des frictions partisans. L'histoire du génocide juif ne sert pas à mobiliser un soutien à l'État d'Israël car tout groupe ou individu qui y serait trop enclin serait immédiatement dans le collimateur de la police d'État. La

l'Académie des sciences. Il fut aussi directeur du département d'histoire à l'Université Charles à Prague pendant la normalisation.

28. Citation tirée de la version samizdat Marie Rút Křížková, *Je moji Vlasti Hradba ghatt?* (*Ma patrie est-elle faite de murs de ghettos?*), 1978, p. 284.

29. Moshe YEGAR, *Československo sionismus, Izrael*, [La Tchécoslovaquie, le sionisme et Israël], Prague, Victoria Publishing East Publishing, 1997.

lettre de Pavlát après la révolution de Velours n'est que la simple manifestation d'un « droit du souvenir » du ghetto juif et l'aboutissement d'une revendication que Werich et les employés du Mémorial de Terezín tinrent vingt ans auparavant. Le discours de ces derniers incite plutôt à réfléchir sur le processus de la libéralisation culturelle des années 1960 et sur la réception de l'antisionisme officiel au sein de la société. Les réactions ici présentes témoignent du fait que beaucoup s'inquiétaient de revoir des stéréotypes judéophobes émerger, une communauté juive quadrillée et un travail d'histoire impossible à réaliser. Elles dévoilent par ailleurs qu'une critique adressée à l'égard de la politique de l'État pouvait se faire encore publiquement et sans grande conséquence à court terme, contrairement à la période qui suivit, celle de la normalisation.

Le discours de la communauté juive officielle parvient à faire coexister quelques slogans idéologiques et le souvenir du génocide juif. Il peut apporter quelques lumières sur les rapports complexes entre l'État et la communauté juive et plus largement sur les relations judéo-tchèques. Des rythmes incohérents de construction et de diffusion de la Shoah se succèdent. Le régime a aussi laissé des brèches entrouvertes par lesquelles la mémoire du ghetto juif a pu se diffuser notamment par le biais de la littérature, du cinéma, des expositions, etc. S'il existe une opposition entre les discours, il serait probablement plus exact de parler de coexistence de plusieurs discours, changeants au sein d'un régime communiste. On peut observer une superposition des mémoires de Terezín. Ces fluctuations du discours sur Terezín dépendent des appartenances politiques et culturelles, des uns et des autres. Ils sont en partie symptomatiques du degré du contrôle de la mémoire, de fibrilles de démocratie au sein de la société tchécoslovaque et de la conjoncture culturelle du pays.

Les lieux de mémoire tchécoslovaques de France¹

par

Jean-Philippe NAMONT

docteur en histoire, Université Paris I/UMR IRICE

Les lieux de mémoire ne sauraient être appréhendés seulement à l'échelle des nations ; ils revêtent aussi des dimensions internationale (quand ils sont partagés) ou infranationale (quand par exemple ils identifient une région ou un groupe plus restreint). L'essentiel est qu'ils correspondent à une mémoire collective, pouvant révéler un sentiment d'appartenance à une communauté. On peut postuler qu'il en va ainsi des « Tchécoslovaques de France » (immigrés ou nés en France d'ascendants tchèques ou slovaques, ressortissants tchécoslovaques ou français, dont la présence en France résulte d'un flux migratoire amorcé dans les années 1860 et culminant dans les années 1920-1930). Pour eux, la question de l'appartenance (nationale ou citoyenne) se pose avec d'autant plus d'acuité que le pays d'origine est loin, que, peut-être, le lien entre Tchèques et Slovaques n'est pas une évidence, et que l'assimilation des plus jeunes est manifeste. Les lieux de mémoire peuvent alors jouer un rôle dans la défense de ce sentiment d'appartenance à un pays et à une ou des cultures.

Or, dans le cas de ces Tchécoslovaques de France, les lieux de mémoire que nous pouvons identifier se réfèrent avant tout à la Tchécoslovaquie de la Première République (comprenant particulièrement le projet étatique, le combat pour l'indépendance, l'existence de l'État et l'alliance avec la France), au détriment d'autres références, qui sont pour leur part oubliées, négligées, refoulées : on a l'impression d'une cristallisation précoce de leur mémoire collective, transmise ensuite aux générations suivantes. Le meilleur exemple de cette sélection est peut-être la cérémonie du 28 octobre, sous l'Arc de Triomphe à Paris, qui réunit des représentants de quelques associations tchèques et slovaques et les ambassadeurs des deux Républiques, tous les ans depuis les années 1920, afin de ranimer la flamme d'un soldat certes inconnu, mais Français.

Pourquoi ? Comment cette mémoire collective, et les lieux qui l'incarnent, révèlent-ils mieux que d'autres l'existence d'un groupe ? On peut tenter

1. Ce texte résulte d'une thèse de doctorat portant sur *La colonie tchécoslovaque en France (1914-1940)*, soutenue le 6 décembre 2008 (Université de Paris 1 – Panthéon-Sorbonne).

de le comprendre en reprenant les deux qualificatifs qui caractérisent ces « Tchécoslovaques de France », c'est-à-dire en voyant successivement les parts tchécoslovaque (et donc tchèque et slovaque) et française de leurs lieux de mémoire, dissociées dans ce texte par souci de clarté, mais associées dans l'esprit des Tchécoslovaques de France en un tout cohérent et harmonieux.

I. Des lieux de mémoire « tchécoslovaques »

Ce qualificatif renvoie au combat politique qui a conduit à la création de la Tchécoslovaquie et à l'existence de l'État (particulièrement lors de la Première République).

1. *La mémoire d'un combat politique*

a) Le souvenir de l'avant-1914

Le premier fond mémoriel transmis jusqu'à aujourd'hui correspond à l'avant-1914 : si les Tchèques présents en France (à Paris surtout) à cette époque ne sont pas des exilés politiques, mais des artisans et des commerçants, les premiers liens qui les unissent ont un caractère politique très marqué, dans la contestation de la situation en Autriche-Hongrie. La Beseda de 1862, première association tchèque fondée à Paris (au Palais-Royal), l'est à l'initiative de Josef Frič, un exilé de 1848, et voit ses membres s'engager dans l'armée française en 1870, cependant que des soldats de Bohême viennent eux aussi combattre. Le Sokol de Paris, qui lui succède en 1891-1892, prend une orientation nationaliste et germanophobe, se lie aux nationalistes français et s'associe aux relations municipales entre Paris et Prague, lesquelles se développent dans les années 1900, pour soutenir la cause tchèque en Autriche. Ces moments sont ensuite vus comme des étapes de la participation des Tchèques de Paris au combat pour l'indépendance, surtout à partir du moment où celle-ci advient en 1918, et cette expérience se transmet oralement au sein de la communauté tchèque de Paris, ainsi que par des premiers écrits (le Sokol de Paris publie en 1912 un *Almanach* qui en fait le récit).

b) La Grande Guerre et les lieux de mémoire

Le deuxième fond mémoriel correspond à la Grande Guerre : cet événement traumatisant pour les Tchécoslovaques de France en fait des acteurs et des témoins du combat contre l'Autriche-Hongrie. Ils se sentent associés à ce combat, estimant l'avoir initié en France. Militairement, les Tchèques de Paris s'engagent dans la Légion étrangère en août 1914, et ils sont incorporés dans la compagnie *Nazdar*. L'engagement des volontaires, au Palais-Royal, devient un lieu de mémoire, concrétisé par l'apposition en 1934 d'une plaque dans la galerie de Valois [pl. VIII] :

D'ici, le 22 août 1914, sont partis les volontaires tchécoslovaques pour défendre aux côtés de la France la liberté des nations et recouvrer l'indépendance nationale [...]. Cette plaque a été apposée le 15 décembre 1934 par la Colonie tchécoslovaque de France².

Le 9 mai 1915, la compagnie *Nazdar* est envoyée dans le secteur d'Arras pour participer à la Targette à une vaste offensive française : 20 % des engagés seulement en reviennent indemnes ; le champ de bataille accueillera un cimetière militaire tchécoslovaque (sur lequel je reviendrai dans la deuxième partie, cf. pl. IX]). Au cimetière du Père-Lachaise, un monument datant de 1934 honore ces légionnaires tchécoslovaques. La propagande politique intense en faveur de l'indépendance tchécoslovaque, orchestrée par la Colonie (la fédération d'associations fondée en 1914 dans ce but), à laquelle sont exposés les Tchèques, mais aussi désormais les Slovaques de France, les influence pour longtemps. Surtout, ce sont des témoins du combat politique et militaire.

D'une part, ils assistent au combat politique mené en France, en particulier par Masaryk, Beneš et Štefánik, puisque le Conseil national tchécoslovaque (CNT) est à Paris, et ils se trouvent associés à la mémoire de cette action politique. Le 18, rue Bonaparte à Paris, l'actuel Centre tchèque, siège du CNT, acheté par la Tchécoslovaquie, devient un lieu symbolique de ce combat. Le 16 décembre 1928, une plaque est apposée sur la façade, à l'initiative de la Ville de Paris, en présence de représentants officiels (les villes de Paris et de Prague sont représentées, des ministres français sont présents, comme Paul Painlevé pour le ministère de la Guerre, ou représentés, tandis que l'ambassadeur Osuský et Beneš sont là pour la Tchécoslovaquie). Les anciens volontaires tchécoslovaques, de nombreux Sokols et des membres de la Colonie tchécoslovaque sont venus écouter Beneš évoquer l'action du CNT. Le bâtiment est réaménagé en 1935 pour accueillir les bureaux de la Colonie tchécoslovaque de Paris, et un petit musée de la « lutte tchécoslovaque » ; les nouveaux locaux sont inaugurés au moment de la fête du 28 octobre³. L'appropriation de cette mémoire est facilitée par le fait que certains se souviennent personnellement de Beneš, qui connaît les socialistes tchèques parisiens de l'association *Rovnost* depuis sa fondation en 1907, mais aussi des personnalités françaises tchécofiles, qui fréquentent les Tchèques de Paris et qui participent à ce combat (ces personnalités sont ensuite célébrées ou

2. Voir notamment la description que fait Josef Pluhař de la cérémonie, où viennent des représentants de l'État français et de la municipalité parisienne. *Na paměť hrdinů. Z činnosti Čechů a Slováků na Francii* [En l'honneur des héros. De l'action des Tchèques et des Slovaques en France], Prague, 1936, 72 p.

3. Archives du ministère tchèque des Affaires étrangères (désormais AMZV), ZÚ Paříž. 117. Carton d'invitation de la Colonie tchécoslovaque pour l'inauguration des locaux du 18, rue Bonaparte, le dimanche 27 octobre 1935. *La Tchécoslovaquie économique, financière et touristique*. Novembre – décembre 1935, n°11/12. « Informations diverses », p. 19. L'article rapporte ensuite que « le même jour, à 4 heures, une couronne a été déposée, au Palais-Royal, galerie de Valois, auprès de la plaque qui commémore le souvenir des volontaires tchécoslovaques, et la flamme a été rallumée, au tombeau du Soldat inconnu, sous l'Arc de Triomphe, par les anciens volontaires tchécoslovaques ». *Československá Paříž*, n° 80. 1936. « Un musée de la lutte tchécoslovaque rue Bonaparte », p. 3.

associées à la construction de cette mémoire par des articles ou des allocutions prononcées lors des cérémonies de l'entre-deux-guerres). Parmi les Tchécoslovaques qui vivent en France après 1918, certains ont le souvenir des journées d'octobre 1918 dans les Pays tchèques et slovaques (c'est le cas de la famille du président de l'association parisienne *Rovnost*, qui a passé la guerre à Prague).

Ils sont aussi les témoins privilégiés de l'action militaire, depuis qu'une armée tchécoslovaque en France est formée en 1917, qui comprend certains rescapés de la Légion : avant de monter au front, les soldats se font photographier en plein cœur du Palais-Royal, sous les yeux des Tchèques parisiens. Ils sont ensuite associés à sa mémoire. Cognac, où le 21^e régiment de l'armée tchécoslovaque est créé et où sont enterrés quelques soldats, entre ainsi dans la mémoire collective [pl. X]. On voit des associations participer dans l'entre-deux-guerres à des cérémonies à Darney, où en juin 1918 a eu lieu une cérémonie de remise du drapeau à ce régiment de chasseurs, drapeau donné par la Ville de Paris⁴. À Chestres, près de Vouziers, dans les Ardennes, un cimetière se trouve à proximité d'un monument tchécoslovaque où les associations viennent en pèlerinage (c'est par exemple en 1930 le cas de *Rovnost*).

La mémoire « tchécoslovaque » est donc celle d'un combat, d'un projet étatique, l'expérience désirée et partagée de l'indépendance politique. Cette mémoire est convoquée en 1938-1939, quand l'existence de la Tchécoslovaquie est menacée, et quand une armée tchécoslovaque est reconstituée en France en 1939. Elle s'inscrit dans un continuum historique, dans le temps long. Les Slovaques, pourtant minoritaires avant 1918 parmi les immigrés en France (et donc parmi les volontaires de 1914), sont intégrés *a posteriori* : on assiste à une « tchécoslovaquisation » de la mémoire collective de la Première Guerre mondiale. Dans tous les cas, c'est avec le soutien (financier) de l'État tchécoslovaque que les monuments sont édifiés, et inaugurés en présence de ses représentants que les Tchécoslovaques de France rencontrent alors.

2. La mémoire de la Tchécoslovaquie de la Première République

a) Les lieux de mémoire étatiques

Les lieux de mémoire associés à l'existence du nouvel État entrent très vite dans le patrimoine mémoriel des Tchécoslovaques de France, essentiellement à l'initiative des autorités tchécoslovaques et en partie pour préparer le retour (possible) des immigrés.

Les associations se dotent du drapeau de la République : les couleurs tchécoslovaques sont vues lors des cérémonies, lors des fêtes associatives, lors des défilés dans les rues, etc. L'acquisition d'un drapeau donne lieu à une inauguration solennelle. Les associations reçoivent la carte de la Tchécoslovaquie, affichée dans les locaux associatifs et lors des fêtes. Les associations

4. Les photographies de la cérémonie de Darney, comme celles des soldats qui sont prises au Palais Royal, sont rassemblées sous la forme de cartes postales dans des albums que certaines familles possèdent.

possèdent aussi le portrait officiel du président de la République, et un phénomène d'héroïsation du président a lieu de son vivant même. C'est ainsi qu'à partir de 1934, une journée spéciale en l'honneur de Masaryk est instituée pour les immigrés partout dans le monde. Son anniversaire est fêté tous les ans, et la mort de Masaryk est l'occasion de scènes de deuil au sein de toutes les associations. Beneš à son tour devient un lieu de mémoire (l'association de Bavans, créée en 1932 près de Montbéliard, porte son nom), comme Milan Rastislav Štefánik, héros éponyme des associations de Chalette-sur-Loing, dans le Loiret, et de Bruay-en-Artois, dans le Pas-de-Calais. Des célébrations sont organisées selon un rituel qui se répète d'année en année : la fête nationale, le 28 octobre, est célébrée à Paris sous l'Arc de Triomphe et au sein de toutes les associations de province. C'est un moment fort de l'année, qui rassemble effectivement les immigrés tchécoslovaques : en général, le consul, voire l'ambassadeur à Paris, est présent, des discours sont prononcés, les enfants de l'école (s'il en existe une), font une démonstration de leurs progrès, on assiste éventuellement à une pièce de théâtre, et une soirée dansante réunit tout le monde, parfois au café tenu par un compatriote. On chante l'hymne tchécoslovaque, que l'on fait apprendre aux enfants, que les textes hésitent à qualifier de *státní* (d'État) ou de *národní* (national). On le chante le 28 octobre devant le drapeau et le portrait du président⁵.

Tous ces lieux de mémoire permettent de renforcer le lien entre les immigrés, entre ces derniers et les représentants de l'État tchécoslovaque en France (consul, ambassadeur), et de véhiculer parmi des immigrés toujours plus nombreux, dont beaucoup de Slovaques, l'idée du projet étatique et de la communauté de destins des Tchécoslovaques.

b) La Tchécoslovaquie comme lieu de mémoire

Outre des lieux de mémoire associés à l'État, d'autres donnent une image de la Tchécoslovaquie : des films projetés dans les associations ou des articles publiés dans la presse de la Colonie décrivent le territoire tchécoslovaque, tchèque comme slovaque, comme un ensemble cohérent et ancien. Ainsi, lors des 78 ans de Masaryk célébrés par l'association *Vlast* de Strasbourg, c'est le vice-consul Červenký qui fait une conférence sur les « beautés de la République tchécoslovaque », avec un résumé historique. « On a montré des vues de la Prague ancienne et moderne, d'autres lieux comme les Tatras, la Šumava, de beaux châteaux tchécoslovaques [...] »⁶. Des cours pour les enfants, des conférences pour les adultes jouent le même rôle, évoquant la géographie et l'histoire de la Tchécoslovaquie. Cela s'ajoute à la mémoire que les Tchécoslovaques de France ont eux-mêmes de leur pays, empirique ou héritée de leurs parents, car beaucoup d'enfants d'immigrés connaissent la Tchécoslovaquie uniquement à travers une image qu'on leur a présentée, au sein de la famille, de l'école ou de la Colonie.

5. *Vystěhovalec*, n° 2, décembre 1930. Bulletin des associations. France, p. 6. « Strasbourg ».

6. *Vystěhovalec*, n° 3, mars 1928. Bulletin des associations. France, p. 7. « Strasbourg ».

c) Après 1948, des mémoires conflictuelles

Après 1945, le flux migratoire se tarit, et on assiste à des retours nombreux. La Guerre froide empêche complètement l'immigration tchécoslovaque en France. Les jeunes générations reçoivent de leurs parents une image figée et idéalisée de la Tchécoslovaquie d'avant-guerre.

Après 1948, deux mémoires s'opposent. L'ambassade tchécoslovaque reprend en main la Colonie, devenue l'Association des originaires de Tchécoslovaquie (AOT) : pour ceux qui adhèrent au régime communiste et à l'AOT, le retour au pays est possible, par exemple pour des vacances, et c'est une autre image de la Tchécoslovaquie, meilleure que celle de la Première République, qui est diffusée. Le bulletin de l'Association (à partir de 1958), véritable organe de propagande au profit du régime, gomme l'action menée dans l'entre-deux-guerres : par exemple, lors du 60^e anniversaire de la bataille de la Targette (9 mai 1915), il passe l'événement sous silence et ouvre sur « l'anniversaire du 9 mai 1945 », point de départ d'une nouvelle Tchécoslovaquie⁷. La tradition s'incarne seulement dans les fêtes où le groupe folklorique de l'AOT, *Naděje* [*l'Espoir*], se produit.

Pour les Tchécoslovaques de France (aux statuts divers, mais souvent désormais Français) qui refusent le communisme, par exemple les membres de l'association des Anciens Volontaires ou du Sokol, la Première République est considérée avec nostalgie, comme un âge d'or, un pays disparu et qui appartient au passé. Elle est parée de l'image d'une Tchécoslovaquie démocratique, libre, celle de Masaryk. Aujourd'hui encore, on peut constater la persistance d'une mémoire commune, tchécoslovaque. Depuis 1993, la mémoire s'est enrichie d'une nouvelle dimension, puisqu'elle comprend le souvenir de quelque chose qui n'est plus, et suppose un regard parfois nostalgique sur un pays disparu et sur un lien qui unissait autrefois Tchèques et Slovaques, y compris en France.

3. Des lieux de mémoire nationaux, tchèques et slovaques

Mais l'accent est mis aussi sur les mémoires nationales, avec localement des nuances selon la nationalité majoritaire, tchèque ou slovaque. À l'échelle de la France, des références historiques et culturelles sont érigées en lieux de mémoire « classiques ». Les paysages, les héros nationaux, le patrimoine culturel, la langue, etc., remplissent deux fonctions essentielles : d'une part, propager un discours politique, d'autre part, véhiculer un patrimoine culturel pour diminuer le mal du pays et « emmener » la patrie avec soi.

a) Les héritages historiques : l'enjeu politique des lieux de mémoire

À travers l'histoire de la nation et de ses héros, quelques messages sont véhiculés. Le passé de la nation est illustre. L'héritage de la Grande Moravie, celui de Cyrille et Méthode, le saint patron de la Bohême Venceslas (*svatý Václav*), ou le siècle de Charles IV sont mis en valeur dans les articles de la

7. *Bulletin de l'Association des originaires de Tchécoslovaquie*, n° 3, avril 1975, p. 1.

presse de la Colonie, dans les discours, les commémorations, les fêtes associatives avec les symboles nationaux (comme le lion de Bohême, que l'on retrouve à la Targette).

La nation a montré sa capacité à se sacrifier. Jean de Luxembourg, roi de Bohême mort en 1346 à la bataille de Crécy, pendant la guerre de Cent Ans, a montré la voie. La nation a dû et doit lutter contre l'adversité. L'exemple de Hus au début du xv^e siècle, mais aussi la bataille de la Montagne Blanche en 1620, doivent rappeler que le danger allemand est une constante et que l'on peut résister à la germanisation. L'existence de la nation est assurée par l'action déterminée de ses membres, comme les éveilleurs du xix^e siècle, Palacký, Havlíček-Borovský... La nation a toujours montré qu'elle était tournée vers la modernité et le progrès. L'héritage de Jan Hus est lu par les associations social-démocrates comme ayant œuvré pour le progrès social, et ce sont surtout elles qui mettent en avant le pédagogue du xvii^e siècle Komenský, notamment en prenant son nom et en créant des écoles, et rappellent son apport dans le domaine éducatif⁸.

b) La valorisation des patrimoines culturels

Certains héritages culturels apparaissent comme de véritables lieux de mémoire, maintenus comme tels. On a évoqué le territoire tchécoslovaque, mais ce sont des lieux particuliers qui sont portés au regard des Tchécoslovaques de France : les paysages de Bohême, les monuments, les villes comme Prague font l'objet d'articles, d'illustrations dans la presse de la Colonie (la silhouette du Hradčany symbolise la capitale) ou sont des références dans les allocutions. La terre natale même peut être considérée comme un lieu de mémoire ; être enterré en France est vécu difficilement, et l'on souhaite au disparu que « la terre étrangère lui soit légère ». Au-delà, citons encore la gastronomie : la bière que l'on veut consommer vient nécessairement de Plzeň, car elle est un symbole national.

Sur le plan artistique, il faut considérer la littérature et le théâtre, mais aussi les poèmes et les chansons apprises à l'école par les enfants. Les bibliothèques associatives mettent à la disposition des membres ce patrimoine. On met en valeur les artistes qui sont passés en France, Neruda ou Brožik, qui est enterré en 1901 à Montmartre.

Sur le plan religieux, l'importance de Nitra, siège de la première église chrétienne de Tchécoslovaquie, est soulignée, notamment lors du onzième centenaire de sa fondation, dans *l'Écho de la Mission catholique pour les Tchécoslovaques en France*, publié à Paris en 1933.

8. Le journal *Vystěhovalec*, en avril 1927, publie ainsi une brève biographie pour rappeler le 300^e anniversaire de son exil à Amsterdam. *Vystěhovalec*, n° 4, avril 1927. « Jan Amos Komenský », p. 5. L'association de Merlebach organise une conférence de l'instituteur Pleva lors de la fête nationale de 1928, faisant de Komenský un « bâtisseur de la nation », qui en raison de persécution a du quitter sa patrie *Vystěhovalec*, n° 11, novembre 1928. *Bulletin des associations. France*, p. 8. « Merlebach ». Celle de Méricourt-sous-Lens fête le 300^e anniversaire des ans de Komenský la même année, par une conférence. *Vystěhovalec*, n° 1, janvier 1929. *Bulletin des associations. France*, pp. 5-6. « Méricourt sous Lens ».

Ces lieux de mémoire nationaux sont pour la plupart tchèques, puisqu'ils résultent d'un discours porté dès avant 1914 par le milieu des Tchèques parisiens ; d'autres peuvent avoir un sens pour les Tchèques comme pour les Slovaques, comme l'héritage de la Grande Moravie, de Cyrille et Méthode ou le souvenir de Nitra. La mémoire slovaque semble rester secondaire, bien que les Slovaques aient été plus nombreux parmi les immigrés. En outre, il n'y a aucune place pour les lieux de mémoire des minorités (allemande, ruthène, etc.). Être Tchécoslovaque de France, ce n'est pas appartenir à une minorité.

Avec une force, une intensité variable, les Tchécoslovaques de Tchécoslovaquie ont en partage ces lieux de mémoire avec leurs concitoyens en France. Mais ces derniers ont leurs propres lieux de mémoire, liés à leur expérience en France.

II. Les lieux de mémoire particuliers d'une communauté tchécoslovaque en France

La part « française » des lieux de mémoire des Tchécoslovaques de France, justifiant que l'on parle de « Tchécoslovaques de France », recouvre trois dimensions : la présence tchécoslovaque en France, les lieux et les conditions de vie des immigrés, et enfin l'action passée (politique et militaire) qui fut aussi menée au profit et aux côtés de la France.

1. Une présence ancienne en France, réservoir de lieux de mémoire

Les Tchécoslovaques de France, à travers leurs écrits (journaux, almanachs comme celui du Sokol de 1912) et les allocutions prononcées lors des réunions publiques, manifestent la volonté de se placer en cohérence et dans la continuité de cette longue présence dans l'Hexagone.

Le moment fondateur de cette présence est la bataille de Crécy, en 1346. L'épisode de la mort du roi Jean de Luxembourg, référence ancienne, revient comme un leitmotiv. Symbole de sacrifice, il est mort pour la Bohême et pour la France, comme les volontaires de 1914 après lui, remplissant ainsi une fonction de mobilisation évidente. Au centre du cimetière de la Targette, une réplique de la Croix de Crécy a été rapportée, dans laquelle est scellée une reproduction en bronze du sceau du roi Jean. Il est un illustre prédécesseur en France. En 1938, le journal *Náš vystěhovalec* (Notre émigré), indique en une : « *Je sers*, la devise du roi Jean de Bohême, tombé pour la France à Crécy, est aussi la nôtre⁹ ». Au XIV^e siècle, la jeunesse française de Charles IV, des siècles avant les immigrés de l'entre-deux-guerres, montre aussi cette présence ancienne.

9. On lit dans le premier numéro : « Nous attirons particulièrement l'attention de nos lecteurs sur notre devise placée en tête du Journal, car nous voulons servir les intérêts des émigrés tchécoslovaques en premier lieu, et être un trait d'union entre ces émigrés et les Français [...]. Ce peuple a su résister pendant des siècles à la pression germanique sans altérer son âme [...]. Notre journal se propose donc de faire connaître cette GRANDE CRUCIFIÉE au public français et de travailler pour les bonnes relations franco-tchécoslovaques ». Jean de Luxembourg symbolise alors le lien franco-tchécoslovaque, mais aussi l'esprit de sacrifice et l'abnégation.

Josef Brož, ancien secrétaire de la Colonie, publie en 1931 à Bratislava un livre en tchèque intitulé *De la gloire tchécoslovaque en France : album des monuments de pierre*. Il y décrit douze monuments, dépeints comme autant de lieux de pèlerinages, en commençant par la « croix du roi Jean de Luxembourg près de Crécy ». On trouve des pages sur l'observatoire de Meudon, « lieu de travail de Štefánik », astronome, l'un des chefs du Comité national tchécoslovaque pendant la Grande Guerre, ou encore « le monument funéraire de Brožík au cimetière de Montmartre », un des peintres tchèques les plus importants de la fin du XIX^e siècle, qui a passé une grande partie de sa carrière à Paris, et même sur l'Institut d'études slaves¹⁰. Brož évoque aussi le domicile de Jaroslav Čermák, autre peintre, signalé par une plaque au 128 de l'avenue de Wagram, à Paris.

2 La mémoire des lieux et des conditions de vie

Les endroits où vivent les Tchécoslovaques entrent dans leur mémoire collective.

Il peut s'agir d'un quartier : le Palais-Royal est d'une certaine façon une « petite Tchécoslovaquie » ou une « petite Bohême ». Ce quartier central de Paris est depuis les années 1870-1880 celui qui concentre la plus grande partie des artisans tchèques de Paris. On y trouve donc des échoppes de tailleurs, de cordonniers, de fourreurs, mais aussi des commerces de bouche, boulangerie, cafés et restaurants tchèques, où s'approvisionnent les compatriotes, où ils peuvent boire de la bière tchèque, etc. Ainsi, parmi d'autres, l'un des restaurants les plus fréquentés, « Chez Spilka » (qui a succédé rue Villedo à Slepíčka), sert souvent de local associatif, et la destruction de l'immeuble en 1966 a été vécue avec douleur par les Tchèques parisiens. Le quartier est aussi le symbole de l'action militaire menée en 1914. C'est le seul endroit qui dans toute la France a ce statut de cœur de la vie tchécoslovaque. Même s'il cesse de l'être *de facto* après 1945, il continue d'apparaître ainsi dans la mémoire commune.

Autour de Paris, certains lieux comme la brasserie Brettschneider (un volontaire de 1914), à Chaville, rappelle tous les dimanches d'avant 1914, tandis qu'après-guerre, c'est à Sainte-Geneviève-des-Bois que certains membres de l'association socialiste tchèque de Paris, *Rovnost*, passent la fin de semaine, jusqu'à faire construire dans les années 1920 des maisons près de celle du président de l'association, appelée ironiquement la « mairie ». Dès cette époque, le Sokol de Paris s'ancre quant à lui à Gournay, sur les bords de la Marne, et y organise réunions sportives et fêtes. Dès lors, ces endroits sont sans cesse photographiés ou évoqués dans les bulletins. Des communes comme Argenteuil ou Gennevilliers symbolisent quant à elles la présence des ouvriers slovaques dans les années 1920-1930.

10. *Za Československou slávou ve Francii : album kamenných památníků* [De la Gloire tchécoslovaque en France : album des monuments mémoriels de pierre].

En revanche, on aurait plus de mal à définir ailleurs en France des lieux qui ont autant marqué la mémoire collective, sinon localement. Là aussi, des cafés comme celui d'un certain Smolík, à Méricourt-sous-Lens, près de Lens, où les associations tiennent leurs réunions et organisent fêtes et célébrations, jouent un rôle de repère. Quelques communes ouvrières et minières deviennent cependant connues de tous les Tchécoslovaques de France grâce à l'activité des associations de compatriotes : Chalette, dans le Loiret, Vianne, dans le Lot-et-Garonne, Lens, dans le Pas-de-Calais, ou encore Merlebach, en Moselle.

Mais au moment où se forge cette mémoire collective, cette implantation est trop récente, trop instable (les séjours sont parfois courts, et les retours sont nombreux dans les années 1930 et surtout après 1945), trop diverse, trop faible numériquement, pour qu'aucune région, qu'aucune ville n'entre durablement dans la mémoire commune à l'échelle de la France et dépasse le cadre local ou familial. L'expérience migratoire elle-même n'est pas valorisée, sauf après 1948 (et en particulier parmi les ouvriers qui ont choisi de revenir en Tchécoslovaquie, sortant du même coup du groupe des Tchécoslovaques de France), ni les conditions de travail dans l'industrie ou les mines, probablement parce que cette expérience n'est pas spécifiquement tchécoslovaque, car elle concerne tous les immigrés, ce qui rapproche d'ailleurs les Tchécoslovaques des autres immigrés dans une mémoire commune.

Du côté des communistes tchécoslovaques de France, dont on a vu qu'après 1948 ils oubliaient la période précédente, une inflexion a lieu vers 1988-1989, quand le bulletin de l'AOT publie quelques pages, surtout descriptives, sur l'histoire ancienne des Tchécoslovaques de France, et organise une exposition dans ses locaux, en mai-juin 1989, sur « l'AOT et l'histoire des compatriotes en France ».

Cette démarche a comme résultat une appropriation symbolique de l'espace vécu la France devient un espace de référence, que l'on « tchécoslovaquise » (le principal journal de la Colonie dans l'entre-deux-guerres a pour titre *Československá Paříž*). Les autres communautés d'immigrés en France connaissent ce même processus, qui révèle l'intégration. Progressivement, la terre française n'est plus tout à fait étrangère. La formule « Que la terre étrangère te soit légère », utilisée lors des enterrements en France, continue d'être employée dans les années 1930, mais avec parfois des nuances. À Merlebach, l'association Komenský s'en sert en 1932 pour annoncer la mort d'un de ses membres, mais évoque en 1934, au décès d'un de ses anciens membres, cette terre « étrangère » où il est enterré comme son « deuxième foyer¹¹ ». On prend ici conscience en l'acceptant du processus d'intégration en cours, symbolisé par la terre. L'ancrage ancien de Tchèques

11. *Výstěhovalec*. Octobre 1932. Bulletin des associations. France, p. 7, « Merlebach », mars 1934. Bulletin des associations. France, p. 6, « Merlebach ».

et de Slovaques en France comme le flux migratoire plus récent permettent de faire apparaître la France comme un espace familier, de surmonter la difficulté du départ, mais prépare aussi l'intégration, puis l'assimilation.

3. *La mémoire de l'action politique et militaire menée en France*

Certains lieux de mémoire associés à la III^e République française deviennent des références pour les Tchécoslovaques de France : les Tchèques de Paris ont participé avant 1914 à quelques moments forts comme l'inauguration de la statue de la République ou les funérailles de Gambetta en 1883, mais aussi aux obsèques de Victor Hugo en 1885 et en 1902 à l'inauguration du monument parisien consacré au poète républicain. En marge, ils gardent aussi en mémoire le rôle qu'ils ont joué dans les relations officielles entre les villes de Paris et de Prague.

On insiste sur la constance à se mobiliser pour et aux côtés de la France. Des Tchèques parisiens participent à la défense de Paris en 1870 dans la Légion des amis de la France, et cette mémoire de 1870 est utilisée lors la mobilisation de 1914, laquelle joue un rôle quand il s'agit de défendre l'État tchécoslovaque en 1938-1939 et d'entrer dans l'armée tchécoslovaque reconstituée en France à l'automne 1939. Cela permet aussi de renforcer l'ancrage des Tchécoslovaques en France et de lier les générations par cette répétition des rituels, des cérémonies (dès les années 1930, on emmène les enfants à la Targette), et donne des occasions de rencontres. Les camps d'entraînement de Bayonne à l'automne 1914 pour les légionnaires, ou d'Agde en 1939 pour les soldats de l'armée tchécoslovaque, entrent dans la mémoire collective.

Mais plus que Darney et les sites qui concernent l'armée tchécoslovaque de 1917, c'est bien la Targette, uniquement associée aux Tchèques de France engagés en 1914, qui est valorisée¹². Le champ de bataille de la Targette devient un lieu de mémoire, et un premier cimetière tchécoslovaque est fondé dès 1919¹³. En 1925, un monument est érigé à la Targette à l'occasion du dixième anniversaire de la bataille de la Targette. Le monument, financé par une souscription publique, est l'œuvre du sculpteur tchèque Josef Hruška [pl. IX]. Les associations assistent à son inauguration. Après 1925, un fonctionnaire du consulat tchécoslovaque de Lille recense les tombes dans divers cimetières civils et militaires, propose d'exhumer leurs dépouilles pour les transférer auprès du monument aux morts de la Targette. Un projet de cimetière est élaboré en 1936 par M. H. Bourdarie, architecte, grand mutilé et ancien président des anciens combattants de Neuville-Saint-Vaast, la commune où se trouve la Targette. Avec l'aide des anciens combattants du Pas-de-Calais et de Neuville, un terrain est finalement offert en 1938, autour

12. Dès 1916, le jour anniversaire de la bataille est vécu dans le souvenir de cette bataille. *Bulletin mensuel de la Colonie tchèque de France – Volontaires tchèques*, 1^{er} mai 1916, p. 1.

13. Jean-Philippe NAMONT, *La Colonie tchécoslovaque en France (1914-1940)*, pp. 430-431 et 609.

du monument, pour en faire le cimetière militaire de regroupement des volontaires tchécoslovaques tombés en France. Cette même année, des tilleuls, arbre qui entre dans les symboles des nations slaves, sont apportés de Tchécoslovaquie. Le mouvement de regroupement des sépultures de Tchécoslovaques enterrés partout en France se poursuit après 1945, et cela surtout dans les années 1960.

En conséquence, les Tchécoslovaques de France comptent des héros dans leurs rangs, ou des personnalités (Jackl), qui entrent dans un « panthéon » particulier et imaginaire (ou réel si l'on considère ainsi la Targette)¹⁴. Les premiers sont les volontaires de 1870, comme Šulc ou Mila qui survivent aux combats et portent toute leur vie cet engagement ancien ; en 1932, une foule nombreuse accompagne les funérailles de Šulc au cimetière du Montparnasse. Ceux de 1914 viennent ensuite. Après la Targette, on raconte comment le porte-drapeau de la compagnie, Karel Bezdíček, est tombé enveloppé du drapeau au lion de Bohême ; cette histoire, rapportée par les survivants, se transmet jusqu'à nos jours. D'autres volontaires meurent ce même jour, et sont héroïsés : Václav Dostal, le moniteur du Sokol Pultr, le président de *Rovnost* Šibal. L'infirmière Marcelline Čapek, fille du président de la Colonie, morte du typhus en 1915, fait l'objet d'une vénération particulière. Madeleine Levée en parle longuement dans son livre publié en 1936, en la présentant comme une sainte¹⁵. Morte quelques jours seulement après les volontaires tués le 9 mai, elle est ensuite enterrée au cimetière de la Targette. Les survivants de 1914-1918 manifestent un esprit ancien combattant jusqu'à leur décès dans les années 1970-1980. Ils ont des souvenirs communs, exclusifs, qui les mettent encore à part, comme les souvenirs des permissions (chez Slepíčka/Spilka, restaurant au 8 de la rue Villedo, où le service est assuré après 1918 par un ancien de *Nazdar*).

Les résistants de 1940-1944 entrent à leur tour dans ce panthéon, tels le jeune Slovaque Pavel (Paul) Šimo, fusillé à Fresnes en mai 1943¹⁶, ou le Tchègue Josef Fišera, mort en janvier 2005 et qui animait les cérémonies du souvenir jusqu'à ces dernières années. Après 1948, puisqu'un conflit oppose

14. *Idem*, pp. 432-433 et 614-615.

15. Madeleine LEVÉE, *Les précurseurs de l'indépendance tchèque et slovaque à Paris*, pp.92-93. « nous nous souvenons avec émotion de ses yeux rieurs et mordorés et de l'ensemble de sa grâce toute neuve [...]. Son âme est assez forte pour entreprendre un sacrifice total : elle réclame les ambulances de première ligne, et est affectée au service des typhiques. Pendant plusieurs mois elle donnera l'exemple de la plus inlassable énergie. Ce n'est que profondément atteinte par le mal de ceux auxquels elle n'a cessé de prodiguer ses soins que Marcelline suspendra son service. Elle ne voulait pas mourir, sa jeunesse ardente entraînait en lutte contre cette fin fatale qu'elle pressentait. Elle eut un grand sursaut de vie et voulut se débattre contre l'intruse à laquelle depuis des mois elle arrachait les blessés. Mais à son tour, son être, épuisé de surmenage et de veilles, succombait. Dans une suprême révolte, elle eut une déchirante crise de nerfs où se consumma son sacrifice, puis, avec une admirable piété, elle accepta avec ferveur la volonté de Dieu et reçut les derniers sacrements, heureuse de mourir pour la France, au milieu des soldats qui défendait son sol. Ses petites mains qui, tant de fois, avaient posé leurs caresses sur les fronts agonisants pour en écarter les visions d'horreur et encourager l'adieu suprême, se joignirent [...]. Marcelline mourut le 26 mai ».

16. Jean-Philippe NAMONT, *La colonie tchécoslovaque en France (1914-1940)*, p. 679.

certain Tchécoslovaques de France à ce qu'est devenu alors la Tchécoslovaquie, la communauté et ses engagements sont mis en valeur. *Rencontres*, revue littéraire publiée à partir des années 1950 par Jaroslav Trnka, consacre des articles à la vie des Tchécoslovaques de France, avec des portraits individuels de compatriotes hostiles au nouveau régime. *Volontaire tchécoslovaque* devient le bulletin de l'association des anciens combattants de 1914-1918 et de 1939-1945, qui entend « honorer la mémoire des volontaires tchécoslovaques en France », mais aussi procurer la nationalité française à ses membres qui ne reviendront jamais en Tchécoslovaquie communiste. On se rencontre aux assemblées générales, aux commémorations, aux enterrements ; la rubrique nécrologique de la revue tient une place importante. On célèbre l'action militaire menée pendant les deux guerres, poursuivie pendant l'Occupation par la Résistance ; contre le communisme, le combat continue et les exilés de 1948 s'approprient naturellement cette mémoire.

Dans l'entre-deux-guerres, les volontaires tchèques de 1914 occupent au sein de la communauté tchécoslovaque tout entière une place éminente, par leur grande force morale et leur volonté capable de mener à la victoire. Même s'ils sont peu nombreux, d'autant que beaucoup ont été tués, leurs lieux de mémoire s'imposent à tous ; ils se distinguent par leurs médailles, leurs décorations, et forment une « aristocratie ». Ce sont des anciens volontaires qui réorganisent la Colonie à partir de 1920, au sein de laquelle l'association des anciens volontaires joue un rôle essentiel. Quand, après la guerre, la Colonie projette de créer à Paris une maison tchécoslovaque pour assurer une fonction de protection sociale, la presse de la Colonie indique dès février 1921 que la maison doit être « bâtie en souvenir des volontaires et légionnaires tchécoslovaques tombés sur le front français en 1914-1918 », et une fonction commémorative lui est assignée, avec le projet de lui adjoindre un musée. On peut aller jusqu'à dire que l'image du tailleur tchèque parisien de 1914 l'emporte sur les autres, crée un stéréotype qui fait oublier les visages multiples de la communauté. C'est que cette action bénéficie à tous, créant une image valorisante, véhiculée jusqu'à nos jours (citons seulement le site Internet du Sokol de Paris, qui en parle¹⁷), un motif de fierté susceptible de mettre en valeur la communauté aux yeux des Français, et de créer du lien au sein de celle-ci.

Cependant, et même si la diversité de sa réception est difficile à mesurer précisément, certains Tchécoslovaques sont plus associés que d'autres à cette mémoire. Il y a en outre une géographie différenciée de ces lieux de mémoire en France, plus nombreux à Paris, au nord et à l'est de la France. On fait par exemple facilement venir les enfants des immigrés à La Targette, avec leurs parents, en autocar : des groupes d'enfants de mineurs du Nord – Pas-de-Calais (Méricourt-sous-Lens par exemple) font le déplacement tous les ans,

17. <www.bwise2.com/sokol/histoire.htm>

éventuellement en composant une chorale qui chantent les hymnes nationaux. Le rôle des lieux de mémoire dans l'assimilation joue donc un rôle divers, même si les journaux de la Colonie permettent de diffuser une mémoire commune dans tout le pays.

Par ailleurs, cette mémoire rapproche la communauté des autres étrangers en France, qui eux aussi ont combattu en 1870 et en 1914, et qui ont leurs propres lieux de mémoire : des monuments au Père-Lachaise, le cimetière polonais de la Targette, l'avenue des Portugais (pour les volontaires portugais de 1914) près de l'Arc de Triomphe où se déroulent les cérémonies d'autres communautés, etc. C'est aussi avec ces autres étrangers qu'une mémoire est partagée.

Ces lieux de mémoire se constituent comme tels parce qu'ils permettent de surmonter l'épreuve de l'émigration, le passage d'une terre à une autre. D'abord, phénomène commun aux mouvements migratoires, ils limitent l'arrachement et le mal du pays en valorisant le patrimoine national (culture, religion, art, paysages, gastronomie, histoire, langue). En l'occurrence, ils légitiment le projet tchécoslovaque qui assure l'existence des deux nations dans un État commun. L'État tchécoslovaque finance volontiers les monuments qui portent ce message ; ce faisant, il intervient dans la sélection de ces lieux de mémoire. La proximité quotidienne des Tchèques et des Slovaques, aux mêmes endroits, exerçant les mêmes emplois, partageant les mêmes conditions de vie, dans les mêmes associations, explique aussi l'attachement à l'idée tchécoslovaque.

Ensuite, ils rompent la solitude en créant un lien entre ceux qui partagent une mémoire commune, entre les membres du groupe. Cette communauté imaginée inclut même les membres de la nation qui les premiers sont venus en France (de Jean de Luxembourg à Štefánik). Et c'est une mémoire vidée d'éventuels éléments conflictuels que l'on veut promouvoir : il y a une recherche d'harmonie entre les composantes tchèque et slovaque, et une volonté actuelle d'oublier ou de ne pas s'attarder sur la période communiste, qui explique en partie la permanence de références liées au début du xx^e siècle.

Enfin, ces lieux de mémoire permettent de gérer l'intégration en France, réelle, et d'interpréter l'expérience propre des Tchécoslovaques de France (l'engagement militaire en 1870 comme en 1914). Il s'agit de présenter en France, aux (autres) Français une image simplifiée et valorisante du groupe, ce qui explique en partie ce resserrement autour de l'image du Tchèque parisien qui s'engage en 1914 (et, partant, la sous-estimation de l'héritage slovaque). Cependant, pour que le tableau soit complet, il ne faut pas sous-estimer des mémoires infra-communautaires, familiales et qui ne se manifestent pas publiquement (les Slovaques d'Argenteuil par exemple se souviennent de leur quartier, les Tchèques de Merlebach de leur commune). L'intégration signifie aussi un ancrage dans l'espace français : les lieux de mémoire, dans un sens plus matériel, marquent l'espace et permettent de se l'approprier.

In fine, cultiver une mémoire à la fois tchécoslovaque et française, ni tout à fait tchécoslovaque, ni tout à fait française, permet de répondre à l'ensemble de ces objectifs. La double appartenance des Tchécoslovaques de France se lit dans leurs lieux de mémoire, dont il ne faut pas surestimer l'importance aujourd'hui : avec la disparition d'un groupe, c'est l'oubli qui semble l'emporter.

« Aux victimes et aux héros »

par

Jiří POKORNÝ

Faculté de Pédagogie de l'Université Charles de Prague

Cette guerre qu'on a rapidement commencé à qualifier de « grande » et même de « mondiale », et les souffrances qu'elle a engendrées ne peuvent être oubliées. L'enthousiasme de la population tchèque pour la nouvelle indépendance n'a pas fait taire les souvenirs douloureux qui formaient un contraste d'autant plus grand avec les sentiments de triomphe ambiants. Il était tout à fait compréhensible que tous aient voulu commémorer leurs morts, d'autant que souvent ils ne savaient même pas où ils étaient enterrés. Il est significatif de lire sur le monument aux morts de Kolovraty l'inscription « Aux tombes lointaines ¹ ».

Les auteurs de monuments nés ou au moins conçus peu après la guerre étaient conscients de ce problème. C'est pourquoi leurs œuvres n'étaient pas trop héroïques et mettaient plutôt l'accent sur le poids des souffrances et sur les victimes. Dès 1916, alors qu'il avait servi sur le front méridional et qu'il avait été dispensé de service militaire à la suite d'une grave blessure, Karel Dvořák avait proposé un monument sur la tragédie de la guerre, qui devait être installé sur l'esplanade de Letná, à Prague : sur le socle du monument qui représentait trois invalides abattus par les tourments de la guerre se trouvait l'inscription « Qui nous enlèvera cette pierre... » Pour des raisons compréhensibles, les autorités militaires refusèrent le projet ². Souvent les monuments représentaient la douleur des survivants. Le monument aux morts de Budislav, dû à J. V. Dvořák, représente une mère avec un enfant, le monument de Kolovraty déjà cité est constitué par une femme et un enfant dans son giron. Les mêmes figures se retrouvent par exemple dans le monument d'Emanuel Zentner à Nedomice, dont la désorientation et le désespoir sont soulignés par l'inscription « À nouveau les foins, et les nôtres ne sont toujours pas ici... ³

1. <www.kolovraty.cz/kolovraty/pomnik-padlym-rodakum>

2. Jaromír PEČÍRKA, *Karel Dvořák*, Prague, 1955, p. 17.

3. J. V. DUŠEK, « Model pomníku padlým do Budislavi » [Un modèle de monument aux morts à Budislavi], *Zlatá Praha*, 37, 1920, nos 15-16, pp. 127-128 ; - <www.nedomice.cz/obr_14.htm>

Certains de ces monuments ont été même parfois conçus comme des *pietà*, les cas de celui de Čeněk Vosmík à Výprachtice (près de Lanškroun), de celui de la ville de pèlerinage de Římov près de České Budějovice, appelé directement par son concepteur Václav Suchomel *Mater dolorosa*. Et même le premier projet de monument en l'honneur des Légions tchécoslovaques de France devait paraphraser la *pietà* : mais à la place du Christ en croix, Karel Dvořák avait placé un soldat ⁴.

C'est en 1919 que fut inauguré le monument aux morts réalisé par Dvořák à Ostrovec, près de Písek. Un soldat enveloppé dans un manteau se tient sur un tronc bas d'où émerge un feuillage et qui signifie plutôt une vie renaissante à partir de la mort. Si son visage est « plein de la grave question de la vie et de la mort », l'enfant nu qui est à ses côtés doit exprimer « le dévouement et l'esprit de sacrifice », « symbole d'une vie perdue et d'une mémoire éternelle ⁵ ». Dans son monument sur la révolte de Rumburk (1922), Dvořák allait encore plus loin, s'efforçant de montrer un homme qui n'avait pas peur de mourir. Même ici nous voyons une figure simple, ordinaire, vêtue d'habits modestes, usés, une figure sans nom au sens propre du terme. Ses gestes expriment l'étonnement, étonnement face à l'absurde, mais en même temps la détermination : ce sentiment est renforcé par la figure du lion qui se trouve derrière lui et par l'inscription sur le socle : « C'est mauvais pour un homme de ne pas avoir une cause pour laquelle il voudrait mourir ⁶ ».

František Bílek a conçu dans le même esprit son projet de monument pour les légionnaires tchécoslovaques (peut-être le premier essai de monument de ce type). La figure masculine centrale et stylisée avance avec un geste de tranquille résignation devant un groupe de compagnons criant et prêtant serment. Le poète Antonín Macek, accompagnant de ses commentaires les dessins de Bílek, a souligné à quel point ce monument se distinguait de ses prédécesseurs qui étaient destinés à « réifier de grossières puissances » et qui étaient construits « pour la gloire de la dynastie et des généraux. » Mais le monument de Bílek est fondé sur l'idée religieuse de sacrifice. « Les combattants pour la liberté de la nation sont devenus des combattants de Dieu » ; à la période hussite comme dans le combat des légionnaires, « la grande tragédie du sacrifice conscient, la beauté du chagrin et des tortures portés à un niveau divin, et en aucun cas bas et terrestre » se sont manifestées ⁷.

4. <www.famostbystrec.cz/serv04.htm> ; – Václav SUCHOMEL, *Mater Dolorosa*. «Památník padlým poutního místa v Římově u Českých Budějovic» [Monument aux morts d'un lieu de pèlerinage à Římov près de České Budějovice], *Zlatá Praha* 37, 1920, n^{os} 15-16, p. 128 ; PEČÍRKA, p. 34.

5. PEČÍRKA, p. 21. Aussi *Zlatá Praha* 37, 1920, n^{os} 5-6, p. 48.

6. PEČÍRKA, p. 25.

7. František BÍLEK, «Hlava obětovaného. Detail [...] pomníku legionářům» ; «Obětovaný. Část návrhu [...] pomníku legionářům» ; «Obětovaný. Pomník legionářům» [Tête de victime. Détail [...] d'un monument aux légionnaires ; victime. Projet partiel [...] d'un monument aux légionnaires ; victime. Monument aux légionnaires], *Zlatá Praha*, 36, 1919, n^{os} 23-24, pp. 177, 180-181, 192 (texte du poète Antonín Macek).

Un autre monument devait célébrer l'héroïsme du sacrifice (et pas du tout celui de l'action) : il est dû à Emanuel Kodet qui imagina de le construire « sur le lieu le plus triste de l'histoire des Pays tchèques », la Montagne Blanche. Il se rattachait par le choix de ce site au grand domaine thématique de la statuaire monumentale tchèque représentée par les projets de monument national pour la Montagne Blanche (qui remontaient à 1913). Kodet avait l'intention de construire un monument tchécoslovaque aux héros victimes qui avaient racheté les souffrances passées par leur vie. Un socle carré de quarante mètres devait rappeler des remparts. Sur l'escalier menant à ceux-ci aurait été installé un énorme calice posé sur une couronne d'épines et voilé par une chasuble. L'ensemble devait constituer une pyramide monumentale au sommet de laquelle serait placée une statue de femme effondrée de honte et de douleur. Elle symbolisait les souffrances de la terre tchèque. La partie inférieure de la chasuble masquant le calice aurait formé une bande sur laquelle auraient été placées des plaques de pierre avec les noms des morts au champ d'honneur. Il aurait dû y en avoir un nombre invraisemblable parce que la liste devait commencer avec les noms des seigneurs exécutés sur la place de la Vieille Ville et s'achever avec les héros tombés pendant la Première Guerre mondiale ⁸.

Dans la poésie de l'époque, la représentation du caractère élu du peuple tchèque renforcée par les souffrances, à tel point qu'il avait franchi les limites imparties aux mortels, répondait à cette conception. Le rédacteur et poète du groupe de Jaroslav Vrchlický, Augustin Eugen Mužík, comparait la nation au Christ qui s'était levé du tombeau et lançait un appel pour qu'il devienne le modèle universel : plus les souffrances et l'abaissement avaient été profonds dans le passé, plus la gloire serait grande à l'avenir ⁹.

Les notions symboliques générales permirent aussi à Ladislav Šaloun de simplement renommer après la guerre son monument aux morts autrichiens – construit en tant qu'« expression de l'alliance de la société civile avec les forces armées pour l'empereur et la patrie » – en monument aux morts tchèques. Mais les projets de Šaloun n'eurent pas de suite, avant tout parce que sa composition ne convenait pas du tout à l'église de garnison Saint-Michel auprès de laquelle elle aurait dû être située. Même le changement de nom du monument ne put rien changer à l'affaire. Le silence sur la destination initiale témoigne de l'effort compréhensible de ne pas rappeler le passé que la nation tchèque avait vécu au sein de la monarchie autrichienne ¹⁰.

Même des artistes beaucoup plus célèbres commencèrent à travailler dans cet esprit. Par exemple, Josef Mařatka – le seul artiste tchèque à pouvoir se

8. Emanuel KODET, «Pomník padlým hrdinům československým na Bílé hoře» [Monument aux héros tchécoslovaques tombés à la Montagne Blanche], *Zlatá Praha*, 37, 1920, n^{os} 37-38, p. 308.

9. Augustin Eugen MUŽÍK, «Říjen 1918» [Octobre 1918], *Zlatá Praha*, 36, 1919, n^{os} 5-6, p. 34.

10. Zdeněk HOJDA & Jiří POKORNÝ, *Pomníky a zapomínky* [Monuments et oublis], Prague ; Litomyšl, 1996, pp. 164-174.

réclamer de l'enseignement de Rodin – modela en 1918 la tête du « Tchécoslovaque blessé » dont le visage « crie la douleur de milliers d'autres ; cette tête, c'est la guerre elle-même avec sa grimace tranquillement désespérée¹¹ ». Mais les monuments de Mařatka caractérisent des œuvres d'un caractère sensiblement différent.

Jan Štursa a eu, lui, une compréhension toute particulière pour la tragédie des souffrances et des pertes de la guerre. Ce sculpteur, un des plus talentueux de son pays, avait pu, comme soldat, s'occuper de la construction de cimetières militaires sur le front oriental, dans les Carpates, mais il avait passé aussi une période relativement longue sur le front, directement dans les tranchées. Sur la base de ses propres expériences, il tailla dans le bois une grande statue intitulée « Enterrement dans les Carpates » ; quatre soldats se penchent sur un cinquième gisant. Plus tard, dans les années 1920, l'auteur retravailla cet ensemble pour les monuments de trois villes : Nové Město en Moravie (son lieu de naissance), Předměřice sur l'Elbe et Místek¹².

Le Blessé de Štursa est un témoignage encore plus expressif. Cette statue, qui est de toute évidence une des œuvres les plus impressionnantes et les plus célèbres de toute la sculpture tchèque, représente la chute, la douleur, la souffrance, la tragédie de la victime. Cette statue était exposée devant le Parlement comme une sorte de parallèle plastique des deux minutes de silence en mémoire des morts pour la paix ; elle fut plus tard installée dans la cour basse du Mémorial national à Žižkov¹³.

Arrêtons-nous encore un instant sur ce type de monuments aux morts, le plus fréquent en Pays tchèques. Comme je l'ai déjà mentionné, ils doivent exprimer des vies manquées, des drames, la souffrance des survivants... Leurs auteurs ne voyaient pas en premier lieu des soldats, mais des hommes : c'est pourquoi ils les représentaient souvent nus ou légèrement vêtus, ce qui ne rappelait pas l'uniforme. Cela vaudrait vraisemblablement la peine de recenser cette énorme quantité de monuments. Nous trouverions sans aucun doute des œuvres remarquables, voire oubliées, comme par exemple le monument aux morts de Kameničky, la première œuvre de Karel Lidický, mais en réalité d'une maturité inhabituelle [pl. XI]. D'un autre côté, nous serions peut-être surpris par l'activité de sculpteurs pratiquement inconnus aujourd'hui, comme Zentner, de Brandýs, ou J. V. Dušek, de Tábor.

L'attitude à l'égard des victimes de la guerre a progressivement changé. Une fois passées les premières souffrances, immédiates, de la perte de proches, ce fut plutôt la fierté des survivants à l'égard des morts dont la liberté nationale était issue, qui se renforça. Peu à peu aussi, l'identification avec le nouvel État, menacé à nouveau par de puissants voisins, se renforça. Les Tchèques devaient

11. Emanuel SIBLÍK, *Josef Mařatka*, Praha 1935, p. 91. Siblík précise que cette œuvre a été achetée par l'État français pour le musée du Jeu de paume, Écoles contemporaines étrangères.

12. Antonín MATĚJČEK, *Jan Štursa 1880-1925*, Prague, 1950, p. 15 Voir aussi <www.udernici.cz/pomnik.php> et <www.sca-art.cz/realization/img.php?id=228>

13. MATĚJČEK, p. 16.

faire leurs les traditions nouvellement formées ; ils devaient trouver avant tout de nouveaux liens avec leur État et ses composantes, en particulier les forces armées. Sous l'Autriche, quand ils accordaient un minimum d'attention à l'État sous sa forme concrète, l'armée n'était pas considérée comme un instrument de défense de la nation, mais plutôt comme un moyen par lequel celle-ci pouvait être opprimée ou au moins brimée. En absence de guerre, on parlait légèrement des armes de l'esprit et d'un caractère naturellement pacifique. Mais cela ne convenait pas au nouvel État. Une part importante de la nouvelle idéologie étatique était justement constituée par la Libération qui ne pouvait pas seulement être présentée (malgré tout le respect dû aux puissances victorieuses) comme un don ou comme un miracle, mais aussi comme une démonstration de force.

L'art devait aussi contribuer à ce changement d'orientation :

La pensée de la libération nationale devait naturellement s'incarner dans une représentation épique des forces tendues vers la liberté à travers des monuments qui parleraient leur langage de pierre et de métal aux descendants et deviendraient des points d'exclamation sur les places et aux croisements des routes, en appelant au peuple, s'il lui arrivait d'oublier la concorde nationale, trop aveuglé par les querelles partisans. Et ainsi de tels monuments peuvent aussi avoir, à côté de leur fonction esthétique dominante, une mission morale,

écrit Emanuel Siblík dans sa monographie sur Mařatka¹⁴. C'est précisément Mařatka qui a rempli le plus parfaitement cette mission. Le monument qu'il avait préparé sur commande de la ville de Brandýs sur l'Elbe – même s'il ne fut pas réalisé – se différenciait déjà sensiblement de son *Tchécoslovaque blessé*. Le monument de la Résistance de Brandýs exprimait le poids de l'asservissement national, mais on y trouvait aussi

la voix de l'obstination illustrée par le tambour appelant au réveil et au rassemblement tous ses fils fidèles sous le drapeau du grand idéal qu'une nouvelle Tchéquie – une République saine et forte marchant résolument en avant : l'image de la Marseillaise tchèque – tient fermement entre ses mains.

Il avait servi avant-guerre dans le régiment de dragons local de l'archiduc puis empereur autrichien Charles. C'est pourquoi on peut supposer que la publicité qui entoura la pose de la pierre fondatrice de ce monument n'était pas due au hasard. Le ministre de l'Éducation et de la Culture Gustav Habrman et Emanuel Siblík prononcèrent respectivement leurs discours en tchèque et en français, en présence du président de la République, du gouvernement et du corps diplomatique¹⁵.

L'orientation fondamentale vers la France, typique de la Première République, se manifesta de manière conséquente dans tous les monuments consacrés aux légionnaires. C'est après plus de dix ans de réflexion et de travail que Karel Dvořák conçut son monument aux légionnaires tombés au champ d'honneur dans le célèbre cimetière parisien du Père-Lachaise [pl. XI]. Il réalisa

14. SIBLÍK, p. 44.

15. SIBLÍK, pp. 46 et 48.

le tombeau consacré au lieutenant Dostal (son beau-frère, frère de sa femme, l'actrice Leopolda Dostalová) et à ses compagnons de la légendaire section Nazdar, qui avait combattu dans la Légion étrangère avant même la formation de l'armée tchécoslovaque. Deux figures de femmes se dressent entre un soldat blessé et un autre mourant, qui lève encore le bras dans un geste de serment, et la mère-patrie vieillie, le suivant d'un regard plein d'amour et de douleur. La plus grande des deux femmes serre contre elle une jeune fille qu'elle protège. C'est une allégorie des Républiques française et tchécoslovaque. Comme Dvořák prenait personnellement cette scène à son compte, il en découle qu'il a choisi les traits de sa propre mère pour incarner la Patrie¹⁶.

Les légionnaires russes n'ont pas, bien sûr, étaient célébrés de la même manière, même s'ils ont largement dépassé en nombre leurs compagnons d'armes servant en Italie et en France. Pourtant au moins un monument leur est dédié : il s'agit de l'hommage rendu au colonel Švec, qui a été érigé devant la caserne de Pohořelec en 1934 sur proposition du sculpteur Otakar Švec (il s'agit fortuitement d'un homonyme). Le colonel Jiří Švec s'était engagé parmi les premiers dans l'armée tchèque en Russie, il s'était distingué lors de la bataille de Zborov, il avait emporté la ville de Penza et contribué à la conquête de Samara. Mais il n'avait pu enrayer le mécontentement de ses unités qui refusèrent obéissance sous l'influence de l'agitation bolchevique et de conditions objectivement extrêmement difficiles. Le 25 octobre 1918, il se suicida à Aksakov, en Sibérie, ne pouvant « survivre à la honte touchant notre armée par la faute de fanatiques effrénés qui ont assassiné... ce qui est le plus précieux : l'honneur. » Švec est entré avec cette lettre d'adieu dans le panthéon de l'armée tchécoslovaque et de la Première République¹⁷.

C'est Mařatka, déjà cité, qui a été le principal créateur de monuments aux légionnaires. À côté des études pour des monuments représentant le combat pour la liberté (*Pour notre liberté, Pro patria, N'oubliez jamais, Zborov*), il a proposé sous le titre *Maintenant ou jamais* un monument pour Ústí-nad-Orlicí (inauguré en 1925, cf. pl. XI) et un monument aux morts pour Bělá pod Bezdězem, dénommé « En garde » (inauguré en 1931). Il a utilisé pour le premier le thème du tambour de son monument de Brandýs ; le second représente un soldat penché en avant, appuyé sur son fusil. Il est inutile de souligner que tous deux sont en uniforme des légionnaires français¹⁸.

Mais la plus grande œuvre de Mařatka est née à Prague¹⁹. Le 28 octobre 1932 fut inauguré le monument *Prague à ses fils victorieux* sous le monastère

16. « Pomník padlým Čechům » [Monument aux morts tchèques], *Umění* 8, 1934-1935, pp. 277-278.

17. Il faut ajouter que ce monument n'est pas particulièrement réussi même si son auteur était considéré comme l'un des meilleurs sculpteurs de la jeune génération. Mais toutes ses œuvres remarquables ont été ensuite recouvertes par l'ombre du monstrueux monument à Staline qui dominait Prague et qui avait été inauguré le 1^{er} mai 1955 sur l'esplanade de Letna. Sur Švec, voir Petr WITTLICH, *Otakar Švec, Praha, 1959*. Švec avait notamment obtenu en 1920 une bourse du gouvernement français ; le sculpteur Bourdelle l'avait particulièrement apprécié et lui avait ménagé un espace indépendant dans son atelier. *Idem*, p. 5.

18. SIBLÍK, pp. 48 et 50.

19. SIBLÍK, pp. 50-52.

d'Emmaüs, devant le complexe de bâtiments ministériels dus à l'architecte Hypšman [pl. XII]. Dès les premières réunions, les représentants de la Ville avaient souhaité que le monument n'exprime pas le caractère tragique de la défaite, mais la grandeur de la victoire. Mařatka avait volontiers acquiescé :

Il y avait déjà pléthore de monuments, nous avons besoin de réaliser que nous sommes capables d'être forts, de nous sacrifier, de nous battre de tous côtés et de savoir vaincre contre tous,

dit-il ultérieurement. En plus du côté idéologique du projet, qui lui était certainement très proche (comme l'avaient montré ses précédents travaux), il était attiré par la composition complexe de ce grand monument dont le centre devait être formé par un grand obélisque de granit haut de seize mètres, dédié au président de la République. Il résolut le problème en s'inspirant du modèle circulaire de Rodin, rappelant ainsi sa dette envers son maître et la France :

Ici, j'ai moi-même voulu rendre mon hommage reconnaissant à l'esprit français, car il m'a été donné le bienfait de puiser à la riche source de l'art français.

Mařatka entoura l'obélisque d'un groupe de légionnaires : un Italien, deux Russes et quatre Français. L'un se prépare à l'attaque, le deuxième lance une grenade, un autre observe la plaine sibérienne, un autre sonne l'offensive... Au centre, tenant un drapeau, un légionnaire couronné par une simple femme du peuple (Prague) d'un rameau de tilleul. Et sur la hampe du drapeau, ces vers célèbres de Viktor Dyk :

Si tu me quittes,
je ne mourrai pas,
si tu me quittes
tu mourras²⁰

Par rapport aux figures intentionnellement simplifiées des soldats que l'on trouve dans les monuments de l'immédiat après-guerre, la précision avec laquelle Mařatka a restitué tous les détails de l'équipement et de l'armement, a surpris. On pouvait ainsi constater le développement de la statuaire monumentale et de toutes les représentations qui y étaient liées sous la Première République. La confiance en soi et la lucidité avaient remplacé les crises de mégalomanie ou les sentiments de désespoir. L'idéologie de la Première République avait des contours nets et fermes, tout comme ses monuments ; ils étaient moins ostentatoires et allégoriquement moins complexes que ceux de l'avant-guerre ; ils touchaient quelques thèmes clairement délimités. Malheureusement, les bases sur lesquelles la République avait été édiflée, ne résistèrent pas. Disparut en même temps qu'elle toute une série de monuments anéantis au début de l'occupation allemande lors de la liquidation des symboles de la Première République.

Trad. Antoine Marès

20. Extrait du poème *Země mluví* [La Terre parle], du recueil *Okno* [Fenêtre].

Les monuments du Soulèvement national slovaque et les péripéties de la mémoire historique ¹

par

Milan ZEMKO

Institut d'histoire de l'Académie slovaque des sciences

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le territoire slovaque est parsemé de monuments consacrés tant aux combattants du Soulèvement national slovaque – manifestation armée des Slovaques contre l'Allemagne nazie et son régime vassal en Slovaquie au cours de l'automne 1944 – qu'aux victimes des représailles par l'armée d'occupation allemande. Les premiers de ces monuments ont été construits sur les lieux mêmes des combats et des fosses communes dès l'immédiat après-guerre, mais l'immense majorité l'a été sous le régime communiste, des années 1950 aux années 1970.

Je ne m'intéresserai pas ici à la qualité artistique de ces monuments implantés au milieu de la nature ou au centre des villes slovaques. Pour la plupart, il s'agit de groupes statuariques qui se distinguent par une raideur froidement officielle dans laquelle – Dieu sait pourquoi – doivent s'incarner les valeurs morales et les idéaux du soulèvement et de ses combattants, mais il en existe aussi qui manifestent une expressivité proprement baroque. Quoique presque toutes les statues et bas-reliefs de ces monuments soient en général parfaitement anonymes, il s'agit de combattants ou de civils « en tant que tels » à travers lesquels sont inscrites les actions héroïques abstraites et les victimes de la même manière que les dizaines de milliers d'hommes et de femmes réels du fameux automne 1944 et des mois qui ont suivi jusqu'à la fin de la guerre ². Pour ce type de monuments, c'est en général la règle partout dans le monde quand ils ne sont pas consacrés à une personnalité concrète plus ou moins célèbre. Et pourtant, cette raideur de pierre des statues anonymes rappelle également à l'homme au moins un peu orienté dans une histoire

1. Cette étude a été menée avec le soutien de l'Agence pour la recherche et le développement : projet La Slovaquie au XX^e siècle, APVV-51-017105.

2. Parmi les livres qui consacrent des annexes graphiques aux monuments du Soulèvement et à ceux en l'honneur de l'Armée rouge : J. HRAŠKO, *Pochodne slobody* [La marche de la liberté], Martin, Vydavateľstvo Osveta, 1964; K. BENICKÝ, *Po stopách slávy* [Sur les traces de la gloire], Martin, Vydavateľstvo Osveta, 1964; – la publication de J. DEKAN (*Poéma o hrdinstve* [Poème sur l'héroïsme], Bratislava, Vydavateľstvo Pallas, 1974) est consacrée au monument du SNP de Bratislava, qui est dû au sculpteur officiel Ján Kulich en 1974 et que l'opinion a baptisé « la famille divorcée » en raison des solutions que le maître d'œuvre a choisies et de l'impression qu'elles donnent [pl. XII].

de la Slovaquie d'après-guerre plus que demi-séculaire les péripéties de la mémoire historique concernant un événement aussi important que le Soulèvement national slovaque. La raison principale de ces péripéties est liée à la « correction » consciente et intentionnelle de l'histoire en fonction des besoins politiques contemporains, la manipulation intensive et tous azimuts, avant tout par le biais de demi-vérités, mais aussi par les mensonges sur la Résistance et le soulèvement, en relation avec les représentations et les intérêts des tenants du pouvoir communiste. Mais même après la chute du régime à la fin des années 1980 subsiste un certain penchant à corriger de façon volontariste l'histoire du soulèvement et, par là, la mémoire historique qui y est liée.

Dans cette communication, nous voulons esquisser sommairement les étapes fondamentales des tribulations de notre mémoire historique, avatars conditionnés par les enjeux de la politique et du pouvoir tels qu'ils apparaissent dans la littérature historique concernant le soulèvement de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la fin du siècle dernier.

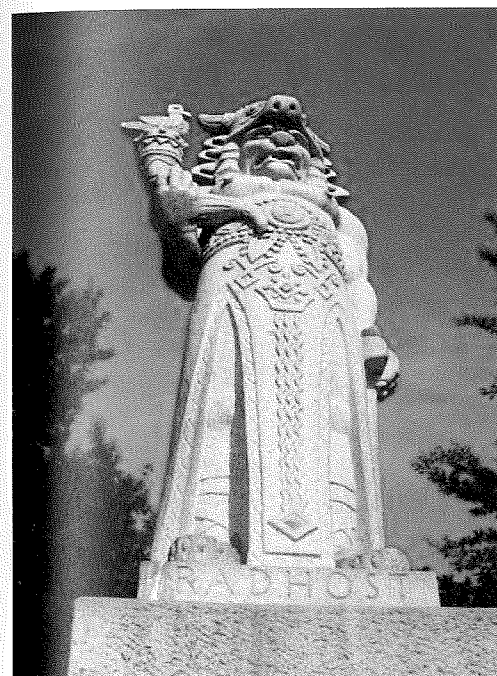
Une rupture fondamentale est intervenue au moment même où le Soulèvement a éclaté le 29 août 1944. Les gens se sont divisés entre ceux qui approuvaient le début et les objectifs du soulèvement et les soutenaient, et ceux qui le refusaient radicalement parce qu'ils le considéraient comme dirigé contre leur propre État qu'ils avaient élevé au statut de valeur nationale suprême³. Cette opposition fondamentale et ce conflit n'ont duré sur la scène publique en Slovaquie que jusqu'à la fin de la guerre parce que les opposants au Soulèvement ont dû soit quitter la Slovaquie, soit se taire : ils n'ont pas pu s'exprimer pratiquement en public jusqu'à la chute du régime communiste en 1989. Ces opposants n'ont disposé d'un espace pour exprimer leur opinion qu'en exil. Mais la situation s'est compliquée après la prise du pouvoir par les communistes en février 1948, quand est partie en exil une fraction des partisans démocrates, non communistes, du Soulèvement et que les démocrates ont été réduits au silence dans le pays. Ces exilés démocrates ne trouvèrent pas un langage commun avec les tenants de la République slovaque de Tiso : les publications éditées à l'étranger reflètent bien cette incompréhension.

Ici, je me concentrerai sur diverses opinions concernant le Soulèvement en m'appuyant sur la littérature historique publiée en Slovaquie parce que les publications de l'exil n'ont pas été accessibles en Slovaquie pendant des décennies, et n'ont donc pas pu avoir un large impact sur la formation de la mémoire historique des Slovaques. Je reviendrai à cette littérature de l'exil dans la partie finale qui sera consacrée à la décennie qui a suivi la chute du régime communiste quand, pour la première fois sur le sol national, on a commencé à présenter librement toute une série de jugements sur le soulèvement de 1944, sur ses

3. Immédiatement après qu'éclate le soulèvement, la Déclaration du Conseil national slovaque (SNR) en formule les objectifs le 1^{er} septembre 1944 (voir le recueil de documents *Bojující Československo 1938-1945* [La Tchécoslovaquie combattante, 1938-1945], Prague ; Košice, Nakl. Vladimír Žikeš). Pour les positions hostiles au Soulèvement et favorables à l'État slovaque, le président Tiso, puis le groupe des Jeunes Populaires se sont exprimés dès le 30 août 1944 (F. VNUK, *Neuveriteľné sprisahanie* [L'incroyable serment], 2^e éd., Trenčín, Vydavateľstvo Ivana Štelcera, 1993, pp. 66-67 et 121-124).



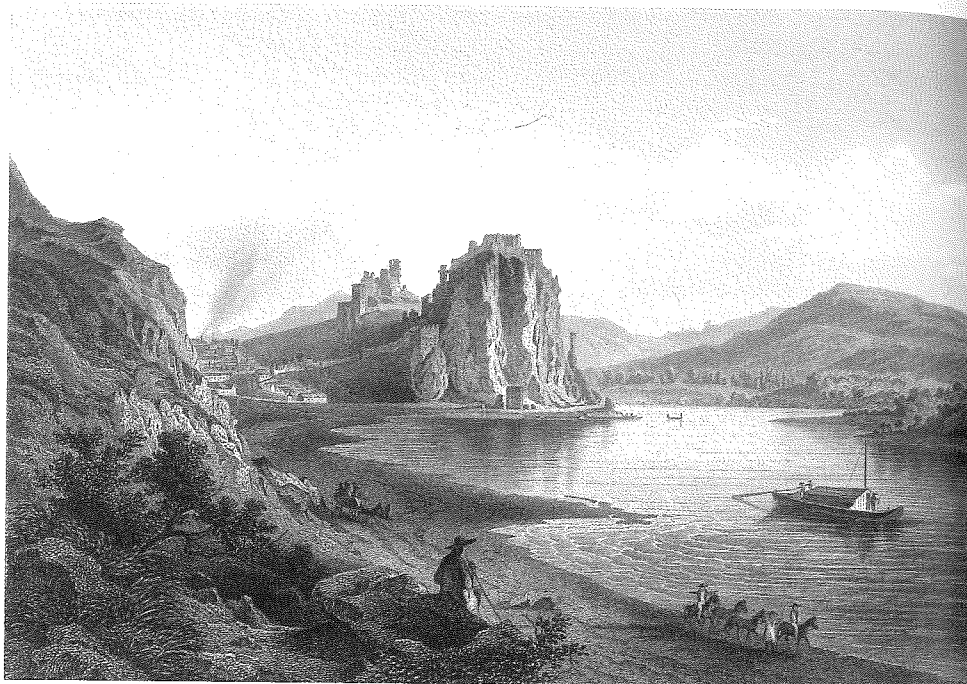
Věnceslav Černý, Les chevaliers de Blaník (illustration pour les *Vieilles légendes tchèques* d'Alois Jirásek).



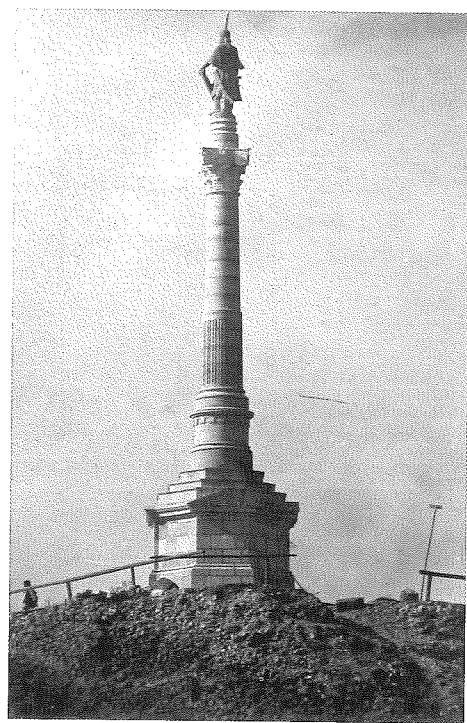
Statue de Radegast sur la colline de Radhošť, due à Albín Polášek.



La basilique de la Vierge Marie sur la colline de Hostýn.



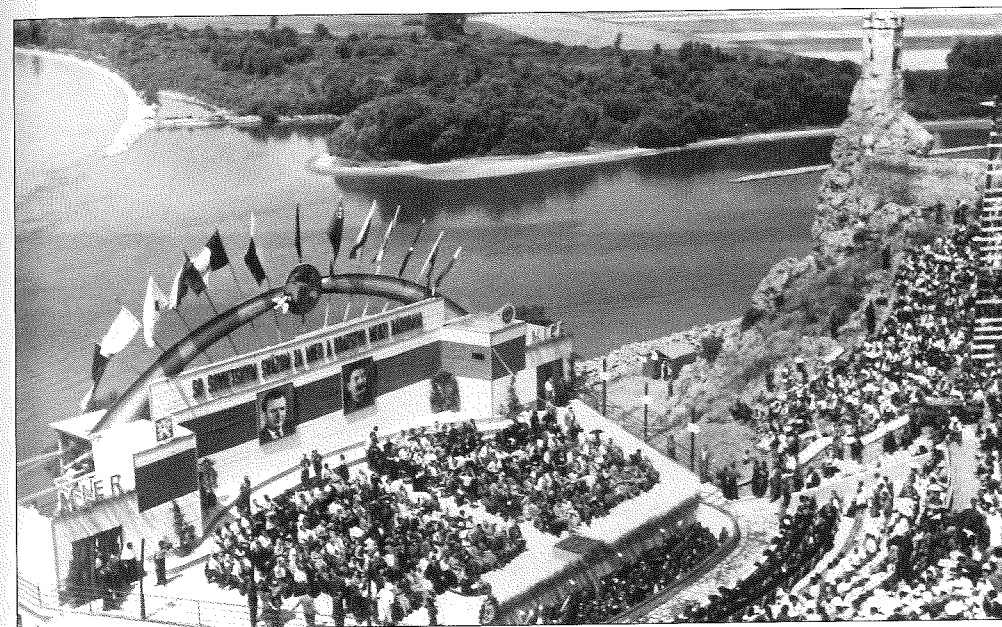
Gravure du château de Devín (L. Rohbock), autour de l'année 1850 (collection privée).



« Monument du millénaire » de l'année 1896 sur la colline de Devín (coll. M. Bachratý).



Parade militaire de la garde de Hlinka et de la jeunesse de Hlinka à l'amphithéâtre le 5 juillet 1939 à Devín, pendant la fête des saints Cyrille et Méthode (Archives nationales slovaques).



Célébrations panslaves à Devín, au début des années 1950 (M. Bachratý).



Le 10 janvier 1989, on sectionne les barbelés au pied de la colline de Devín
(© Vladimír Benko, Agence de presse slovaque).



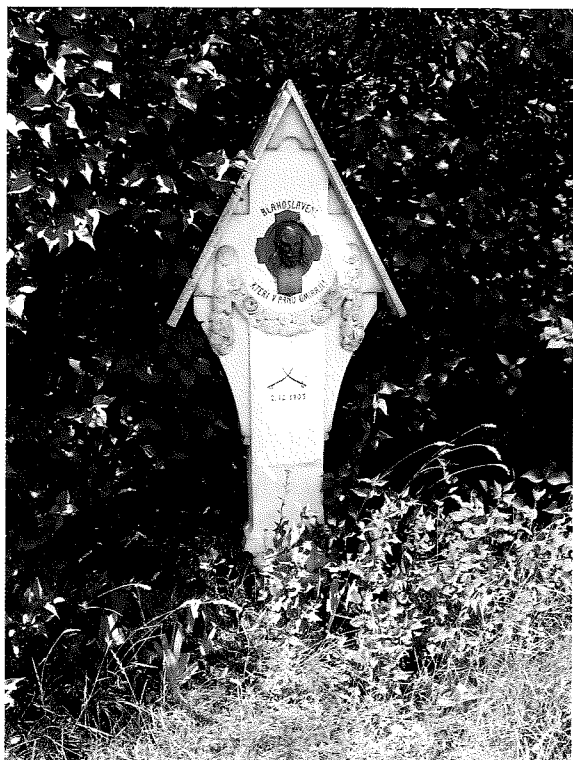
Le monument de la Paix à Austerlitz/Slavkov (© D. Tinková).



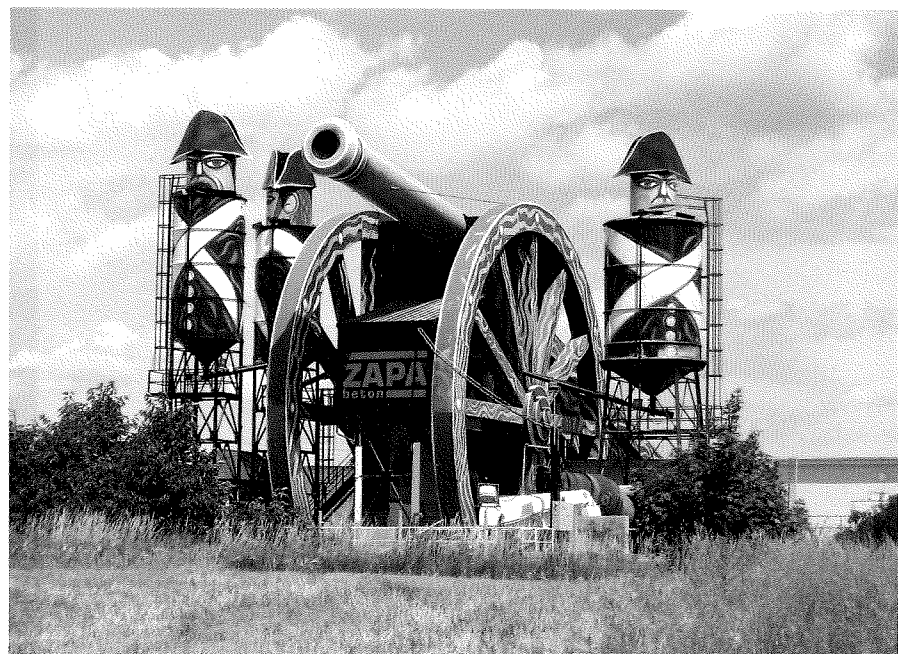
Participants à la fête des saints Cyrille et Méthode arrivant au château Devín,
5 juillet 2005 (© G. Kiliánová).



La colline de Žuráň et son monument à Austerlitz/Slavkov (© D. Tinková).



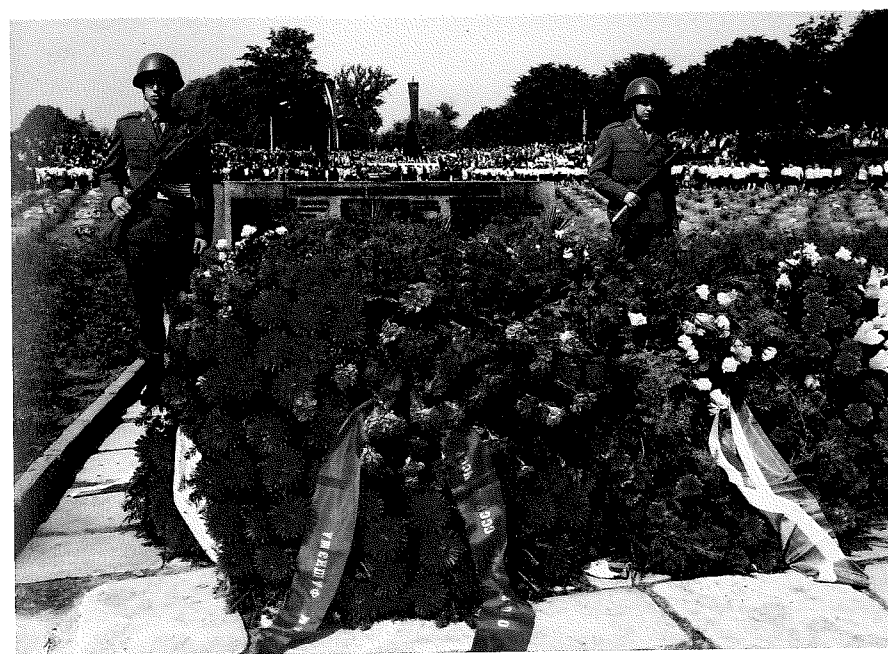
Monument aux morts
de la fosse commune
à Austerlitz/Slavkov
(© D. Tinková).



Zapabeton : architecture industrielle inspirée par les motifs de la bataille d'Austerlitz
(© D. Tinková).



Voie ferrée construite en 1943 au sein de la ville de Terezin,
d'où partaient les convois pour Auschwitz-Birkenau.



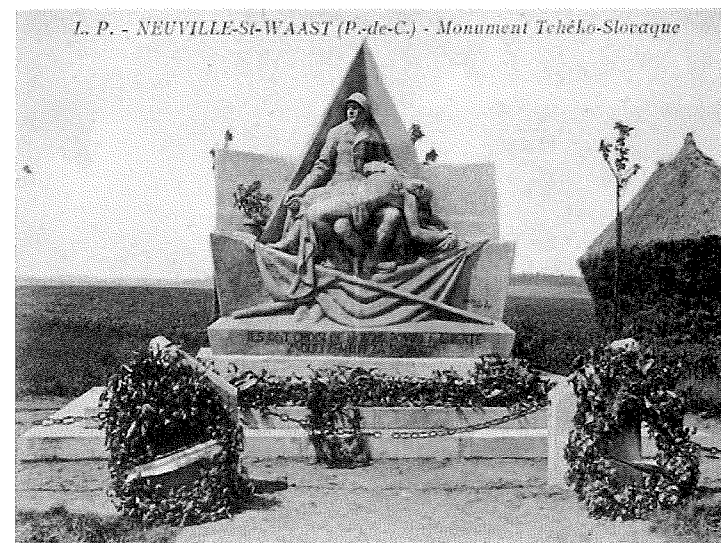
Célébrations soviéto-tchécoslovaques en 1968,
au cimetière de la petite forteresse (Archives CDJC).



Plaque commémorative galerie de Valois, au Palais-Royal à Paris.



12, rue d'Argenteuil, l'ancien restaurant Vyhnalek (Aux amis de la France) a disparu.



Le monument aux volontaires tchécoslovaques au cimetière de la Targette (Neuville-Saint-Waast) peu après son inauguration en 1925.



État actuel du monument.



Cérémonie au cimetière de Cognac, le 20 octobre 2007.



Discours de S.E. l'ambassadeur de la République tchèque M. Pavel Fischer (20 octobre 2007).



Monument aux morts tchécoslovaques, réalisé par Karel Dvořák, au cimetière du Père-Lachaise.



Monument aux morts d'Ústí nad Orlicé par Josef Mařatka.



« Aux victimes de la Guerre mondiale 1914-1918 », à Kameničky, par Karel Lidický.



Monument de Mařatka
« Prague à ses fils vainqueurs ».



Monument du Soulèvement national slovaque,
à Bratislava, dû à Ján Kulich (1974).



Le THM au coin de l'avenue Andrassy et le message extérieur premier :
l'association des croix-fléchées avec l'étoile soviétique.
L'affiche de l'exposition : Katyń, meurtre de masse, politique, morale.



Plaque inaugurée le 23 octobre 1991 :

« Ici a fonctionné à partir de 1939 le parti des croix-fléchées, puis le site de la Maison de la Fidélité a été repris de 1945 à 1953 par la police politique du pouvoir communiste, le Département de sécurité de l'État, devenue Office de sécurité de l'État.

Bien que tu puisses pardonner aux meurtriers, n'oublie pas l'horreur de la terreur,
et souviens-toi des victimes ! »

Sur la façade, une série de photos de victimes de la répression, installées lors de l'aménagement du musée, fin 2001-début 2002.



Mausolée du comte Batthyány au cimetière
de Kerepes, à Budapest.



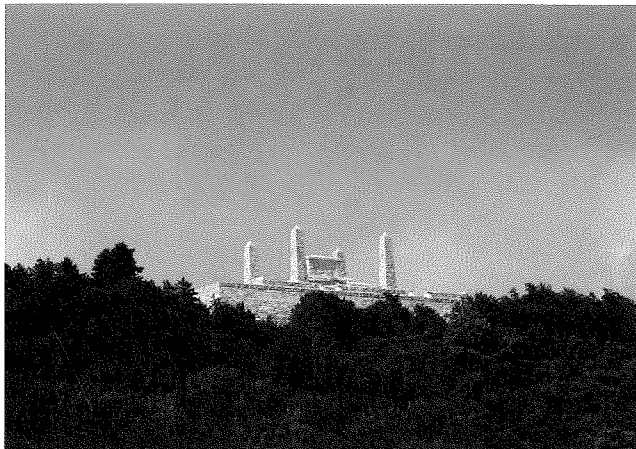
Pierre tombale
du comte István Bethlen
(cimetière de Kerepes).



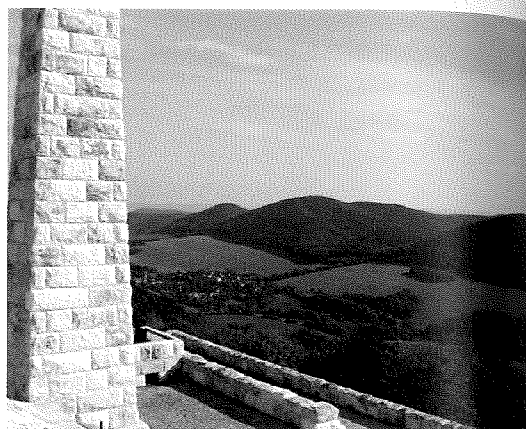
Tombe
du comte Mihály Karolyi
(cimetière de Kerepes).



Pierre tombale d'István Barankovics
et de son épouse
(cimetière de Kerepes).



Vue du haut du monument de Bradlo.



Vue à partir du Bradlo.



objectifs, son déroulement et sa signification dans l'histoire de la Slovaquie, alors qu'une partie des publications de l'exil faisait aussi l'objet de rééditions.

* * *

Pendant les trois brèves années de démocratie parlementaire qui ont suivi la guerre, de mai 1945 à février 1948, on n'a pas publié d'ouvrages historiques scientifiques sur le sujet. Ce sont des hommes politiques, les acteurs des événements et des publicistes qui se sont substitués aux historiens⁴. Les livres publiés sont surtout des mémoires ou ils ont un caractère documentaire, et leurs auteurs couvrent l'ensemble du spectre politique (à l'exception des partisans de la République slovaque, vaincus et en partie stigmatisés comme cléricalo-fascistes⁵). Leurs œuvres sont dominées par des exposés factuels sans jugements de valeur explicites sur le Soulèvement : ceux-ci sont implicites, comme allant de soi et étant partagés par tous : la Résistance et le Soulèvement ont été menés pour renouveler l'État tchécoslovaque et la démocratie, pour un relèvement moral après les années de collaboration et de vassalisation de la République slovaque par l'Allemagne nazie, pour une nouvelle orientation de l'État rétabli en direction des pays slaves, y compris l'Union soviétique (en raison des mauvaises expériences avec les démocraties occidentales à la fin des années 1930 et avec l'Allemagne pendant la guerre), mais aussi pour une nouvelle organisation politique dans une République tchécoslovaque rénovée, sans le foisonnement des partis caractéristique de l'entre-deux-guerres, et pour une société socialement plus équitable qu'elle ne l'était auparavant⁶.

4. J. JABLONICKÝ, *Glosy o historiografii SNP. Zneužívania a falšovanie dejín SNP* [Gloses sur l'historiographie du SNS : mesurage et falsification de l'histoire du SNS], 2^e éd. mise à jour, Bratislava, NVK International, 1994, p. 10.

5. Je mentionne les titres dont le contenu dépasse le cadre régional : J. ŠUJAN, *Slovenské národné povstanie* [Le soulèvement national slovaque], Banská Bystrica, 1945 ; – F. OKTAVEC & R. VÁVRA, *Slovenské národné povstanie*, Prague, 1945 ; – R. BRTÁŇ (éd.), *Vojenské akcie v národnom povstaní* [Les actions militaires dans le soulèvement national], Bratislava, 1945 ; – R. BRTÁŇ. (éd.), *Partizánske akcie v národnom povstaní*, Bratislava, 1945 ; – J. LETTRICH, *O Slovenskej národnej rade* [À propos du Conseil national], Bratislava, 1945, le recueil *Nad Tatrou sa blýska* [Les éclairs brillent sur les Tatras], Prague ; Bratislava, 1946 ; – J. NOSKO, *Vojaci v Slovenskom národnom povstaní* [Les militaires dans le SNS], Bratislava, 1947 ; – V. DULOVA & VI. JERŠOV, *Francúzski bojovníci v Slovenskom národnom povstaní* [Les Français dans le SNS], Bratislava, 1947 ; – A. RAŠLA, *Tiso a povstanie* [Tiso et le soulèvement], Bratislava, 1947 ; – V. PŘIKRYL, *Pokračujte v horách* [Continuez dans les montagnes], Prague, 1947.

6. Aussi Jozef Lettrich, le président du Parti démocratique, qui réunissait la majorité des membres des partis démocratiques d'avant-guerre, soulignait-il lors du premier anniversaire du SNP dans le journal du parti *Čas*, que le PD « a accepté comme siens les idéaux et les buts de la révolution slovaque... Il ne regrette en rien de ne pas avoir de tradition prérévolutionnaire ni d'un des partis de coalition ni des anciens partis d'opposition. Au contraire, les traditions, les programmes et les méthodes des partis politiques de la République d'avant Munich sont aujourd'hui complètement dépassés par l'époque... » (*Čas*, 2^e année, n° 104, 26 août 1945, p. 1). Du côté des communistes, Gustav Husák, membre de la direction du Parti communiste slovaque, annonçait dès l'époque du Soulèvement « des interventions profondes dans la structure sociale et économique du capitalisme libéral dans lequel le peuple serait pour nous le seul porteur de la volonté politique et les exigences du peuple – le seul fil conducteur de la politique de l'État » dans le quotidien *Nové slovo*, n° 4 du 15 octobre 1944 sous le titre à l'époque très stimulant « Le succès politique du Soulèvement slovaque (G. HUSÁK : *Zápas o zajtrajšok* [La lutte pour le lendemain], Bratislava, Nakladateľstvo Obroda, 1948, p. 22).

Toutes les forces politiques légales, de la gauche à la droite, se rallièrent à cet héritage du Soulèvement, les différences ne concernant au début que l'accent mis sur des individualités. Mais avec la montée des luttes politiques de l'après-guerre, qui culmina avec la défaite des communistes et la victoire du Parti démocratique (DS) à la majorité absolue aux élections législatives (alors que dans les Pays tchèques, les communistes avaient remporté une majorité relative), les divergences d'interprétation sur le legs du Soulèvement commencèrent à être beaucoup plus aiguës. Lors du troisième anniversaire du Soulèvement, c'est-à-dire quelques mois avant l'affrontement final entre le parti communiste et les autres forces politiques, alors que le parti démocratique était depuis longtemps attaqué par les communistes, son président Jozef Lettrich soulignait les buts communs originels du Soulèvement :

Le caractère national de l'État et l'égalité nationale des droits entre Tchèques et Slovaques, la justice sociale et, en politique étrangère, une nouvelle orientation en direction des États slaves, y compris l'Union soviétique ⁷.

Au même moment, le leader des communistes slovaques Gustav Husák affirmait que « les intérêts et les efforts des couches laborieuses se distinguent des intérêts des couches bourgeoises possédantes » et que ces couches divergent aussi dans l'exposé « du sens du Soulèvement, tant dans ses conquêtes que dans son héritage ». Les couches formées de capitalistes et de propriétaires terriens trahissent les conceptions du Soulèvement « dans leur partie slave et sociale ⁸ ». Et en automne 1947, quand s'enflamma complètement le combat entre communistes et démocrates, sorte de prélude au combat final à l'échelle de la République en février suivant, Husák accusa ses alliés d'hier « de tentative de changer l'ordre étatique, le régime et de sacrifier notre liberté ⁹ ».

Ces propos de G. Husák, comme ceux d'autres leaders communistes, allaient devenir quelques mois plus tard, une fois le régime totalitaire instauré, des directives impératives pour interpréter le sens et l'héritage du Soulèvement national slovaque (SNP), excluant toute autre interprétation publiquement exprimée.

* * *

C'est avec l'instauration du régime communiste qu'est lié le début de la recherche historique sur la Résistance et le SNP. Mais la domination déjà évoquée des décisions politiques des fonctionnaires et des organes du parti communiste dans toutes les sphères de la vie publique – y compris dans la recherche scientifique et tout particulièrement dans les sciences sociales et humaines – a fondamentalement empêché une recherche libre et une présentation publique des résultats sur la problématique de la Résistance. La littérature historique

7. *Čas*, 4^e année, n° 197, 29 août 1947, p. 1.

8. HUSÁK, pp. 244-245.

9. *Ibidem*, p. 249.

manipulée par le pouvoir et les écrits plus populaires qui en découlent ont également agi sur la conscience historique de la population concernant le SNP, avant tout dans ses manifestations publiques. Dans ce régime de contrainte, il y avait aussi un grand nombre de participants directs et de témoins de la Résistance et du Soulèvement qui se rappelaient ces événements autrement que par leur présentation officielle, mais qui ne pouvaient pas exprimer publiquement leurs opinions.

Le grand connaisseur de la littérature slovaque spécialisée Jozef Jablonický parle de « déformation et d'obscurantisme ¹⁰ » à propos de l'historiographie de la fin des années 1940 au début des années 1960. Cette caractérisation de la littérature et de son incidence pour la compréhension de la Résistance et du SNP par l'opinion se manifeste dans les deux sens du terme : premièrement, dans une interprétation rigoureuse exclusivement communiste des buts et du sens de la Résistance et du SNP d'après les décisions des organes suprêmes du PC, comme c'est le cas pour les régimes totalitaires ; deuxièmement, dans une sélection autoritaire des acteurs des événements historiques, en dictant comment on peut et on doit écrire, ou en général quels sont les acteurs que l'on peut introduire dans les œuvres positivement ou négativement, et si on ne doit pas du tout en parler, les « effacer » de l'histoire. Cette sélection appartient à la tradition du discours historique communiste depuis l'époque de l'entre-deux-guerres en Union soviétique et elle s'est implantée « avec succès » dans l'historiographie slovaque (tchécoslovaque). La « réinterprétation » des événements et des actes des individus grâce à des demi-vérités, des mensonges explicites et les silences appartient aux évidences de ce type d'historiographie. J. Jablonický caractérise ainsi la situation de l'historiographie du Soulèvement dans un contexte des rapports sociaux de cette époque :

L'arrière-plan tragique de l'historiographie du SNP était constitué par les poursuites et contre les participants à la Résistance et au SNP à la fin des années 40 et 50 ainsi que dans leur persécution. Dans le cadre d'une présentation juridico-policière de l'histoire, on construisait les accusations les plus monstrueuses, les aveux forcés, les faux témoignages, etc. ¹¹

Les représailles ont d'abord touché les résistants civils et les officiers de l'armée insurgée, mais au début des années 1950, dans le cadre de « la mise au jour des ennemis du socialisme », est venu le tour des fonctionnaires communistes, parmi lesquels les personnalités dirigeantes de la Résistance et du Soulèvement. J. Jablonický parle d'« exposé juridico-policière de l'histoire », mais il faut avoir à l'esprit que les instructions fondamentales pour agir à l'encontre des communistes ou des non-communistes accusés provenaient des plus hautes instances politiques et que les policiers, les procureurs et, à leur suite, les historiens, n'étaient que les instruments obéissants de leurs intentions et de leurs ordres.

10. Voir J. JABLONICKÝ, pp. 15-43.

11. *Ibidem*, p. 15.

Présenter le SNP comme « l'œuvre du parti communiste de Slovaquie » qui était « en Slovaquie la seule force organisée du mouvement de libération nationale » et « qui était devenue véritablement l'âme du soulèvement » a été une première due au jeune historien du Parti Miloš Gosiorovský dans une petite brochure éditée à l'occasion du cinquième anniversaire du SNP¹². L'auteur y apprécie positivement l'action de tous les fonctionnaires communistes qui ont participé à la Résistance alors qu'il considère le commandement de l'armée insurgée comme « une clique militaire réactionnaire » liée à la bourgeoisie – démocratique entre guillemets – et complotant contre le Soulèvement. Il en fut définitivement décidé avec ces traîtres du SNP en février 1948 ; le peuple travailleur sous la direction « de son célèbre et éclairé parti communiste les évinça de la vie politique... Devant nos peuples s'ouvrit alors définitivement la perspective d'un travail heureux de construction »¹³ dans le cadre, précisons-le, du régime totalitaire communiste. Au début des années 1950, la direction du PCT menée par Gottwald déclencha une campagne contre le « nationalisme bourgeois » au sein du parti. Ses représentants – Gustav Husák, Laco Novomeský, Karol Šmidke, etc. – se seraient liés par serment à la bourgeoisie réactionnaire slovaque dès la Résistance antinazie contre le développement progressiste de la future Tchécoslovaquie renouvelée et auraient prôné aussi après son rétablissement la séparation de la Slovaquie des Pays tchèques. Pour certains communistes slovaques, cette campagne s'acheva par leur arrestation et par une condamnation à un long emprisonnement, dans le meilleur des cas à leur éviction de la vie politique.

Et le même Gosiorovský, qui avait publié une hagiographie des leaders communistes du Soulèvement, en même temps pamphlet sur la résistance civile, s'inscrit à nouveau dans l'histoire pour le dixième anniversaire du SNP. Il ajoute à la bourgeoisie et au commandement militaire les « nationalistes bourgeois » Husák et Novomeský, alors déjà condamnés par leurs camarades pour trahison et autres « crimes »¹⁴. Le reproche de l'historien selon lequel la direction militaire et politique du Soulèvement n'avait pas suivi une stratégie révolutionnaire comme Karl Marx la formulait en 1852, sonne curieusement¹⁵. Si les personnalités réellement dirigeantes du Soulèvement – de la société civile au PCS – avaient, d'après lui, failli ou l'avaient consciemment saboté, et que les dirigeants actuels du pays n'y avaient pas participé ou y avaient joué un rôle marginal, alors qui devait mener le Soulèvement ? La réponse était à portée de main : le « parti communiste » en tant que tel, conduisant le « peuple slovaque » en tant que tel. Cette personnification des entités collectives permettait de surmonter l'absence

12. M. GOSIOROVSKÝ, *Ilegálny boj KSS a Slovenské národné povstanie* [Le combat illégal du PCS et le SNS], Bratislava, Nakladateľstvo Pravda, 1949.

13. *Ibidem*, pp. 44-45.

14. M. GOSIOROVSKÝ, *Slovenské národné povstanie* [Le SNS], Bratislava, Slovenské vydavateľstvo politickej literatúry 1954, pp. 49, 61-63.

15. *Ibidem*, pp. 56-57.

difficilement compréhensible et acceptable des individualités concrètes qui avaient dirigé le Soulèvement.

Une telle « dépersonnalisation » de l'histoire de la Résistance et du Soulèvement dura pratiquement jusqu'en 1963 (à l'exception des publications sur l'histoire régionale du Soulèvement), et cela malgré le XX^e Congrès du PCUS qui avait dénoncé le culte de la personnalité de Staline et ses conséquences sur la vie du pays et de l'ensemble du bloc soviétique. La direction du PCT, avec à sa tête Antonín Novotný, au sein de laquelle siégeaient des hommes responsables des crimes du régime, de la fin des années 1940 au milieu des années 1950, se défendait avec tous les moyens politiques et autoritaires contre une réévaluation fondamentale des procès politiques, y compris des meurtres judiciaires, et à travers cela aussi des événements historiques auxquels étaient liées les poursuites politiques et judiciaires. Dans les circonstances politiques données, cela devait avoir inévitablement des retombées aussi sur le discours historique qui répondait aux points de vue des sommités politiques au matériau (pseudo-)historique¹⁶.

* * *

C'est à nouveau de l'extérieur, de Moscou, quand le XX^e Congrès du PCUS de 1961 revint sur l'ère stalinienne du culte de la personnalité et sur les actes criminels de cette époque, que vint l'impulsion principale d'une réévaluation de l'histoire de la Résistance et du Soulèvement et, dans ce cadre, de l'action d'au moins une partie des responsables communistes. Avec les difficultés croissantes du secteur économique en Tchécoslovaquie, on assista à la montée du mécontentement, avant tout dans les cercles intellectuels, face à l'immobilisme politique et à la négligence de problèmes qui avaient lentement « pourri ». Parmi ceux-ci, la question de l'interprétation de la résistance antifasciste et l'action de ses différents protagonistes. La direction du PCT ne pouvait plus différer davantage et elle nomma une commission qui s'occupa de la rupture de la légalité dans les années 1950. La conséquence des travaux de cette commission fut le départ des responsables les plus compromis (par exemple, Viliam Široký et Karol Bacílek) et provisoirement la réhabilitation pénale des communistes condamnés lors des procès politiques pour des « crimes » imaginaires.

Dans ces commissions de réhabilitation travaillaient aussi des historiens professionnels qui, dans le cadre d'une recherche historique de fond, étaient arrivés à des résultats sensiblement différents de ceux présentés jusque-là par

16. Parmi ces publications, on compte *Slovenské národné povstanie* [Le SNS], Bratislava, Vydavateľstvo SAV, 1954 ; – *Dejiny Slovenska (Tézy)* [Histoire de la Slovaquie (thèses)], Bratislava, Vydavateľstvo SAV, 1955 ; – *15. výročie Slovenského národného povstania* [Le 15^e anniversaire du SNS], Bratislava, Vydavateľstvo SAV, 1959, et d'autres titres édités pour le 15^e anniversaire du SNP. Il est vrai que la déformation de la Résistance et du Soulèvement en fonction de la ligne politique du jour se retrouve aussi dans les publications des auteurs tchèques : par exemple, V. KOPECKÝ, *ČSR a KSČ [RTS et PCT]*, Prague, 1960 ; – B. LAŠTOVIČKA, *V Londýně za války* [À Londres pendant la guerre], Prague, 1960 ; – V. KRÁL, *Pravda o okupaci*, Prague, 1962.

l'historiographie officielle; mais ils ne pouvaient en faire état par écrit. Les changements d'opinion au sein des cercles intellectuels se traduisirent aussi par quelques conférences d'historiens et d'acteurs de ces événements au cours desquelles on débattit ouvertement de la Résistance et du Soulèvement. Pour le 20^e anniversaire, on publia nombre d'articles qui apportèrent des regards nouveaux (et anciens), mais avant tout plus approfondis sur les circonstances du Soulèvement et ses acteurs¹⁷.

Une attention particulière a été portée à trois ouvrages parus au milieu des années 1960 : celui du communiste Gustav Husák, proscrit, emprisonné et entre-temps réhabilité sur le plan pénal, une monographie d'un collectif d'historiens tchèques et slovaques sur la Résistance et le SNP, et un vaste recueil de documents sur le SNP élaboré par l'historien tchèque Vilém Prečan¹⁸.

Ce dernier, publié à Bratislava en 1971 sous le titre *SNP – Němci a Slovensko*, représente une source importante jusqu'à aujourd'hui. Mais les deux autres livres – le premier d'un homme politique de premier plan, le second d'historiens professionnels – constituaient un regard nouveau, en partie renouvelé, sur l'histoire de ces événements, avant tout sur l'action des leaders communistes. Leur vision de l'action du commandement militaire et plus encore de la direction du pouvoir civil était moins évidente, même si le Soulèvement se « repeuplait » d'acteurs de chair et de sang en lieu et place du « Parti » et du « peuple ». La question du sens du Soulèvement n'était pas du tout abordée : il continuait à être compris comme le début du développement d'après-guerre vers « la victoire finale du peuple travailleur », c'est-à-dire vers l'instauration du régime communiste. Mais dans les circonstances de l'époque, cela représentait une avancée sensible par rapport aux années 1950.

Les *Mémoires* de Husák – à l'époque, pour des raisons compréhensibles, extrêmement populaires – s'efforçaient de présenter sa propre interprétation de ces événements. De ce point de vue, ce livre était plus qu'un témoignage; il était conçu comme une monographie spécialisée, revendiquant une valeur plus générale, ce qui eut un impact après 1969 quand cet homme politique devint premier secrétaire du PCT. Son ouvrage devint une sorte de référence dans l'interprétation des événements et des acteurs de la Résistance et du SNP, pratiquement jusqu'à la disparition du régime communiste. Jablonický écrit à propos de la situation qui régnait parmi les historiens slovaques du soulèvement avant 1969 :

17. JABLONICKÝ, *op. cit.*, pp. 48-53.

18. G. HUSÁK, *Svedectvo o Slovenskom národnom povstaní* [Témoignage sur le SNS], Bratislava, Vydavateľstvo politickej literatúry, 1964; – F. BEER a kol., *Dejinná križovatka. Slovenské národné povstanie – predpoklady a výsledky*, Bratislava, Vydavateľstvo politickej literatúry, 1964; – V. PREČAN, *Slovenské národné povstanie: dokumenty* [Le SNS : documents], Bratislava, Vydavateľstvo politickej literatúry, 1965.

L'erreur fatale de nombreux historiens a été qu'à partir de 1964, ils ont relié indissolublement la renaissance et la scientificité de l'historiographie du SNP à l'ouvrage de Husák. Le « réveil » est venu progressivement, lentement et de manière diversifiée¹⁹.

Les travaux des historiens de la seconde moitié des années 1960 ont modifié les connaissances de ces événements sur des points importants : par exemple, les documents produits ont confirmé qu'on avait surestimé le rôle de la direction moscovite du PCT dans la direction de la résistance locale. Mais le cadre fondamental de la recherche demeurait limité par les impératifs politiques marqués par « le rôle dirigeant » du parti communiste, qui était inscrit dans la Constitution de la République « socialiste ». Il est remarquable que pour cette période, mais aussi pour la période de normalisation qui a suivi l'invasion du pays par les troupes du Pacte de Varsovie en août 1968, la toute première monographie consacrée à la résistance civile ait été publiée un quart de siècle après les événements, en 1969, par J. Jablonický. C'était une sorte d'écho à des temps plus cléments pour les historiens dans les années 1960²⁰. Pour la première fois depuis 1948, l'activité de la résistance de tous les groupes civils était analysée objectivement et sous tous ses aspects, sans les glorifier ni les vouer aux gémonies ou les accuser à travers un filtre politique « de classe ». Ce livre a valu à l'auteur d'être expulsé de la communauté des historiens sous le régime de Husák. Et il s'est rangé parmi les dissidents et les historiens du *samizdat*.

Après l'occupation de la Tchécoslovaquie et l'instauration de la normalisation ont commencé les poursuites personnelles contre les historiens critiques et politiquement engagés, qui ont été privés des possibilités d'exercer leur travail de recherche. Mais la situation de la normalisation a également pesé sur les historiens qui continuaient à travailler dans les instituts et dans les chaires d'histoire et orientaient leurs recherches vers la Résistance et le SNP. Jablonický caractérise ainsi les conditions de recherche et de publication :

Les plans de travail des historiens, leurs possibilités d'étudier, le choix des thèmes, les mises à l'écart de certains travaux, les interdictions, les ordres, les instructions et tout le dédale de la politique éditoriale, on ne peut le reprocher à partir des publications sur le SNP. Les produits finaux passaient à travers un tel filtre de contrôle que pratiquement ne pouvait paraître un ouvrage qui prendrait ses distances avec la ligne officielle²¹.

La conséquence en fut la baisse du niveau des ouvrages et des colloques qui devaient respecter le paradigme husákien. Les historiens s'écartaient aussi du niveau de connaissance de la fin des années 1960, avant tout dans l'appréciation de l'armée insurgée qui était la force armée déterminante du SNP. On recommença à privilégier à ses dépens les unités de partisans commandées en général par des officiers soviétiques et où les communistes exerçaient l'influence principale. La recherche cessa de prendre en considération les groupes

19. J. JABLONICKÝ, p. 55.

20. J. JABLONICKÝ, *Z ilegality do povstania* [De l'illégalité au soulèvement], Bratislava, Nakladateľstvo Epoque, 1969.

21. J. JABLONICKÝ, *Glosy o historiografii SNP...*, *op. cit.*, pp. 84-85.

civils de la Résistance du fait que leur place devait toujours apparaître comme subalterne par rapport à la résistance communiste. Et la relation de la direction politique et militaire soviétique avec la Résistance et le SNP ne devait pas être abordée de manière critique, même si la recherche des années 1960 avait montré le haut degré d'ambivalence de la position de l'U.R.S.S. face aux préparatifs du soulèvement.

C'est une publication en cinq volumes *Histoire du Soulèvement national de 1944* et le cinquième volume de l'*Histoire de la Slovaquie (1918-1945)*, publiés en 1984 et 1985²² qui apportèrent le bilan final de l'historiographie de l'ère communiste sur le sujet. Les éditeurs de ces deux publications étaient des historiens qui se consacraient depuis longtemps à cette thématique, mais après 1969, donc au début de la « normalisation et de la consolidation » de la Tchécoslovaquie occupée, ils appartenaient aux « garants » de l'interprétation de la guerre telle que les *Mémoires* de Husák l'avaient exposée. Les connaissances acquises sur les acteurs dans les années 1960 ne pouvaient pas être totalement ignorées, mais il était possible de les mettre dans de « justes » conditions, c'est-à-dire politiquement souhaitables, et avant tout de mettre en œuvre des jugements « généraux » de ce type sur l'action des communistes :

La caractéristique première de l'action du PCS pendant le SNP était son action tous azimuts dans les secteurs les plus divers, sur le sol de la Slovaquie et au sein d'autres organes politiques importants, lors des rassemblements populaires, dans les usines, dans les comités nationaux, parmi les soldats et les partisans. Le PCS a répandu les idéaux révolutionnaires et les a mis en pratique dans la vie de tous les jours²³.

Cette généralisation répondit à la surévaluation notoire du rôle des communistes dans la Résistance et le Soulèvement tout au long de leur maintien au pouvoir, donc pendant plus de quarante ans.

Mais le temps de l'immobilisme – dans l'historiographie et dans la formation d'une large conscience historique sur la Résistance et le SNP – devait cesser avec le grand changement provoqué par la chute du régime communiste en 1989.

* * *

Le renouvellement de la démocratie pluraliste en 1989 a apporté des changements fondamentaux dans le domaine de la recherche sur notre sujet et sur sa présentation publique. Les historiens ont avant tout pu mener librement leurs recherches et en publier les résultats parce que l'idéologie autoritairement dominante et la politique du parti unique se sont effondrées. En même temps se sont ouvertes les possibilités d'une présentation publique libre de toutes les opinions sur la République slovaque pendant la guerre, son régime et sa position internationale, tout comme sur le combat antifasciste et son acmé en Slovaquie avec le SNP et les combats de partisans qui avaient suivi.

22. V. PLEVZA (éd.), *Dejiny Slovenského národného povstania 1944* [Histoire du SNS, 1944] 1.-5. zv., Bratislava, Pravda, 1984; – M. KROPILÁK (éd.), *Dejiny Slovenska V (1918-1945)* [Histoire de la Slovaquie V], Bratislava, Vydavateľstvo VEDA, 1985.

23. M. KROPILÁK, p. 467.

Au bout de près d'un demi-siècle ont pu paraître des publications – rééditions ou publications entièrement nouvelles – des historiens et des hommes politiques en exil, ce qui a donné la prééminence à des travaux critiques à l'égard du SNP et sympathisant plus ou moins avec la République slovaque de M^{gr} Tiso²⁴. Le reproche principal de ces partisans de la République slovaque contre le Soulèvement tenait à ce que ce dernier s'était dressé contre l'indépendance étatique slovaque qu'ils considéraient comme la forme suprême de l'existence nationale, mais sans prendre en considération les conditions de l'indépendance étatique (bien que formelle) et sa mise en pratique dans la sphère d'influence de l'Allemagne nazie. De plus, à leurs yeux, le Soulèvement avait attiré la guerre sur le territoire de la Slovaquie, causant au pays de grandes pertes humaines et d'énormes dommages matériels. Mais ces auteurs en exil pas plus que leurs partisans locaux²⁵ ne proposaient de réponse à la question suivante : comment aurait dû se comporter comme sujet du droit international un État qui était né de la volonté du Führer de l'Allemagne nazie, était en position de vassal par rapport à lui et n'était reconnu pendant la guerre par aucune grande puissance ? Au contraire, les puissances alliées avaient internationalement reconnu la République tchécoslovaque et ses représentants en exil. Les critiques du Soulèvement ne répondent pas à la question de savoir comment la Slovaquie aurait dû et aurait pu échapper aux opérations militaires et à leurs suites quand elle devint un champ de combat pour l'Armée rouge, les Allemands n'étant pas prêts à quitter ce territoire sans combattre. Les partisans de l'État slovaque ne sont pas intéressés par les responsabilités, ni politiques, ni morales, ni pénales de ses leaders dans la collaboration et ses conséquences (déportation des Juifs, pillage de l'économie slovaque au profit de l'Allemagne, représailles à l'égard des citoyens « déloyaux », etc.).

L'incapacité évidente de formuler une alternative à la Résistance et au Soulèvement aux côtés des Alliés comme seule issue possible pour les perspectives de la Slovaquie d'après-guerre fait que le soutien de l'opinion slovaque aux partisans de la République slovaque de la guerre reste très en retrait par rapport au soutien à l'alternative résistante, qui originellement incarnait aussi la démocratie; à cette époque, les communistes s'étaient approprié jusqu'en 1948 cette alternative protchécoslovaque d'épuration morale par rapport à la collaboration vassale avec les nazis. La recherche

24. Je ne cite ici que les œuvres qui ont suscité en Slovaquie les controverses les plus vives : F. VNUK, *Dedičstvo otcov. Eseje na historické témy* [L'héritage de nos pères : essais sur des thèmes historiques], Bratislava, Alfa Omega vydavateľstvo, 2^e éd., 1991; – K. ČULEN, *Po Svätoplukovi druhá naša hlava. Život Dr. Jozefa Tisu* [Notre seconde tête après Svätopluk : la vie Jozef Tiso], 2^e éd., Partizánske, Vydavateľstvo Garmond, 1992; – F. VNUK, *Neuveriteľné sprisahanie* [Le complot incroyable], 2^e éd., Trenčín, Vydavateľstvo Ivana Štelcera, 1993; – M. S. ĐURICA, *Dejiny Slovenska a Slovákov* [Histoire de la Slovaquie et des Slovaques], 2^e éd. mise à jour, Bratislava, Slovenské pedagogické nakladateľstvo, 1995.

25. P. BIELIK & P. MULÍK (éd.), *Dies ater – nešťastný deň 29. august 1944* [Dies ater : le jour malheureux du 29 août 1939], 2^e éd., corrigée, Bratislava, Vydavateľstvo LÚČ, 1994; – J. BOBÁK (éd.), *Slovenská republika (1939-1945)* [La République slovaque (1939-1945)] Martin, Vydavateľstvo Maticy slovenskej, 2000.

historique apporte des faits et des arguments au profit de cette alternative démocratique alliée qui est dominante dans l'opinion publique slovaque actuelle, comme en témoignent aussi de nouvelles publications²⁶. On peut ajouter aussi à cette catégorie les travaux des auteurs proscrits après 1968, qui n'avaient pas du tout pu paraître pendant la normalisation et qui devinrent accessibles à un large public après 1989²⁷.

La littérature historique et la mémoire historique nouvelle en formation après 1989 semble se relier (malgré l'offensive des tenants de la Slovaquie de la guerre) au cours moment situé entre 1945 et le coup d'État communiste de février 1948, mais avec deux exceptions : à la différence des trois premières années de l'après-guerre, avec la naissance d'une nouvelle République slovaque démocratique, on met moins l'accent sur le renouvellement de la Tchécoslovaquie et on ne mentionne plus l'alliance avec l'U.R.S.S. – disparue entre-temps – comme le facteur décisif, le plus important de la guerre et l'après-guerre, ni les pays slaves pour leur « slavité ». En même temps, on souligne en général les perspectives de la Résistance et du SNP pour la Slovaquie comme partie intégrante d'une Europe libre et démocratique.

La sympathie de l'opinion publique pour le combat antinazi et anti-pouvoir et en faveur du SNP l'emporte sur les sympathies pour la République slovaque de la guerre, comme en témoignent toutes les enquêtes menées et publiées sur l'attitude des Slovaques à propos des grands événements de leur histoire. Il faut souligner que, sous le régime communiste, de tels sondages n'étaient pas publiés bien qu'ils fussent réalisés. Je m'appuie donc ici sur les résultats des enquêtes menées de 1990 à 2004 par nombre d'organismes et avec des méthodes diverses, qui font qu'il n'est pas possible de les comparer mécaniquement, mais les évolutions fondamentales de l'opinion sur le Soulèvement et l'État slovaque vont de pair.

D'une enquête d'opinion de 1990, il découle que 21,5 % des sondés étaient fiers de la lutte antifasciste contre 5 % seulement qui se félicitaient de l'État slovaque²⁸. Il est vrai qu'il s'agissait d'une enquête qui portait sur un large éventail d'événements, d'où un éparpillement des réponses. De plus, cette enquête a été réalisée peu de temps après le changement de régime et on

26. V. BYSTRICKÝ & Š. FANO, (éd.), *Slovensko na konci druhej svetovej vojny. Stav východiská, perspektívy* [La Slovaquie à la fin de la Seconde Guerre mondiale : état des recherches et perspectives], Bratislava, Historický ústav SAV, 1994; – J. LIPTÁK (éd.), *SNP v Pamäti národa. Materiály z vedeckej konferencie k 50. výročiu SNP Donovaly 26.-28. 4. 1994* [Le SNS et la Mémoire nationale : matériaux de la conférence scientifique sur le 50^e anniversaire du SNS], Bratislava, NVK International – Banská Bystrica, Múzeum SNP, 1994; – D. TÓTH & K. KOVÁČIKOVÁ (éd.), *SNP 1944 – vstup Slovenska do demokratickej Európy* [SNS 1944 : l'entrée de la Slovaquie dans l'Europe démocratique], Banská Bystrica, Adade – Múzeum SNP, 1999.

27. J. JABLONICKÝ, *Povstanie bez legiend. Dvadsať kapitol o príprave a začiatku SNP* [Le soulèvement sans légendes : vingt chapitres sur la préparation et les débuts du SNS], Bratislava, Vydavateľstvo Obzor, 1990; – J. ŠOLC, *Slovensko v českej politike* [La Slovaquie dans la politique tchèque], Banská Bystrica, M.O. Enterprise, 1993; – J. JABLONICKÝ, *Samizdat o odboji. Štúdie a články* [Le Samizdat sur la Résistance : études et articles], Bratislava, Vydavateľstvo Kalligram, t. 1, 2004, t. 2, 2006.

28. *Aktuálne problémy Česko-Slovenska. Správa zo sociologického prieskumu*. [Problèmes actuels de la Tchécoslovaquie : enquête sociologique], Bratislava, Centrum pre výskum spoločenských problémov, novembre 1990, p. 18.

pouvait donc s'attendre à ce qu'une part importante de l'opinion soit encore informée sur la Slovaquie de la guerre par la propagande officielle communiste qui refusait tout ce qui concernait l'État slovaque de la guerre, à l'exception de la résistance communiste. Dans un livre paru en 1994 et qui publia une enquête de l'année précédente, après la division de la Tchéco-Slovaquie, 80 % des sondés approuvaient l'affirmation suivante : « Le SNP est l'expression du refus du fascisme et c'est pourquoi nous devons en être fiers » alors que seuls 10 % l'appréciaient négativement. Mais dans le même temps 20 % des sondés admettaient que la nouvelle République slovaque pouvaient se lier à l'héritage de la guerre. Les auteurs de cette publication voyaient la raison de ce décalage dans le fait que les réponses étaient plus critiques à l'égard du nazisme que du régime de l'État slovaque²⁹. Dans une autre étude consacrée à l'appréciation des figures politiques de l'histoire tchécoslovaque du XX^e siècle, en 1991 et 1999, les jugements portés sur Jozef Tiso, le leader de l'État slovaque, ont été constamment négatifs, même si les différences ont baissé avec le temps : les avis négatifs sont passés de 47 % en 1991 à 32,4 % en 1999 alors que les avis positifs baissaient aussi, de 28,1 % à 20,7 %. Parallèlement le nombre d'indécis augmentait³⁰. Dans un ouvrage sur les opinions et les valeurs politiques au seuil du XXI^e siècle, dans un chapitre consacré à la perception des figures historiques par l'opinion publique pendant les années 1990, on a la confirmation de cette tendance à travers une comparaison des années 1993, 1997 et 1999 : 42, 40 et 32 % d'opinions négatives sur Tiso : 25, 18, 21 % d'opinions positives; 18, 17 et 19 % d'opinions mixtes, alors que le nombre de personnes incapables de se prononcer augmentait, passant de 15 à 25 et 28 %³¹. L'ouvrage aborde aussi l'appréciation de certains événements historiques du XX^e siècle d'après une enquête menée en octobre 1997 : concernant le SNP, 59 % se prononçaient positivement, 17 % de manière équilibrée et 5 % négativement, 19 % ne sachant donner un avis. Quant à l'État slovaque, il recueillait 27 % d'avis positifs, 18 % équilibrés, 24 % d'avis négatifs et 31 % de non exprimés³².

En 2004 a été publiée une vaste enquête sociologique représentative sur les identités collectives chez les adultes en Slovaquie (de novembre 2003). Y ont été intégrés les événements historiques et leurs principaux acteurs. Les sondés pouvaient choisir parmi vingt-cinq événements les trois qu'ils considéraient comme les plus positifs et les trois les plus négatifs. Parmi les plus positifs, le SNP était classé en troisième position, derrière la naissance de la

29. M. BŮTORA & Z. BŮTOROVÁ (éd.), *Slovensko rok po. Cesty a križovatky nového štátu očami jeho obyvateľov* [La Slovaquie un an après : chemins et carrefours du nouvel État vus par ses habitants], Praha, Nakladatelství SLON, 1994.

30. V. KRIVÝ, *Politické orientácie na Slovensku a skupinové profily* [Les orientations politiques en Slovaquie et les profils de groupes], Bratislava, Inštitút pre verejnú otázku 2000, p. 73.

31. O. GYARFÁŠOVÁ, V. KRIVÝ & M. VELŠIC (éd.), *Krajina v pohybe. Správa o politických názoroch a hodnotách ľudí na Slovensku* [Un pays en mouvement : information sur les opinions politiques et les valeurs des citoyens en Slovaquie], Bratislava, Inštitút pre verejnú otázku, 2001, p. 255.

32. *Ibidem*, p. 260.

Tchécoslovaquie en 1918 et la naissance de la République slovaque en 1993 alors que la proclamation de l'État slovaque en 1939 était placée au septième rang. Parmi les événements les plus négatifs, le SNP se trouvait à l'avant-dernière place avec 0,6 % (devant la création de la Tchécoslovaquie) alors que la naissance de l'État slovaque de la guerre recueillait 2,7 % d'opinions négatives, mais l'aryanisation des biens juifs dans cet État 12,7 %, et la déportation des Juifs – 47,8 %, ce qui est surprenant étant donné que ces deux processus étaient très étroitement liés à l'existence de l'État slovaque³³. Dans cette même enquête, Tiso était le plus apprécié par 2,3 % des sondés tandis que 14,3 % d'entre eux émettaient les plus expresses réserves à son égard³⁴.

Les résultats des enquêtes mentionnées ci-dessus pour la dernière décennie du xx^e siècle et le début du xxi^e siècle, même si elles sont de caractères divers, confirment donc un certain affaiblissement des différences entre les appréciations positives de l'État slovaque et du SNP qui rejetait cette République. Mais l'appréciation positive du sens du Soulèvement national slovaque demeure clairement dominante malgré les efforts des partisans de l'État slovaque de la guerre, à l'étranger et en Slovaquie, en vue de modifier l'opinion publique sur ces événements de l'histoire contemporaine slovaque.

Et les monuments du Soulèvement national slovaque ? Ils restent avant tout le témoignage de l'époque où ils naquirent. Et celle-ci, comme je me suis efforcé de le montrer rapidement, s'est souvent éloignée de la Résistance et du Soulèvement, et pas seulement par l'épreuve implacable du temps qui s'écoule...

Trad. Antoine Marès

33. V. KRIVÝ, *Kolektívne identity na súčasnom Slovensku. Pramenná publikácia dát zo sociologického výskumu* [Identités collectives dans la Slovaquie contemporaine : publication de données sociologiques], Bratislava, Centrum exceletnosti «Kolektívne identity» Slovenská akadémia vied, 2004, pp. 24-25.

34. *Ibidem*, pp. 21-22.

La maison de la terreur – musée ou *Terror Háza Múzeum* (THM)

par

Paul GRADVOHL

Nancy-Université, CERCLE (Centre de recherche sur les cultures littéraires européennes,
France – Europe centrale – Europe orientale)

Introduction

Le communisme, contrairement au national-socialisme allemand, se voulait international, voire internationaliste. En pratique, en Europe centrale, il s'est traduit, après 1945 et jusqu'à 1989, par la prise de contrôle par l'U.R.S.S. des États de la région qu'elle a mis progressivement de façon différenciée sous tutelle (ainsi Finlande, Autriche et Yougoslavie sont hors champ, de même que pour des raisons inverses les Pays baltes). Une des différences importantes entre la domination nazie et la domination soviétique, c'est que les partis nazis (et non allemands) centre-européens – quand ils existaient – n'ont été que très peu installés au pouvoir, la Hongrie faisant figure d'exception temporaire. À l'inverse, les partis communistes de la région, dont le destin dès les années 1919-1920 était associé à celui de l'U.R.S.S., ont exercé le pouvoir en temps de paix, même si c'était sous tutelle. Ce pouvoir communiste à la fois national et extra-national est la forme de régime politique qui dura le plus dans le centre de l'Europe au xx^e siècle¹. Notons que la Hongrie est le pays où avait été installé le régime le plus durable de la première moitié du xx^e siècle dans la région entre 1920 et 1944, ce qui pose de façon différente que dans les pays voisins la question du contraste avec le régime communiste de la période antérieure, comme en témoigne bien notre sujet d'étude.

Depuis la disparition de la domination soviétique et des régimes communistes, on constate une vague d'instauration de lieux de mémoire – autoproclamés institutionnellement – commune à l'ensemble de l'Europe centrale et des Pays baltes, et concernant en partie les Balkans. Le caractère souvent privé des lieux destinés au public national et parfois aux touristes essentiellement occidentaux, voire surtout nord-américains, est frappant. L'importante production de textes en anglais diffusés sous forme imprimée ou sur

1. Voir les actes à paraître chez Complexe, sous la direction de Sonia Combe, du colloque *Ouverture des archives et écriture de l'histoire dans les sociétés postcommunistes*, 4 et 5 octobre 2007, organisé par la Structure fédérative de recherche de la BDIC.

internet confirme cette impression². Ils se distinguent en cela des institutions mémorielles majeures et traditionnelles de ces pays, c'est ce qui explique le réseau particulier de relations américaines de ces lieux de mémoires.

L'ouverture actuelle (septembre 2007) de la page d'accueil du Terror Háza Múzeum (THM) hongrois met en exergue une citation³ :

*A Terror Háza Múzeum megnyitása történelmi mérföldkő.
Azért jött létre, hogy örökre emlékeztessen az emberiség által
azelőtt nem tapasztalt mértékű, intézményesített gonoszságra.*

[L'inauguration du Musée Maison de la Terreur a été une étape historique.
Il fut créé pour rappeler à tout jamais la méchanceté institutionnalisée
d'une ampleur dont l'humanité n'avait jusqu'alors pas fait l'expérience.]

Zbigniew Brzezinski.

Le message est clair, il s'agit de faire des crimes du communisme le sommet qualitatif voire quantitatif des horreurs que l'humanité s'inflige à elle-même. La légitimité d'un responsable politique et politologue des États-Unis est d'autant plus forte qu'il allie compétence intellectuelle, expertise de la région et image du représentant de la puissance à laquelle est attribuée la chute de l'U.R.S.S.; une puissance qui est exempte le plus souvent de critique et, à ce titre, elle dispose d'un statut moral et historique unique aux yeux non seulement d'une partie de ses ressortissants, mais aussi de nombre d'habitants de l'Europe centrale⁴.

On ne peut donc que constater que la compréhension de tels lieux exige une perspective transnationale⁵. Or, à l'inverse de cette réalité pourtant lourde de conséquence dans la gestation et le fonctionnement de la Hongrie communiste, le THM s'ancre en apparence essentiellement dans un contexte national, tant par sa genèse politique que dans son message historique, qui absolutise les essences nationales et nie l'interpénétration entre histoires nationales de la région centre-européenne.

Pour comprendre les logiques à l'œuvre dans le THM, il faut utiliser plusieurs approches. D'abord le contexte hongrois des politiques mémorielles présente des éléments spécifiques qui fonctionnent en écho avec l'histoire

2. Voir le site du musée de Prague, <www.muzeumkomunismu.cz> par exemple. Il est à noter qu'en Pologne il n'y a pas d'institution à statut équivalent. Le site de l'Institut de la mémoire nationale (IPN) relève d'un autre genre : <http://www.ipn.gov.pl/portal/en/>. On peut également, pour le contraste, visiter les sites de Karta en Pologne <http://www.karta.org.pl/>, un centre de recherche privé sur le communisme, ou de l'Institut de 1956 à Budapest <http://www.rev.hu>, lui aussi à statut privé.

3. Voir <www.terrorhaza.hu>, et plus précisément <http://www.terrorhaza.hu/muzeum/elso_oldal.html>.

Attention, sur la version anglaise du site, à Museum, le texte est bien différent.

4. La Hongrie bénéficia d'une bienveillance américaine dans les années 1980, par contraste avec la Pologne de l'état de guerre (voir Ignác Romsics, avec les photos d'Imre Prohászka, *Volt egyszer egy rendszerváltás* [Il y avait une fois un changement de régime], Budapest, Rubicon-Könyvek, 2003, p. 14 pour 1983, p. 78 pour 1988, p. 161 pour une appréciation positive de Kádár par George Bush à son décès en 1989). Mais en 1989 l'ambassadeur intervint vigoureusement dans la vie politique hongroise (*ibid.*, pp. 164-167) pour soutenir l'opposition au communisme.

5. Citons ici par exemple Oksana SARKISOVA & Péter APOR (dir.), *Past for the Eyes: East European Representations of Communism in Cinema and Museums after 1989*, Budapest ; New York, Central European University Press, 2007.

de notre institution. Puis la mise à plat des apories du discours national du musée et l'analyse des évolutions du THM depuis sa création en 2002 ouvrent la voie à une mise en perspective de ses rôles successifs et/ou concomitants. Celle-ci renvoie alors aux complexes tourments qui animent les rapports histoire(s)-mémoire(s) en Europe centrale cinq ans après l'ouverture du musée.

Les sursauts équivoques de la politique mémorielle

À partir de 1989, il y eut dans un premier temps une lutte et des choix relatifs aux symboles nationaux même si, par exemple, l'hymne ne faisait pas l'objet de contestation, et que le drapeau retrouva une forme canonique. Les armes du pays furent plus contestées, et le choix des fêtes nationales tout autant⁶. Puis, après une période de guerre idéologique retranchée suivie d'un calme relatif, le gouvernement conservateur installé en 1998 relança l'agitation mémorielle. Donc, dix ans après le changement de système politique et économique, les journées de commémoration scolaire furent instaurées tandis que parallèlement les discours les plus enfouis réapparaissaient, notamment via les sites internet d'extrême droite⁷. Les *iskolai emléknepok* organisés dans les écoles ont été lancés à l'initiative de dirigeants de la communauté juive (Magyar Zsidó Hitközségek Szövetsége [Fédération des communautés juives hongroises] ou Mazsihisz) auprès du ministre de l'Éducation du gouvernement Orbán, Zoltán Pokorni, qui annonça la mise en œuvre de cette mesure le jour du 55^e anniversaire de la libération du ghetto de Budapest par les troupes soviétiques, le 18 janvier 2000. Mais le 16 avril, date retenue pour la célébration de ces jours de commémoration, ne correspond à rien, et en particulier pas au début des déportations massives à Auschwitz qui remonte au 15 mai 1944. Or ce sont les quelques semaines (jusqu'à début juillet 1944) de déportation organisée sous l'égide d'Eichmann – mais à l'époque ou Horthy restait au pouvoir tandis que l'armée du Reich occupait la Hongrie (depuis le 19 mars 1944) – qui ont fait basculer massivement le sort des Juifs de Hongrie. Dépassant tout ce qui avait précédé par la rapidité cumulée avec l'ampleur du massacre organisé, cette opération de destruction se trouve ainsi un peu écartée du centre de l'attention des élèves⁸.

Cet aspect de l'affaire des commémorations mises en place par le pouvoir conservateur ne se comprend que si l'on observe parallèlement les mesures prises pour faire des crimes du communisme un strict équivalent, du moins

6. Voir en français Alain BROSSAT *et alii* (dir.), *À l'Est, la mémoire retrouvée*, Paris, La Découverte, 1990, notamment la contribution de Véronique SOULÉ, pour saisir l'ambiance du moment.

7. Ceux-ci sont installés aux États-Unis à l'abri du 1^{er} « amendement ».

8. Voir en hongrois et en anglais la contribution de László KARSAI sur ce jour de commémoration de l'holocauste, et celle de László VARGA sur l'inexistence supposée de l'antisémitisme en Hongrie dans *Antiszemita közbeszéd Magyarországon 2001-ben = Antisemitic discourse in Hungary in 2001*, András GERŐ, László VARGA & Mátyás VINCE (eds), Budapest, B'nai B'rith Első Budapesti Közösség, 2002.

sur le plan institutionnel, de la Shoah. En effet, réagissant à la déclaration du 18 janvier, un député du parti agrarien en phase de déclin (le Független Kisgazda és Polgári Párt [FGKP], héritier du parti des petits propriétaires qui avait gagné les élections de novembre 1945) décida de lancer une campagne en faveur d'un jour de commémoration scolaire pour les victimes du communisme. Son parti était alors dépassé en nationalisme par le parti du Premier ministre Viktor Orbán, la FIDESZ [Alliance des jeunes démocrates]⁹ et tentait de s'en démarquer. De ce point de vue, ce fut un échec puisque la suggestion fut reprise par l'Assemblée nationale le 5 mai 2000. La date retenue était le 25 février. En fait, au départ, avaient été proposés le début avril, date de la victoire définitive des Soviétiques en Hongrie, puis le 2 avril à la mémoire de l'évêque de Győr, tué par des soldats soviétiques en tentant de protéger des jeunes femmes¹⁰, mais c'est finalement le 25 février 1947 qui a été retenu, car c'est ce jour-là que Béla Kovács, secrétaire général du FGKP, a été enlevé par les forces soviétiques, sous prétexte d'activités antisoviétiques. Ce choix est donc significatif d'une vision particulière de la prise du pouvoir puis du régime communistes¹¹.

Cette vision qui met en avant l'ennemi extérieur est confirmée par le troisième jour de commémoration nationale en mémoire de l'exécution, le 6 octobre 1849, de treize généraux hongrois par les Autrichiens à Arad (aujourd'hui en Roumanie). La Hongrie a donc trois jours de commémoration nationale et plus spécifiquement scolaire, mais le 6 octobre est compté dans les fêtes nationales, contrairement au 25 février et au 16 avril¹². Donc on perçoit bien le caractère particulier des commémorations de la Shoah et des crimes du communisme. Dès 2001, le parti de la vie et de la vérité hongroises [MIÉP] d'István Csurka, une formation d'extrême droite (qui depuis a été laminée par le parti conservateur, comme le FN le fut plus tard en France par l'UMP) a refusé de participer aux cérémonies du 16 avril en invoquant leur caractère non obligatoire. Ce refus de s'associer à la solidarité rétroactive avec les souffrances des Juifs était logique vu les discours antisémites fréquents dans la presse du MIÉP. Mais on peut rappeler que la FIDESZ-MPP [Alliance des jeunes démocrates – parti civique hongrois] de Viktor Orbán, alors au pouvoir, n'hésitait pas à laisser en son sein et à ses marges se

9. Le nom de ce parti, qui était seulement FIDESZ le 30 mars 1988 quand il a été lancé sous forme d'association, a connu des changements par adjonction de divers appendices dont peu de Hongrois se souviennent (avril 1995, MPP ou Magyar Polgári Párt, parti civique hongrois; puis le 18 mai 2003, MPSZ, Magyar Polgári Szövetség, alliance civique hongroise). Notons aussi qu'en avril 1993 le parti a supprimé la limite d'âge fixée à 35 ans maximum depuis ses débuts et qu'en novembre 2000 il quitta l'Internationale libérale pour rejoindre le plus conservateur Parti populaire européen.

10. Voir <<http://www.katolikus.hu/szentek/apor.html>> pour l'histoire officielle et la canonisation de Vilmos Apor.

11. Voir l'analyse d'Iván PETŐ dans *Mozgó Világ* 2001/5 sur <<http://www.mozgovilag.hu/2001/05/maj16.htm>>.

12. Voir l'analyse d'Ildikó SZABÓ à destination des professeurs principaux en date du 4 août 2005, où elle distingue entre les fêtes nationales : <<http://www.osztalyfonok.hu/cikk.php?id=260#doc>>.

développer des discours sur la question juive, et cela continue d'ailleurs, alors que depuis 2002 la FIDESZ est dans l'opposition¹³.

L'assimilation de la Shoah menée par les nazis avec l'aide de nombreuses autorités locales et de certains groupes aux crimes du communisme pose de nombreuses questions. La désignation des victimes, les modes de ségrégation et de répression ou de destruction sont différents. Et surtout parmi les personnes et groupes qualifiés de victimes du communisme, il y a bien des catégories différentes. Le seul reproche fait aux Juifs est d'être Juifs, et seul le pouvoir savait qui était Juif, et légiférait sur le sujet. Le groupe des victimes du communisme composé par la droite et l'extrême droite hongroises diffère de ceux que des historiens construiraient. Il comprend en effet des criminels de guerre et des fils mineurs de paysans dits riches, des espions travaillant pour les Américains, des communistes soudains qualifiés de traîtres par la police politique, des artistes, des candidats à l'émigration, bref, une liste à la Prévert. Or, cet assemblage bizarre devrait faire l'objet d'un culte équivalent à celui voué aux morts de la Shoah, qui ont connu un sort tragique aussi du fait de la coopération des autorités hongroises, quand ce ne sont pas elles-mêmes qui ont exécuté les basses œuvres. En outre il faut souligner que, financièrement, l'économie hongroise a été irriguée par les spoliations massives des Juifs¹⁴. Donc fonder une commémoration prônée par des groupes peu philo-sémites sur le modèle de celle de la Shoah peut sembler étonnant, même si cela témoigne d'une fascination récurrente des antisémites pour les pratiques juives ou perçues comme telles.

En Hongrie, on perçoit nettement un malaise dans le rapport au passé communiste qui ne se résume d'ailleurs pas à l'affaire du 16 avril. Un autre exemple permet de bien comprendre les contradictions à l'œuvre, si importantes pour la compréhension de la place du THM dans ce pays. Il s'agit de l'anniversaire du départ du dernier soldat soviétique de Hongrie, fêté pour la première fois le 19 juin 2001 à l'initiative du gouvernement conservateur. Le dernier samedi de juin devint alors le « jour de la liberté hongroise ». En juin 2002, les socialistes étaient au pouvoir. Le Premier ministre Péter Medgyessy s'empare du thème et désire faire du 19 juin une fête nationale chômée. À quoi les conservateurs réagissent par un refus violent justifié par une accusation : les socialistes veulent se dédouaner des crimes commis par eux-mêmes et notamment se laver des souillures de 1956. L'agitation autour de 1956 a d'ailleurs connu des fortunes diverses pour atteindre en 2006, après le deuxième échec électoral majeur de Viktor Orbán, une phase paroxystique. Un tank d'époque avait été amené près du parlement et des « éléments

13. Voir sur ce point l'analyse détaillée et cinglante de László KARSAI dans *Élet és Irodalom* du 16 novembre 2007, <www.es.hu>, «A múltnak kútja. A mai magyarországi jobboldal történelemszemléletéről. Im memoriam Szabó Miklós» [Le puits du passé. Sur la vision historique de la droite hongroise d'aujourd'hui.] Miklós Szabó est un historien contemporainiste récemment décédé.

14. Voir les travaux de Götz ALY et Christian GERLACH sur ce point, et l'intervention de ce dernier au colloque d'avril 2004 organisé par la Fondation pour la mémoire de la Shoah sur les Juifs de Hongrie au XX^e siècle dont les actes doivent paraître chez Complexe.

incontrôlés » simulaient une attaque-bis de la maison de la radio, du parlement et du siège du parti communiste (socialiste) de Budapest. La différence majeure avec 1956 était l'utilisation de slogans antisémites qui n'avaient pas marqué les événements de la vraie insurrection¹⁵.

Le climat politique hongrois est donc marqué par une forte instrumentalisation du passé¹⁶. Parmi les périodes les plus intenses de la lutte symbolique autour de l'héritage communiste comme outil de stigmatisation, on peut citer les attaques contre Gyula Horn, Premier ministre socialiste de 1994 à 1998, puis contre Péter Medgyessy, son successeur entre le 27 mai 2002 et le 29 décembre 2004 (sa démission remontait au 19 août). Les mécanismes en cause sont intéressants. Tous deux sont associés par leurs adversaires aux forces les plus sombres du communisme, le premier avec la répression exercée par la milice ouvrière – dont il fut – après 1956, le second avec les services secrets de l'époque Kádár, car il fut membre du contre-espionnage. Or, Kádár, associé aux deux Premiers ministres, est caractérisé par ses promesses non tenues de 1956, puisqu'il commença par prendre parti pour Imre Nagy avant d'être son fossoyeur. Les promesses électorales non tenues tiennent lieu d'éléments de comparaison et donc de preuve de cette continuité. En ligne de fond, il y a une assimilation entre médias et pouvoir communiste (occulte) qui explique que des traîtres puissent passer pour des patriotes, une explication qui renvoie à l'idée que les anciens des services secrets tiennent le pays, à l'image de la Russie de Poutine. Cette vision simplifiée se traduit par une suppression de la zone intermédiaire entre le bien et le mal, le bon hongrois et le mal (extérieur)¹⁷, et place l'ensemble des bons Hongrois dans la catégorie des victimes historiques, les bourreaux étant exclusivement communistes (voir aussi Juifs, Russes,...).

À l'issue de cette première réflexion sur la politique mémorielle, il apparaît clairement que la Hongrie a vécu ces dernières années à la fois le phénomène – très usuel dans la région – de la course au statut de victime avec avantage politique à la nation majoritaire et dépréciation sous des formes diverses des concurrents possibles, et en même temps une tentative plus ou moins lancinante de généalogie de la trahison visant la disqualification

15. La presse française aussi a abondamment rendu compte de ces événements. Pour une brève synthèse annuelle rédigée par mes soins, voir l'annuaire *L'état du monde*, Paris, La Découverte.

16. La thèse (dite de grand doctorat [*Akadémiai doktorátus*]), soutenue en 2007 dans le cadre de l'Académie hongroise des sciences) d'Ildikó SZABÓ *Nemzeti tematika és politikai szocializáció. A kollektív identitások befolyásolása Magyarországon 1867-2006* [Thématique nationale et socialisation politique. L'art d'influer sur les identités collectives en Hongrie] est en cours de publication à Budapest chez Gondolat Kiadó (2008). Elle rend bien compte des tendances d'instrumentalisation de l'histoire sur le long terme, tout en ne retenant que ce qui pèse sur la socialisation politique, ce qui ne rend pas compte de l'ensemble de l'agitation sur le sujet.

17. Une blague courait au début des années 2000 à Budapest et traduisait cette tension : « Sous Rákosi, le mot d'ordre était "Qui n'est pas avec nous est contre nous", puis sous Kádár c'est devenu "Qui n'est pas contre nous est avec nous". Mais avec Orbán on est passé à "Qui n'est pas avec nous n'existe pas" [sous-entendu en tant que Hongrois] ». L'analyse citée de László Karsai (2007) confirme cette tendance de la vie politique hongroise.

politique essentiellement des socialistes issus de l'ancien parti communiste¹⁸, mais aussi plus largement puisque cela touche comme en Pologne une partie des anciens opposants au pouvoir d'avant 1989¹⁹.

Mythe du combat libérateur, réalité déformée de la domination communiste, manipulation de la dissonance cognitive : les piliers du THM

On voit que le THM s'inscrit dans un contexte où la légitimation et la délégitimation à base d'histoire fonctionnent activement sur le long terme. Or le Musée Maison de la terreur [Terror Háza Múzeum²⁰] ou THM a été ouvert le 24 février 2002, donc avant les élections des 7 et 21 avril 2002 qui ont signifié la fin du mandat gouvernemental confié à la FIDESZ. Et l'inauguration ayant été très médiatisée et politisée, la maîtrise de cette chronologie est décisive pour la compréhension de la suite [pl. XIII]. Avant même l'ouverture, les controverses étaient multiples. La directrice (encore aujourd'hui) du THM est Mária Schmidt, qui à l'époque était une des conseillères historiques personnelles²¹ du Premier ministre conservateur²², Viktor Orbán (lequel est

18. Voir László Gy. TÓTH, «1956 és a szocialisták. A kádárizmus mai képviselőinek nincs helyük a 301-es parcellánál» [1956 et les socialistes. Les représentants d'aujourd'hui du kádárisme n'ont pas leur place autour de la parcelle 301], *Magyar Nemzet*, 14 octobre 2002, p. 7 ; ou encore le débat parlementaire des 10 et 17 septembre 2002. Finalement les socialistes et les démocrates libres n'ont pas voulu relancer les débats qui n'ont pas été repris depuis la fin 2002. Les débats étaient compliqués du fait des attaques contre le passé du Premier ministre dans les services de contre-espionnage et des débats à répétition sur la loi III promulguée le 14 janvier 2003 sur la mise à jour de l'activité des services secrets de l'ancien système et l'établissement des Archives historiques des services de sécurité de l'État [Az elmúlt rendszer titkosszolgálati tevékenységének feltárásáról és az Állambiztonsági Szolgálatok Történeti Levéltára létrehozásáról], finalement votée le 23 décembre 2002.

19. Ce point mériterait une étude à part et n'est pas central pour ce qui est du THM, mais le comportement du président Lech Kaczyński pour l'anniversaire des accords de Gdańsk le 31 août 2008 témoigne de l'acuité de la question, sans évoquer les attaques contre Lech Wałęsa en juin : voir sur ce point l'article mesuré mais limpide d'Arielle THEDREL avec Marcin ZRALEK à Varsovie du 19 juin 2008 sur <<http://www.lefigaro.fr>>.

20. Le terme hongrois sonne aussi étrangement que son équivalent en français, et échappe tout autant à la correction grammaticale.

21. Une reconnaissance politique express. Elle devint conseillère en 1998 avant d'être docteur en histoire (voir <http://terrorhaza.centerdev.hu/hun/kozalap_schmidt.html>). Le grade de docteur a été octroyé sur la base de travaux antérieurs requalifiés. Sur le même site, on trouve les Instituts des XX^e et XXI^e siècles (créés respectivement en 1999 et en 2000), dirigés tous deux par M^{me} Schmidt, ainsi que la Fondation publique qui a publié le catalogue du musée et où M^{me} Schmidt fait partie du Conseil de gestion (*Kuratórium*). À l'inverse de ce qui se pratique usuellement en Hongrie où les grades scientifiques sont honorés comme dans toute l'Europe centrale, M^{me} Schmidt a pu, sans habilitation, être à la tête de financements très importants.

22. Dans le musée même une plaque indique, tout comme le guide publié : « MÁRIA SCHMIDT, directrice, a fait construire le musée Maison de la Terreur en 2002 avec l'appui de VIKTOR ORBÁN, Premier ministre, sur la base des plans de ATTILA F. KOVÁCS avec le concours de JÓZSEF SZÁJER et ATTILA VÁRHEGYI ». Voir page 98 du catalogue *Terror Háza Andrássy út 60. House of Terror* [Budapest, 2003], publié sous la direction de Mária Schmidt par la Közép- és Kelet európai Történelem és Társadalom Kutatásáért Közalapítvány. József Szájer est un des dirigeants historiques de la FIDESZ, et Attila Várhegyi en est en 2003 un des responsables des relations publiques : après avoir renoncé à son mandat parlementaire suite à une condamnation judiciaire liée à des affaires financières, il est actuellement directeur du parti. Tous deux ont fait partie du petit groupe qui a organisé la campagne des législatives de 2002. Voir le communiqué de la Fidesz du 8 octobre 2002 sur son site web, et entre autres Mancs du 6 novembre 2003, «Jobb-jobb háború a Fidesz körül. Kenyér, harc, ideológia» [Guerre droite-droite autour de la Fidesz. Pain, lutte, idéologie] par Gábor Gávra.

toujours six ans plus tard chef de son parti, la FIDESZ, et de l'opposition). Les objectifs de l'institution ne pouvaient donc pas être conçus en dehors d'une mission politique²³.

Celle-ci fut indiquée par Viktor Orbán lors de l'inauguration²⁴. Pour lui, la force du musée était celle « des victimes, de ceux qui avaient été humiliés, et de ceux qui s'en sentaient solidaires ». Donc « les enfants doivent grandir en Hongrie en sachant ce qu'ont enduré ceux qui les ont précédés. » La leçon première est énoncée : « Seuls peuvent être libres les citoyens d'une nation qui sont capables de lutter pour leur propre dignité humaine, si c'est nécessaire. » Mária Schmidt l'affirme : plutôt que d'en finir avec le passé par la vengeance, c'est un musée qui a été fait²⁵. Le contraste est saisissant entre une promotion de la science qui éclaire le passé et l'appel au sentiment de solidarité, à l'émotion pour des victimes au contour indéfini²⁶.

Ce contraste prend aussi racine dans l'approche des créateurs du musée. Pour eux, la nature de cette institution est de faire appel aux émotions et de répondre aux besoins de la génération zapping²⁷. Le mauvais goût est donc un risque assumé, et le choc émotionnel un objectif. Un ascenseur auquel on ne peut échapper est l'occasion de présenter un film d'exécution sur un écran nécessairement proche de l'œil des visiteurs. Et les salles se succèdent avec des objectifs émotionnels manifestes, y compris les cellules reconstituées en sous-sol. Plus qu'un hommage aux victimes c'est l'établissement d'un lien visiteur-victime par le ressenti qui est visé. Ainsi le visiteur s'identifie à l'être qui a souffert et s'associe à lui. Ensuite, plus question de distance critique. Même les visiteurs étrangers anglophones peuvent faire le même type

23. Le 1^{er} mars 2002, dans *Hetek*, Ferenc Juhász, dirigeant socialiste, interviewé par Ferenc Szluzsánszky et Zsolt Hazafi souligne combien il voit dans l'inauguration du THM une manipulation politique, voir <<http://www.epa.oszk.hu/00800/00804/00204/35329.html>>.

24. On notera les invités étrangers à cette manifestation : Vladimir Bukovsky, C. F. Juberias, Czesław Bielecki, Hans-Hermann Hertle, Joshua Muravchik, Anne Applebaum, Alexander Yakovlev, Rainer Eckert, Hans-Joachim Veen, Max Pappas, Lorraine Boothby, Dalia Kuodyte, Helle Bering Dale, voir le site du THM, <http://www.xxszazadintezet.hu/bemutakozo/rendezvenyeink_1999_tol.html>.

25. Mária Schmidt a publié le discours de V. Orbán et décrit les réactions provoquées par la naissance du THM avant et après son ouverture dans «A Terror Háza Múzeum első éve» [La première année du THM], chapitre sous l'égide d'un propos de Viktor Orbán : «Ebben az épületben hatalmas erő van.» [Dans ce bâtiment il y a une force puissante.], dans *Egyazon mércével : a visszaperelt történelem* [Avec un même étalon : l'histoire restituée par les procès], Budapest, Magyar Egyetemi Kiadó, 2003, pp. 176 et sq.

26. Sur la politique symbolique de la FIDESZ qui a renforcé les phénomènes décrits ici autour du THM en accaparant l'usage du 15 mars (seul moment un tant soit peu républicain en Hongrie), celui de la cocarde nationale, en générant des grands rassemblements associés à un culte politique, voir Ildikó SZABÓ, *Nemzeti tematika és politikai szocializáció. A kollektív identitások befolyásolása Magyarországon 1867-2006* [Thématique nationale et socialisation politique. L'art d'influer sur les identités collectives en Hongrie], en cours de publication à Budapest. Elle place le THM avec le parc du millénaire et autre distribution du drapeau du millénaire (de la chrétienté en Hongrie) aux municipalités avec un protocole associant autorités politiques et religieuses, prévoyant une marraine du drapeau comme pour les unités militaires de l'ancien régime, etc. L'appel aux émotions est donc partie intégrante du dispositif global mis en place par la FIDESZ.

27. Voir *Octogon. Architecture & Design*, 2002/1, dossier «Giccs és identitás» [Kitsch et identité], pp. 41-56, avec une interview d'Attila F. Kovács qui a aménagé le THM. En hongrois, *panoptikum* désigne le musée de cire associant reproductions de personnages, d'objets et de curiosités ; le sens de prison à système panoptique n'y est pas employé.

d'expérience, à supposer qu'ils s'identifient avec les objets et les situations mis en scène²⁸. Mais les hôtes des pays voisins seront linguistiquement, financièrement, et historiquement mal en point²⁹.

Le message qui est transmis entre donc en contradiction avec l'ambition de développer la solidarité avec toutes les victimes de toutes les terreurs politiques. L'émotion doit forclure une possible réconciliation, et le courage civique ne semble pas devoir naître d'un surcroît de pathos. Il y a donc bien le triple raté déjà évoqué ailleurs³⁰ :

1) L'époque qui va de la fin de la Première Guerre mondiale à la fin de la Deuxième Guerre mondiale est présentée de telle façon que le visiteur peut croire que les Hongrois en minorité après 1918 ont été en bloc favorable au retour aux anciennes frontières, que la Hongrie était une démocratie avant le 19 mars 1944, que les Juifs y furent donc jusqu'alors bien traités, et que l'armée hongroise dans les zones occupées ou annexées par elle depuis 1938 était une institution digne d'une médaille des droits de l'homme.

2) La question de la souveraineté nationale est présentée de façon simple : disparition des Soviétiques de leur arrivée en 1944-1945 à leur départ. Or, jusqu'en 1947, la Hongrie, comme l'Italie, relevait d'une Commission de contrôle alliée en tant que pays vaincu, et cette situation n'a rien d'étonnant. Ensuite, la nature des relations avec l'URSS est bien plus complexe que ce qui est présenté au THM. D'ailleurs, le cas de la Tchécoslovaquie non occupée jusqu'en 1968 aurait pu faire réfléchir les concepteurs du musée. Faudrait-il par comparaison en conclure que les Tchèques et les Slovaques sont assimilables aux Soviétiques ? Lesquels sont eux-mêmes peut-être autre chose qu'un régime sensé les subsumer... Quoi qu'il en soit, le THM essentialise là où les historiens tentent de dissocier, de nuancer. À croire que le peuple, pour ses concepteurs, a besoin de croire naïvement à des simplifications absurdes historiquement.

3) Une des dimensions qui souffre le plus de cette ambition est le rapport du national au non national. L'occupation étrangère efface, oblitère toute action et responsabilité nationale. Et ce tant pour les Allemands que pour les Soviétiques. Or, dans chacun des pays soumis au communisme soviétique, force est de constater des formes particulières plus ou moins fréquentes, et clairement différenciables pour partie, de répression, d'adaptation, de résistance à tel ou tel aspect de la politique que tente d'imposer le centre moscovite. Il y eut bien des formes nationales de violence contre les Juifs par

28. La richesse de l'information fournie en anglais est incroyable pour un musée d'Europe centrale, surtout à l'aune des musées traditionnels. Notons toutefois que la langue anglaise et le tarif spécial pour étranger, bien plus élevé que le tarif pour nationaux, dissuade les citoyens des pays voisins à faible niveau de vie, sauf exception.

29. La partie sur le territoire hongrois au début est d'une étroitesse nationaliste confondante.

30. Voir Nicolas BAUQUET et Paul GRADVOHL, « La Hongrie et son passé : un nouveau hésitant » dans *Transitions*, vol. XLIV, 2005, 2, pp. 23-48, aussi disponible sur <<http://www.ulb.ac.be/is/044-3Bauquet.pdf>>.



exemple. Et il faut expliquer pourquoi les déportations à Auschwitz ont pu être arrêtées en juillet 1944 par le même Horthy qui les avait acceptées, ou encore la politique antisémite nationale de Szálasi, le Quisling hongrois, qui, à partir du 15 octobre 1944 (installation au pouvoir par Hitler), voulut que la Hongrie exploite ou liquide elle-même ses Juifs à son profit. De telles réflexions il n'y a aucune trace au THM, or elles permettraient une vision plus subtile et plus autocritique nationalement de l'histoire. La question de la responsabilité pourrait enfin être posée, et non pas reléguée sous forme d'accusation répétée des méchants ennemis (à la solde des) étrangers.

L'exposition permanente porte ce triple raté en l'accentuant par un mélange de la sphère privée et de la sphère publique qui renforce le jeu sur l'émotion, comme le souligne Anne-Marie Losonczy³¹. La réflexion sur la répression politique renvoie à celle sur la nature du pouvoir chez les humains. Et l'expérience des historiens montre bien qu'une chronologie fine et excédant le simple cadre politique est nécessaire pour aborder un tel sujet. Or ici la chronologie est écrasée pour masquer la réalité des ressentis différenciés de la population³². Le résultat est que même les travaux d'amis politiques de M^{me} Schmidt ont été peu pris en compte sur le fond³³. Et on peut indiquer que les objets utilisés auraient pu être mieux sélectionnés et commentés, ne serait-ce que dans le domaine religieux.

István Rév a fait une description assez détaillée de l'exposition permanente elle-même³⁴ et il souligne aussi la confusion qui résulte de la présentation de séquences événementielles tronquées, de telle sorte que le rôle de victime du bon Hongrois puisse en sortir intact. En étudiant la mise en scène de certains éléments, il insiste sur la proximité esthétique avec la Mostra della Rivoluzione Fascista de 1932 à Rome (voir les deux photos présentées par I. Rév, p. 295). Et il considère que le THM se situe dans la tradition d'exaltation de la volonté typique du fascisme par opposition au communisme, qui annonce l'invincible nécessité de l'histoire. Cette interprétation est féconde mais elle masque le vécu des régimes autoritaires en Hongrie et le peu de

31. Dans « La muséification du passé récent en Hongrie postcommuniste : deux mises en spectacle de la mémoire », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2006, vol. 37, n° 3, pp. 97-112, sur ce point pp. 106-108 où sont également soulignés les processus d'identification aux victimes.

32. Il suffit de lire les œuvres de synthèse d'Ignác ROMSICS ou les travaux mis à disposition par l'Institut de 1956 pour mesurer combien il aurait été aisé de choisir une autre voie.

33. Frigyes Kahler a pourtant rédigé le texte de la salle «Igazságszolgáltatás» [Rendre la justice]. Il y note qu'à l'initiative des autorités, en Hongrie, presque un tiers des adultes a fait l'objet d'une procédure judiciaire entre 1945 et 1956, ce qui contraste avec les années du régime Kádár en phase consolidée. Parmi ses publications, voir par exemple *III/III-as történelmi olvasókönyv : adalékok az emberi jogok magyarországi helyzetéhez az 1960-as években, a "vallásszabadság,* [Manuel de lecture de la section III/III : données sur la situation des droits de l'homme en Hongrie dans les années 1960, la « liberté religieuse »], (2001) et *III/III-as történelmi olvasókönyv : adalékok az emberi jogok magyarországi helyzetéhez az 1960-as években, a "gondolat és szólásszabadság,* [... la « liberté de pensée et d'expression »], II. (2002) textes choisis et annotés avec une préface de Frigyes KAHLER, Budapest, Kairosz, où on trouve une notice biographique (p. 257) et une bibliographie de ses travaux (pp. 257-279, pour la période 1962-2002).

34. Voir *Retroactive Justice : Prehistory of Post-Communism*, Stanford (Ca), Stanford University Press, 2005, pp. 277-303.

prise sur le réel du discours sur la volonté de la petite nation, contrairement à celui qui est tenu sur la victimisation. Enfin István Rév présente une analogie entre les sous-sols invisibles (où étaient ces cellules représentant le vrai communisme) associé au processus de dévoilement et au culte des vraies valeurs (religieuses, nationales, etc.) porté par la THM avec l'affaire de la *capella miraculorum* érigée à Paris, Saint-Jean en Grève, à la fin du XIII^e siècle sur les lieux où, dans son domicile, un Juif avait tenté en vain de transpercer une hostie avec son canif. Là aussi réalité cachée par des murs, puis dévoilement et érection d'un lieu de culte. Un bâtiment tangible rend visible et incontestable l'invisible présence du vrai Dieu des chrétiens, et ensuite un ordre fut créé pour porter l'histoire. La sacralisation et la volonté d'établir des cultes n'est pas douteuse. Et surtout ici l'historien hongrois – qui est un des représentants majeurs de la Central European University – souligne fort justement combien il est nécessaire d'inscrire dans le long terme des pratiques et outils de légitimation l'analyse du THM. Il reste bien sûr à réfléchir sur les médiations et le fonctionnement de la diachronie.

L'étude du THM en lui-même enrichit donc significativement le panorama initial de la politique mémorielle. L'appel à l'émotion tente de résoudre les contradictions entre les expériences vécues et le message muséographique, l'utilisation des noms ou des visages des bourreaux et des victimes simplifie à l'extrême une réalité bien plus subtile ; le public hongrois qui massivement a une image du passé nécessairement contradictoire se voit offrir un message salvateur, glorificateur, et inversement dépréciateur. Les lignes de contacts avec l'avant-communisme sont réduites aux cas des anciens croix-fléchés devenus communistes, et pour l'après-1989 la question n'est pas posée. D'ailleurs, l'évolution de l'après-1956 (date où le bâtiment n'a plus été utilisé par la police politique) est peu montrée, et donc la période démocratique apparaît *ab silencio* comme totalement différente.

Des apories du national aux inflexions erratiques des pratiques du THM

Il faut ici insister sur l'absence de dimension comparative. Il est donc impossible de comprendre que certaines questions se sont posées des deux côtés du futur rideau de fer en 1945 : ainsi, comment rendre la justice alors que le corps judiciaire sortait mal en point de la guerre et que la procédure judiciaire normale avait été négligée si longtemps ? Dans toute l'Europe occupée les solutions trouvées ont été boiteuses.

Mais même si on néglige cette dimension, alors au moins (l'accent étant mis sur les coupables – nommément désignés (murs de photos) de façon parfois contestée – autant que les victimes) il aurait été utile, vu les objectifs affichés du THM, de tenter de comprendre comment ils ont pu accepter ce rôle, une question posée par des historiens de l'expérience nationale comme István Rév, qui justement s'interroge sur la création – par leurs acteurs inchangés –

d'une rupture radicale impensée mais vécue entre périodes « historiques »³⁵. Il est vrai que même la question de la prise en charge du rôle de bourreau est souvent absente dans des lieux de commémoration. Et seule une mise en perspective au moins régionale permet de comprendre à la fois les comportements et les logiques qui y mènent. Or celle-ci est cruellement absente.

De plus le profil de l'institution n'équivaut pas à celui d'Auschwitz-Birkenau par exemple, où le rapport du musée au lieu est bien plus clairement établi. Or on ne peut envisager de réaliser l'œuvre de mise à distance du passé et de responsabilisation civique sans analyser le mal qu'on veut éradiquer dans ses dimensions personnelles.

Le THM fait donc office de caisse de résonance politique pour la droite conservatrice, mais il est actuellement mal préparé pour devenir un lieu de mémoire actif où peut converger la réflexion historique et civique sur les terreur dans l'histoire du xx^e siècle hongrois. Quand consensus il y a, c'est *a minima* sur une base nationaliste implicite. La périodisation devrait être revue et mise à distance. Les mécanismes qui ont mené à ces tragédies mériteraient description, et tout spécialement ceux qui se sont produits en Hongrie, mais peut-on simplement se contenter d'un étiquetage noir ou rouge pour le mal vu comme absolu ? Quant à l'appel à l'émotion, la question initiale sur le musée de cire moderniste restera posée, mais la balance ne pourrait-elle pencher un peu moins nettement du côté d'un kitsch historique où les victimes sont vues comme passives et la liberté d'analyse du visiteur singulièrement tronquée.

L'évolution de ces dernières années marquées par la persistance d'une majorité parlementaire de gauche depuis 2002 et une situation originale au centre de l'Europe ont cependant amené à une évolution de l'institution et de ses anciens opposants pour aboutir à des formes de coexistence académique et idéologique plus souples³⁶.

Une des questions qui se posent à la lecture des informations présentes sur le site du THM est celle du plus petit commun dénominateur. Or il semble qu'il soit triple :

- (1) un accent plus fort mis sur la Shoah ;
- (2) une vision moins monolithique du communisme hongrois ;
- (3) le discours sur les souffrances des Hongrois en minorité dans les pays voisins du fait des pouvoirs communistes locaux.

L'autre question est celle des logiques d'interpénétration des milieux académiques et des porteurs de mémoires ou entrepreneurs de mémoire (cf. Emmanuel Droit). L'importance des financements liés à la mémoire

35. Voir *Retroactive Justice*, op. cit. Comme l'indique la recension de Magdalena Zolkoš (Zólkóš) l'ouvrage n'est pas aisé à lire par le non spécialiste mais permet de construire la distance qui s'est installée entre l'époque communiste et celle qui a suivi. Voir *Canadian Journal of History / Annales canadiennes d'histoire*, automne 2006 (pp. 383-384), aussi sur <http://findarticles.com/p/articles/mi_qa3686/is_200610/ai_n17194142>.

36. Le site du musée présente les conférences qu'il organise, et la liste des intervenants témoigne de l'évolution <<http://www.terrorhaza.hu>> à «események» en hongrois).

s'accroît tandis que ceux destinés à la recherche en science sociale non appliquée sont bien plus incertains. D'où la force de groupes comme ceux qui disposent des financements associés au THM. Inversement, la quête de respectabilité du THM ne pouvait se contenter d'appuis internationaux, elle exigeait d'établir des passerelles avec les milieux académiques ou l'Institut de 1956. C'est maintenant chose faite, les luttes fratricides étant potentiellement fatales à tous les participants. Mais il n'est pas certain que la situation actuelle entraîne un vrai dialogue.

Le 15 juin 2007, à la conférence internationale intitulée « Que devons-nous en faire ? János Kádár (1912-1989) » organisée par l'Institut du xx^e siècle, un des satellites du THM, Mária Schmidt a fait une longue présentation qui termine sur un appel au dialogue après avoir expliqué que le pouvoir en place était corrompu car il reposait sur le maintien de la caste cynique installée par Kádár. L'orientation des institutions du THM vers la politique courante, les luttes au jour le jour, rend impossible son affirmation comme centre scientifique malgré son réseau international qui le rattache à d'autres institutions hongroises moins marquées (voir le site de l'IPN polonais³⁷). Mais les moyens dont personne ne veut le priver actuellement et la conscience de l'impasse où mène l'isolement n'imposent qu'un dialogue partiel qui, jusqu'à présent, ne permet pas de travailler à l'échelle régionale ni de rendre compte d'une évolution qui dépasse le cadre national.

Ainsi le troisième regard porté sur le THM aide à comprendre le sur-place pratiqué ces dernières années par une institution dont le message s'épuise dans la répétition stérile. Les fondements intellectuels de la démarche sont réduits et réducteurs, les moyens importants, les résultats historiques minimes tandis que le poids politique dépend du jeu d'acteurs politiques pour lesquels la légitimation historique présente un intérêt variable.

Conclusion

Fin 2007, le THM attire par les moyens dont il dispose quelques historiens en mal de publications et de reconnaissance politique, qui pensent que leur objectif premier est de sauver la nation hongroise en démontrant sa pureté morale et le caractère extérieur (étranger) du mal qui a pu la pénétrer. Mais

37. Sur <<http://www.ipn.gov.pl/portal/pl/9/223/Odnosniki.html>> qui correspond à l'onglet « linki » de la page d'accueil on trouve pour la Hongrie l'Institut de 1956 et le THM sous forme de XX. század Intézet, qui renvoie à une série d'Institution dont le THM car il dépend aussi de la Közép- és Kelet-Európai Történelem és társadalom kutatásért Közalapítvány [Fondation d'utilité publique pour l'histoire et la recherche sur les sociétés d'Europe centre-orientale]. Mais alors que les deux institutions sont mentionnées au titre des organismes d'État étrangers [Zagraniczne instytucje państwowe] ce qu'ils ne sont pas, les archives des services secrets <www.th.hu> et les archives nationales <<http://www.mol.gov.hu/>> qui ont récupéré les archives du PC de 1948 à 1949 ne sont pas citées, sans parler de l'Institut d'histoire politique qui garde les archives du parti avant 1948 et après 1989 (parti socialiste hongrois), ainsi que bien d'autres documents <<http://www.polhist.hu>>. Il faut également remarquer l'absence de mention de l'Open Society Archive (OSA) où se trouvent entre autres les fonds de Radio Free Europe, pourtant fondamentaux pour la Pologne <<http://www.osa.ceu.hu/>>.

les enjeux économiques deviennent plus importants et donc le tourisme prend une part croissante dans la réflexion des autorités, ainsi que le désir d'éviter un conflit idéologique sans doute néfaste à la gauche au pouvoir³⁸. Nous n'évoquerons ici les querelles de personnes associées à la directrice que pour mémoire, mais dans un tel contexte elles pourraient avoir des conséquences institutionnelles.

Or la situation du THM est à relativiser aussi à cause de l'intervention d'autres acteurs sur le terrain à la fois de l'histoire du communisme et de la politique patrimoniale relative aux biens culturels de l'époque communiste et à la muséographie historique généraliste. Si l'on prend en compte ce cadre plus large, il apparaît que le THM est bien plus menacé par l'intérêt progressivement affirmé pour les réalités des années du communisme, y compris les productions esthétiques de l'époque, et par le désir de dépasser une vision polémologique de l'histoire, que par des luttes directement politiques. Mais les questions posées ci-dessus sur le fond du dispositif ou les œillères nationales de la conception historique à l'œuvre au THM ne sont pas à prendre en compte de ce point de vue. Le discours historique et surtout la conscience sociale dominante sont sur ces questions et notamment la dimension nationale assez largement en phase avec la ligne du THM. Toutefois le désir de clivage perceptible dans le musée est bien moins partagé. La situation est donc incertaine et un important travail de confrontation transnationale est à mener³⁹.

38. Anne-Marie Losonczy, art. cité, constate aussi l'apaisement partisan autour du THM.

39. En ce sens, les échanges que nous avons eus avec Cylvie Claveau, Andrea Pető, Muriel Blaive, et plus tard Guy Tourlamain à la conférence inaugurale de l'International Society for Cultural History et qui vont être publiés chez Fischer Verlag sont porteurs d'avenir. Le titre de la table ronde était «Elsewhere needed, Cultural History and Nation». Il s'agissait de montrer comment l'histoire culturelle s'était constituée à distance des histoires nationales (Cylvie Claveau) et comment on pouvait, sur des cas hongrois (Andrea Pető et P. Gradwohl) ou tchèque (Muriel Blaive) montrer la porosité des mécanismes et les phénomènes d'échos.

Le rôle de la sépulture politique dans la conscience collective hongroise

par

Catherine HOREL

UMR IRICE, CNRS/Université de Paris I

Les insurrections, révolutions, guerres, occupations ainsi que les deux totalitarismes ont produit en Hongrie depuis le XVIII^e siècle un nombre considérable de martyrs, de suicidés et d'exilés qui peuplent le panthéon imaginaire de la conscience nationale. L'exigence en leur faveur de funérailles décentes a été de ce fait plus forte en Hongrie que partout ailleurs, et notamment au XX^e siècle puisqu'elle est un des pays ayant vécu le plus grand nombre de bouleversements violents en Europe. Il faut ajouter à cela que tout comme dans la partie autrichienne de l'ancienne monarchie des Habsbourg, l'héritage baroque se caractérise par un goût pour le *decorum* et la mise en scène, y compris de la mort. Si les Viennois se précipitaient pour voir «*a schöne Leich*» (un bel enterrement), les Hongrois étaient et sont toujours plus sensibles au contenu politique du cercueil, dont ils font souvent un enjeu national, qu'il s'agisse de Lajos Kossuth ou d'un représentant du monde de la culture¹.

L'abondance de martyrs générés par les tragédies successives de l'histoire hongroise fait de leurs sépultures un enjeu très particulier pour lequel il existe trois cas de figure : le mort a disparu (Petőfi), le mort est enterré à l'étranger (Rákóczi, Kossuth, Horthy, Bethlen, Mindszenty, Bartók, etc.), le mort est enterré en Hongrie mais de façon indigne (Batthyány, Rajk, Nagy) ou jugée telle (Attila József dans le panthéon de la classe ouvrière). Créer pour les martyrs une sépulture non seulement décente mais destinée à devenir un lieu de mémoire signifie donc rétablir la vérité historique et parachever la construction de l'identité nationale. Hormis la tombe, certains lieux sont convertis par les Hongrois en symboles et deviennent porteurs d'un message politique : c'est le cas du petit monument érigé en 1926, œuvre de Móricz Pogány, qui marque à Pest l'emplacement de la caserne où fut exécuté Batthyány et qui contient une flamme perpétuelle (*örökmécses*). Après l'exécution d'Imre Nagy, il allait devenir un lieu de manifestations dont les participants associaient

1. Catherine HOREL, « Les lieux de mémoire en Hongrie XIX^e-XX^e siècles : continuités et ruptures », *Études balkaniques*, 2006/2, Institut d'études balkaniques, Académie des sciences de Bulgarie, Sofia, pp. 159-167.

ouvertement la mémoire des deux chefs de gouvernement assassinés. Tout récemment encore, le lumignon a été choisi comme lieu de rassemblement, cette fois non pour protester mais pour se réjouir puisqu'à l'issue du premier tour des élections législatives d'avril 2006, le Premier ministre sortant Ferenc Gyurcsány, arrivé en tête, y a convié ses partisans². En l'absence de cadavre et *a fortiori* de pierre tombale, on crée aussi des sépultures symboliques comme celle que les immigrés et opposants hongrois ont érigée pour Imre Nagy en 1988 dans le cimetière du Père-Lachaise à Paris³.

La Hongrie et ses dirigeants, voire ses opposants, pratiquent ainsi ce que l'on appelle la « politique au bord de la tombe » (*sírszeri politika*), une expression probablement inventée par l'ancien Premier ministre Viktor Orbán – à l'origine pour critiquer les pratiques mémorielles et funéraires de son prédécesseur József Antall – qu'il s'efforça ensuite de reprendre à son avantage. La preuve de cette nouvelle pratique se révèle lors de l'enterrement d'Antall lui-même, décédé en fonctions le 12 décembre 1993 et dont le mausolée pompeux voisine avec celui de Batthyány au cimetière de Kerepes. Un comité de piété nationale examine les demandes de réenterrement déposées par des particuliers ou des collectifs et juge si le défunt est digne de recevoir une nouvelle sépulture. Dans le cas des personnes décédées en exil, le consensus règne sur le droit à être enseveli en terre hongroise (*magyar föld*), ce qui suppose une définition du territoire qui n'est pas nécessairement celle qui était en vigueur au moment du départ et/ou de la mort du défunt. Il en découle ce que l'anthropologue András Zempléni appelle la « démocratie funéraire », soit une légitimité de la piété familiale qui échappe aux catégories politiques et se situe au-delà des querelles partisans. Dans le cas d'anciens personnages officiels, cette piété finit d'ailleurs par masquer la signification historique et « le rituel obscurcit la conscience historique » en mettant un terme à un processus, toujours selon Zempléni, puisque le respect dû aux morts empêche un vrai débat public. Ce faux consensus serait précisément le but recherché par les tenants de la réhabilitation des personnalités du régime Horthy. Or les polémiques incessantes sur ces questions montrent tout le contraire.

I. Le rituel

Le rituel a donc été mis en place en 1870 à l'occasion du réenterrement de Lajos Batthyány, ancien Premier ministre du gouvernement hongrois indépendant de 1848 et exécuté le 6 octobre 1849 [pl. XIV]. Il fut perfectionné ensuite en 1894 lors du retour de la dépouille mortelle de Lajos Kossuth, décédé quelques jours plus tôt à Turin où il vivait en exil. Le

2. Catherine HOREL, *op. cit.*, pp.159-167.

3. La tombe fictive est située dans la parcelle 44. Catherine HOREL, « Les lieux de mémoire à Budapest, entre transition et permanence », *Cahiers du Centre d'études sur l'Europe médiane* (Inalco), Paris, 1999, p. 61.

« retour » de Kossuth donna lieu à la plus considérable manifestation de ce type jamais vue dans la capitale. Cette célébration *post mortem* contribua à établir le lien entre la mémoire des jours tragiques mais glorieux de la révolution et l'affirmation de la conscience nationale hongroise consécutive au Compromis de 1867. De même, le retour en 1906 des restes du prince Ferenc Rákóczi, mort en exil dans l'Empire ottoman, compléta le rituel et en fit une composante de la nation hongroise : le cérémoniel devait être adapté bien plus tard par József Antall à l'occasion du réenterrement du régent Horthy et servit ensuite pour ses propres funérailles⁴.

Le régime communiste s'empara à bon compte du rituel et, dès 1947, organisa l'enterrement des victimes hongroises du fascisme – l'éloge funèbre fut prononcé par László Rajk, alors ministre de l'Intérieur, future victime et futur réenterré lui-même. Par la suite, le rituel devait devenir un élément des revendications en faveur de la vérité historique et conduire à l'inhumation de Rajk le 6 octobre 1956, en guise de prélude à l'insurrection. Après son exécution, Rajk avait été enterré à la sauvette dans une forêt, ses restes furent déposés dans le mausolée qui honore les martyrs communistes, y compris les victimes de la terreur stalinienne, ce qui explique pourquoi on peut y lire également le nom de Béla Kun, victime des procès de Moscou. Bien plus tard, le régime Kádár organisa le retour des cendres de Mátyás Rákosi, mort en Union soviétique en 1971, qui furent déposées dans le plus grand secret au cimetière de Farkasrét à Budapest.

Tout comme la cérémonie du 6 octobre 1956, le 16 juin 1989, qui marque le réenterrement d'Imre Nagy et de quatre de ses coaccusés, symbolise la fin du régime communiste en Hongrie. La cérémonie a d'ailleurs été en partie organisée par László Rajk Jr, architecte, opposant au régime communiste et membre du *SzDSz* (Alliance des démocrates libres), et filmée pour la télévision par Gábor Koltai. Le rituel s'est déroulé en deux étapes, la première sur la place des Héros a été conçue comme un tribut de la nation payé par quelque 250 000 personnes et des millions de téléspectateurs. En second lieu, au cimetière central (*Újköztemető*) de Rákoskeresztúr, toujours à Budapest, où un hommage est rendu par des personnalités de l'intelligentsia, des arts et des médias qui se relaient pour lire les noms des 277 victimes de la répression. Tous sont rassemblés sur la parcelle 301, là où les corps des personnes exécutées avaient été jetés face contre terre, dans des fosses communes. Parmi les orateurs se trouvaient le journaliste Miklós Várhelyi, décédé en 2001, qui avait été jugé en même temps que Nagy, et un très jeune membre du FIDESZ (Alliance des jeunes démocrates), né après 1956 (en 1963 plus exactement), le futur Premier ministre Viktor Orbán (1998-2002). Le Comité pour la justice historique (*Történelmi Igazságtétel Bizottsága*), agissant au nom des survivants et des familles des victimes, avait banni de la cérémonie les

4. Katherine VERDERY, *The political lives of dead bodies. Reburial and postsocialist change*, New York, Columbia University Press, 1999, p. 16.

dirigeants du Parti et seuls les représentants de l'État y furent admis et c'est pourquoi la présence auprès des cercueils du Premier ministre Miklós Németh et du ministre d'État Imre Pozsgay, pour choquante qu'elle ait été pour certains, ne doit pas surprendre.

Un monument officiel en marbre, ressemblant quelque peu à un dolmen, œuvre du sculpteur György Jovanovics, a été érigé en 1992. Un an auparavant, les parcelles 298 et 301 avaient été transformées en un lieu de piété nationale (*nemzeti kegyhely*) dédié aux victimes de la répression qui ont été à cette occasion enterrées dignement avec pour nombre d'entre elles l'ajout du piquet en bois traditionnel (*kopjafa*) en usage dans les campagnes hongroises. Le même usage a été employé au cimetière de Kerepes à l'occasion des inhumations officielles de certaines victimes civiles et militaires des combats et de la répression de 1956 dont les corps avaient été précipitamment enterrés dans le cimetière durant les événements mêmes. Un *kopjafa* aux victimes anonymes a en outre été ajouté à l'ensemble à l'occasion du cinquantième célébré en 2006 et qui marque d'une certaine manière la fin du processus.

Durant les années consécutives à la transition démocratique, de nombreuses autres inhumations officielles ont eu lieu : qu'il s'agisse de gens comme Nagy, morts et enterrés dans des circonstances douteuses et indignes, ou bien certes correctement inhumés mais en terre étrangère, soit parce qu'ils avaient fui la Hongrie, soit que leurs familles refusaient qu'ils fussent enterrés dans un pays communiste, ces derniers constituent à vrai dire la majorité des réenterrés de l'après 1989. Le calendrier de ces cérémonies d'un genre particulier commence en 1990 avec Anna Kéthly, dirigeante du parti social-démocrate, qu'elle avait contribué à refonder en 1956. L'année 1991 a probablement été le temps fort dans cette décennie de funérailles avec tout d'abord le réenterré du cardinal Mindszenty, dont les restes furent rapatriés d'Autriche, puis du politicien et penseur radical Oszkár Jászi, en provenance des États-Unis, enfin de Gábor Földes, victime de la répression de 1956. En 1992, le gouvernement Antall entreprit d'œuvrer à la réhabilitation d'hommes politiques conservateurs de l'entre-deux-guerres, ce qui le conduisit à organiser les inhumations du Premier ministre Miklós Kállay et du colonel László Erdős.

Ce processus devait atteindre son point culminant en 1993 avec le retour des restes du régent, l'amiral Miklós Horthy, décédé en 1957 en exil au Portugal. Horthy a été officiellement réinhumé dans sa ville natale de Kenderes le 5 septembre 1993, en présence de quatre ministres et d'une garde d'honneur de l'Armée hongroise, alors qu'Antall avait déclaré auparavant que la cérémonie avait un caractère strictement familial ; or, près de 20 000 personnes y assistent et elle est de surcroît retransmise en direct par la télévision, la monnaie nationale éditant même une médaille pour l'occasion. Il s'ensuivit une vague de protestations, une partie de l'opinion publique y voyant non seulement une forme de réhabilitation mais aussi un éloge du régime réactionnaire personnifié par Horthy. Cet épisode affaiblit considérablement le gouvernement et contribua à sa défaite électorale de

1994⁵. Si les cérémonies de 1989 avaient uni la nation, les premiers réenterrés qui font référence au régime Horthy contribuent à la diviser ou du moins à la polariser fortement. Les premiers retours se sont d'ailleurs déroulés en province, avec une relative discrétion, d'une part en raison de l'origine des personnes concernées, d'autre part parce que la visibilité de la capitale risquait de provoquer des mécontentements, aggravés par l'ancrage à gauche de la municipalité.

Après les élections de 1994, les réenterrés prirent une dimension moins politique. Tout d'abord parce que les principales réhabilitations avaient déjà eu lieu, ensuite parce que le gouvernement de gauche composé d'anciens communistes, certes libéraux, se sentait sans doute moins à l'aise avec une pratique copieusement instrumentalisée par l'ancien régime. On s'en tint donc au poète Attila József, qui fut le premier personnage de la vie intellectuelle et artistique à être réenterré depuis Béla Bartók⁶ : on dut pour cela l'extraire du panthéon de classe ouvrière du cimetière de Kerepes, où il avait été transféré après la guerre, et donc l'inhumer – dans le même cimetière toutefois – en tout pour la quatrième fois, ce qui constitue un record national⁷. Enfin une dernière personnalité du régime Horthy fut également réenterrée mais sans causer de polémique particulière : l'ancien Premier ministre István Bethlen (1921-1931) avait été arrêté par l'Armée rouge en mars 1945 à Budapest et déporté en U.R.S.S., où il mourut vraisemblablement en prison en octobre 1946. Ses restes furent inhumés en juin 1994 dans le cimetière de Kerepes [pl. XV]⁸.

De manière générale les réenterrés se sont effectués à rebours de la chronologie : entamés avec la révolution de 1956, ils ont ensuite concerné la période comprise entre 1944 et l'instauration définitive du régime communiste, enfin la période de l'entre-deux-guerres. Le rythme s'est considérablement ralenti depuis le milieu des années 1990 et les dernières personnalités politiques réinhumées ont été en 1998 Ferenc Keresztes-Fischer, ancien

5. En 2001, la polémique a été relancée à propos du possible réenterré de László Bárdossy, Premier ministre d'avril 1941 à mars 1942, et exécuté en 1946. Les partisans de sa réhabilitation mettent en avant son anticommunisme alors que ses opposants stigmatisent son antisémitisme et son penchant pour le fascisme. Ce sont les membres du parti d'extrême droite MIÉP qui tentèrent de pousser le gouvernement Orbán à réhabiliter Bárdossy, ce qui aurait permis par la suite de le faire réinhumer, mais l'initiative en resta là. «Bárdossy László perújrafelvetele. Egy bűn utóélete» [La révision du procès Bárdossy. Le prolongement d'un crime], *HVG*, 3 février 2001 pp. 69-72. Sur le procès qui conduisit à l'exécution de Bárdossy voir Pál PRITZ, *A Bárdossy-per* [Le procès Bárdossy], Budapest, Kossuth, 2001, et sa biographie *Bárdossy László*, Budapest, Elektra Kiadóház, 2001 (en anglais *The War Crimes Trial of Hungarian Prime Minister László Bárdossy*, Social Science Monographs, New York, Columbia Univ. Press, 2004).

6. Bartók mourut en 1945 à New York et fut rapatrié en Hongrie en 1988. Sa famille s'opposait à une inhumation en pays communiste. Sur les conditions de son retour, voir VERDERY, *op. cit.*, p. 132 ; et Susan GAL, «Bartók's funeral: representation of Europe in Hungarian Political Rhetoric», *American Ethnologist*, 18, pp. 440-448.

7. Attila József, qui s'est suicidé en 1937, avait d'abord été inhumé auprès de sa famille à Balatonszárszó ; il fut réenterré une première fois à Kerepes en 1942 avant d'être transféré dans le panthéon de la classe ouvrière. Lajos Csernus-Lukács, Viktor Triff, János Zsigmond, *Budapesti temetők* [Cimetières de Budapest], Budapest, 1999, p. 23.

8. Ignác ROMSICS, *Bethlen István : Politikai életrajz* [István Bethlen : biographie politique], Budapest, 1999, p. 443.

secrétaire d'État, déporté par les nazis et mort en exil à Vienne en 1948, et Domokos Szent-Iványi, diplomate et ministre sous Horthy, mort lui aussi en exil, à Heidelberg en 1980. Durant le gouvernement Orbán, deux derniers politiciens ont été réenterrés, l'historien et ministre Bálint Hóman, condamné pour crimes de guerre en 1946, mort en détention en 1951, et István Barankovics, chef du parti populaire chrétien-démocrate, décédé en exil à New York en 1974 [pl. XV].

II. La sépulture patriotique

Le rituel du réenterrement nous amène à une définition de l'anthropologie du patriotisme (*patriotizmus antropológiája*) en Hongrie⁹. Le rituel patriotique est l'expression d'une globalité dans sa signification nationale, car il embrasse l'ensemble du XX^e siècle de l'entre-deux-guerres à l'ère communiste; il se présente ainsi comme une « religion politique » qui concerne toutes les confessions (catholiques, protestants, juifs). Il parvient par ailleurs à créer un consensus dans l'opinion et chez les politiciens, que très peu de polémiques sont venues perturber, si l'on excepte le débat autour du réenterrement du cardinal Mindszenty connu pour ses positions ultra-conservatrices, dans la basilique d'Esztergom, de même que celui qui fit rage au sujet de l'amiral Horthy. En revanche, l'inhumation d'Imre Nagy offre l'un des meilleurs exemples de cette unanimité, très marquée il est vrai par le contexte particulier de 1989. Non seulement il devait être le premier, mais de surcroît contribua à la chute du régime : il représente l'archétype du consensus national à un moment donné. L'anthropologue Susan Gal distingue cinq groupes d'images permettant d'analyser le rituel dans ce cas précis : le nationalisme – dans le bon sens du terme – et le renouveau de la nation; la religion; l'image de Nagy « communiste à visage humain »; des représentations générationnelles avec l'exigence de vérité historique formulée par la jeune génération; enfin le rituel mémoriel (*emlékezés ritusa*) et l'acceptation du passé (*Vergangenheitsbewältigung*) qui devient part de l'héritage politique de la nation. Ce dernier élément se révèle évident dans le cas de Horthy, même si le débat historiographique et politique et loin d'être clos, comme le montrent les discussions récurrentes à propos de la maison de la Terreur (*Terror Háza*), par exemple.

La première étape dans le déroulement du rituel est constituée par sa légitimation qui intervient par l'intermédiaire de reliques et si possible, de membres de la famille, ce qui lui assure un contenu émotionnel fort; la légitimation politique vient ensuite, fondée sur le débat historiographique qui doit avoir eu lieu avant le réenterrement; parallèlement se met en place la réhabilitation juridique et politique, bien que dans le cas de personnalités

9. Je fais ici référence à un projet de recherche lancé en 1991 par la chaire d'anthropologie culturelle de l'université Eötvös Loránd de Budapest (*Kulturális Antropológia Tanszék*). András ZEMPLÉNI & János TARI, *Újratemetési szertartások Magyarországon* [Rites du réenterrement en Hongrie], MTA/PTI, Budapest, Etnoregionális Kutatóközpont, 1997 p. 76.

importantes telles que Rajk, Nagy, Mindszenty ou Horthy, aucun vrai débat n'ait agité l'opinion publique au sujet de leur legs politique; c'est ainsi cependant que naît le consensus, à tel point qu'il peut conduire à l'instauration d'un nouveau tabou qui annihile toute critique à propos du défunt. Ainsi nombreux sont ceux qui pensent que malgré leur sort tragique, Rajk et Nagy demeurent des communistes honnis¹⁰. Le processus aide toutefois grandement la société hongroise dans la construction d'une nouvelle mémoire historique. Durant les premières années de la transition démocratique, la nation hongroise est parvenue à consolider un consensus politique par le syncrétisme entre un passé reconnu et admis par presque toute la communauté nationale, et le présent. La continuité de l'histoire hongroise a été restituée aux citoyens sans exclusives ni taches blanches, de Nagy à Mindszenty en passant par Horthy¹¹.

La création dans les deux grands cimetières de Budapest de monuments mémoriaux reste la principale activité de la mémoire historique au XX^e siècle. En 1885, le cimetière de Kerepes – ouvert depuis 1847 – se transforme véritablement en panthéon national, appellation qu'il prend officiellement le 4 octobre 1956, deux jours avant l'inhumation solennelle de Rajk¹². Il accueillait ainsi – selon le modèle prévalant dans d'autres grands cimetières monumentaux de l'Empire (*Zentralfriedhof* à Vienne, *Mirogoj* à Zagreb, Sainte-Anne à Trieste) – un ensemble de colonnades qui abritent les tombeaux de personnages illustres ou jugés tels par la mémoire collective de l'époque, des militaires au monde du spectacle et des arts, des lettres et des sciences, en passant par la vie politique locale et nationale [pl. XIV-XV].

De nouveaux ensembles funéraires ont été créés par les régimes successifs, au gré des bouleversements politiques : pour les martyrs de la révolution et de la guerre d'indépendance de 1848-1849, des carrés militaires des Première et Seconde guerres mondiales, des mémoriaux de la Shoah (la plupart après 1989), des mausolées individuels. Les communistes créent à Kerepes dès 1948 une parcelle rassemblant des victimes du siège de Budapest, puis, en 1958, le panthéon de la classe ouvrière. Lors d'une redéfinition de la fonction du panthéon national en 1972, le régime met en avant trois motifs : la sépulture des morts illustres de la nation; le lieu de mémoire pour édifier les visiteurs et leur apprendre l'histoire; un espace vert¹³. Cette mise au point était l'œuvre du comité pour le panthéon national (*Nemzeti*

10. Dans la nuit du 1^{er} mai 2007, des inconnus ont profané sauvagement le caveau de János Kádár et de son épouse au cimetière de Kerepes, un fait rarissime en Hongrie. L'enquête à ce sujet est encore en cours et l'opinion s'est émue de la présence de symboles chrétiens (crucifix) dans la tombe.

11. András ZEMPLÉNI, « Lieux de piété nationale et réenterrements politiques en Hongrie contemporaine. Du bois à la pierre ou de la mémoire à l'histoire », in Antoine Marès (dir.), *Lieux de mémoire en Europe médiane : représentations identitaires*, Paris, Centre d'étude de l'Europe médiane/Inalco, 1999, pp. 67-69.

12. Csernus-Lukács Lajos, Triff Viktor, Zsigmond János, *Budapesti temetők* [Cimetières de Budapest], Budapest, 1999 p. 14.

13. *Ibidem*, p. 16.

panteon bizottság), émanant bien évidemment du Parti par l'intermédiaire du Front populaire patriotique (*Hazafias népfront*), et qui devait contrôler l'éligibilité des personnalités susceptibles d'y être enterrées. Il fonctionna de 1968 à 1975 et se composait pour l'essentiel de membres de l'Académie des sciences et autres institutions culturelles.

Le vaste complexe constitué par le deuxième grand cimetière de *Rákoskeresztúr* est surtout remarquable pour ses monuments dédiés à l'Holocauste d'une part, et aux soldats (de toutes nationalités) de la Première Guerre mondiale. Mais il a été avant tout un lieu de dissimulation après 1956 puisque c'est là, sur les parcelles 298, 300 et 301, qu'ont été jetés les corps des personnes exécutées lors de la répression. Les secrets les mieux gardés finissent par transpirer et le bruit courait vers le milieu des années 1980 que les dépouilles de Nagy et de ses coaccusés avaient été enfouies sur la parcelle 301. Le premier rassemblement massif se déroula le 16 juin 1988 et surprit les autorités qui réagirent vigoureusement en dispersant brutalement les manifestants. À l'automne, le groupe d'artistes dissidents *Inconnu* disposa des piquets en bois sur la parcelle¹⁴. En janvier 1989 toutefois, la télévision montra pour la première fois des images de la parcelle et révéla l'existence de fosses dans les parcelles avoisinantes. En avril, l'exhumation des restes de Nagy et de ses coaccusés (Pál Maléter, Géza Losonczy, Miklós Gimes, József Szilágyi) eut lieu, prélude à la cérémonie d'hommage et à l'inhumation du 16 juin 1989.

La destruction, la transformation ou l'éloignement des lieux de mémoire, surtout dans le cas de la sépulture et de la statuaire, illustre la thématique de continuité et de rupture : il y a ainsi des départs définitifs, par destruction ou par refus consensuel de réinstaller certains personnages, des retours par l'intermédiaire des réenterrements que l'on accompagne souvent de l'érection d'une statue en ville, comme ce fut le cas pour Nagy à proximité du parlement, et même des allers et retours comme le montrent les quatre enterrements du poète József Attila et la valse des noms de rues, sans parler de l'exposition édifiante des monuments et statues de la période communiste rassemblés dans le parc aux statues (*szoborpark*)¹⁵.

14. *Ibidem*, p. 39.

15. Catherine HOREL, « Le rôle des lieux de mémoire dans la construction de la mémoire collective en Hongrie », in Piroška NAGY (dir.), *Identités hongroises, identités européennes du Moyen Âge à nos jours*, Publications des universités de Rouen et du Havre, 2006, pp. 199-207.

Le mausolée de Bradlo comme lieu de mémoire slovaque

par

Bohumila FERENČUHOVÁ

Institut d'histoire de l'Académie slovaque des sciences

Selon Pierre Nora, les lieux de mémoire se construisent d'eux-mêmes s'ils sont – même dans des mesures variables – des lieux de ce type à la fois au sens matériel, symbolique et fonctionnel¹. Nous pouvons sans aucun doute considérer les monuments consacrés à des personnalités reconnues, voire à des héros nationaux consacrés, comme des lieux de mémoire. Le Mausolée de Bradlo, lieu de mémoire slovaque par excellence, ne pouvait donc être absent de la première publication dans laquelle les historiens français, slovaques et tchèques recherchent les spécificités de cette problématique en Europe centrale.

La construction d'un lieu de mémoire

Milan Rastislav Štefánik (21 juillet 1880 - 4 mai 1919), devenu symbole de l'amitié et de la coopération entre Slovaques, Tchèques et Français (en raison de sa citoyenneté française), est connu de beaucoup². En Slovaquie, il compte parmi les personnalités historiques les plus célèbres. Une bibliographie presque exhaustive des travaux consacrés à sa vie et à son œuvre a été publiée à l'occasion du 120^e anniversaire de sa naissance par la Bibliothèque scientifique d'État de Banská Bystrica. Elle compte 2 268 références³. Les auteurs de cet ensemble bibliographique ont constaté que M. R. Štefánik y est surtout présenté comme un symbole d'humanité, de liberté, d'indépendance étatique et nationale⁴.

1. Pierre NORA, « Mezi paměti a historií: problematika míst » [Entre mémoire et histoire : la problématique des lieux], in *Antologie francouzských společenských věd: politika paměti* [Anthologie des sciences sociales françaises : la politique de la mémoire], Praha, Francouzský ústav pro výzkum ve společenských vědách, *Cahiers du CEFRES*, n° 13, mars 1998, p. 23.

2. Voir l'étude que lui a consacrée Bernard MICHEL, « Les amitiés parisiennes du général Milan Rastislav Štefánik », in Bohumila FERENČUHOVÁ (dir.), *Milan Rastislav Štefánik – astronome, soldat, grande figure slovaque et européenne*, Bratislava, L'association pour l'histoire et la culture de l'Europe centrale et orientale (Bratislava), Collège interarmées de défense, Paris, 1999, pp. 34-40; – Antoine MARÈS, « Milan Rastislav Štefánik, réflexions sur une trajectoire centre-européenne », *ibidem*, pp. 13-20; Dušan KOVÁČ, « Milan Rastislav Štefánik – Slovaque et européen », *ibidem*, pp. 21-23.

3. Anna KLÍMOVÁ, Mária HRÚZOVÁ, Mgr Mária NÉMETHOVÁ & Eva POLAKOVIČOVÁ (dir.), *Milan Rastislav Štefánik: Personálna bibliografia* [Milan Rastislav Štefánik : une bibliographie personnelle], Banská Bystrica, Štátna vedecká knižnica, 2000, 304 p.

4. *Ibidem*, p. 9.

Štefánik est né dans le village de Košariská près de Brezová et il est enterré dans sa région natale, au sommet de la colline de Bradlo. Après des études universitaires à Prague, il part pour Paris où il se consacre à l'astronomie. Il est naturalisé Français en 1912. Au cours de la Première Guerre mondiale, il accomplit une carrière militaire météorique, de simple soldat à général de division (au titre de sa mission dans l'armée tchécoslovaque). Il est l'un des trois acteurs les plus importants du mouvement tchécoslovaque à l'étranger et, au moment de sa mort tragique dans un accident d'avion, il est ministre de la Guerre. Accompagné de trois Italiens – les pilotes Giotto Mancinelli-Scotti et Umberto Merlini ainsi que le mécanicien Gabriele Aggiunti –, il disparaît en effet à Ivanka-sur-Danube, près de Bratislava, au moment d'atterrir dans sa patrie libérée, qu'il n'avait plus revue depuis 1913.

Le monument de Bradlo, tombeau monumental de M. R. Štefánik, se situe à 543 mètres d'altitude [pl. XVI]. À l'origine, on y avait également enterré ses compagnons de voyage. Par la suite, le corps de Mancinelli-Scotti fut rapatrié en Italie par ses proches. Le mausolée a été construit en travertin extrait du Dreveník dans le Spiš (Slovaquie orientale) en 1927-1928. Le monument est long de 96 mètres et haut de 66 mètres. Il est constitué de deux niveaux reliés par des marches. La première terrasse mesure 93 mètres sur 62, la seconde 45 sur 32. Les quatre obélisques qui s'y trouvent ont 12,5 mètres de haut. Le tombeau lui-même est haut de 8 mètres. Le monument est partie intégrante du paysage et, de loin, il rappelle la silhouette d'un vieux château, tel qu'on en trouve au sommet de nombreuses collines de Slovaquie. Non loin de Košariská et de Brezová, on trouve les ruines des châteaux médiévaux de Dobrá Voda, Branč et Čachtice.

C'est à Dušan Jurkovič (né le 23 août 1868 à Turá Lúka et mort le 21 décembre 1947 à Bratislava), architecte slovaque réputé, que revient le plus grand mérite dans la construction de ce monument. Il était originaire de la même région que Štefánik – entre Slovaquie et Moravie – et il le connaissait personnellement. Il appartient aujourd'hui aux figures de légende. On le considère généralement comme le fondateur de l'architecture slovaque moderne. Après des études à Vienne et une première expérience professionnelle à Saint-Martin de Turiec (Turčiansky Svätý Martin) chez l'architecte Blažej Bulla, il travailla de nombreuses années en Moravie. Les spécialistes et le grand public l'admirent en raison de ses premières œuvres et de sa manière d'intégrer des motifs populaires de style Sécession dans ses bâtiments sur le Radhošť, à Luhačovice et à Brno. L'autre dimension de son travail est constituée par ses cimetières militaires construits en Galicie où il servit au cours de la Première Guerre mondiale et où ces réalisations faisaient partie de ses obligations d'appelé sous les drapeaux. Il les conçut en bois et en pierre, l'humilité face à la mort devant l'emporter sur le pathos. Ils s'inscrivaient harmonieusement dans les paysages des Carpates recouverts de forêts et de rochers. Outre ces cimetières aux authentiques valeurs architecturales, il s'est

également consacré à la création sociale⁵. Il considérait le mausolée du Bradlo comme le sommet de son œuvre.

Selon Pierre Nora, l'architecture n'a que peu de liens avec la recherche historique des lieux de mémoire. L'appréciation des historiens de l'art rejoint mes propres recherches en archives. Henrieta Hammer-Moravčíková, qui a analysé le mausolée de Bradlo dans le contexte de l'œuvre mémorielle centre-européenne, constate en effet de manière un peu surprenante que « bien que du point de vue contemporain la réalisation du mausolée puisse être considérée comme un projet d'État, elle résulte de l'inaltérable enthousiasme de Dušan Jurkovič et de quelques personnes réunies autour de l'Association pour la construction du monument (*Spolok pre vybudovanie pamätníka*⁶) ».

Nous nous intéresserons en premier lieu à l'analyse de H. Hammer-Moravčíková avant de revenir sur la construction spontanée et populaire du mausolée et de ses transformations en lieu de mémoire slovaque.

La forme pyramidale du mausolée de Bradlo représente une sorte de forme archétypale éternelle que l'auteur compare à des formes identiques présentes dans les monuments aux morts du Tchèque Jan Kotěra, du Slovène Jože Plečnik ou des Autrichiens Josef Hoffmann et Adolph Loos. Elle constate que l'œuvre de Jurkovič est unique et dépasse de loin une œuvre banale par la suggestivité et authenticité de sa narration. Hammer-Moravčíková formule en outre de manière prégnante ce que le profane en architecture et en histoire de l'art ne fait que percevoir. D'après elle, « comparé aux œuvres majeures de l'époque, [le mausolée] est singulièrement barbare, grossier ou archaïque... Le jeu esthétique avec les formes que l'on trouve chez Hoffmann et Loos est à l'opposé de la « brutalité » rustique et slave de Jurkovič... Jurkovič se comporte plutôt comme un créateur populaire – il réagit à l'environnement, remplit l'essence fonctionnelle de l'œuvre, l'ornement découle de la structure et de la disposition du matériau dont il dispose. À la différence de ses collègues qui s'inspirent de tous les courants artistiques, il renoue avec l'architecture populaire, brute. » Hammer-Moravčíková souligne l'harmonie entre le paysage et le monument qui ne déforme en rien l'adossement du Bradlo, massif et usé par les siècles.

Intellectuellement et formellement, le sommet de la composition est constitué par la tombe, dans toute son essence funèbre. Il n'est pas inutilement monumental ou

5. Dana BOŘUTOVÁ, Anna ZAJKOVÁ & Matúš DULLA, *Dušan Jurkovič. Súborná výstava Architektonického diela*, Slovenská národná galéria november 1993-február 1994 [Dušan Jurkovič : exposition de l'œuvre architecturale : novembre 1993-février 1994], p. 12. Les auteurs de ce catalogue de l'exposition de 245 pages interprètent l'œuvre de Jurkovič et la replacent dans le contexte du régionalisme, qui se situait dans le cadre plus large de la monarchie habsbourgeoise. Les architectures en bois des Carpates n'inspirèrent pas que Jurkovič. Ces auteurs soulignent également l'équilibre entre raison et sentiment chez Jurkovič. Son penchant pour le romantisme se combinait chez lui avec un sentiment pratique et conséquemment rationnel. D. BOŘUTOVÁ, « O folklóre trochu inak » [Sur le folklore un peu autrement], *ibidem*, pp. 30-44.

6. Henrieta HAMMER-MORAVČIKOVÁ, « Mohyla na Bradle v kontexte stredoeurópskej monumentálnej tvorby » [Le Mausolée de Bradlo dans le contexte de la création monumentale centre-européenne], in *Dušan Jurkovič: Súborná výstava architektonického diela*, ref. 5, p. 100.

héroïque... Bien qu'il ait été conçu pour l'un des rares véritables Slovaques glorieux, le monument n'est ni exclusif ni arrogant. Au contraire, il est simple, direct, mais spirituellement riche et inspirant ⁷.

Jurkovič a conçu son monument comme lieu du dernier repos d'un enfant du pays et un hommage à sa région natale. Ici où l'on appréciait comme une valeur positive le fait de parcourir le monde pour débiter, faire valoir ses talents, ou tout simplement acquérir de l'expérience, Štefánik n'était pas considéré comme un aventurier. Au contraire, il appartenait à une famille slovaque connue, estimée et dotée d'une forte conscience nationale, qui cultivait la fierté du passé révolutionnaire et de ses martyrs de la liberté.

Quelles sont les origines de Milan Rastislav Štefánik ? Il est le sixième des douze enfants du pasteur de Košariská. Beaucoup de légendes ont entouré ses origines familiales. Grâce à une étude détaillée de Branislav Varsik, on connaît aujourd'hui l'arbre généalogique de Milan Rastislav Štefánik en lignes paternelle et maternelle. La famille Štefánik vivait dans le Comitat de Nitra depuis le début du XVIII^e siècle ; étaient d'origine slovaque, elle n'était pas noble. Le premier aïeul connu, le paysan Michal Štefánik, né aux environs de 1724, améliora sa situation sociale en s'alliant à la famille libre des Adamiš, propriétaire d'une brasserie à Senica, et lui-même produisit et vendit de la bière. L'un de ses fils devint pasteur, tout comme le grand-père et le père de Milan, tous les deux prénommés Pavol. Un aïeul de Milan, Samuel, se maria avec Zuzana Vaníčková, issue d'une famille d'exilés de la Montagne Blanche vivant depuis plusieurs générations dans la région de Záhorie. C'est de là que vient l'hypothèse familiale de racines tchèques. Dans la famille, la tradition slovaque des années révolutionnaires de 1848-1849 est beaucoup plus fraîche et donc plus forte. La grand-mère de Milan, Ludovíta – épouse du pasteur de Krajné, Pavol Štefánik – était la sœur du martyr slovaque Viliam Šulek, condamné par le tribunal militaire hongrois de Hlohovec en septembre 1848 et exécuté. Le parrain de son fils, Pavol – le père de Milan (1844-1913) – était Jozef Miloslav Hurban, l'un des dirigeants de l'Insurrection de 1848 et commandant de l'armée des volontaires slovaques. L'histoire familiale de la mère de Milan, Albertína, a également à voir avec l'Insurrection nationale. Son père, Samuel Jurenka, notaire à Brezová et à Tura Lúka, était aussi un volontaire d'Hurban. Sa mère, Zuzana Hosszú, était issue d'une famille de la petite noblesse hongroise qui s'était installée dans le sud-ouest de l'actuelle Slovaquie et possédait des propriétés dans les environs de Holíč, Čákova et Senica et à la limite de Myjava et Tura Lúka ⁸. Bien que Štefánik n'ait jamais apporté un démenti à l'affirmation de son ami le général Maurice Janin, selon lequel il était aristocrate, il s'agissait plus d'une aristocratie de l'esprit que de famille : il n'était d'origine nobiliaire qu'en partie, par la branche maternelle du côté Hosszú.

7. *Ibidem*, pp. 106-108.

8. Elena KURINCOVÁ, «Osobnosť a otázky. Predkovia a potomkovia Milana Rastislava Štefánika» [Personnalité et interrogations. Ancêtres et descendants de Milan Rastislav Štefánik], *Historická revue. Časopis o dejinách spoločnosti*, 5^e année, 1994, n° 6, pp. 33-34.

Après la création de la Tchécoslovaquie, les Slovaques ont adhéré à ses idéaux de liberté et de démocratie, et appréciaient en particulier ce que Štefánik y avait apporté à titre personnel. Au printemps 1919, le ministre plénipotentiaire pour l'administration de la Slovaquie, Vavro Šrobár, les députés slovaques de l'Assemblée nationale de Prague et les préfets nouvellement nommés attendaient avec reconnaissance son retour. Lors du Conseil qui se déroula le 11 mars 1919 à Bratislava, ils lui envoyèrent un télégramme de bienvenue. Ils se présentaient comme ses « dévoués amis et frères slovaques », heureux de pouvoir lui envoyer un salut de la « Bratislava slovaque », et lui rendaient hommage :

Votre travail infatigable, votre courage qui ignore le danger et votre sens du sacrifice qui n'épargna pas jusqu'à votre santé seront toujours un exemple inélagable pour ceux à qui importera l'avenir heureux du peuple slovaque ; il est impossible d'exprimer dans ce salut tout l'amour et toute la reconnaissance que nous ressentons pour vous. C'est pourquoi nous attendons avec la plus grande impatience le moment où nous pourrons vous saluer sur la terre slovaque et vous exprimer, ensemble avec le peuple slovaque, les sentiments que nous nourrissons à votre égard, à vous le plus grand fils de la Slovaquie d'aujourd'hui ⁹.

Šrobár, partisan résolu de l'unité tchécoslovaque, attendait de Štefánik un renforcement des capacités défensives de la Slovaquie vis-à-vis de son voisin méridional. Après la confirmation de la frontière tchécoslovaque provisoire à Paris, Prague ne prêta plus attention aux craintes de Šrobár concernant un rattachement de la Slovaquie à la Hongrie. Finalement, lors d'une réunion du gouvernement début février 1919, le ministre de la Défense nationale Klofáč « déclare qu'on ne peut mettre l'armée à la disposition du D^r Šrobár parce qu'en Slovaquie, le gouvernement qui s'est constitué est incapable. La situation n'est pas tenable et exige que le ministre Šrobár soit relevé de ses fonctions ¹⁰ ».

En mars 1919, Dušan Jurkovič était en charge de la défense de la mémoire au sein du gouvernement slovaque de Šrobár. Le jour du retour tragique de Štefánik à Bratislava, le 4 mai 1919, il se trouvait avec Vavro Šrobár et les autres membres du gouvernement slovaque ainsi qu'avec le commandant en chef, le général italien Luigi Piccione, à Skalica, petite ville de Slovaquie occidentale et bastion des hlasistes ¹¹ où Pavol Blaho organisait une fête de la plantation de tilleuls de la liberté. Jurkovič a noté l'immense stupeur qui les frappa à l'annonce de l'accident de l'avion de Štefánik et de la mort de celui-ci. Le gouvernement et la majorité des invités rentrèrent immédiatement à Bratislava.

9. Slovenský národný archív [Archives nationales slovaques] Bratislava, fonds M. R. Štefánik, carton 26, n° d'inventaire 966.

10. Národní archiv ČR [Archives nationales de la République tchèque], Praha, f. 1082 - PMR, k. 4030.

11. Une génération de patriotes slovaques d'orientation progressiste s'est regroupée entre 1898 et 1904 autour de la revue *Hlas*, puis, après la disparition de cette dernière, dans le *Slovenský denník* et quelques autres titres. Vavro Šrobár et Pavol Blaho comptent parmi ses principales figures. M. R. Štefánik coopéra également à la revue *Hlas*. Les hlasistes entrèrent dans la politique slovaque comme courant particulier, formé sous l'influence intellectuelle de T. G. Masaryk, et privilégiaient le « petit travail » et la coopération avec les Tchèques. Sur le conflit entre les deux générations –

Le lendemain matin, je suis parti pour Bratislava avec le Docteur Blaho. J'ignore comment il savait déjà que le général Štefánik avait émis le souhait dans son testament d'être enterré aux côtés de son père à Košariská. À ce moment, je ressentis une vive joie en moi. Je supposai néanmoins que Štefánik serait transféré à Prague. Avant même que nous ne nous soyons installés dans le train, j'avais décidé d'enterrer le général Štefánik à Bradlo, accomplissant ainsi sa dernière volonté au sens symbolique, pour qu'il repose dans sa chère terre natale, bénie par les premiers combats de nos pères pour la liberté de la nation slovaque, auprès de son père, à Košariská. Je craignais les mesquineries, mais avant même d'être arrivé à Bratislava, j'avais le plan de l'enterrement sur le Bradlo et une première ébauche du futur grand mausolée¹².

Une promenade sur Bradlo et son magnifique panorama sur les environs renforça sa conviction d'avoir fait le bon choix. Il rallia progressivement à son idée audacieuse Samuel Zoch, alors préfet de Bratislava, pasteur de Modra et futur évêque diocésain de Slovaquie occidentale, Vavro Šrobár, ministre plénipotentiaire pour l'administration de la Slovaquie, et, par l'intermédiaire du président du Sokol de Bratislava, le pharmacien Gabriel Izák (dont le frère Emil était marié à la sœur de M. R. Štefánik, Elena¹³), la mère et les proches de Štefánik. Les habitants de Brezová et de Košariská l'accueillirent spontanément avec une grande compréhension. Le conseil des référents gouvernementaux de Bratislava du 7 mai 1919 confia officiellement à Jurkovič la préparation de la dernière demeure de Štefánik. De la poudre, des outils, du matériel de construction et des hommes furent mis à sa disposition pour creuser dans la roche au sommet de Bradlo les quatre tombeaux disposés en forme de croix. Quatre grandes colonnes, en bois à l'époque, au sommet desquelles on fit brûler de l'huile brûla le jour de l'enterrement, délimitaient l'espace funéraire. Elles devaient être allumées sur les colonnes définitives, en pierre, à la veille de chacune des futures commémorations. De loin, les quatre colonnes signalaient symboliquement le quadruple tombeau. Jurkovič les dénomma temple de Svantovít¹⁴ et les inclut dans le mausolée définitif. Une croix chrétienne fut placée sur la tombe provisoire de Bradlo. Le symbole chrétien est moins visible mais toujours présent dans la forme définitive du monument. Le travertin est sculpté entre les deux croix sur les segments les plus longs – nord et sud – de la tombe. Les quatre parois portent des inscriptions gravées : l'hommage, sur le mur occidental : « Au grand fils de la nation tchécoslovaque libérée » ; sur le mur sud, les bornes de la vie et de la mort terrestres :

entre le vieux Centre de Martin qui éditait les *Národné noviny* et les plus jeunes éditeurs du *Hlas* et plus tard, de la revue *Prúdy* et leur relation avec Masaryk, voir Bohumila FERENČUHOVÁ, « T. G. Masaryk et la Slovaquie », in Marie-Élizabeth DUCREUX et Antoine MARÈS (dir.), *Tomáš G. Masaryk: un intellectuel européen en politique 1850-1937*, Paris, Institut d'études slaves, 2007, pp. 85-92.

12. Dušan JURKOVIČ, *Mohyla Dr. M. R. Štefánika na Bradle* [Le monument du Dr M. R. Štefánik à Bradlo], Praha, Státní nakladatelstvo, 1929, p. 11.

13. *Slovenský biografický slovník* [Dictionnaire biographique slovaque], Martin, Matica slovenská, 1987, tome II, p. 500.

14. JURKOVIČ, *op. cit.*, p. 19. Svantovít est le Dieu slave mythique de la guerre et de l'économie. Il a quatre visages tournés vers les quatre points cardinaux. Il est également le dieu de la lumière et du solstice d'été. Voir Naďa PROFANTOVÁ et Martin PROFANT, *Encyklopédie slovanských bohů a mýtů* [Encyclopédie des dieux et des mythes slaves], Praha, Libri, 2004, 2^e éd., 2007.

« Ministre tchécoslovaque et général Dr. Milan R. Štefánik 21 juillet 1880 – 4 mai 1919 » ; à l'est, les circonstances de la mort : « Disparu dans un accident d'avion le 4 mai 1919 près de Bratislava » ; et enfin, sur la partie septentrionale de la tombe, on trouve les noms et qualités de ses deux compagnons dont les corps reposent toujours à Bradlo : « Avec lui, le sergent de l'armée royale italienne U. Merlini et le soldat G. Aggiunti ».

Jurkovič s'attribue les mérites du scénario de l'ultime adieu aux victimes de l'accident :

Je considère l'enterrement du général Štefánik à Bradlo comme ma plus grande et plus audacieuse action artistique. Quiconque a assisté à son retour nocturne secret à Brezová, au cortège funèbre de Košariská à Bradlo, à la belle sérénité ensoleillée dans les allées de cerisiers, entendu le chant des alouettes, ne pourra jamais effacer ce moment de sa mémoire. La tempête sévit tout au long des journées de préparation. Les intempéries et la responsabilité qui m'incombait m'oppressaient. Mais le 11 mai 1919, le Seigneur fut véritablement miséricordieux. Brezová – Bradlo – Košariská, pays de lumière et de beauté éternelle dont Štefánik, sentant sa fin prochaine, avait la nostalgie. C'est ici qu'il vit le jour, qu'il admira le soleil rougeoyant se levant sur le Bradlo béni et l'éclat brillant des étoiles de ses nuits féeriques. Il revenait vers son pays aimé en vainqueur, en libérateur de son peuple et de sa nation, après le miracle de sa vie, en route vers le sommeil éternel¹⁵.

Le dernier adieu, organisé par la garnison militaire de Bratislava, fut grandiose et émouvant. La cérémonie officielle se déroula le 10 mai 1919 dans la cour d'honneur du palais d'été de l'archevêque, qui servait à l'époque d'hôpital de la garnison et est aujourd'hui le siège du gouvernement slovaque. Des membres du gouvernement tchécoslovaque et de l'Assemblée nationale de Prague y assistaient, tout comme le chef de la chancellerie présidentielle, Přemysl Šámal, au nom du président de la République, et des représentants diplomatiques français, britannique et italien (un train spécial était venu de Prague pour les obsèques). Les généraux Maurice Pellé et Luigi Piccione, chefs des missions militaires française et italienne, étaient naturellement présents. Des unités militaires régulières et des unités volontaires de Sokols étaient rassemblées dans la cour d'honneur devant le palais. Le cortège, organisé selon un ordre préétabli, accompagna les cercueils disposés sur des affûts de canon jusqu'à la gare centrale, d'où un train spécial les conduisit à Brezová. Ils arrivèrent à destination à 21 heures 30. Puis la dépouille de Štefánik fut déposée dans le temple, celles des deux soldats italiens, dans l'église. Les offices religieux eurent lieu le lendemain, le 11 mai 1919. Puis les cortèges (Jurkovič estime qu'ils comptaient 30 000 personnes) s'ébranlèrent à pied vers le Bradlo où, après de brèves cérémonies religieuses, les corps furent déposés dans la tombe taillée dans la roche. L'huile allumée au sommet des colonnes brûla jusqu'à la tombée de la nuit¹⁶. Par son émouvante beauté, le

15. JURKOVIČ, *op. cit.*, pp. 14-15.

16. Pour une description détaillée de l'enterrement de Štefánik, voir par exemple Miloslav ČAPLOVIČ, « Reflexie odkazu M. R. Štefánika v čs. armáde a společnosti v mezivojnovom období 1918-1938 » [Les réflexions du message de M. R. Štefánik dans l'armée et la société tchécoslovaques dans l'entre-deux-

dernier adieu à Štefánik fit au chef de la légation de France l'effet d'un royal « acte de piété et d'amour ¹⁷ ».

De la conception à la réalisation du Bradlo

La construction du monument a été le fruit d'une initiative privée et non pas du gouvernement tchécoslovaque. Le 9 octobre 1919, Milan Ivanka ¹⁸, Gabriel Izák et František Novák créèrent une section pour l'érection d'un monument à M. R. Štefánik au sein du Sokol de Bratislava afin de créer une association éponyme. Elle sera officiellement enregistrée en février 1920 et présidée par Emil Stodola. Un comité exécutif de 17 membres organise immédiatement une collecte publique de fonds, fait sienne l'opinion de l'auteur du texte de la Déclaration de Martin, futur évêque Samuel Zoch, selon lequel « Štefánik est nôtre. Mort, il est vivant, et nous assumons une responsabilité à l'égard de nous-mêmes, et surtout à l'égard de notre nation lorsque nous l'honorons. Ce n'est pas à lui que le monument est nécessaire, c'est à nous ¹⁹. » Il nota son message : « Le pouvoir est dans le travail, la force est dans l'unité, la vie est dans la vérité », et c'est pourquoi, selon Zoch, « rien ni personne ne peut détruire une nation dont la vie s'appuie sur les vœux de ses grands hommes, vivants ou morts. Štefánik mort, il dépend de nous qu'il vive éternellement dans notre nation ²⁰. » Zoch souligna la slovacité et les mérites de Štefánik, qui a une capacité intégratrice pour les Slovaques – pour les protestants et la nouvelle élite par sa tchécoslovacité, pour les catholiques et les autonomistes en raison de ses mérites : il a aidé non seulement les Slovaques, mais aussi les Tchèques à obtenir leur État.

Des premiers appels aux citoyens à entrer dans l'association et à rassembler les contributions financières pour le monument résulte la volonté de sacraliser le lieu de mémoire ou, pour le dire comme Pierre Nora, de « transformer le mort en immortel ²¹ ». À la différence des pyramides antiques, le prince ne prépare pas de son vivant le lieu de sa vie éternelle. Une nation construit un lieu de mémoire en toute petite partie d'elle-même, la nation à elle-même et à son image : simple, rude, éternelle.

guerres. 1918-1938], in *Generál dr. Milan Rastislav Štefánik – vojak a diplomat. Zborník príspevkov a materiálov z vedeckej konferencie v Bratislave 4.-5. mája 1919*. Bratislava, Vojenský historický ústav, 1999, pp. 166-201. L'auteur décrit en détail le déroulement de l'enterrement de Štefánik, y compris tous les orateurs, les officiants, l'énumération des hôtes de marque, la description des cortèges, sans oublier la musique et les chants militaires qui résonnèrent pendant deux jours. (Pour finir par les hymnes *Nad Tatrou* et *Kde domov můj*).

17. JURKOVIČ, *op. cit.*, p. 18.

18. Pour un portrait de Milan Ivanka, voir Slavomír MICHÁLEK & Natália KRAJČOVIČOVÁ, *Do pamäti národa* [Dans la mémoire de la nation], Bratislava, Veda, 2003, pp. 243-246.

19. Discours de Samuel Zoch lors de la fondation de l'Association pour l'érection d'un monument au général Štefánik, in Július Bodnár, *Dr. Milan Rastislav Štefánik, jeho život a dielo* [Dr. Milan Rastislav Štefánik, sa vie son œuvre], Bratislava, Nákladom Spolku pre postavenie pomníka gen. Štefánikovi, s. d., p. 45.

20. BODNÁR, *op. cit.*, p. 47.

21. NORA, *op. cit.*, p. 24.

La première cérémonie du souvenir eut lieu à Bradlo le 2 mai 1920, soit près d'un an après les funérailles, et à l'initiative d'associations – l'Union de la Culture (*Osvetovy sväz*) et l'Association pour l'érection d'un monument au général Štefánik. Les participants à cette commémoration appartenaient à l'élite slovaque. La mère et les proches du disparu vinrent en train de Bratislava avec Vavro Šrobár, le général Eugène Mittelhauser, le consul de France Röttig, une délégation des 1^{er} et 2^e régiments de l'armée de Sibérie, l'ordonnance de Štefánik, Ferdinand Písecký, et Emil Stodola ²² – son président – représentant l'association ²³. On trouve dans les discours prononcés par Bohdan Pavlů, au Bradlo le 2 mai et à Bratislava le 9 mai 1920, la plupart des images que développeront plus tard la poésie et la création populaire et qui présentèrent la vision idéalisée voire sacralisée de Štefánik conservée aujourd'hui encore dans la mémoire slovaque ²⁴.

Le Morave Pavlů s'était lié d'amitié avec Štefánik au cours de leurs études à Prague. Il s'occupait de la problématique slovaque dans les colonnes de la revue de Masaryk, *Čas*, et écrivait dans la revue estudiantine slovaque *Prúdy*. En décembre 1914, il s'était laissé capturer sur le front russe et avait participé à la direction du mouvement tchécoslovaque en Russie. En décembre 1918, Štefánik l'avait nommé chef du département politique du ministère de la Guerre en Sibérie et placé à la tête du Comité directorial spécial (*zvláštný direktoriálny zbor*).

Après son retour en Tchécoslovaquie en novembre 1919, Pavlů retourna au journalisme et écrivit dans la revue agrarienne *Slovenský denník* ²⁵ jusqu'en 1922, date à laquelle il entra dans la diplomatie. C'est donc comme personne privée, comme ami de Štefánik, qu'il prononce son discours à la première commémoration de Bradlo. On y trouve un hommage à cette région moravo-slovaque qui donna aux Tchécoslovaques des personnalités importantes : la vallée slovaque M. R. Štefánik, la vallée morave T. G. Masaryk, les montagnes Jan Amos Komenský, et non loin, dans le Považie, Jozef Miloslav Hurban. Pavlů éveilla la fierté chez ses auditeurs : « Ils étaient des fils de votre pays. En vous vit une grande force spirituelle et la nation tchécoslovaque peut attendre encore beaucoup de vous ²⁶. » Ces mots s'accordaient

22. Sur Stodola, voir Natália KRAJČOVIČOVÁ, *Emil Stodola. Džentlmen slovenskej politiky* [Emil Stodola, un gentleman de la politique slovaque], Bratislava, Kalligram, 2007, 230 p.

23. Pour le détail, voir Ladislav TAKÁČ, «Po boku generála M. R. Štefánika» [Aux côtés du général M. R. Štefánik], in *Generál dr. Milan Rastislav Štefánik – vojak a diplomat*, ref. 15, pp. 140-157.

24. Nous présenterons plus loin les motifs et les images des discours de Bohdan Pavlů. Les mêmes motifs se retrouveront très fréquemment dans la création artistique slovaque postérieure. Voir l'analyse de Peter MACHO dans quelques études, et notamment dans «Fetiš národnej mytológie» [Un fétiche de la mythologie nationale], in *História. Revue o dejinách spoločnosti*. 5^e année, n° 2, mars-avril 2005, pp. 25-28. L'auteur n'est pas parvenu à dater certaines œuvres poétiques et n'a pas identifié l'origine de certaines images. Peter MACHO, «Štefánik v histórii. K formovaniu národného hrdinu prostredníctvom umeleckej literatúry» [Štefánik dans l'histoire. Sur la création d'un héros national par la littérature], in *Generál dr. Milan Rastislav Štefánik – vojak a diplomat*, ref. 15, p. 203.

25. František KOLÁR a kol., *Politická elita meziválečného Československa 1918-1938* [L'élite politique de la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres 1918-1938], Praha, 1998, pp. 190-191.

26. Discours de Bohdan Pavlů, 2 mai 1920, in BODNÁR, *op. cit.*, p. 52.

aux sentiments de la famille Štefánik. Ils souhaitaient accomplir la promesse que Pavlů leur avait faite : ils ne capituleraient ni ne se résigneraient, mais brandiraient toujours l'étendard de la liberté tchécoslovaque, ainsi que l'avait fait Štefánik. Pavlů fut parmi les premiers à comparer Štefánik à Moïse parce qu'il conduisit lui aussi sa nation vers la terre promise de la liberté mais disparut au moment où il l'atteignait. Il utilisa également la métaphore, fréquente par la suite, de l'aigle : « Comme l'aigle, il a surgi des nuages et a disparu après un vol victorieux ²⁷ ». L'image du météore était également présente : « Milan Štefánik apparut d'un coup sur la voûte céleste de notre vie nationale, se mit à briller en un éclair puis s'éteignit à jamais ²⁸ ». Le motif du sacrifice apparaissait : « Il a donné sa vie et son âme à sa nation, et quiconque donne son âme à sa nation vivra dans les âmes et les cœurs de la nation ²⁹ ». Dans une plus longue conférence, tenue le 9 mai à Bratislava, Pavlů rappela l'activité de Štefánik dans la résistance, qu'il connaissait par expérience personnelle : il était parti de Russie pour Paris en février 1916 lorsque le Conseil national des Pays tchèques y avait été créé. Il fixa ainsi en Slovaquie la représentation de la triade dirigeant la résistance tchécoslovaque, par ordre d'importance Masaryk, Štefánik, Beneš. Il cita la déclaration de Beneš selon laquelle Štefánik avait ouvert au mouvement tchécoslovaque les portes de la politique et de la diplomatie françaises. Il est l'auteur de cette formule, à la fois de résignation et d'avertissement, qui s'est inscrite profondément dans la mémoire et que l'on retrouve parfois dans les travaux historiques :

Sa mort brutale a protégé le général Štefánik de la fange de notre vie publique à laquelle il n'aurait autrement que difficilement échappé. La gloire de son action rejaillit sur ceux qui ont combattu avec lui et ont sacrifié leur vie pour la liberté nationale ; sur ceux qui ne se répartissent pas les trophées, mais sont simplement partis pour mourir ³⁰.

Les enseignants et l'école ont joué un rôle fondamental dans la transformation de Bradlo en lieu de mémoire slovaque. Le mardi 4 mai 1920, soit deux jours après la cérémonie commémorative officielle, le nouveau responsable local de Brezova, le curé Jan Lichner, y conduisit ses jeunes ouailles. Il voulait que la jeunesse emporte de Bradlo un nouvel idéal, tchécoslovaque. L'école hongroise avait transformé d'authentiques figures comme Kollár, Šafárik, Palacký, Hurban, Hodža et Štúr en personnages méprisables. Elle avait appris aux élèves slovaques à honorer les « fausses idoles » comme le poète Petöfi ³¹, les hommes politiques Kossuth ou Just et autres « renégats ». Lorsque les inscriptions hongroises disparurent des écoles et que des enseignants

27. L'image du faucon ou d'un autre oiseau surgit souvent. Il s'agit d'une part d'une allusion directe au Štefánik aviateur, d'autre part du lien avec le projet de Štefánik d'un Ordre du Faucon pour les soldats tchécoslovaques en Sibérie, qu'encadraient quatre faucons.

28. *Ibidem*, p. 57.

29. *Ibidem*, p. 52.

30. *Ibidem*, p. 57. Les historiens Vladimír Zuberec et Štefan Štvrtický ont exprimé les mêmes sentiments.

31. Lichner rappela aux élèves que le poète avait un jour écrit qu'il avait eu honte de deux choses dans sa vie : que sa mère soit Slovaque et luthérienne.

slovaques et tchèques y retournèrent, ils souhaitèrent combler ce vide par de véritables héros slovaques, par ceux qui avaient le plus contribué à « briser le joug national millénaire » et à libérer la nation.

Depuis que nous sommes libres politiquement, nous sommes également libres culturellement : les enseignants sont libres, les élèves sont libres, la science est libre, nous sommes libres d'aimer notre nation, d'aimer notre véritable patrie et ceux qui ont le plus contribué à ce que nous soyons libres ³².

Lichner souligna auprès de ses élèves que Štefánik faisait à n'en pas douter partie de ces personnalités.

D'autres membres influents de la communauté scolaire en Slovaquie participèrent à la première commémoration.

Ce fut le cas de Ferdinand Písecký, enseignant dans le secondaire, mais aussi publiciste et poète talentueux. Il dirigea l'école normale de Modra à partir de mars 1919, puis, à partir de 1926, il fut inspecteur régional des écoles normales slovaques et, de 1932 à sa mort en 1934, chef de service au ministère de l'Éducation à Bratislava. Il avait connu Štefánik en Russie et l'avait accompagné lors de ses voyages aux États-Unis, en France, en Italie et au Japon. Faisant office de secrétaire et de chef de cabinet, il l'avait aidé à concevoir quelques discours et articles importants. Il tenait par ailleurs un petit journal quotidien sur sa collaboration avec Štefánik et sur sa propre action dans le mouvement tchécoslovaque ³³. Il édita plusieurs manuels pour les écoles normales slovaques, écrivit dans différents périodiques, dont *Naša škola* et *Slovenská škola*. Cela lui offrit un espace pour propager la problématique légionnaire et la personnalité de Štefánik telle qu'il la percevait en retranscrivant des événements concrets et sans héroïsation excessive. C'est Písecký qui résuma le credo de Štefánik en trois mots courts et justes : *Verit', milovat', pracovat'* « Croire, aimer, travailler », ce qui représentait un certain glissement au regard du credo que Zoch attribuait à Štefánik. Písecký était né à Prague et avait enseigné avant la guerre à l'école normale de Příbor en Moravie du Nord. Il est logique de souligner l'importance des confins moravo-slovaques et de la Slovaquie occidentale – c'est précisément cette région (Skalica, Myjava, Brezová) qui, avec Uherské Hradiště et Hodonín côté morave, fut le centre de la coopération tchéco-slovaque et où l'on était le plus disposé à croire qu'il était possible de constituer une identité tchécoslovaque commune.

Dès le début, toutefois, cette conception eut ses limites. Rappelons-nous les craintes de Jurkovič que le corps de Štefánik fût transféré à Prague et le souhait des initiateurs du monument que celui-ci soit le symbole d'une sorte de « garde » sur la Slovaquie ³⁴. Les proches de Štefánik qui réclamaient

32. BODNÁR, *op. cit.*, p. 58.

33. Ferdinand PÍSECKÝ, *Štefánik v mém deníku [Štefánik dans mon Journal]*, Bratislava, EOS, 1934 ; Ferdinand PÍSECKÝ, *Světém za svobodu. Osudy československého legionáře [Par le monde pour la liberté : Destin d'un légionnaire tchécoslovaque]*, Praha, 1920.

34. Le terme « stráž » (garde ou surveillance) devint l'expression favorite des populistes slovaques et, au cours de la République slovaque entre 1939 et 1945, *Nastráž* fut leur salut officiel.

l'organisation de son musée en Slovaquie, l'exécution de la promesse de rachat de la succession et protestaient avec insistance auprès du président de la République contre le fait que le ministère des Affaires étrangères continuât à en disposer, mettaient en doute cette localisation la moins attendue. Ils eurent en outre le sentiment que les responsables s'efforçaient de reporter indéfiniment la solution de l'affaire en menaçant les héritiers d'une vente aux enchères s'ils ne réglaient pas les dettes de Milan contractées en relation avec la procédure de succession en France³⁵. Après la publication par les journaux de différentes informations non vérifiées et de rumeurs, un accord fut conclu entre les ayants droit et la République tchécoslovaque concernant le rachat de la succession³⁶.

La collecte pour le monument se poursuivit avec succès. Dès la fondation de l'association, la section légionnaire offrit la somme de 24 279 couronnes tchécoslovaques (Kč)³⁷; plus tard, l'aide provint surtout de l'Unité légionnaire, qui créa un comité spécial « La nation à son héros » [*Národ svojmu hrdinovi*] composé de représentants de l'armée, des administrations et de différentes associations. Il disposait de collaborateurs réguliers et faisait appel aux banques, aux écoles, aux communes, aux villages et à l'armée. Viliam Apfel³⁸ a constaté que l'action « La nation à son héros » contribua au total à hauteur de 1 142 209 Kč, les villes et départements apportèrent la somme de 405 853 Kč, les fonctionnaires, employés d'État et soldats, 387 579 Kč. Le président T. G. Masaryk envoya 100 000 Kč, les écoles 85 763 Kč, les banques, banquiers et cercles industriels 70 760 Kč, les associations de commerçants, artisans et agriculteurs 26 766 Kč, les particuliers 31 688 Kč, différentes associations, clubs et divers autres donateurs firent parvenir 32 204 Kč. La ventilation par régions indique que c'est de Slovaquie que vint la somme la plus importante (683 919 Kč), la Bohême participant à hauteur de 217 801 Kč, la Moravie et la Silésie recueillant 106 417 Kč et la Ruthénie subcarpathique 34 071 Kč³⁹.

Après que cette somme a été réunie, on décida de ne pas ouvrir de concours public et de commencer à réaliser le projet élaboré par Jurkovič. Mais il fallut encore surmonter quelques mesures d'austérité.

Le 4 mai 1924, le ministre des Affaires étrangères Edvard Beneš posa la première pierre du monument. Le *Památník odboje* de Prague engagea les frais de construction de la route de Bradlo qui fut achevée en 1925. L'entreprise Jaromír Schwarz emporta l'appel d'offres pour la construction et

35. Archives de l'Académie des sciences de la République tchèque, Prague, archives de l'Institut T. G. Masaryk, fonds TGM (désormais AÚ TGM), Republika, kartón (kr.) 424, D 4510/22.

36. Pendant toute la Première République, elle resta déposée au Monument de la Libération nationale (*Památník národního osvobození*), à Troja, à Prague.

37. BODNÁR, *op. cit.*, p. 44.

38. Viliam APFEL, *Panteón zlomených nádejí. Nezvyčajný a predsa pravdivý príbeh mohyly M. R. Štefánika na Bradle* [Le Panthéon des espoirs brisés : L'aventure extraordinaire et pourtant vraie du mausolée de M. R. Štefánik à Bradlo], Liptovský Mikuláš, Transcius, 2004, p. 26.

39. *Ibidem*.

la maçonnerie et la firme Jaroslav Vinduška pour les travaux de taille et de sculpture; les deux entreprises étaient pragoises. La première signa un contrat pour 1 280 983 Kč et la seconde s'engagea à construire le monument pour 1 227 465 Kč. Au total, le Mausolée Štefánik de Bradlo coûta 2 813 262 Kč. Il fut construit en un temps record du 1^{er} juillet 1927 au 18 septembre 1928, date à laquelle le tombeau contenant la dépouille de Štefánik fut scellé⁴⁰.

L'Association accéléra les travaux afin que l'inauguration soit intégrée dans les commémorations du dixième anniversaire de la République tchécoslovaque.

D'après les notes déposées dans les archives Masaryk, le 3 février 1928 et de nouveau le 24 avril, l'association se tourna vers le gouvernement pour demander au Président de la République de patronner l'inauguration solennelle du Mausolée et d'y participer personnellement. Les relations étaient cependant tendues entre le président Masaryk et la coalition gouvernementale de l'époque, dite « des Seigneurs », présidée par le dirigeant du parti populaire Šrámek (en remplacement de Švehla, malade), dans lequel Edvard Beneš, figure éminente du parti socialiste tchécoslovaque dans l'opposition, et au demeurant ministre des Affaires étrangères, se trouvait dans une situation compliquée. Le président Masaryk et E. Beneš envisagèrent même de démissionner spectaculairement le 28 octobre 1928 pour protester contre les partis politiques qui ne partageaient pas les mêmes principes qu'eux⁴¹. Le désaccord portait aussi sur les modalités de célébration du dixième anniversaire de la République. Le parti populaire voulait lier les festivités à la référence aux traditions chrétiennes (de saint Venceslas et de Cyrille et Méthode), ce que saluèrent les représentants du HSLS. Les agrariens se rappelaient du mythique Přemysl le Laboureur⁴² et souhaitaient lui ériger une statue au Hradčany. La revue *Přítomnost* de Peroutka en conclut avec causticité qu'il s'agissait surtout de ne pas devoir honorer Masaryk ou Beneš⁴³. Début 1928, Vojtech Tuka, membre influent du HSLS, attaquait l'essence de la République tchécoslovaque dans son fameux article sur le vide juridique qui prétendait à l'existence d'une clause secrète à la Déclaration de Martin qui en aurait limité la validité à 10 ans. Cet article plaça les membres de son parti au gouvernement dans une situation peu enviable. En outre, en 1926 et en 1927, on avait beaucoup écrit dans la presse sur les tirs (accidentels ou volontaires) qu'aurait essuyés l'avion de Štefánik et une nouvelle enquête avait été ouverte, à la fois policière et militaire, pour rechercher les causes de la catastrophe. Sans résultat.

40. Viliam APFEL, *op. cit.*, pp. 27-35.

41. Antonín KLÍMEK, *Boj o hrad. Kdo po Masarykovi (1926-1935)* [Le combat pour le Château. Qui après Masaryk (1926-1935)], Praha, Panevropa a Institut pro středoevropskou politiku, 1998, pp. 143-145.

42. Le fondateur de la première dynastie des princes tchèques přemyslides (NdT).

43. Viliam APFEL, *op. cit.*, p. 154. Chapitre «Magie čísel aneb jak republika oslaví své desetiletí» [La magie des chiffres ou comment la République fête ses décennies] (pp. 136-156).

L'atmosphère politique était tendue, mais nous ne connaissons pas les motifs précis du trop long silence du gouvernement à l'Association. Parce que le temps pressait, sa direction se tourna directement vers la chancellerie présidentielle, qui leur recommanda de s'adresser à nouveau par écrit au gouvernement. Les organisateurs de l'événement de Bradlo, qui avaient déjà soumis la demande à deux reprises, trouvèrent la suggestion curieuse. Le 24 août, le secrétaire de l'Association, le légionnaire Anton Granatier qui avait servi en Italie, se mit en route personnellement pour la chancellerie du président de la République. Il présenta un programme selon lequel T. G. Masaryk devait visiter Bratislava et Bradlo où il ferait un discours. Il affirma que l'opinion publique slovaque y comptait et que cela traduirait la consolidation de l'État et de la relation tchéco-slovaque. Il indiqua que les représentants des associations participantes souhaitaient inviter personnellement le Président qui séjournerait au même moment au château de Topoľčianky en Slovaquie occidentale. Des responsables de Slovaquie soutinrent cette demande d'audience – le vice-président de région Jozef Országh s'en fit l'interprète et demanda que le président de région Ján Drobný (nommé par le HSLS) soit reçu en audience, ainsi que des Slovaques connus pour leur orientation pro-tchécoslovaques, comme Fedor Houdek, Ľudovít Okánik et Anton Granatier. Masaryk refusa de les recevoir au motif que la complexité de la situation à Prague le contraignait à décommander sa participation à l'inauguration du monument à Štefánik. Lorsqu'il l'apprit, Liška, haut responsable du bureau de région de Bratislava, partit pour Topoľčianky et s'efforça d'amadouer le chef de l'État en lui affirmant que les organisateurs avaient réduit les exigences du programme et le lui enverraient d'avance.

Lorsque, fin août, la chancellerie de la présidence se tourna de nouveau vers lui, le gouvernement délibéra de nouveau sur le sujet. Le Conseil des ministres décida de recommander au président d'accepter de patronner les festivités. Il laissait T. G. Masaryk décider lui-même de sa participation personnelle. Il décida en outre que les ministres Šrámek, Udržal, Hodža, Tiso, Gažík et, si possible, Černý participeraient aux festivités⁴⁴. À Topoľčianky, Masaryk fut informé de la décision le 4 septembre.

Lorsque le président apprit que le gouvernement n'envoyait pas Beneš, il décida définitivement de ne pas participer personnellement à l'inauguration du monument au Bradlo. Il accepta néanmoins la recommandation du gouvernement de patronner l'événement, mais se fit représenter par le vice-premier ministre Jan Šrámek. Il accusa les organisateurs de manque de loyauté en ne le consultant pas avant de l'inviter et le fit savoir par voie de presse. C'est ainsi qu'il l'expliqua à Milan Hodža, ministre de l'Éducation, qu'il reçut le 8 septembre à Topoľčianky. Il lui demanda de comprendre sa décision de ne se rendre qu'à une seule cérémonie, celle du 28 octobre à

44. AU TGM, f. TGM, Republika, kr. 424, K Top 306/28.

Prague. Il écrivit dans le même sens à Bratislava, au président de région Ján Drobný, et s'exprima sur un ton dur et direct :

Ce sont l'État et ses représentants qui décident des festivités étatiques. Il est inadmissible en particulier qu'une association quelconque décide que le président doit assister à une cérémonie nationale... Une autre faute, notable, a été de ne pas convier en premier lieu le ministre Beneš et l'ambassadeur Osuský, d'origine slovaque, qui collabora étroitement avec nous à l'étranger⁴⁵.

Masaryk fut inflexible, même après que l'Association eut envoyé une invitation lithographiée à Edvard Beneš. Il ne prit pas plus en considération la situation en Slovaquie et le plaidoyer passionné de l'Association et de ses membres que lui envoya son collaborateur Ymky Schönbaum le 11 septembre. Le président en prit connaissance le 13 septembre, soit avant l'envoi de sa réponse définitive à Bratislava. Cet informateur, sur la base d'observations sur l'ambiance dans les hôtels et dans les cafés de Bratislava par lesquels passaient quotidiennement entre 600 et 1 500 visiteurs de toute la Slovaquie, y compris de nationalité allemande ou hongroise, constatait :

Des rumeurs incontrôlées se répandent selon lesquelles le président Masaryk, malgré les assurances contraires données par le comité d'organisation des célébrations de Bradlo, n'y participerait pas. On peut expliquer la panique, le rejet et les explosions de vive colère provoqués aussi bien dans l'intelligentsia qu'auprès du simple peuple à la suite de cette information tout à fait stupéfiante sur le terrain volcanique de la Slovaquie : après la tournée triomphale de Masaryk dans les villes moraves, ce retrait soudain d'une visite à Bradlo, annoncée publiquement, est ressenti comme une cruelle vexation et une mise à l'écart de la seule Slovaquie⁴⁶.

La catastrophe que l'auteur de la lettre prédisait ne se produisit pas après la publication de la décision du Président. La population se l'expliqua plutôt par une maladie dissimulée qui l'aurait empêché de prendre la parole et accepta l'explication fournie à l'agence de presse ČTK par le président de région Ján Drobný :

On annonce officiellement : l'association ayant en charge l'organisation des festivités d'inauguration du Mausolée au général M. R. Štefánik au Bradlo a annoncé au public la participation personnelle du président de la République à cette inauguration. Étant donné toutefois que l'association n'a pas sollicité cette participation à temps et dans les formes requises, Monsieur le Président ne participera pas personnellement à l'inauguration de ce mausolée, mais sera représenté par Monsieur le Vice-Président du gouvernement.

Drobný exprima sa déception que, par son manque de tact, l'Association ait empêché la participation du Président à ces festivités, qui auraient pu être l'événement majeur de la commémoration du 10^e anniversaire de la création de la Tchécoslovaquie. Il rappela que l'Association avait reconnu son erreur formelle. Il affirma en outre que

45. AU TGM, f. TGM, Republika, kr. 424, lettre de TGM au président de région, Ján Drobný, 17 septembre 1928.

46. *Ibidem*, lettre de Schönbaum, 11 septembre 1928.

c'est l'Association qui organise la festivité et qu'il ne s'agit donc pas d'une festivité nationale qu'aurait organisée le gouvernement, ou moi-même, en qualité de président de région, sur la base d'une délégation gouvernementale ⁴⁷.

Et finalement, même la météo ne fut pas favorable aux organisateurs. Les 22 et 23 septembre furent des journées humides, il plut les deux jours et un fort vent soufflait sur le Bradlo. Le public vint pourtant nombreux. Un habitant de Košariská, Štefan Čúvala, retira le drapeau tchécoslovaque de la tombe ⁴⁸. Le 10 octobre 1928, le temps s'éclaircit sur le Bradlo ; on attendait des visiteurs de haut niveau. Edvard Beneš et l'ambassadeur tchécoslovaque en France Štefan Osuský déposèrent des gerbes au nom du président Masaryk. C'était un signe à destination d'une Slovaquie insatisfaite comme à l'égard de ceux qui avaient construit le monument. Mais, en aucun cas de propagande d'État ou d'un maintien artificiel du mythe de Štefánik au niveau officiel.

Au cours des années suivantes, l'État n'accorda pas une plus grande attention au monument et ne s'intéressa pas à son administration. Le 15 novembre 1931, l'Association remit le monument à la garde de l'administration militaire de Bratislava qui, elle-même, la confia au 3^e escadron « Général Štefánik », tout proche, qui assura aussi la surveillance du livre d'or. En 1936, l'administration militaire ouvrit un chalet touristique près de Bradlo. Il était prévu d'y créer une salle dédiée au souvenir de Štefánik ⁴⁹. Cela ne se fit pas, pas plus que la plantation d'arbres de différentes espèces sur les pentes du Bradlo comme le prévoyait le projet de Jurkovič.

Ni le ministère de la Défense ni les garnisons n'organisaient les cérémonies du souvenir de Bradlo. La tradition légionnaire était forte dans l'armée tchécoslovaque, mais c'est la victoire de Zborov du 2 juillet 1917 qui était commémorée. On fêtait régulièrement l'anniversaire du président de la République (le 7 mars), et les fêtes d'État – la création de la République (28 octobre), le 1^{er} mai, le 6 juillet (souvenir de la mort de Jan Hus). Des conscrits demandèrent une commémoration régulière de la mort tragique de M. R. Štefánik au sein des garnisons ⁵⁰.

Pour ce qui est des visites officielles, Ivanka sur Danube, le lieu du tragique accident, concurrençait Bradlo. Ce petit monument de forme pyramidale était parfois appelé populairement (et à tort) le mausolée. Il avait aussi été proposé et construit par Dušan Jurkovič. Sa proximité de Bratislava en fit un élément prioritaire du programme de nombreuses délégations officielles. Le 4 mai 1920, une délégation de la garnison de Bratislava fut la première à déposer des fleurs sur le lieu de l'accident. Avec des organisateurs différents, ce rituel se répétait chaque année à date fixe. Une délégation militaire italienne

47. *Ibidem*, Ján Drobný au président de la République 18 septembre 1928.

48. Viliam APFEL, *op. cit.*, p. 44, d'après la recherche de Zora Vanovičova, de l'Institut d'ethnologie de l'Académie slovaque des sciences.

49. *Mohyla generála Milana Rastislava Štefánika na Bradle a jej okolí* [Le mausolée du général Milan Rastislav Štefánik au Bradlo et ses alentours], Bratislava, 1934, p. 23.

50. Miloslav ČAPLOVIČ, *op. cit.*, p. 176.

y fut accueillie lors d'une visite officielle à Bratislava le 26 avril 1921. Le monument d'Ivanka fut inauguré officiellement le 4 mai 1923 lors d'une grandiose cérémonie du souvenir de trois jours en présence du ministre de la Défense František Udržal. Plusieurs dignitaires militaires français connus s'y arrêterent dans l'entre-deux-guerres. Le maréchal Ferdinand Foch au cours de sa visite en Tchécoslovaquie le 17 mai 1923, le général Henri-Joseph Gouraud le 26 août 1925, le maréchal Philippe Pétain le 3 septembre 1929, le maréchal Louis-Félix Franchet d'Esperey le 3 septembre 1930.

Le commandant en chef de l'École de guerre tchécoslovaque, le général de brigade František Hrabčík, conduisit au monument des aspirants yougoslaves et roumains des écoles militaires supérieures en visite en Tchécoslovaquie en 1930 et en 1931 ⁵¹.

Les festivités nationales du souvenir de la mort de Štefánik se déroulaient tous les cinq ans. À la première d'entre elles, Beneš, accompagné de l'inspecteur général des forces armées tchécoslovaques, Josef Machar, représenta le président Masaryk. Après son passage à Ivanka, Beneš participa à la pose de la première pierre du monument du Bradlo. Le ministre des Affaires étrangères ne manqua ni la messe commémorative ni les fêtes du souvenir du 10^e anniversaire de la mort de Štefánik le 4 mai 1929 à Ivanka.

Nous ne disposons pas d'une liste précise des visites officielles, y compris étrangères, sur la tombe de Štefánik. Mais les habitants de Košariská, de Brezová et de leurs environs les enregistraient et se confortaient dans leur conviction de l'importance et du prestige international de leur compatriote. Les fêtes du 15^e anniversaire de la mort de Štefánik, en mai 1934, témoignèrent de ce que Štefánik était devenu une personnalité généralement acceptée. Ils respectaient le Président et lui témoignaient l'estime que l'on doit à un chef d'État d'un âge respectable, mais ils admiraient et chérissaient Štefánik. L'article mal intentionné de Ferdinand Peroutka publié le 2 décembre 1933 dans les *Lidové noviny* n'affecta pas son souvenir. Entre autres interprétations et opinions personnelles, il affirmait que Štefánik

par sa présence dans le Conseil national représentait devant le monde l'unité des Tchèques et des Slovaques. Il est totalement injustifié et sans fondement que les autonomistes slovaques d'aujourd'hui se réclament de Štefánik. Il s'exprimait de manière assez impolie au sujet des Slovaques ⁵².

Maurice Janin, qui ne voulait en aucun cas jeter de l'huile sur le feu et renforcer l'opposition au gouvernement central et à la Présidence en Tchécoslovaquie, contesta avec indignation la véracité de la dernière phrase. Outre la traditionnelle célébration d'Ivanka organisée par les militaires de Bratislava, le 6 mai 1934 eut lieu une procession d'organisations associatives. Des unités gymniques Sokols, la musique Sokol, les légionnaires, les chasseurs, mais

51. Miloslav Čaplovič a établi un index des événements et visites du monument d'Ivanka organisés sous le patronage de l'armée tchécoslovaque. (ČAPLOVIČ, *op. cit.*, pp. 200-201.)

52. Cité d'après le texte publié in Dušan KOVÁČ, *Štefánik a Janin. Pribeh priateľstva* [Štefánik et Janin : histoire d'une amitié], Bratislava, Dilema, 2001, p. 109.

aussi la cavalerie paysanne du parti agrarien, des unités gymniques Orol (catholiques), la musique Orol, les pompiers, les vétérans de guerre et d'autres associations de Bratislava et de ses environs marchèrent avec des fleurs jusqu'au monument d'Ivanka. Il s'agissait d'une fête véritablement fraternelle, au moment où une période de prospérité semblait s'ouvrir après la crise économique, et alors que la population n'avait pas encore conscience de la menace hitlérienne.

Le besoin de mobilisation de la population pour la défense de la patrie ne commença à être ressenti comme immédiat qu'en 1935. La glorieuse monumentalité du Bradlo et de sa symbolique liée à Štefánik comme gardien des frontières de la République servit alors le souvenir officiel. On essaya de lui donner une forme de souvenir combattant. De grandes manœuvres militaires internationales furent organisées en l'honneur de Štefánik par le commandement de l'armée tchécoslovaque dans les environs du Bradlo. D'un autre côté, les représentants du parti populaire slovaque de Hlinka (HSĽS) exprimaient leur hostilité au traité d'alliance avec l'Union soviétique et justifiaient leur position par l'inimitié de Štefánik à l'égard du bolchevisme. En septembre 1936, Edvard Beneš se rendit au monument du Bradlo en tant que président de la République. Un an plus tard, le souvenir de Štefánik fut lié à la célébration des forces armées tchécoslovaques. Le 2 mai 1937, le pèlerinage national d'Ivanka à Bradlo commença, couronné par les festivités légionnaires de Zborov. Lors de la dernière fête, en avril 1938, associée au souvenir de la création de la Légion tchécoslovaque en Italie, trois appareils militaires survolèrent le monument d'Ivanka.

Outre le monument de Bradlo, et celui plus officiel quoique plus modeste d'Ivanka, des plaques commémoratives furent dévoilées et des monuments furent érigés en l'honneur de Štefánik dans d'autres villes de Tchécoslovaquie : en Slovaquie, des statues à son effigie à Myjava (en 1921), à Trnava (1924), à Levice, à Trenčín, à Predmier près de Žilina et à Bratislava. La majorité d'entre elles furent construites et proposées à la suite d'initiatives locales, individuelles ou associatives qui éclairèrent sur leurs objectifs et leurs activités dans des publications de circonstance⁵³. L'une d'elles évoque la statue de Myjava :

L'histoire nous montre d'innombrables monuments, simples ou grandioses, destinés à prolonger le souvenir des morts pour l'éternité. On peut dire qu'il existe deux sortes de monuments : les monuments qui sont des monuments du pouvoir, construits par lui et consacrés à l'accomplissement d'une œuvre exceptionnelle – ce sont les monuments des souverains comme le sont ceux des pharaons. La deuxième catégorie est constituée de monuments qui sont nés du respect pour la grandeur morale, ce sont les monuments

53. Jaroslav DVOŘÁK, «Historia pomníku Štefánikovho na Myjave» [« Histoire du monument à Štefánik de Myjava »], in *Dr. Milan Rastislav Štefánik a jeho prvý pomník na Myjave. K slávnosti odhalenia pomníka dňa 10. júla 1921 roku* [M. R. Štefánik et son premier monument à Myjava : inauguration solennelle du 10 juillet 1921], Myjava, Telocvičná jednota Sokol, pp. 40-48.

civiques. Et le monument à Štefánik est précisément un monument construit pour un grand citoyen... Le monument à Štefánik est un monument que nous dédions à notre liberté nationale⁵⁴.

À Trnava, l'érection d'une statue à Štefánik fut initiée par le comité local de la Matica slovenská aux fins de répandre « le sentiment slovaque, l'esprit slovaque, l'amour de la langue et de la culture slovaque⁵⁵ ». En outre, Trnava essayait de se faire une réputation nationale en étant la première ville après Myjava à construire un tel monument. Au Bradlo, Beneš n'avait fait que poser la première pierre et avait mentionné la crainte de Štefánik que l'histoire oublie ses mérites. La *Matica* de Trnava voulait montrer que

Štefánik a parcouru un chemin que peu d'hommes peuvent parcourir dans le monde : le chemin conduisant au cœur de la nation. Štefánik est devenu le héros de sa nation slovaque.

L'un des initiateurs du recueil apporte le témoignage de gens ordinaires fascinés par Štefánik, qui en parlent, qui fabriquent et vendent sur le marché des photographies encadrées, des figures en fer-blanc martelé, en cire d'abeille ou en tout autre matériau disponible. On estima très vite que le monument du Bradlo rappellerait

les belles légendes sur le pionnier et les fondateurs de la République tchécoslovaque aux générations futures [et que] la statue de maître de Trnava resterait pour toujours le symbole du grand amour de son pays natal pour son héros⁵⁶.

Les avatars du Bradlo depuis 1939

« Les roques des statues » – comme Ľubomír Lipták⁵⁷ a qualifié le résultat des phases iconoclastes qui ont suivi les changements de régime – n'ont altéré qu'en partie ce premier enchantement de la société slovaque pour Štefánik. Ni la fin de la Première République après Munich, ni l'octroi de l'autonomie slovaque, ni la situation de satellite quasi indépendant de la Slovaquie dans l'ombre d'Hitler, ni les pertes territoriales – y compris de localités qui comptaient des monuments à Štefánik (Komárno, Levice) – n'ont nui au monument du Bradlo. En mai 1939, pour le 20^e anniversaire de l'accident de Štefánik, la commémoration de Bradlo devait se dérouler en présence de la nouvelle élite gouvernementale. Lorsque la rumeur commença à se répandre que l'orateur principal devait être Béla Tuka, les habitants de Košariská, furieux, emmenés par leur maire Ján Mikulčík, composèrent une

54. J. HOFMAN, «O význame pomníka M. R. Štefánika» [Sur la signification du monument à M. R. Štefánik], in *Dr. Milan R. Štefánik a jeho prvý pomník na Myjave* [Štefánik et son premier monument à Myjava], pp. 51-52.

55. *Slávnosť odhalenia pomníka gen. Štefánika v Trnave 19. X. 1924* [Inauguration solennelle du monument Štefánik à Trnava le 10 octobre 1924], Trnava, Miestny odbor Matice slovenskej.

56. Ján GLEIMAN, «Štefánik a Slováci!» [Štefánik et les Slovaques], in *Slávnosť odhalenia pomníka gen. Štefánika v Trnave 19. X. 1924, op. cit.*

57. Ľubomír LIPTÁK, «Rošády na piedestáloch», in *Storočie dlhšie ako sto rokov* [Un siècle plus long que cent ans], Bratislava, Kalligram 1999, pp. 311-350.

grande pancarte sur laquelle ils inscrivent l'avertissement suivant : « Que celui qui a détruit ce que Štefánik a construit ne pénètre pas en ce lieu qui est saint pour chaque Slovaque » et qu'ils placèrent au-dessus de l'entrée principale du monument. D'autres opposants au choix des participants aux commémorations déposèrent des panneaux identiques⁵⁸.

Le monument de Bradlo affirma sa fonction de lieu de la mémoire combattante. Contre la politique gouvernementale. La mémoire régionale contre la mémoire du centre, la liberté contre l'oppression. La commémoration officielle avait exigé que les protestants pro-tchécoslovaques ne s'approprient pas Štefánik qui appartenait à toute la nation. Les évêques de l'Église protestante, V. P. Čobrda et Samuel Š. Osuský, rassemblèrent la jeunesse protestante pour des festivités en l'honneur de Štefánik des 20 et 21 mai 1939. Čobrda était d'accord pour affirmer que « Štefánik appartient à l'ensemble de la nation slovaque, parce que tant qu'il vécut, il eut dans le cœur la nation dans son ensemble ». Mais il s'en tint aux valeurs professées par Štefánik :

Personne ne peut qualifier quiconque de malédiction de la nation ou d'abcès sur son corps au simple motif qu'il a une autre conviction religieuse... La nation slovaque de Štefánik était composée – sans distinction d'origine, d'état, de confession – de tous ceux qui se sentaient et étaient véritablement slovaques, qui aimaient la nation slovaque, qui étaient prêts à travailler, à combattre, à souffrir et à mourir pour elle.

C'est pourquoi il en appela la jeunesse protestante à ce que Štefánik reste pour elle « le phare brillant pour un autre chemin de vie ». Malgré la tonalité protestante de la cérémonie et l'accent mis sur l'amour, le travail et la concorde, l'événement devait renforcer la résolution des participants à garder leur idéal et à lutter contre les injustices⁵⁹. Au cours de l'Insurrection nationale slovaque de l'été 1944, Štefan Čúvala et d'autres habitants de Brezová devinrent partisans au sein de la Première brigade tchécoslovaque qui, comme la 2^e brigade, s'appelait « Štefánik ». Cinq unités militaires de la résistance et un train blindé portaient le même nom.

Le régime communiste dévalorisa Štefánik comme il le fit de Masaryk et de la mémoire de la Première République. La majorité des statues de Štefánik disparurent des espaces publics. Le régime laissa littéralement tomber en ruine le monument d'Ivanka. Il n'entretint pas le monument de Bradlo, mais n'osa pas l'éliminer. Les familles et quelques enseignants plus audacieux continuaient ainsi à se rendre en ces lieux. L'atmosphère suggestive et solennelle du monument du Bradlo résidait en cela que l'on n'oubliait pas Štefánik, qu'il continuait à vivre dans le souvenir familial et dans le folklore populaire. Une monographie rédigée sur la base de documents d'archives par Ľudovít Holotík s'efforça de présenter Štefánik comme un agent de l'impérialisme français et

58. *Ibidem*, p. 331; – Apfel, *op. cit.*, pp. 62-63.

59. V. P. ČOBRDA & S. ŠT. OSUSKÝ, *Slávnostná reč, Príležitostná kázeň Slova Božieho. Štefánikove oslavy na Bradle 20. a 21. mája 1939...* [Discours solennel : prédication de la Parole divine. Célébrations Štefánik à Bradlo les 20 et 21 mai 1939], publié par l'Alliance de la jeunesse évangélique en Slovaquie et imprimé chez Daniel Pažický à Myjava.

de démythifier son image en brossant le portrait des insuffisances, réelles ou inventées, de l'homme⁶⁰. L'ouvrage provoqua un énorme conflit entre l'historiographie idéologisée et le souvenir populaire.

Lors des premières cérémonies du souvenir de Bradlo qui se déroulèrent, après une longue interruption, les 4 et 5 mai 1968, on entendit retentir le slogan fort peu tolérant de jeunes étudiants irrespectueux et d'humeur révolutionnaire : « Nous brûlerons Holotík sur le mausolée Štefánik⁶¹ ». Le processus d'éveil tchécoslovaque, le grand combat pour un « socialisme à visage humain » et la démocratisation de la société permirent une grande manifestation populaire. Entre 100 000 et 120 000 personnes y participèrent. Comme lors de l'enterrement de Štefánik, un train fut mis à disposition pour se rendre de Bratislava à Bradlo. Cette fois, il était rempli essentiellement d'étudiants. Les orateurs officiels vinrent en automobile, la vieille génération des campagnes morave et slovaque, y compris quelques chorales, choisirent l'autobus. L'atmosphère était printanière, ardente, joyeuse, optimiste. Personne ne prêtait la moindre attention aux embouteillages provoqués par des routes toujours aussi étroites. Le président du Conseil national slovaque, Ondrej Klokoč, prononça le discours solennel, mais il y eut beaucoup d'autres d'orateurs. Dans les discours, le souvenir de Štefánik penchait plutôt vers la démocratisation de la société et la fédéralisation de la République. On discuta et l'on chanta encore tard dans la nuit. L'hymne poétique *Kto za pravdu horí*, célébrant les combattants pour les droits de l'homme, retentit, tout comme l'incisive chanson populaire « Slovaque je suis et je resterai, je continuerai à porter mes bottines noires...⁶² ». Le dimanche, l'église et le temple de Brezová étaient bondés. Naturellement, à Bradlo, les petits groupes de participants étaient d'orientations politiques différentes, porteurs d'une anamnèse familiale et d'une mémoire différente. Malgré la longue période de propagande communiste, ils se réjouissaient de la libéralisation politique et voulaient que la société se développât selon leurs vœux ; et en premier lieu librement⁶³.

L'ancienne fiancée de Štefánik, la marquise Giuliana Benzoni, visita le monument pour la dernière fois le 8 août 1968, juste avant l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Bien que la présidence du Conseil national slovaque ait déclaré, par sa décision n° 99 du 6 juin 1968, le monument de Bradlo comme monument du souvenir national et culturel, le régime revint à la période précédente sur le plan idéologique : Štefánik était *persona non grata*. La rapide reconstruction qu'exigea l'Institut slovaque d'entretien du souvenir et de la protection de la nature [*Slovenský ústav pamiatkovej starostlivosti a ochrany prírody*] fut préparée sur le papier, mais ne se concrétisa pas.

60. Ľudovít HOLOTÍK, *Štefánikovská legenda a vznik ČSR [La légende Štefánik et la création de la Tchécoslovaquie]*, 2^e éd., Bratislava, Vydavateľstvo Slovenskej akadémie vied, 1958, 513 p., 1960.

61. Na mohyle Štefánika upálime Holotíka.

62. Slovák som aj Slovák budem, čierne čižmy nosiť budem...

63. Souvenir personnel de l'auteur.

Ni le Parti ni le gouvernement n'organisèrent de cérémonie officielle au Bradlo ou à Ivanka. Les cérémonies non officielles étaient surveillées de près. De petits groupes de touristes se rendaient au Bradlo, des rencontres de petits groupes de dissidents, de la jeunesse chrétienne ou de défenseurs de l'environnement s'y déroulèrent. Bien que la dégradation du monument commençât à les irriter, la situation ne fit qu'empirer jusqu'à la deuxième moitié des années 1980.

Le ministère de la Culture de la République slovaque mit en garde les organes compétents du Comité central du parti communiste de Slovaquie (ÚV KSS) devant la dégradation du monument provoquée par les intempéries et demanda une autorisation de rénovation. Dès 1985, ils étaient prêts à s'occuper de ce problème. Ils demandèrent sa position à Viliam Plevza, directeur du Département de marxisme-léninisme et la prirent en compte. Dans le cas de Bradlo, il fut décidé de respecter au maximum le projet original de Jurkovič. On peut estimer qu'il s'agissait d'une victoire des techniciens sur les apparatchiks puisque ses collègues parvinrent à convaincre Plevza de renoncer à transformer le monument du Bradlo en monument à la libération nationale et à l'Insurrection nationale slovaque (SNP⁶⁴) et donc à noyer par là même le monument à Štefánik sous une chape idéologique abstraite. Les réparations furent autorisées en 1987, en vue des festivités nationales des 70 ans de la création de la Tchécoslovaquie.

La municipalité et les habitants de Brezová et d'Ivanka furent très intéressés par la restauration et l'entretien du monument, mais sans bénédiction du sommet, dans un pays dirigé par les communistes, les actions locales n'avaient aucune chance de succès. Sans décision prise au plus haut niveau, il n'était pas pensable que le renouveau du monument de Bradlo puisse être inscrit au programme électoral du département de Senica pour les années 1986-1990. En 1987, les 70 000 premières couronnes furent mises de côté à cette fin par les autorités départementales et municipales. Le 28 octobre 1988, au pied de Bradlo, le pouvoir officiel installait une plaque dont le texte reconnaissait les mérites de Štefánik dans la création de la Première République tchécoslovaque et soulignait la tradition de résistance inspirée par la personnalité de Štefánik. Elle taisait que les partisans de l'indépendance slovaque et les critiques de l'Insurrection nationale slovaque s'en réclamaient également. La glace commença à fondre également à Ivanka qui, comme dans l'entre-deux-guerres, profita de ses relations internationales. Grâce à sa fanfare municipale, Ivanka conclut en 1983 et 1986 un jumelage avec le village français de Vouziers près de Verdun. Les originaires de Tchécoslovaquie de cette commune invitèrent la fanfare à jouer à l'occasion des festivités de la fin de la Première Guerre mondiale et à commémorer cet événement au pied du monument local. Lorsqu'en 1987, Ivanka s'apprêta à rendre l'invitation, les musiciens locaux firent tout pour obtenir l'accord discret des autorités compé-

64. APFEL, *op. cit.*, pp. 86-87.

tentes pour remettre en état le monument et ses environs afin de ne pas en avoir honte. Il apparut que des travaux plus importants étaient nécessaires, pour lesquels les finances municipales ne suffisaient pas; l'ingénieur F. Hässler, alors président de la commission de construction du Conseil national de la ville, écrivit en mars 1988 à l'historien Viliam Plevza, membre du Comité central du parti communiste de Slovaquie, une lettre dans laquelle il sollicitait une évaluation objective de Milan Rastislav Štefánik par l'historiographie slovaque afin d'entretenir le monument et d'éduquer le public dans le respect à son égard⁶⁵. Puis les travaux démarrèrent: des citoyens, des étudiants de Bratislava et des militants de l'Alliance slovaque des défenseurs de la nature et du paysage constituèrent des brigades. Ils restaurèrent si bien le monument d'Ivanka que François Mitterrand put s'y arrêter lors de sa visite officielle en Tchécoslovaquie.

Pour les dissidents slovaques, Štefánik et le mausolée de Bradlo sont restés partie intégrante du combat pour la liberté. Le 4 mai 1989, emmenés par Hana Ponická et Ján Čarnogurský, ils exigèrent la réhabilitation complète de M. R. Štefánik et prirent le risque de dire tout haut ce que ressentait la presque totalité de la société slovaque. Hana Ponická prit l'initiative d'un pèlerinage à Bradlo immédiatement après la révolution de velours, à une date inhabituelle, le 9 décembre 1989, au lendemain de la démission de Gustáv Husák de ses fonctions de président de la République. Le 5 mai 1990, six mois après la chute du régime totalitaire, le président de la République, Václav Havel, et le président de l'Assemblée nationale, Alexander Dubček, commémorèrent ensemble à Bradlo Štefánik et les valeurs qu'il incarnait pour eux. De son côté, l'opinion était surtout insatisfaite du mauvais état général du monument et l'on commença à en appeler à une accélération de sa restauration. La société civile, les organisations non gouvernementales et surtout l'administration municipale jouèrent un rôle important dans la restauration et l'entretien du mausolée et l'amélioration de son environnement. Le 2 mai 1993, la Société Milan Rastislav Štefánik et la Fondation Milan Rastislav Štefánik réunirent une assemblée de citoyens à l'occasion des 65 ans du monument et exigèrent un investisseur et une conclusion rapide des travaux. À partir de novembre 1991, l'investisseur, la municipalité de Brezová pod Bradlom, mit tout en œuvre pour protéger le monument national. Entre 1989 et 1996, il dépensa au total 47 240 000 couronnes slovaques – dont 11 millions du fond Pro Slovakia du ministère de la Culture, 35 840 000 couronnes du budget de l'État et 400 000 couronnes recueillies par l'Alliance slovaque des combattants antifascistes (*Slovenský zväz protifašistických bojovníkov, SZPB*). La municipalité de Brezová pod Bradlom

65. F. HÄSSLER, *Milan Rastislav Štefánik*. Bratislava, 2007, manuscrit (en cours de publication).

dépensa près d'un million de couronnes sur ses ressources propres ou grâce à des donations de mécènes pour réaliser une zone d'accès comprenant un parking⁶⁶.

Les difficultés de restauration du mausolée entre 1987 et 1996 symbolisent en quelque sorte la période de transition en Slovaquie. Pour le dire mieux, c'est comme si ces problèmes s'y reflétaient. Personne n'interdisait à personne les cérémonies commémoratives, mais les participants traditionnels étaient surpris de leur forme, d'une sorte de combat pour l'espace entre différents groupes et différents discours politiques qui étaient totalement étrangers à l'esprit de Štefánik. Tous les visiteurs du monument ne s'y comportaient pas comme il sied en un tel lieu. Le mausolée est éclairé par l'électricité et par les quatre foyers allumés chaque année le 3 mai.

Au Bradlo, le souvenir local et le souvenir national se rencontrent d'une manière particulière. Ce lieu ne se banalise pas et attire le plus grand nombre de visiteurs dans des moments décisifs ou lors des transformations politiques. Des visites gouvernementales y ont lieu, les présidents de la République slovaque et les hôtes étrangers s'y rendent. Il n'est toutefois pas devenu partie du protocole officiel, mais plutôt objet de visites volontaires motivées par l'amour et le respect pour le lieu. L'opinion slovaque observe si l'élite de l'État remplit ses obligations à l'égard de la nation. Elle-même privilégie les visites touristiques, savoure l'agréable promenade et le beau panorama qu'offre l'ascension. Et même le participant le plus sobre se surprend, comme sans doute Ľubomír Lipták l'a observé pour lui-même, à « ressentir quelque chose d'identique aux sentiments éprouvés sur le Krivaň ou au sommet du Devin⁶⁷ ». Ceux qui ont placé dans cet environnement naturel magnifique ce lieu de mémoire slovaque connaissaient le goût de leurs concitoyens⁶⁸.

Trad. Étienne Boisserie

66. Toutes ces données sont tirées de V. APFEL, *op. cit.*, pp. 126-127. L'auteur résume avec précision les rénovations : changement de 280 mètres cubes de blocs de travertin endommagés, soit plus du quart du volume du mausolée. Par ailleurs, l'ancienne enveloppe du mausolée fut retirée, un nouveau revêtement fut réalisé sur une surface de 4 163 m². Avant de reposer les secteurs pavés, le système de canalisation fut révisé, complété et raccordé au système général d'évacuation. Les marches endommagées et les vasques furent réparées, l'ensemble de l'enveloppe du monument fut hydrofugé, c'est-à-dire chimiquement protégé contre les intempéries. Un éclairage du monument fut installé. Dans le cadre des travaux de restauration, les plaques gravées originales et les reliefs de couronne du tombeau furent remplacés par des copies. Les pierres portant des inscriptions chronologiques et le nom du concepteur du monument furent restaurés.

67. Ľubomír LIPTÁK, *op. cit.*, p. 326.

68. Cette étude a été préparée avec le soutien de l'Agence pour la recherche et le développement, projet « La Slovaquie au xx^e siècle » AP VV 51-017105.

La figure d'Andrej Hlinka comme lieu de mémoire slovaque

par

Dušan KOVÁČ

Vice-président de l'Académie slovaque des sciences

Les lieux de mémoire historique nationaux sont habituellement associés à des lieux de mémoire concrets, à des monuments, à des noms de rue, etc. Mais des personnalités historiques précises peuvent aussi devenir de tels « lieux » de mémoire historique auxquels sont liées une mythologie et une lutte pour l'interprétation de leur « rôle » historique dans l'histoire nationale. La conscience historique slovaque en compte quelques-uns.

Il faut tout d'abord dire que quand nous étudions les lieux de mémoire sous leur forme monumentale, nous constatons que la mémoire historique slovaque ignore quasiment un type de représentation très fréquente et habituelle chez les peuples voisins : la statue équestre. L'absence de cheval dans la conscience historique slovaque est en effet une manifestation assez frappante. Au cours de la période la plus récente, il existe bien le capitaine Nálepka, combattant du Soulèvement national slovaque (SNP), mais c'est plutôt une exception. Même les figures de la Grande-Moravie du ix^e siècle sont en général représentées sans chevaux, tout comme les combattants du soulèvement de 1848-1849 ou la toute nouvelle mythologisation qui entoure Jozef Miloslav Hurban, pasteur protestant et chef du soulèvement slovaque de 1848-1849, à Žilina. Cela dépend aussi d'un type de mémoire historique et en même temps d'un certain stéréotype qui apparaît dans l'interprétation du parcours national slovaque. Cela a été formulé dans les essais de Vladimír Mináč des années 1960 quand il a interprété l'histoire slovaque non comme celle de combattants ou de rois, mais comme l'histoire du « peuple travailleur » et aussi comme celle d'acteurs-éveilleurs dévoués¹. Les élites nationales slovaques sont donc plutôt représentées par le buste d'un homme sage et pensif, d'un prêtre qui se sacrifie, d'un poète assis et méditatif. Le général français Milan Rastislav Štefánik est une exception qui confirme la règle : mais il est présenté en tenue d'aviateur ou de général français. Le type du combattant les armes à la main ne se manifeste qu'en relation avec le Soulèvement national slovaque d'août 1944. L'autre stéréotype mythologisant de la mémoire historique slovaque

1. Vladimír MINÁČ, *Dúchanie do pahrieb* [Souffler sur les braises], Bratislava, 1970.

représente la nation comme endormie pendant des siècles ou comme une survivante, une sorte de « Belle au bois dormant ». Toute la conception de la renaissance nationale, qui a exigé une pléiade d'« éveilleurs nationaux », est fondée sur ce stéréotype.

L'une des figures d'éveilleurs – qui se traduit dans la mémoire nationale slovaque sous des formes diverses – est Andrej Hlinka : pour beaucoup, il clôt ce panthéon slovaque.

Qui est-il ? Un prêtre catholique né en 1864 à Černová sous Ružomberok dans une famille de paysans pauvres. Comme prêtre de la partie catholique de Liptov, il fut dès sa jeunesse un activiste national slovaque. L'encyclique du pape Léon XIII *Rerum novarum* de 1891 l'a aussi incité à l'action politique. Il a d'abord agi dans le cadre du parti populaire du comte hongrois Zichy ; puis, ce parti n'étant pas disposé à s'opposer à la magyarisation gouvernementale, Hlinka et quelques activistes slovaques ont organisé leur propre parti populaire. Le catholicisme et l'agitation nationale sont devenus les deux piliers de son action politique. Après les élections de 1906, il entra en conflit avec son supérieur, Mgr Parvy, à la suite de quoi il fut temporairement suspendu. Suivirent les événements de Černová de 1907, qui provoquèrent quinze morts parmi les fidèles de la commune qui protestaient contre la consécration forcée de leur église par un prêtre autre que Hlinka, natif de Černová. Ces événements eurent pendant un temps les honneurs de la presse mondiale et Hlinka devint du jour au lendemain un héros national [pl. XVII]. Après des années de passivité pendant la Première Guerre mondiale, à son extrême fin, Hlinka fut même le cofondateur de la Tchécoslovaquie. C'est lui qui organisa une rencontre secrète des hommes politiques slovaques à Saint-Martin de Turiec au cours de laquelle il prononça ces paroles fameuses :

Ne contournons pas le problème, disons ouvertement que nous sommes pour l'orientation tchéco-slovaque. Le mariage millénaire avec les Hongrois a échoué. Nous devons divorcer².

Hlinka exprimait donc ce que tous les hommes présents ressentaient, mais il est caractéristique que ce soit lui qui ait précisé le programme à venir des Slovaques avec autant de franchise. Ensuite, dans l'entre-deux-guerres, il a été le principal représentant du mouvement autonomiste slovaque. Il mourut en août 1938, juste avant que l'autonomie de la Slovaquie ne soit proclamée dans le cadre de la Tchéco-Slovaquie.

Il manque dans l'historiographie slovaque une biographie solidement étayée d'Andrej Hlinka. Il est vrai que la biographie historique n'était pas un genre particulièrement en vogue dans l'historiographie slovaque, et spécialement sur Andrej Hlinka qui n'était pas totalement tabou pendant le régime totalitaire communiste, mais plutôt mis en marge en raison de son état de prêtre catholique et du fait que son nom avait été utilisé à mauvais escient par ses successeurs avaient tristement baptisé de son nom les unités paramilitaires

2. Slovenská národná knižnica (Bibliothèque nationale slovaque), Archív literatúry a umenia, Fond SNR – 564, II-4.

– les Gardes de Hlinka – et organisé de façon totalitaire la jeunesse (les Jeunesses de Hlinka) sur le modèle du *Hitlerjugend* nazi ; mais il est surprenant que, même après 1989, n'ait paru aucune biographie de fond sur un personnage qui avait influencé la société slovaque pendant tout l'entre-deux-guerres. On ne compte au niveau scientifique que quelques études et articles³. Par ailleurs, il existe pléthore d'écrits hagiographiques et non critiques. Cette réalité explique évidemment en partie le « mythe Hlinka ».

L'ordre et la hiérarchie du panthéon historique slovaque se reflètent aussi sur les billets de banque slovaques⁴. Sur le billet de la plus haute valeur faciale (5 000 couronnes), on trouve Milan Rastislav Štefánik ; sur le deuxième (1 000 couronnes), c'est Hlinka qui est représenté. Le troisième, d'une valeur de 500 couronnes, figure Ľudovít Štúr ; le billet de 200 couronnes est consacré à Anton Bernolák (dont le portrait, bien qu'il ait vécu à la charnière du XVIII^e et du XIX^e siècle, est inconnu, ce qui signifie que toutes ses représentations sont de pures fictions artistiques) ; le billet de 100 couronnes représente la madone de l'œuvre du Maître Pavel de Levoca, celui de 50, les saints Cyrille et Méthode, et la plus petite coupure, de 20 couronnes, le prince Pribina, de la principauté de Nitra, d'avant la Grande Moravie. Il est intéressant de noter l'ordre des quatre premiers d'un point de vue de l'appartenance religieuse : Štefánik était protestant, lui succède le catholique Hlinka, puis le protestant Štúr et le catholique Bernolák. Les billets de plus faibles valeurs sont des personnalités antérieures à la coupure du monde catholique, la Réforme. Il est heureux que la Slovaquie entre dans la zone euro en 2009, car dans le cas contraire, cela aurait posé un sérieux problème : l'inflation aurait progressivement conduit à émettre un billet de valeur plus haute, de 10 000 couronnes. Selon la règle d'alternance que nous avons constatée, il aurait fallu y mettre un catholique : qui aurait-on pu mettre qui soit meilleur que Hlinka et plus célèbre que Štefánik ?

L'ordre évoqué des quatre billets : protestant – catholique – protestant – catholique, est intéressant à un autre titre. La Slovaquie est un pays à dominante catholique, mais les protestants sont à la première et à la troisième place. Cela témoigne d'une plus grande activité des protestants au sein du mouvement national après l'édiction de la patente de tolérance de Joseph II en 1781 ; cela a aussi été la raison pour laquelle certains hommes politiques catholiques contemporains ont demandé que l'histoire slovaque soit réécrite du point de vue catholique. Des tentatives de ce type ont eu lieu, mais elles

3. Ľubomír LIPTÁK, « Andrej Hlinka », dans Dušan Kováč a kol., *Muži deklarácie* [Les hommes de la Déclaration], Martin, 1991, Bratislava, 2000 ; quelques articles ont également une base scientifique : dans František Bielik, Štefan Borovský (éd.) « Andrej Hlinka a jeho miesto v slovenských dejinách », [A. H. et sa place dans l'histoire slovaque], Bratislava, 1991. En plus de cela ont été publiées quelques études sur des aspects partiels de la vie et de l'action de Hlinka.

4. Lors de la réflexion préparatoire sur les billets et les monnaies slovaques, l'Institut d'histoire de l'Académie slovaque des sciences a été consultée pour avis. Il a préconisé de ne pas utiliser des personnalités politiques mais de se concentrer sur des représentants de la science et de la culture. Les autorités n'en ont pas tenu compte.

n'ont pas abouti parce que l'histoire nationale slovaque s'est formée dès le début comme aconfessionnelle et qu'en pratique, depuis l'époque de Štúr, dans le mouvement national, les tendances unificatrices se sont imposées, c'est-à-dire que la formation de la nation n'a pas eu lieu sur une base confessionnelle, mais sur une base culturelle nationale, linguistique, et sur la base d'un programme politique national⁵.

L'exemple des billets de banque montre toutefois que Hlinka est dans la mémoire historique contemporaine l'homme politique catholique le plus connu de l'histoire. Ce n'est pas négligeable pour un curé de la petite ville de province Ružomberok, dont le niveau d'éducation ne dépassait pas le séminaire, qui ne possédait aucune langue mondiale, n'a écrit aucune œuvre significative et dont l'horizon politique était assez étroit : cela ne pouvait être un handicap dans le royaume de Hongrie, jusqu'à la Première Guerre mondiale, où la politique était limitée aux réunions ou aux disputes préélectorales locales, mais se révéla insuffisant sous la Première République quand la politique intérieure influençait fortement et limitait la position internationale de l'État. Mais cette vision et ce jugement sur la personnalité d'Andrej Hlinka qu'on peut trouver dans la modeste littérature scientifique qui lui est jusqu'ici consacrée, ne correspondent pas aux avis de l'opinion slovaque divisée à son sujet. D'un côté, il a ses partisans qui le considèrent d'une manière totalement acritique, le qualifient de « père de la nation slovaque » et refusent toute réserve des spécialistes. D'un autre côté, une part de l'opinion continue de le voir en relation avec la politique de collaboration et le régime de l'État slovaque de 1939 à 1945, ce qui n'est pas non plus en accord avec les appréciations de l'historiographie scientifique. Dans une certaine mesure, on peut imputer cette déformation à l'héritage du régime communiste.

Andrej Hlinka est devenu un mythe déjà de son vivant, et donc un lieu de mémoire de la société slovaque⁶. Il a été arrêté et emprisonné pour sa participation au mouvement national, avant de l'emporter finalement auprès du pape dans son conflit avec l'évêque Parvy : ce n'était pas habituel au sein de l'Église catholique, qui est fondée sur la hiérarchie et le principe de l'obéissance. Le public lui réserva un accueil enthousiaste, en particulier les étudiants lors de sa tournée triomphale de conférences en Bohême et en Moravie. Il était un excellent orateur et aussi un populiste qui savait enflammer les foules. Dans l'histoire moderne des Slovaques, il était la première figure de ce type. Avant même la Première Guerre mondiale, il prononça cette phrase célèbre que l'on considère jusqu'à aujourd'hui comme son credo,

5. Sur le programme national slovaque (Slovak master narrative), voir Gernot HEISS, «Árpád v. Klímó», Pavel KOLÁŘ & Dušan KOVÁČ, «Habsburg's Difficult Legacy: Comparing and Relating Austrian, Czech, Magyar and Slovak National Historical Master Narratives», dans Stefan Berger, Chris Lorenz (eds.), *The Contested Nation, Ethnicity, Class, Religion and Gender in National Histories*, European Science Foundation, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2008, pp. 367-404.

6 Dušan KOVÁČ, «Andrej Hlinka – bojovník za slovenský štát?» [A. H., combattant pour l'État slovaque], dans Eduard KREKOVIČ, Elena MANNOVÁ & Eva KREKOVIČOVÁ (éd.), *Mýty naše slovenské* [Nos mythes slovaques], Bratislava 2005, pp. 174-180.

mais qui est difficile à comprendre : « Moi, je resterai fidèle jusqu'à mon dernier souffle à ma devise : une vie pour Dieu, la liberté pour la nation⁷ ». Hlinka croyait du reste en son propre mythe et en sa mission de protecteur de la nation. Croyant en son mythe, il s'est laissé convaincre par le renégat slovaque Frantisek Jehlicska – qui travaillait au profit de la politique irrédentiste hongroise – de se rendre en 1919 à la Conférence de la Paix à Paris, où il essaya de demander l'autonomie pour les Slovaques. Il devint ainsi le principal représentant du mouvement autonomiste. Le parti populaire slovaque fut rebaptisé en 1925 parti populaire slovaque de Hlinka. Voir Hlinka, cela devint pour de nombreux Slovaques un événement mémorable de leur vie. Le culte dont il était l'objet dans une partie de la société a franchi les générations et les méfaits de l'ère totalitaire [pl. XVII].

La lutte autour de Hlinka comme « lieu de mémoire » a commencé peu après sa mort en août 1938. C'était l'époque où l'agressivité hitlérienne croisait, où la République tchécoslovaque était directement menacée, menace qui devint massive et immédiate après l'*Anschluss*. Hlinka avait été indiscutablement un des cofondateurs de la République tchécoslovaque et c'est pourquoi les partisans de cette République invoquaient sa mémoire. Tiso commença, au moment même des obsèques de Hlinka, quand il déclara que la main de Hlinka indiquait la direction de la conservation de la République. À noter deux choses intéressantes à ce propos : un an plus tard, quand on transporta la dépouille de Hlinka dans son mausolée à Ružomberok, Tiso prit à nouveau la parole mais dans un sens tout à fait différent ; deuxième point : le discours tenu lors de l'enterrement fut publié le lendemain par le quotidien *Slovák* et la phrase concernant la main de Hlinka montrant la Tchécoslovaquie n'avait pas été retenue par la rédaction dans la version écrite ; on ne sait pas si cela s'est passé avec ou sans l'accord de Tiso.

Ce deuxième cas fait partie d'un retournement fondamental dans l'interprétation d'Andrej Hlinka, qui s'est produit fondamentalement sous l'État slovaque d'après mars 1939. Peu après la mort de Hlinka parut à Paris un ouvrage intitulé *Le véritable Hlinka* : son auteur n'était autre que le fameux renégat slovaque, qui travaillait pour les services de l'irrédentisme hongrois, Frantisek Jehlicska. Dans ce livre, Hlinka est ouvertement présenté comme un adversaire déterminé de tout ce qui est tchèque et comme un homme politique qui a combattu pour l'indépendance de la Slovaquie et sa séparation des Pays tchèques. Le fait que ce livre, écrit plus tôt, soit sorti précisément juste après la disparition de Hlinka, est significatif le « vrai » Hlinka ne pouvait plus se défendre contre l'image déformée que Jehlicska en donnait au public. Cette tendance est devenue dominante après la naissance de l'État slovaque. La plus grande place de Bratislava fut baptisée place Andrej Hlinka, une plaque commémorative à Hlinka fut placée sur la façade du bâtiment de la Tatra banka. En août 1939, le chef du gouvernement de

7. *Slovenské ľudové noviny*, 9 septembre 1911.

l'État slovaque (et déjà potentiellement président et « vodca⁸ ») Jozef Tiso ne parlait plus de la main de Hlinka indiquant la Tchécoslovaquie : « Cet État est le fruit d'un abaissement millénaire slovaque et non le reste d'une union tchécoslovaque détruite. Cet État est devenu une réalité sur la base d'une décision unanime de tous les législateurs du Parlement slovaque élu, et non d'un *diktat* étranger ou d'un putsch intérieur⁹ ». Ainsi Tiso, en tant que successeur de Hlinka et représentant officiel de l'État slovaque, réduisait la politique de son prédécesseur à l'État slovaque indépendant, ce qui était en contradiction avec les intentions politiques réelles de Hlinka.

Hlinka était déclaré combattant pour un État indépendant slovaque et son créateur spirituel. On baptisa du nom de Hlinka les criminelles Gardes de Hlinka et leurs sections auxiliaires, et toute la jeunesse slovaque organisée sur l'exemple national-socialiste, comme nous l'avons vu, fut appelée Jeunesse hlinkiste.

Hlinka est ainsi resté dans la mémoire historique par ce qu'il n'était pas en réalité et par ce qu'il ne souhaitait pas être. Pendant toute sa vie, il s'était occupé de son culte ; après sa mort, il ne pouvait se défendre contre les impositions. Ainsi Hlinka reste-t-il dans la conscience slovaque rangé aux côtés de Tiso et de Tuka, lié à l'État slovaque. L'association qui a pris le nom de Hlinka s'occupe d'une tombe imaginaire de Tiso dans un cimetière où Tiso, selon toute vraisemblance, n'est pas enterré ; cette association propage sous le nom de Hlinka des idées nationalistes extrémistes. Et la société slovaque ne proteste pas parce qu'elle est en grande partie persuadée qu'Andrej Hlinka appartient à ce courant.

Le fait qu'on ne sache pas où est enterré le corps de Hlinka a contribué à sa mythologisation. On a construit en 1939 un mausolée à Ružomberok, ville où s'est déroulé l'essentiel de son activité. À la fin de la guerre, son corps a disparu du mausolée et personne ne sait où il est. Il y a quelques années, l'attention de l'opinion a été attirée par l'action d'un petit groupe de gens sur ce qu'on appelait le « vieux pont de Bratislava », reliant la ville à Petržalka. Ce pont avait été construit à la fin du XIX^e siècle, avait été détruit par l'armée allemande en retraite pendant la Seconde Guerre mondiale, puis rapidement reconstruit par l'Armée rouge, d'où lui vint pendant longtemps son nom de Pont de l'Armée rouge. L'historien en exil (lié à l'ancien parti populaire) Milan Ďurica affirmait que le corps d'Andrej Hlinka se trouvait dans un pylône du pont. Une recherche s'acheva par un fiasco et ses organisateurs se protégèrent de la risée publique en taisant l'entreprise. La vérité est que le corps d'André Hlinka s'est perdu en raison du déplacement du front : le mausolée de Ružomberok est resté vide. Cela excite jusqu'à aujourd'hui l'imagination de la société et contribue à la mythologisation de Hlinka.

8. Ce terme slovaque est l'équivalent de Duce et de Führer (NdT).

9. Jozef TISO, « Reč pri prenesení Hlinkových telesných ostatkov do mauzólea v Ružomberku 16. augusta 1939 » [Discours lors du transfert de la dépouille de Hlinka dans le mausolée de Ružomberok le 16 août 1939], dans Rudolf CHMEL (éd.), *Slovenská otázka v 20. storočí* [La question slovaque au XX^e siècle], Bratislava, 1997, pp. 267-268.



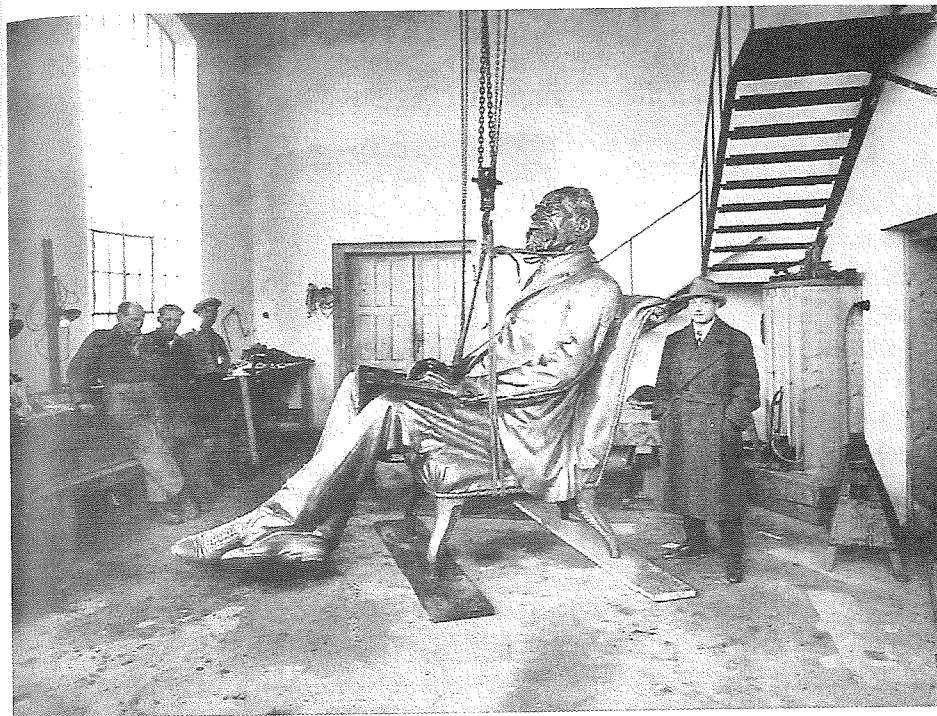
Andrej Hlinka dans sa jeunesse.



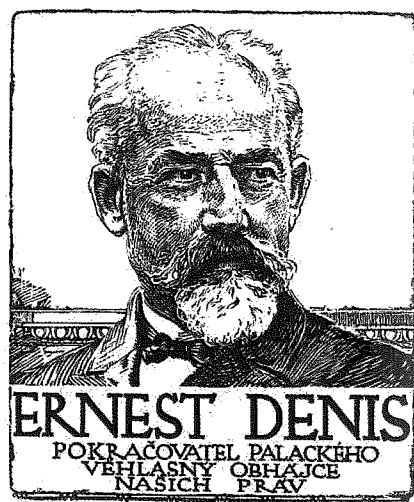
Hlinka à la fin de sa vie, devant l'église de Ružomberok.



Portrait d'Ernest Denis
(1849-1921).



Enlèvement de la statue d'Ernest Denis de l'atelier de Karel Dvořák.



Ernest Denis, « continuateur de Palacký
et défenseur célèbre de nos droits ».

ERNEST DENIS
POKRAČOVATEL PALACKÉHO
VĚHLASNÝ OBHAJCE
NAŠICH PRAV
Profesor dějepisu na Sorbonně.
Tvůrce a prvý vůdce českého odboje. Redaktor revue
„La Nation Tchéquo“.



La statue d'Ernest Denis sur la place de Malá Strana, à Prague.



La gare Ernest-Denis dans l'entre-deux-guerres.



Destruction de la gare Ernest-Denis dans les années 1970.

En 2007, le mythe Hlinka a pris une nouvelle forme. Certains députés du Parlement slovaque – le Conseil national de la République slovaque – ont présenté une proposition de loi visant à reconnaître les services d'Andrej Hlinka à la nation. De telles lois font partie de la tradition slovaque. Déjà sous la Première République, une loi avait reconnu les mérites du président Tomas Garrigue Masaryk. Après la naissance de la République slovaque indépendante, le premier à bénéficier d'une telle loi fut Milan Rastislav Štefánik. En 2007, toujours selon la hiérarchie des billets de banque, vint donc le tour de Hlinka. Deux propositions de loi ont été aussitôt élaborées : l'une venait du parti politique d'opposition, la mouvement démocrate-chrétien. La raison en était logique : la démocratie chrétienne est une force politique fondée sur les idées chrétiennes, mais dans la pratique politique c'est un parti catholique. Alors que la loi de reconnaissance à l'égard de Štefánik était adoptée, le vote de la demande concernant Hlinka se fit attendre. La deuxième proposition fut élaborée au sein du parti national slovaque, parti gouvernemental d'orientation nationaliste, et elle avait un caractère non démocratique incontestable. D'une part, elle demandait de proclamer Hlinka « père de la nation » : on retrouvait donc une nouvelle fois le mythe du « père », bon, prenant soin des siens, mais sévère aussi ; un père de la patrie implique des enfants, et ceux-ci sont constitués par la nation slovaque contemporaine. D'autre part, la proposition demandait également la criminalisation de toute critique contre Hlinka et de toute mise en cause de son nom. D'après les principes de la politique culturelle actuelle, une proposition de loi de l'opposition ne peut pas passer au Parlement. On a donc présenté la proposition gouvernementale, mais sans son volet criminalisant et ses postulats extrémistes. La nomination de « père de la patrie » n'a même pas été acceptée. Mais en contradiction avec la réalité historique, on a attribué à Hlinka le mérite de la République slovaque¹⁰. On a discuté cette loi non seulement au Parlement, mais aussi dans les médias. Ses adversaires ont souligné qu'une telle loi avait déjà été adoptée par le Parlement de la Slovaquie en 1939, donc par une assemblée qui avait adopté toute une série de textes non démocratiques tout comme les lois antijuives¹¹. En réalité, la loi de 1939 est très courte et objective, ce qu'on ne peut dire de la proposition initiale sortie du parti national slovaque, ni finalement de la loi finale adoptée par le Parlement. 94 députés sur 150 ont voté cette loi, 26 ont voté contre, 14 se sont abstenus et 2 n'ont pas voté ; les autres n'étaient pas présents. Au Conseil national de la République slovaque, on inaugura un buste de Štefánik et, même si ce fut avec retard et non sans problèmes, ainsi qu'un buste de Hlinka : avec cette affaire la question d'Andrej Hlinka était prématurément close comme lieu de mémoire. Mais en dehors de ce buste officiel et de la grande statue de Žilina, la Slovaquie n'abonde pas en

10. Loi n° 531/2007 du 26 octobre 2007, *Zbierka zákonov a nariadení Slovenskej republiky 2007* et décrets de la République slovaque, 2007]. La loi entra en vigueur le 1^{er} janvier 2008 et son titre complet était : «Zákon o zásluhách Andreja Hlinku o štátotvorný slovenský národ a o slovenskú republiku».

11. Loi n° 83/1939, *Slovenský zákonník* [Recueil des lois slovaques], 1939.

monuments dédiés à ce « presque père ». Les « lieux de mémoire » du temps de la guerre et de l'État slovaque ont été écartés et de nouveaux ne sont pas encore nés. Le lieu de mémoire le plus important et le plus significatif a donc bien été, jusqu'à la fin de l'année 2008, les billets de banque slovaques.

Trad. Antoine Marès

Le « culte » d'Ernest Denis dans la société tchèque aux XIX^e et XX^e siècles

par

Doubravka OLŠÁKOVÁ

Institut d'histoire contemporaine de l'Académie tchèque des sciences

À la fin du XIX^e siècle et lors de la première moitié du XX^e siècle, Ernest Denis a connu un écho extraordinaire dans la société tchèque. La position qu'il a acquise dans les années 1930 peut être comparée à un « culte », bien sûr privé de son acception soviétique ultérieure. Ce cheminement vers les sommets a été progressif et a connu plusieurs phases.

Dans la première, la société tchèque a trouvé en Denis le continuateur tant attendu de son historien national František Palacký. En raison du développement de l'historiographie européenne qui était passée du romantisme au positivisme et rendait impossible une synthèse de l'histoire nationale, le style d'écriture personnel de Denis fut particulièrement remarqué au milieu de la vague d'études factographiques dues aux historiens du nouveau courant. Grâce à son implication dans la Grande Guerre, sa perception se trouva renforcée aux yeux de la société tchèque. À l'image de Denis historien s'ajouta l'image de Denis libérateur de la nation tchèque du joug habsbourgeois. Cette image a été sans conteste enjolivée par rapport à la réalité, mais elle coïncidait précisément avec le schéma de la pensée collective tchèque : l'histoire est une arme avec laquelle on peut combattre. Cette prémice trouva en Denis son accomplissement grâce à son engagement dans la guerre. En regardant rétrospectivement l'histoire tchèque, nous nous apercevons que s'engager ainsi sur la scène politique n'a profité à aucun historien : František Palacký l'avait fait, mais l'appréciation de sa carrière en ce domaine a toujours été bon an mal an dans l'ombre de son œuvre historique ; Antonín Rezek a été ministre à Vienne, mais il en est résulté une dénationalisation qui semblait être inévitable pour les Tchèques, etc.

Le renforcement de l'image de Denis dans la société tchèque est intervenu avant tout pendant l'entre-deux-guerres. La formation d'un « culte » nécessite son institutionnalisation : et cela a été aussi le cas de Denis. Le ministère de l'Éducation a fait une exception en autorisant sa propagation dans le cadre scolaire. On a alors constitué une association pour l'édification d'un monument Ernest Denis à Nîmes de même qu'une collecte de fonds en vue de l'érection d'une statue à Ernest Denis place de Malá Strana. Et de nombreux

sites – gares, rues et places – ont été baptisés de son nom ; c'est sous son égide que s'est établie et s'est développée une fructueuse coopération franco-tchèque... Cette phase constitue le sommet du culte d'Ernest Denis en Bohême, après quoi est arrivée la dernière phase, celle du déclin.

Pendant toute cette période, Denis a incarné le représentant idéal de l'« ami du peuple tchèque ». La francophilie de la nation tchèque qui a joué un rôle important au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, est devenue une des bases sur laquelle a reposé la Première République tchécoslovaque¹. L'origine française et la pensée anti-allemande d'Ernest Denis ont été des éléments fondamentaux de sa fortune dans la société tchèque ; sa logique était simple : l'ennemi de nos ennemis est notre ami. C'est dans ce contexte qu'a été appréhendée la signature des accords de Munich. Il est important de comprendre que la condamnation de la décision française ne s'est pas produite immédiatement dans l'opinion tchèque, mais qu'elle s'est décomposée en deux étapes qui ont mené à l'énorme campagne antifrançaise du début des années 1950. Bien qu'elle ait été déçue par la France, dans un premier temps ce fut avant tout la politique nazie qui essaya de tirer l'avantage maximal de la situation d'après Munich et de détourner ainsi l'attention de la pensée traditionnellement profrançaise des Tchèques vers une autre direction. Dans le cas de Denis, il est particulièrement significatif que ce soit un célèbre historien sudète de l'histoire tchèque, Josef Pfitzner, qui ait participé à la liquidation de ce culte. La phase finale de sa chute appartient à la période d'après-guerre et à la société tchécoslovaque d'après 1948. Le retour en arrière était désormais impossible ; la continuité des relations franco-tchèques avait été trop sérieusement interrompue.

I. Ernest Denis, « grand Tchèque d'origine non tchèque »²

Ernest Denis est né le 3 janvier 1849 à Nîmes³. Un des faits les plus importants pour les Tchèques était que Denis venait d'une famille huguenote dont les racines remontaient au soulèvement camisard des Cévennes du début du XVIII^e siècle. Son appartenance religieuse avait attiré l'attention et l'expulsion des huguenots de France, provoquée par la révocation de l'édit de Nantes en 1685, était mise en parallèle avec l'émigration des principaux représentants de l'Unité des Frères tchèques après la Montagne Blanche. Dans un tel contexte, Denis était considéré comme un descendant des protestants français persécutés. Qui donc aurait pu mieux sentir et vivre l'histoire tchèque dont on considérait que le sommet était le hussitisme, sinon lui, descendant des

1. Stéphane REZNIKOW, *Francophilie et identité tchèque (1848-1914)*, Paris, Honoré Champion, 2002.

2. S. SVĚTLOS, *Arnošt Denis (Věštec. – Politik. – Život a dílo)* [E. D. le prophète, le politique : vie et œuvre], Prague, E. Stivín, 1919, p. 23.

3. Certaines biographies mentionnent la date du 4 janvier, d'autres le 5 janvier 1849 ; voir par exemple Henri HAUSER, « Dílo Arnošta Denise » [L'œuvre d'E. D.] dans *Naše doba*, vol. XXIX, 1922, n° 5 (février), p. 267 : « Ernest Denis est né le 5 janvier à Nîmes... »

protestants poursuivis pour leur foi ? Ces origines sont, dans la majorité des écrits qui lui ont été consacrés, la raison pour laquelle, après des études d'histoire et de géographie à l'École normale supérieure où il avait été reçu en 1867, il s'était décidé à étudier l'histoire tchèque. C'est donc par ces vieilles racines huguenotes que, selon Jaroslav Goll, on peut expliquer que « l'histoire tchèque ait attiré son intérêt et son travail, à commencer par la période hussite⁴ ». Mais dans l'article dont est extraite cette citation, Goll ne met pas aussi fortement l'accent sur ce que relevait la presse contemporaine⁵ dans la personnalité de Denis, mais sur ce qu'avait noté également Josef Pekař⁶ : le parallèle entre le frère tchèque Palacký et le huguenot Denis, qui était si immédiat⁷. Mais, en réalité, le lien de Denis avec la religion et la foi protestante était très modéré et une certaine rupture s'est certainement produite clairement après la mort de son fils au début de la Première Guerre mondiale.

Aucun intérêt notable de Denis pour l'étude de l'histoire tchèque n'est visible lors de ses études universitaires ; il n'existe du moins aucune mention ou souvenir conservé concret de cette époque. Mais c'est le moment où commence à se manifester son sentiment politique et où Denis se présente comme républicain. En 1870, il participe aux obsèques du journaliste parisien Victor Noir, ce qui lui vaut d'être menacé d'exclusion temporaire de l'École. En 1870-1871, il participe activement à la guerre franco-prussienne au sein du 7^e régiment de chasseurs après la retraite de Mézières pour défendre Paris : entre autres, selon certaines informations, il entend alors parler du mémorandum tchèque contre l'occupation de l'Alsace⁸. Ensuite, Denis réussit l'agrégation d'histoire qui lui permet d'enseigner dans le secondaire, en Corse, à Bastia. Au bout de deux années, il revient à Paris où, après avoir consulté le directeur de l'École normale P. A. Bersot⁹, il sollicite une bourse de recherche qu'il obtient au début de 1872, avant de partir en Bohême.

Denis s'est très vraisemblablement intéressé à l'histoire tchèque par ses lectures sur le hussitisme. D'après Zdeněk Nejedlý, il est tout à fait clair que, du fait de ses origines protestantes, Denis devait connaître Hus par son milieu familial et ce depuis sa plus tendre enfance¹⁰. Cette hypothèse est appuyée par d'autres auteurs d'après lesquels Denis, à son arrivée à Prague, connaissait les

4. Jaroslav GOLL, « Arnošt Denis », *Český časopis historický*, vol. X, 1904, pp. 69-78, 153-176.

5. Voir par exemple les nécrologies parues dans la presse le 6 janvier 1921.

6. Josef PEKAŘ, « Arnošt Denis », *Český časopis historický*, vol. XXV, 1919, p. 3 ; J. EBERLE, *Arnošt Denis*, J. R. Veselík, Litomyšl 1928, p. 11.

7. Ce parallèle a commencé à émerger un fois que Denis a été considéré publiquement comme le successeur et le continuateur de Palacký.

8. *Z historie Francouzského institutu v Praze* [Histoire de l'Institut français de Prague], IFP, Prague, IFP, 1993, p. 116.

9. Jindřich VANČURA, « Arnošt Denis – nástin životopisný » [E. D. : esquisse biographique] in A. DENIS & J. VANČURA, *Konec samostatnosti české* [Le fin de l'indépendance tchèque], 2^e éd., Prague, Šolc a Šimáček, 1909, p. VII. D'après une autre préface du même Vančura, Denis s'est concerté avec Picot, auteur d'une étude sur les Serbes d'Autriche. Voir J. VANČURA, « Arnošt Denis – nástin životopisný », A. DENIS & J. VANČURA, *Konec samostatnosti české*, 1^{re} éd., Prague, Bursík a Kohout, 1893, 1909, p. VI.

10. Z. NEJEDLÝ, *Ernest Denis*. Melantrich, Prague, 1921, p. 33.

figures de Hus et de Komenský et que c'étaient justement ces grandes figures de l'histoire tchèque qui l'avaient mené jusque-là¹¹. Chez ses biographes français, nous lisons souvent que Denis a découvert l'histoire tchèque par l'intermédiaire des ouvrages de George Sand. Mais Josef Pekař est à nouveau l'un des rares auteurs tchèques à souligner comme cause beaucoup plus vraisemblable de son intérêt pour les affaires tchèques, la défaite de la France face à la Prusse en 1870¹². La France avait dû sa défaite à son isolement international, qu'elle avait cherché par la suite à surmonter en cherchant des alliés contre l'Allemagne unifiée en 1871, par exemple parmi les nations slaves. Mais il est possible d'approcher encore plus les débuts de la décision de Denis : seuls les analystes français qui, en général, négligent ses attaches religieuses, invoquent comme cause majeure le mémorandum des députés tchèques du 8 décembre 1870 précédemment évoqué. Ce mémorandum l'avait « ébranlé », disait son ami Raoul Allier : « Cela l'avait définitivement lié à la Bohême¹³ ».

Pourquoi dans la presse et dans les biographies officielles tchèques apparaissent en premier lieu ces origines protestantes qui auraient conduit Denis à étudier l'histoire tchèque et non ce fameux mémorandum ? L'explication peut en être que la société tchèque – à l'époque où l'histoire était devenue un fondement de la construction de la nation – « aspirait » à un historien qui aurait présenté l'histoire nationale dans une synthèse globale telle que Palacký avait commencé à la réaliser dans son *Histoire de la nation tchèque (Dějiny národu českého)*. Mais à l'exception de Denis, personne de tel ne s'était manifesté, et Denis était en premier lieu un Français, un étranger – qui plus est non slave, ce qui contredisait une des bases sur laquelle la société tchèque se construisait, c'est-à-dire se définir par rapport à des étrangers et se trouver soi-même à travers et par l'intermédiaire des autres.

C'est peut-être pour cela que les motivations politiques de Denis sont omises dans la littérature tchèque et que l'on met en avant des origines religieuses qui le situent au niveau de Palacký ; c'est peut-être justement pourquoi ce choix devait servir d'excuse et de compensation au fait qu'il n'était pas d'origine tchèque. Au cours de son premier voyage en Bohême en 1872, Denis rencontra Palacký. Or comment fut interprétée cette rencontre par la suite ? Les auteurs de nombreux articles soulignent le fort contraste entre le jeune Denis – à cette époque il avait 23 ans – et le vieux Palacký âgé de 74 ans, et font immédiatement le parallèle direct de la signification de

11. S. SVĚTLOŠ, *Arnošt Denis, op. cit.*, p. 11.

12. J. PEKAŘ, « Arnošt Denis » dans *ČCH*, vol. XXV, 1919, p. 2 : « ... ce fut Sedan qui fit de lui un historien tchèque » ; voir aussi Z. NEJEDLÝ, *Ernest Denis*, Praha, Melantrich, 1921, pp. 30-42.

13. D. ESSERTIER, « Lettres inédites d'Ernest Denis », *La revue française de Prague*, vol. I, n° 1, 30 mars 1922, p. 5 : « Elle le bouleversa, a raconté son ami M. Raoul Allier. Elle le conquit à tout jamais à la Bohême. » Ce mémorandum est aussi cité par exemple par Denis dans le programme du premier numéro de *La Nation tchèque*. E. DENIS, « Notre programme », *La Nation tchèque*, vol. I, n° 1, 1^{er} mai 1915, p. 5 ; l'historiographie la plus récente part aussi du même présupposé. Cf. A. MARÈS : *Z historie Francouzského institutu v Praze*. Prague, IFP, 1993, p. 116.

Denis pour la société tchèque après la parution de sa trilogie historique : comme le jeune Palacký de 25 ans était arrivé à Prague en 1823 pour étudier le mouvement hussite et avait rendu visite au vieux maître Dobrovský âgé de 70 ans, le jeune Denis de 23 ans, issu d'une famille calviniste, avait été attiré à Prague pour étudier le hussitisme et devait maintenant devenir le disciple d'un Palacký âgé de 74 ans¹⁴. Peu de parallèles auraient été plus parlants : non seulement dans les années suivantes la société tchèque allait trouver en Denis le successeur de Palacký généralement considéré comme tel grâce à son œuvre historique, mais la continuité de l'historiographie tchèque – qui à nouveau ignore l'origine non tchèque de Denis et le relie ainsi directement à la lignée Dobrovský-Palacký – était également garantie par cette comparaison.

Denis arrive pour étudier à Prague sans y être du tout préparé : il ne connaît pas un mot de tchèque, ni l'allemand, et il ignore l'histoire tchèque. À Prague, il recherche avant tout le commerce des Tchèques francophones, mais il ne manque pas l'occasion de se familiariser avec son environnement. Son professeur de tchèque est Emil Frida, plus tard célèbre sous le pseudonyme de Jaroslav Vrchlický, Jan Řežábek lui enseigne le russe, il s'initie à l'histoire des Balkans avec le petit-fils de Šafařík, Konstantin Jireček. Il est entouré par la fine fleur de l'intelligentsia tchèque. Il se consacre en autodidacte à l'histoire tchèque, en particulier à travers la lecture de *l'Histoire de la nation tchèque* de Palacký, même s'il est inscrit à l'Université aux cours de Václav Vladivoj Tomek et de Konstantin Hoefler. Bien que par la suite Denis ait eu la plus haute opinion de Tomek et l'ait plus apprécié que le populaire Jirásek¹⁵, il ne fréquente pas ses conférences. De la même façon, il ne fréquente pas celles de Hoefler, ce qui signifie que Denis n'a vraisemblablement pas consacré une part importante de son séjour pragois aux études universitaires. Pourtant tous se rappellent de lui comme d'un excellent compagnon qui s'est fait de nombreux amis et une quantité non négligeable de contacts. Le résultat de son séjour est son travail doctoral *Hus et les guerres des Hussites*, qu'il soutient en 1878 en même temps que sa thèse latine *De Antonino Marini*. Pour les Tchèques, cette soutenance est un moment inoubliable. Presque toutes ses biographies mentionnent cette anecdote : « Savez-vous, Monsieur le Candidat, déclara un des membres du jury à Denis, que vous auriez été brûlé si, au XV^e siècle, vous aviez présenté les affaires hussites en ce lieu comme vous le faites aujourd'hui ? » Denis, toujours prompt à la réplique, avait répondu à propos et avec humour : « Je sais aussi que je remercie les courageux hussites et leurs armes victorieuses de ne pas être brûlé aujourd'hui¹⁶ ». La société tchèque fut littéralement

14. J. VANČURA, *Denisova čítanka*, [Livre de lecture], Prague, Šolc a Šimáček, 1921, p. 3 ; – J. EBERLE, *Arnošt Denis*. J. R. VESELÍK, Litomyšl 1928, p. 11 ; et ailleurs.

15. A. DENIS & J. VANČURA, *Čechy po Bílé Hoře* [Les Tchèques après la Montagne Blanche], 1^{re} éd., tome 2, Prague, Bursík a Kohout, 1905, p. 534.

16. J. VANČURA, « Arnošt Denis a životní dílo jeho o dějinách českých » [E. D. et son œuvre sur l'histoire tchèque], dans A. DENIS & J. VANČURA, *op. cit.*, p. VI et *passim*.

enthousiasmée par son livre, ce qui ne fut pas du tout le cas des spécialistes : Denis s'appuie sur une interprétation antique du hussitisme selon laquelle ce dernier serait né de traditions grecques conservées en Bohême encore au xv^e siècle. L'accueil enthousiaste réservé à l'ouvrage, malgré cette « erreur » technique, s'explique par le fait que pour la société tchèque commençait alors à se manifester, sous une forme encore floue, quelqu'un qui était capable de sortir des études monographiques et de donner un aperçu global, un essai de synthèse sur une période historique. Cette réalité s'imposait même de façon évidente à l'historien le plus renommé de l'époque, Jaroslav Goll :

Si le chercheur, l'historien professionnel ne trouvera pas dans ce travail des détails nouveaux, inconnus ou insoupçonnés, il ne sous-estimera pas ce livre qui est avant tout destiné à un lectorat étranger¹⁷.

Denis devient après l'impression de sa thèse professeur d'université et enseigne d'abord à Bordeaux puis à Grenoble, d'où il retourne ensuite à Bordeaux. Mais entre-temps il s'est marié en 1882. Au début du xx^e siècle, la société tchèque avait adopté Denis à tel point que même cette décision fut interprétée comme une partie de ses positions patriotiques, tant son patriotisme français que son patriotisme d'adoption tchèque, puisqu'il avait épousé une Alsacienne, donc une femme qui venait d'une région annexée par l'Allemagne. Ce geste fut perçu comme consciemment patriotique dans la mesure où l'on mettait l'accent dans tous les textes sur son sentiment anti-germanique. Son mariage avec une fille souffrante de la nation française privée de sa patrie natale en raison de l'expansionnisme allemand ne pouvait peut-être pas être appréhendé autrement à cette époque.

Et nous en arrivons là à un trait caractéristique de toutes les biographies tchèques de Denis écrites après la naissance de la Tchécoslovaquie indépendante : son antigermanisme y était souligné de toutes les manières. En font partie son mariage avec une Alsacienne, de même que différentes « recommandations » adressées aux Allemands de Bohême extraites de ses textes. Le schéma de ces « recommandations » coïncide et peut être ainsi résumé : l'auteur d'un texte donné introduit une œuvre de Denis, en cite un court extrait et le complète aussitôt par sa propre actualisation. Les auteurs tchèques de ces articles ne percevaient donc pas et ne se préoccupaient pas de savoir pourquoi Denis s'était intéressé à la fois à l'histoire tchèque et à l'histoire allemande. D'après eux, c'étaient les sympathies de Denis envers le peuple tchèque qui avaient déterminé son regard sur la nation allemande et l'avaient ainsi conduit à des positions antigermaniques à cause desquelles il s'était préoccupé d'histoire allemande ; il leur échappait que Denis avait en fait cherché avec cette double approche à avoir une vision globale de l'histoire européenne et que son objectif principal était d'analyser le nationalisme européen sous ses deux angles, c'est-à-dire du côté des nations minoritaires (dans ce cas, la nation

17. J. GOLL, *Spisy drobné* [Écrits brefs], tome 2, Prague, Historický klub, 1929, p. 255.

tchèque et son « réveil » lui avaient servi de modèle) et des nations dominantes, le cas de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne unifiée depuis 1871¹⁸.

La fin de l'indépendance tchèque, parue en français en 1890, est éditée dans sa version tchèque en 1891 (*Konec samostatnosti české*), mais elle est immédiatement confisquée pour des raisons religieuses et politiques (étant considérée comme anti-étatique). La confiscation fut il est vrai annulée par la suite, mais en général, comme sa première étude *Hus et les guerres des Hussites* (1878) avait été reçue par l'opinion tchèque positivement, son second livre *Konec samostatnosti české* (1891) est déjà considéré comme la prolongation de l'œuvre de Palacký. Les critiques sont louangeuses, les échos enthousiastes. Les comptes rendus relèvent avant tout la capacité qu'a Denis à donner un portrait psychologique des figures historiques ainsi que sa conception de l'histoire qui était pour lui avant tout « un mouvement général de l'âme ». C'est cependant le troisième et dernier volet de sa grande trilogie *Les Tchèques après la Montagne Blanche* (en français en 1903, en tchèque en 1904-1905) que Denis recueillit le plus grand écho. En règle générale, on a le plus apprécié cette œuvre et son énorme influence non seulement sur l'opinion tchèque, mais aussi sur les historiens : en témoigne le fait que c'est la seule partie de la trilogie que František Kutnar a insérée dans son survol chronologique *Přehledné dějiny českého a slovenského dějepisectví*¹⁹.

En 1896, Denis prend la succession de Rambaud à la tête de la chaire d'histoire moderne à la Sorbonne et se consacre pleinement à la vie universitaire en France. Dans le même temps, il poursuit son activité scientifique et publie *L'Allemagne de 1789 – 1810* (1896), *L'Allemagne de 1810 – 1851* (1898) et *La fondation de l'Empire allemand* (1906).

L'activité de Denis au service de la Tchécoslovaquie pendant la Première Guerre mondiale est indiscutable. Il réagit positivement à la proposition de Masaryk de fonder un périodique tchécoslovaque qui présenterait la Bohême à l'étranger : c'est ainsi que paraît le 1^{er} juillet 1915 le premier numéro de *La Nation tchèque*. Il interpelle le gouvernement français, il intervient personnellement auprès du ministre des Affaires étrangères, il fait des conférences sur la nécessité de former des Pays tchèques indépendants, il fonde le Comité pour les études franco-slaves, etc. Mais, au début de l'année 1917, il quitte ses fonctions de rédacteur en chef de *La Nation tchèque* et c'est Edvard Beneš qui le remplace le 1^{er} juillet 1917 : *La Nation tchèque* devient alors l'organe officiel du Conseil national des Pays tchèques fondé peu de temps auparavant. Denis reste un contributeur permanent du titre, mais le jour même de son départ, il devient avec Robert de Caix rédacteur en chef du *Monde slave*. Quelques remarques incidentes permettent de comprendre que sa position au sein de la résistance tchécoslovaque était beaucoup plus compliquée qu'il n'y

18. H. HAUSER, *art. cit.*, pp. 338-339.

19. F. KUTNAR & J. MAREK, *Přehledné dějiny českého a slovenského dějepisectví: od počátku národní kultury až do sklonku třicátých let 20. století* [Histoire brève de la littérature tchèque et slovaque : des débuts de la culture nationale à la fin des années 1920], 2^e éd., Prague, NLN, 1997, p. 1004.

paraît au premier abord. On pourrait dire en général que Denis s'est trouvé dans un certain isolement à l'égard du Conseil national pour des raisons d'ordre pragmatique et politique. Trois facteurs ont joué en ce sens : le premier est sa relation à la Yougoslavie qu'il cherche alors à défendre ; mais ses efforts se heurtaient à ceux des représentants tchécoslovaques qui cherchaient le soutien des Italiens pour leurs revendications, à quoi s'ajoutait le fait décisif que l'Italie avait un conflit territorial avec les Yougoslaves. Le deuxième point touchait à la foi protestante de Denis et finalement à son patriotisme français. Il est paradoxal que le protestantisme de Denis qui avait tant joué comme source de son inclination envers l'histoire tchèque soit devenue, d'après certains sources, la cause de son éloignement de la rédaction de *La Nation tchèque*. Denis était certes protestant, comme il a été dit ci-dessus, mais jamais pratiquant. Cependant, à partir de 1916, il commence à devenir très actif dans la vie religieuse en France (ce retournement est de manière évidente provoqué par le décès de son fils le 25 août 1914) et le 19 mars 1916, il prononce même à l'église de la Rédemption une conférence dans laquelle il met sur un même plan les fondements du protestantisme et ceux de la vie morale en France. Le dernier point concerne le patriotisme de Denis : son biographe officiel Jindřich Vančura reconnaît que Denis est parti volontairement, c'est-à-dire qu'il s'est soumis de bonne grâce aux demandes du Comité national, « pour limiter les désaccords entre les hommes politiques tchèques et le fougueux rédacteur en chef, qui, bien qu'ami dévoué et fidèle des Tchèques, servait avant tout les besoins de sa chère patrie »²⁰.

En conclusion de cette digression, on peut ajouter que les coulisses dans lesquelles Denis a œuvré pour aider la société tchèque sont beaucoup plus importantes pour comprendre la situation que sa propre trajectoire. Cette compréhension sort des schémas établis et des stéréotypes de la société tchèque de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. C'est pourquoi on soulignait chez Denis son protestantisme, qui était en opposition au catholicisme, religion liée aux réminiscences de la recatholicisation des Pays tchèques après la Montagne Blanche, et aussi à une appréhension négative : un catholique n'aurait pas su « faire revivre » l'histoire tchèque comme un protestant, en particulier si ce dernier est le descendant d'une famille poursuivie pour sa foi. Son protestantisme était aussi lié au legs du hussitisme à cause duquel il était arrivé dans la lointaine Bohême et qui avait été pour lui, mais aussi pour toute la société tchèque, le symbole de la révolte de la nation tchèque et de sa gloire passée. Du protestantisme de Denis il n'y a qu'un petit pas à franchir pour arriver au « frère tchèque » Palacký. Alors qu'en Bohême il n'existait pas d'historien capable d'écrire une œuvre rappelant même de loin *Dějiny národu českého* de Palacký et où l'histoire était toujours considérée par une large partie de l'opinion comme une arme²¹ qu'on pouvait utiliser dans la

20. J. VANČURA, *Arnošt Denis*, Zlatoroh, Prague, 1923, p. 245.

21. J. PEKAŘ, « Arnošt Denis », *ČCH*, vol. XXVI, 1920, pp. IX-X.

lutte menée pour l'égalité politique, il était nécessaire, et même de l'intérêt de l'ensemble de la société, de trouver quelqu'un qui se rapprocherait au moins de l'entreprise de Palacký. C'est ce que devait être Denis dont l'œuvre avait séduit, mais qui était avant tout français. En accentuant et en soulignant les origines protestantes de Denis, on mettait en place un « élément d'acceptation » qui devait signifier que malgré la différence de nationalité des deux grands historiens, il existait entre le milieu tchèque et ensuite entre Palacký et Denis une sorte de lien, de consonance interne, d'où le parallèle entre le frère tchèque et le huguenot. Une fois que Denis avait été accepté comme « Tchèque d'origine non tchèque » et considéré par la société tchèque comme patriote tchèque, ce que reflétait le *Grand Larousse encyclopédique*²², il ne restait plus qu'un dernier pas à franchir pour que Denis soit « introduit » dans la tradition de l'historiographie tchèque. C'est à mon avis ce à quoi a servi le parallèle Dobrovský – Palacký et Palacký – Denis. Il naît précisément après que Denis a publié les ouvrages qui le lient chronologiquement à Palacký et qu'il a passé le baptême du feu de l'acceptation par l'opinion et la critique spécialisée. Dès l'instant où cette œuvre avait été produite, il fallait au moins rétrospectivement « légitimer » la succession [pl. XVIII]. Le fait que Denis ait été en réalité peut-être autre, beaucoup plus réaliste et pragmatique, républicain enthousiaste, qu'il ait été avant tout un patriote français, et qu'il ait pour cela étudié l'histoire des Slaves comme il avait étudié l'histoire de l'Allemagne, est mentionné dès le début très discrètement. Qu'il se soit agi pour Denis des deux faces d'un même problème à travers lequel il s'efforçait avant tout de comprendre et d'interpréter les relations franco-allemandes, est évoqué de manière marginale et avec gêne. Les biographes ne montrent pas Denis tel qu'il était, mais comme la société tchèque souhaitait – et avait besoin – qu'il fût.

II. L'institutionnalisation du culte

L'action de Denis pendant la guerre a confirmé sa position privilégiée pour la société tchèque aux yeux de laquelle il a incarné le combat de la France pour l'indépendance de la Tchécoslovaquie. Le culte d'Ernest Denis, dont les bases avaient été posées avant la guerre, se développe ainsi dans l'entre-deux-guerres main dans la main avec la francophilie de l'opinion tchèque. Elle est devenue une composante inséparable de la culture de la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres, qui était de plus étroitement et solidement liée au système d'accords internationaux français.

Le voyage de Denis dans la Tchécoslovaquie indépendante en novembre 1920 fut triomphal. Le conseiller Spišek, chargé par le gouvernement tchécoslovaque d'accompagner Ernest Denis pendant son séjour en Bohême, écrit dans ses *Mémoires* que la première phrase que Denis prononça quand il

22. *Grand Larousse encyclopédique*, t. 3, Larousse, Paris, 1961, entrée « DENIS, Ernest ».

arriva sur le sol tchécoslovaque à la gare de Cheb fut : « Je suis extraordinairement heureux d'entendre parler tchèque sur cette terre allemande de la région de Cheb ²³ ». Une délégation gouvernementale y attendait Ernest Denis pour lui adresser un discours d'accueil officiel : le train qui poursuivait vers Prague dut s'arrêter quinze minutes à la gare de Plzeň où se massait la foule pour que Denis puisse dire quelques mots, etc. À Prague, la composition de la délégation gouvernementale qui le reçut correspondait plus à l'accueil d'un homme d'État célèbre qu'à celle d'un historien : malgré un froid de moins vingt, étaient présents le chancelier Přemysl Šámal, représentant du président de la République, František Tomášek, président de l'Assemblée nationale, Edvard Beneš, ministre des Affaires étrangères, Josef Šusta, ministre de l'Éducation nationale et de la Culture et d'autres hauts représentants du gouvernement et du corps diplomatique français, ce qui donne une idée de la signification que l'on attachait à la personnalité de Denis en Bohême... Mais à la fin de son séjour, sa santé se dégrada considérablement et c'est pourquoi il décida de rentrer prématurément à Paris, où il mourut le 5 janvier 1921 ²⁴.

L'influence de Denis sur la société tchèque fut considérable bien qu'il n'ait passé à Prague que trois ans de sa vie et n'y ait fait que trois brefs séjours : « Un grand dictionnaire français mentionna même le fait qu'on avait envisagé qu'il soit "la tête du nouvel État ²⁵" ». La société française n'était pas assez familière de la réalité tchèque pour s'orienter correctement dans les affaires de politique intérieure et c'est pourquoi elle fut incontestablement surprise par les nombreux hommages qui furent rendus à Denis en Bohême et qui, en France, n'auraient pu concerner que des hommes d'État célèbres. Son œuvre n'était pas seulement appréciée par le gouvernement français qui lui avait remis en 1903 la Légion d'honneur, mais il avait été nommé aussi membre extraordinaire de la première classe de l'Académie des sciences de Bohême. Lors de ses divers jubilé, des félicitations officielles lui avaient été adressées et, par exemple, il avait reçu de nombreuses expressions de condoléances lors du décès de son fils de 11 ans en juillet 1906, ce qui témoigne du profond respect que la société tchèque lui témoignait. Un mois après la proclamation de la Tchécoslovaquie indépendante, l'Assemblée nationale lui adressait un message officiel qui commençait par ces mots :

Au nom de la nation libérée, l'Assemblée nationale solennellement constituée le 14 novembre 1918 se hâte joyeusement de vous faire part que, depuis sa première session, votre nom, qui nous est à tous si cher, demeure parmi nous ²⁶.

23. *Lidové noviny*, 29^e année, n° 8, 6 janvier 1921, p. 1.

24. À propos de la mort de Denis, on trouve toute une série de dates différentes : la plus fréquente est le 5 janvier, mais dans les souvenirs et les nécrologies, on peut avoir aussi le 3 ou le 4 janvier.

25. *Z historie Francouzského institutu* [Histoire de l'Institut français], Prague, IFP, 1993, p. 118.

26. *La Nation tchèque*, vol. IV, n°s 14-17, 15 janvier – 1 mars 1919, p. 608 : « Parlant au nom du Peuple libéré, l'Assemblée nationale de la République Tchécoslovaque, solennellement proclamée le 14 novembre 1918, s'empresse de vous annoncer joyeusement que dès la première séance, votre nom, qui nous est si cher à tous, a retenti parmi nous. »

Qu'il ait été souvent placé au même niveau que le président W. Wilson dans de nombreux discours de reconnaissance rend le mieux compte de son influence : comme Wilson et Masaryk, Denis a été nommé membre d'honneur de l'Académie tchèque des sciences et des arts le 19 novembre 1918, alors qu'on envisageait même qu'ils en prennent la présidence d'honneur ²⁷. Une gare prit plus tard son nom ²⁸, tout comme la gare Wilson, et finalement, de même que pour Wilson, un monument fut inauguré en 1928 sur la place de Malá Strana.

L'installation de la statue d'une personnalité historique dans un espace public est évidemment l'expression symbolique de la reconnaissance de ses mérites par la nation. La statue de Denis fut solennellement inaugurée le 27 octobre 1928, à la veille du dixième anniversaire de la naissance de la Tchécoslovaquie indépendante. Mais rares sont ceux qui savent que l'érection de ce monument était seulement un complément de l'action du gouvernement tchécoslovaque : la construction des statues d'Ernest Denis répondait au principe de complémentarité qui commandait l'ensemble des relations franco-tchécoslovaques sur le plan international...

La nouvelle « Association pour la construction du monument Ernest Denis » avait aussi décidé d'ériger deux statues d'Ernest Denis : l'une à Nîmes, sa patrie, l'autre à Prague. Le monument de Nîmes fut construit d'après un projet d'Otakar Španiel, professeur de l'Académie des beaux-arts de Prague, la partie architecturale étant due à Ladislav Machoň [pl. XXI]. Le socle provenait de la petite ville de Lens dans le Pas-de-Calais, « le buste de bronze de Denis étant fondu à partir d'un canon austro-hongrois offert par le ministère de la Défense nationale tchécoslovaque ²⁹ ». La statue était ainsi décrite : « Sur le socle se dresse le buste en bronze de Denis bien plus grand qu'en nature ; en bas, le relief représente deux figures féminines symbolisant l'amitié entre la France et la Tchécoslovaquie ; la République française accueille sa jeune sœur tchécoslovaque et, à côté de la signature d'Ernest Denis, sur la plaque frontale, on peut lire deux citations extraites de la correspondance et des écrits de Denis.

L'unité de la Bohême et de la France est naturelle. C'est une unité qui a ses racines dans l'histoire et dans l'âme même des deux nations. [...] La France a toujours été une grande combattante pour la liberté. Elle va de l'avant, entourée par toute une série d'amis. Parmi ces amis, la Tchécoslovaquie est l'un de ses plus chers ³⁰.

27. Jiří POKORNÝ, *Odkaz Josefa Hlávky* [Le legs de J. H.], Prague, Academia, 2005, p. 68.

28. L'ancienne gare du Nord-Ouest (Nordwestbahnhof). Les Praguais ont continué à l'appeler familièrement la « Deniska ». Dans les années 1970, cette gare qui se trouvait à l'emplacement actuel de Těšnov a été fermée, avant d'être détruite.

29. Archives de l'Académie des sciences de la République tchèque (Akademie věd České republiky), fond Ferdinand Špišek, non classé, carton *Ferdinand Špišek, Paměti a vzpomínky* [F. Š. : mémoires et souvenirs], 3^e tome, p. 71.

30. *Ibidem*.

Un pèlerinage de Tchèques connus à la Montagne Blanche, – le point central de la mémoire historique de la société tchèque aux XIX^e et XX^e siècles – avait précédé l'inauguration solennelle de Nîmes. Au cours de cette célébration de piété, on préleva un peu de terre de la Montagne Blanche qu'on mit dans une boîte placée ensuite dans le buste de Denis. Les plus importants représentants du monde intellectuel tchèque participèrent aux festivités : le ministre Jiskra représentait le gouvernement ; étaient également présent le chef de la Légation de France Fernand Couget ainsi que de nombreux autres invités. Les 3 et 4 octobre 1925, on inaugura dans le sud de la France, à Nîmes, la statue de Denis, manifestation à laquelle on porta une grande attention du côté français : le président du Conseil Paul Painlevé, Theodor Steeg, ministre de la Justice, Anatole de Monzie, ministre de l'Éducation nationale, le représentant du président de la République Jules Michel et le chef de cabinet du président du Conseil y étaient présents³¹. Dans son allocution, Paul Painlevé souligna que la France se prononçait fièrement et demeurait attachée à la position adoptée par Édouard Herriot et ses idées d'arbitrage liant tous les États qui avaient mis en pratique le « protocole de Genève ».

Un mois après l'inauguration solennelle de la statue d'Ernest Denis à Nîmes, l'Association se lança dans la poursuite de son œuvre dont le but était l'érection d'un monument en l'honneur de Denis à Prague dont l'inauguration était planifiée pour le 27 octobre 1928, la veille du 10^e anniversaire de l'État : le gouvernement confirmait ainsi sa décision de faire de cet événement « une grande manifestation de solidarité franco-tchécoslovaque et slave³² ». Les circonstances de cette érection témoignent au plus haut point (par rapport au monument de Nîmes) du renforcement de l'image d'Ernest Denis dans sa perception par la société tchèque.

Il était en général officiellement interdit dans les écoles d'introduire le culte de personnalités ; mais malgré cela, l'Association demanda au ministère de l'Éducation nationale l'autorisation de procéder à des collectes au sein des écoles pour le monument de Denis. Après une phase de remarques internes au cours desquelles les différentes directions du ministère se dressèrent les unes contre les autres, le ministre décida lui-même d'autoriser la collecte. L'Association publia donc la déclaration suivante :

Aux directions, aux corps des professeurs et des instituteurs et à tous les élèves des écoles primaires, secondaires et technique de langue tchèque et slovaque en République tchécoslovaque : le ministre de l'Éducation nationale et de la Culture a autorisé par arrêté du 30 juin 1927 n° 79016/27-I que la jeunesse tchécoslovaque des écoles communales, secondaires et techniques soit associée à la souscription et à la collecte de l'Association pour l'érection du monument à Ernest Denis à Prague (« Spolek pro zbudování pomníku Arnoštu Denisovi v Praze »). [...] Notre jeunesse peut continuer à

31. *Idem*, p. 73.

32. *Idem*, p. 105.

profiter plus profondément que nous ses anciens des résultats de l'œuvre d'Ernest Denis. C'est pourquoi nous nous tournons précisément vers elle. Nous sommes sûrs que ce sera pour elle une joie et une distinction de contribuer à l'édification d'un monument en l'honneur de Denis comme symbole de notre amour, de notre respect et de notre reconnaissance envers Denis et sa patrie. Nous prions les directions des écoles, le corps des professeurs et des instituteurs qu'ils exposent aux élèves et aux lycéens l'importance de cette entreprise et qu'ils confient à des volontaires, soit au niveau des écoles, soit au niveau des classes, l'organisation de la collecte ...³³.

Cette collecte faite dans plus de 250 écoles rapporta 63 000 couronnes, mais elle n'eut pas lieu dans toutes les écoles comme l'indique la déclaration du ministre : les écoles des minorités furent dispensées de collecte.

Le sculpteur Karel Dvořák remporta le concours ouvert par l'Association en mars 1927 : il représenta Denis en savant assis [pl. XIX]. Des représentants des gouvernements français et tchécoslovaque, et des membres de la famille Denis participèrent à l'inauguration :

La cérémonie débuta sur la place de la Vieille Ville, puis la délégation française déposa des fleurs sur la tombe du Soldat inconnu près du monument de Hus. À dix heures, tous se rendirent sur la place de Malá Strana. Le ministre des Affaires étrangères Edvard Beneš prononça le discours principal³⁴.

Suivant fidèlement les instructions gouvernementales sur la tenue de cette manifestation comme une grande cérémonie en faveur l'amitié franco-tchécoslovaque, Beneš mit en exergue l'œuvre historique de Denis et son rôle actif dans la naissance de la Tchécoslovaquie indépendante.

Mais le monument éveilla de nombreuses polémiques. Ses adversaires affirmaient que ce Denis assis donnait l'impression d'être chez le coiffeur ou le dentiste, et il faut ajouter qu'assis de la sorte et posé sur un piédestal, la statue perdait, vue de dessous, une grande partie de ses qualités artistiques. Ferdinand Špíšek, membre du comité d'organisation, décida même d'en démissionner en raison de son désaccord avec son choix artistique.

J'arrivais à cette décision parce que, connaissant parfaitement Ernest Denis au plus petit détail près, je ne pouvais accepter le modèle proposé pour les raisons suivantes : des jambes inhabituellement longues d'un format puissant éveillaient chez le spectateur l'impression que Denis était un homme de grande stature et massif, ce qui allait complètement à l'encontre de la réalité. Denis était plutôt un homme de petite taille, fin et délicat, en aucun cas un géant. Assis dans un fauteuil avec la tête relevée, il donnait l'impression d'un client attendant d'être rasé sous le menton. Je ne doute pas des bonnes intentions des concepteurs du modèle qui ont voulu, avec cette pose, représenter Denis dans un coin de la place et relevant la tête pour regarder en haut vers le Château, le siège du président de la République, dans un geste de pieux respect. Mais Denis était un savant trop sûr de lui – bien qu'il ait été modeste – pour n'avoir jamais été servile. Il

33. *Arnošt Denis - K odhalení pomníku Denisova v Praze v desátém výročí republiky československé 28. října 1928*, [Pour l'inauguration du monument Denis à Prague à l'occasion du dixième anniversaire de la République tchécoslovaque, le 28 octobre 1928] Prague, Spolek pro vybudování pomníku Arnoštu Denisovi v Nîmes a v Praze, Melantrich, 1928, pp. 16-17.

34. Zdeněk HOJDA – Jiří POKORNÝ, *Pomníky a zapomínky* [Monuments et oublis], Prague ; Litomyšl, Paseka, 1997, p. 188.

manifestait son respect envers le Président par une coopération généreuse. Pour autant que je me souviens, Madame Denis était du même avis³⁵.

À la même époque où était installée la statue d'Ernest Denis sur la place de Malá Strana, fut inaugurée celle de Woodrow Wilson dans le parc qui se trouvait devant la gare Wilson à l'époque : elle était due à A. Polášek, un sculpteur américain d'origine tchèque, et avait pu être réalisée grâce aux dons de ses compatriotes de même origine. Le même destin frappa les deux statues pendant la guerre, mais celle de Wilson ne fut touchée qu'après l'entrée en guerre des États-Unis...

En conclusion, il faut ajouter que peu de places ont consacré une si grande attention aux messages de reconnaissance de la nation tchèque à tel pays, telle nation, tel héros, que la place de Malá Strana. La faute en est à sa position symbolique : à mi-chemin entre le Château de Prague, le siège traditionnel des souverains et des présidents tchèques, et le reste de Prague, ses arrondissements, elle symbolisait la tension traditionnelle entre le chef de la nation tchèque et la nation elle-même... Depuis 1858, on y avait installé le maréchal Radetzky dont le monument fut ultérieurement remplacé par celui de Denis, qui finit comme don au Führer lors de la collecte des métaux et qui aurait dû être remplacé par « Bruncvík ou Roland », symbole des racines de la nation tchèque dans le giron du Reich allemand; après 1945, on installa au même endroit un parc de stationnement...

La phase d'inauguration d'espaces publics au nom d'Ernest Denis s'acheva à la fin des années 1920. En plus des statues ou bustes, furent baptisées de son nom de nombreuses places et rues dans toutes les villes tchécoslovaques importantes, par exemple à Ostrava, Opava, Brno, Plzeň, Hradec Králové, Jičín, Jindřichův Hradec, Teplice, Šumperk, Jeseník, Písek, Jirkov, Žatec, Klatovy, Trnava, etc.

Eu égard à la grande attention que Denis portait au monde étudiant, le culte de Denis s'orienta par la suite en direction du développement des relations entre la nouvelle République tchécoslovaque et la France. La personnalité de Ferdinand Špišek, qui avait été membre de la délégation tchécoslovaque à la Conférence de la Paix en 1919-1920 à Paris, où il avait conçu les relations culturelles et scolaires avec l'étranger, a joué un très grand rôle. C'est avant tout la France qui a joué un rôle dominant pour l'avenir. L'autre base – avant tout pour la coopération scientifique – a été le plan commun d'institutions complémentaires. Ce plan présenté lors de la Conférence de la paix a été principalement débattu avec Ernest Denis qui l'a soutenu encore de son vivant. Par la suite, Beneš a présenté au Quai d'Orsay la proposition d'installation de ces institutions et de la coopération franco-tchécoslovaque. Il s'agissait des organismes suivants :



La statue d'Ernest Denis, à Nîmes
(archives Spišek).



Les personnalités présentes à l'inauguration de la statue d'Ernest Denis à Nîmes
(de gauche à droite : Gilotte, Hubert-Roger, Painlevé, Marković, Steeg, de Monzie, Michel, Spišek).

35. Archiv Akademie věd České republiky, *op. cit.*, p. 127.



Buste et plaque commémorative inaugurés en remplacement du monument détruit en 1939 sur la place de Malá Strana.



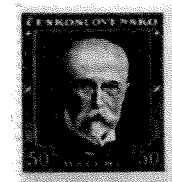
1



2



3



4



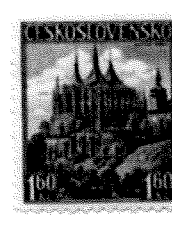
5



6



7



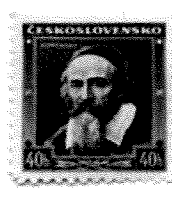
8



9



10



11



12



13



14



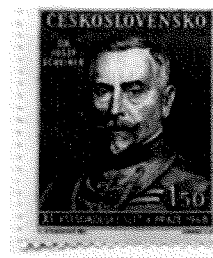
15



16



17



18



19



20



21



22



23



24



25



26



27



28



29



30



31

- 1) Institut d'études slaves de Paris ;
- 2) Institut français de Prague (plus tard Institut Ernest Denis) ;
- 3) Chaire de langue tchèque et lectorat à l'École des langues orientales vivantes à Paris ;
- 4) Chaire d'études slaves à la Sorbonne avec une dimension particulière pour l'histoire de la Tchécoslovaquie ;
- 5) Cours de langue et de littérature tchécoslovaques à la Sorbonne ;
- 6) Chaire de langue et de littérature françaises à l'Université de Prague, lectorat de français à l'Université de Prague, de Brno et de Bratislava ;
- 7) École secondaire à Prague ;
- 8) Assistants français dans certains établissements secondaires en RTS ;
- 9) Bourses réciproques des gouvernements français et tchécoslovaque.

Ces institutions, postes d'assistants, bourses furent complétés par la suite par la fondation de sections tchécoslovaques dans les lycées de Dijon, Nîmes et Saint-Germain-en-Laye. Une part importante de cette politique scientifique était l'établissement de fonds de soutien destinés fournir des bourses aux jeunes gens de manière à ce qu'ils puissent poursuivre leurs études à l'étranger.

Dès les premières années de l'existence d'un État tchécoslovaque indépendant, il fut décidé, à l'initiative du ministre de l'Éducation nationale, de créer un « fonds Denis ». Il précise dans son exposé devant l'Assemblée nationale du 7 avril 1920 :

Le ministère de l'Éducation nationale a déposé une proposition de loi concernant la création d'un fonds Denis. Cette loi est très brève. Un fonds Denis d'un million de couronnes doit être lancé pour soutenir les études supérieures à l'étranger, mais de telle manière que chaque année une somme d'un million y soit ajoutée par les pouvoirs publics ; les intérêts de ce fonds serviront à des prêts aux étudiants, sans intérêts, que ces jeunes gens, une fois qu'ils auront des emplois et une situation solide dans la République, rembourseront [...]. Nous nous trouvons aujourd'hui au carrefour de l'Europe et nous devons tous nous rendre à l'étranger, particulièrement notre jeunesse, et avant tout celle qui finit ses études supérieures, techniques ou universitaires, et on pense éventuellement aussi à ceux qui voudraient travailler pratiquement chez nous. [...] Je pense que l'Assemblée nationale peut adopter avec confiance cette loi parce qu'il est évident qu'elle contribuera au progrès et au succès de notre nation [...]. (*Excellent ! Applaudissements*)³⁶.

Les statuts du fonds Denis ne furent approuvés que 16 ans (!) plus tard par un décret du ministère le 5 mars 1936, n° 27.211-II C. À ce moment, il se montait (sans les intérêts) à 6 000 000 de couronnes, soit six fois le dépôt originel. Le dernier paragraphe des statuts de 1936 précise que le fonds peut (mais ce n'est pas une obligation) présenter ses comptes et son activité au public le

36. *Digitální knihovna Poslanecké sněmovny České republiky* [Livre digital de la Chambre des députés de la République tchèque], Národní shromáždění československé 1918-1920 – stenoprotokoly, 139^e session, 7 avril 1920, <<http://www.psp.cz/eknih/1918ns/ps/stenprot/139schuz/s139002.htm>>.

jour anniversaire du décès de Denis, c'est-à-dire le 5 janvier de chaque année³⁷.

En revenant sur cette étape capitale de la formation du culte de Denis, nous constatons donc que le développement de ce culte a connu son acmé lors de la première décennie d'existence de la Tchécoslovaquie, de 1918 à 1928. Dans les années 1930, toutes les possibilités de son développement sont limitées par le simple fait que, dans les relations franco-tchèques, il n'y avait plus d'espace dans lequel le culte d'Ernest Denis n'avait pas pénétré...

III. L'ère nazie et l'instauration du communisme

Après le sommet de la construction du culte d'Ernest Denis arrive, après une francophilie tchèque parfois aveugle, le dur choc des accords de Munich. Comme nous le rappelions dans l'introduction, et malgré l'évaluation unanimement négative de l'attitude de la France, le comportement de la société tchèque a très peu changé. Rappelons seulement ces émigrants tchèques, souvent d'origine juive, qui devant Hitler et ses armées se dirigèrent dans une première vague précisément en France. Ceux qui ont le plus contribué à détruire le culte d'Ernest Denis ont été les nazis et leur politique. Dans une première phase, ils ont su rapidement saisir l'atmosphère antifrançaise de la société et la retourner à leur profit.

L'exemple le plus frappant est Josef Pfitzner, historien tchèque d'origine sudète et fonctionnaire politiquement ambitieux qui avait le sens de la symbolique historique. Juste après sa nomination comme *Regierungskommissar* dans l'administration de Prague, avec le titre de maire-adjoint (*Primator-Stellvertreter*), il se consacra à l'aryanisation de l'espace public avec un zèle qui lui était propre. Il s'occupa de la mise à l'écart des statues au printemps 1940, proposant de supprimer le monument du rabbin de la place mariale (Mariánské náměstí) et la statue de Moïse de l'avenue de Paris (Pařížská třída). Pfitzner élimina donc les statues à thématique juive avant le 10 mars 1940³⁸, donc à la veille du premier anniversaire du Protectorat de Bohême-Moravie. À la suite de cette action menée tambour battant, il a commencé à se consacrer à d'autres modifications des espaces publics, non plus sur la base d'une épuration raciale, mais en vue de l'établissement du passé tchèque sur ses nouveaux fondements germaniques.

Mais poursuivant sa démarche qui consistait précisément à écarter le monument d'Ernest Denis de la place de Malá Strana, il se heurta à la résistance du conseil municipal. Le maire Otakar Klapka s'opposa à lui sur la base de

37. *Sbírka zákonů* [Recueil des lois], XVIII, 1936, cahier 3, n° 31, «Výnos ministerstva školství a národní osvěty ze dne 5. března 1936, čísl. 27.211-II C, kterým se vyhlášují stanovy Denisova fondu» [Arrêté du ministère de l'Éducation nationale et de la Culture du 5 mars 1936 n° 27.211-II C par lequel sont établis les statuts du Fonds Denis], p. 68.

38. Vojtěch ŠUSTEK & Alena MIŠKOVÁ, *Josef Pfitzner a protektorátní Praha v letech 1939-1945* [J. P. et Prague sous le Protectorat, 1939-1945], t. 1, *Deník Josefa Pfitznera. Úřední korespondence Josefa Pfitznera s Karlem Hermannem Frankem* [Journal de J. P. Correspondance administrative de J. P. avec K. H. Frank], Prague, Skriptorium, 2000, p. 15.

l'avis émis par Ladislav Šaloun, conseiller artistique du conseil municipal, et, entre autres, auteur du monument Jan Hus de la place de la Vieille Ville. Otakar Klapka avait étudié à la Sorbonne et appartenait donc selon toute vraisemblance à l'importante élite francophile de la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres ; ce passé a indiscutablement joué un rôle dans son opposition et dans le fait qu'il fut plus tard exécuté sur ordre de Heydrich pour sa collaboration avec la Résistance.

Ce désaccord initial du maire de Prague a été contourné par Josef Pfitzner par la transmission de sa demande de suppression du monument d'Ernest Denis dans le cadre de la « collecte des vieux métaux organisée pour l'anniversaire du Führer³⁹ » au président du gouvernement tchèque autonome, Hácha lui-même. La statue fut finalement enlevée dans la nuit du 20 au 21 avril 1940 (et selon toute vraisemblance découpée sur place au chalu-meau⁴⁰). Des réactions suivirent et les lecteurs purent lire dans le *Věstník hlavního města Prahy (Anzeiger der Hauptstadt Prag)* :

À nouveau disparaît de Prague un des restes de ce temps où les leaders du peuple tchèque étaient en désaccord évident avec les véritables besoins de l'espace tchécomorave et, à leur propre détriment, considéraient que la route entre Prague et Paris ou Prague et Londres était plus proche qu'entre Prague à Berlin⁴¹.

Mais la politique de Pfitzner en vue de transformer Prague en ville arienne modèle devait continuer : une statue de Bruncvík qui se trouvait près du pont Charles devait remplacer celle de Denis⁴². Il faut ici donner une explication complémentaire : la statue dite de Bruncvík, une figure tchèque mythique qui aurait introduit le lion dans les armoiries des Pays tchèques, se trouve sur une haute colonne à proximité du pont Charles de Prague. Mais d'un point de vue purement historique, il ne s'agit pas d'un héros légendaire, mais de la colonne dite de Roland, qui était selon le droit de Magdebourg le symbole de l'obtention des droits urbains. Son transfert à Malá Strana, dont Pfitzner s'occupa très activement⁴³, devait d'après lui renforcer auprès de la population pragoise le sentiment d'appartenance à l'espace allemand.

Il est tout à fait évident que toute démonstration d'amitié franco-tchécoslovaque était impossible entre 1939 et 1945. Mais pour le maintien de sa position suffisait le simple fait du fonctionnement de l'Institut pendant la guerre⁴⁴. La France pouvait tirer profit de sa haute position dans la société

39. *Ibidem*.

40. Zdeněk HOJDA & Jiří POKORNÝ, *Pomníky a zapomínky* [Monuments et oublis], Prague ; Litomyšl, Paseka, 2002, p. 190.

41. *Anzeiger der Hauptstadt Prag*, vol. 1, n° 8, p. 123. Cité d'après Vojtěch ŠUSTEK & Alena MIŠKOVÁ, *op. cit.*, p. 15.

42. Vojtěch Šustek, *Josef Pfitzner a protektorátní Praha v letech 1939-1945*, t. 2. *Měsíční situační zprávy Josefa Pfitznera* [Situation mensuelle, rapport de J. P.], Prague, Skriptorium, 2001, p. 23 – Rapport d'activité du 1^{er} janvier au 20 février 1940, Prague, le 22 février 1940.

43. *Idem*, p. 23.

44. Antoine MARÈS, «Institut Ernesta Denise. Miniaturní univerzita 1920-1951» [L'Institut Ernest Denis. Une université en miniature 1920-1951], *Z historie Francouzského institutu* (collectif), Prague, Institut français, 1993, p. 34.

tchécoslovaque, même dans l'immédiat après-guerre. La politique nazie orientée vers l'étouffement de la « francophilie de la nation tchèque » pouvait et était appréhendée comme une menace contre la société tchèque dans le giron même de la garantie d'un État indépendant établi par le système des traités de paix et des accords de l'entre-deux-guerres. Mais la perte de la position de la France comme grande puissance dans les années 1940 sur la scène internationale menaçait la continuité de ces liens. Pourtant les relations furent renouées le 14 juillet 1945 et les cours de français reprirent en novembre à l'Institut Ernest Denis de Prague. Mais l'orientation de la Tchécoslovaquie d'après-guerre vers l'U.R.S.S. devint un fait historique donné par la situation internationale tout comme par le besoin interne de la société tchèque de trouver le soutien perdu sous la forme d'une grande puissance capable de garantir une position internationale indépendante.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que, dès l'année du putsch communiste, un manuel de russe de deuxième niveau soit introduit par ce propos de Zdeněk Nejedlý :

Ce n'est pas Paris, mais Moscou qui est la ville d'où brûlent les rayons d'une nouvelle lumière vers le monde entier. [...] Nous allons étudier avant tout le russe. Toute personne qui ne veut pas rester en arrière dans les développements actuels et qui veut au contraire aller de l'avant ne peut se passer de la connaissance du russe aujourd'hui. Comme autrefois sous le capitalisme il fallait savoir le français pour cela, maintenant sous le socialisme, le russe est la langue la plus mondiale ⁴⁵.

La baisse du nombre des étudiants des cours de français de l'Institut Ernest Denis de Prague avait pour corollaire l'augmentation des cours populaires de russe organisés par l'Union de l'amitié soviéto-tchécoslovaque. La fermeture de l'Institut français en 1951, précédée par l'enlèvement de l'inscription « Institut français Ernest Denis », était accompagnée par une vague d'attaques antifrançaises par les membres du Parti et confirmait le sort ultérieur de la présence française en Tchécoslovaquie.

Un destin identique toucha les inscriptions, la personnalité et le culte ayant trait à Ernest Denis. La discontinuité des relations franco-tchécoslovaques et la réorientation de la politique étrangère tchécoslovaque après 1945 contribuèrent dans une large mesure au déclin de son culte. Le destin de toutes les places et rues Denis donne une idée de la profondeur des changements : à Opava, la place Denis fut transformée après la Seconde Guerre mondiale en place des Pionniers, à Ostrava, en place du Février victorieux. L'aiguille aimantée de la boussole de l'orientation internationale de la Tchécoslovaquie indépendante a évolué en trente ans de 180 degrés, par pas successifs, passant de Paris à Berlin pour aboutir à Moscou à la fin des années 1940. Cette situation internationale a toujours été en toile de fond des changements qui ont affecté le culte d'Ernest Denis, depuis sa naissance, à son épanouissement dans l'entre-deux-guerres et à l'oubli de l'après 1945 [pl. XX].

Un seul fait illustrera ironiquement que la discontinuité franco-tchécoslovaque s'est fortement inscrite dans la conscience historique contemporaine tchèque : après avoir longtemps porté le fier titre de place du Février victorieux, la place Ernest Denis d'Ostrava n'est pas revenue au nom qu'elle avait sous la Première République, comme cela aurait dû être le cas. Schillerpark sous l'Autriche-Hongrie, place Ernest Denis sous la Première République, place du Février victorieux après 1948, elle porte désormais le nom d'Edvard Beneš.

Mais Denis est resté à Ostrava : il s'agit d'une petite voie menant d'une des artères principales d'Ostrava à cette place Edvard Beneš. Et que pourrait mieux illustrer aujourd'hui la position d'Ernest Denis dans la conscience historique tchèque qu'une petite impasse menant vers la place Edvard Beneš et la rue du 28 octobre, fête nationale célébrant la naissance de la Tchécoslovaquie ?

Trad. Antoine Marès

45. Zdeněk Nejedlý, *O výchově a vzdělání* [De l'éducation], Prague, SPN, 1953, pp. 166-167.

L'iconographie philatélique comme lieu de mémoire tchécoslovaque

par

Antoine MARÈS

Université de Paris 1 – Panthéon-Sorbonne

Certains pourraient s'étonner de ce qu'un corpus philatélique puisse constituer un lieu de mémoire. Si nous reprenons la définition désormais classique des lieux de mémoire de Pierre Nora considérant « toute unité significative, d'ordre matériel ou idéal, dont la volonté des hommes ou le travail du temps a fait un élément symbolique du patrimoine mémoriel d'une quelconque communauté ¹ », il faut ici se situer à la fois sur le plan de l'émetteur et sur celui du récepteur. La constitution de ce type de sources met en jeu l'État et son gouvernement, à travers le ministère des Postes et ses commissions *ad hoc*, constituées de spécialistes qui choisissent les sujets des vignettes philatéliques et des artistes qui les exécutent – en général un peintre ou un illustrateur, auquel se joint un graveur si les premiers ne le sont pas. Ces choix sont donc du ressort de l'État – et par conséquent du régime en place – qui les contrôle et qui, à travers le timbre-poste, cherche à façonner l'image de ce qu'il est ou de ce qu'il veut paraître ².

À l'autre bout de la chaîne, il y a deux types de récepteurs : l'utilisateur courant, qui va recevoir la lettre et le paquet affranchis, ce qui ne manque pas d'associer au caractère pratique un certain degré d'affectivité par rapport à l'objet postal (bonnes ou mauvaises nouvelles, cadeau...) et un intérêt pour son emballage même. Le timbre est un petit objet artistique qui a nécessité une création et auquel le destinataire est plus ou moins sensible. On sait aussi que, pour l'expéditeur, choisir un « beau timbre », donner un sens complémentaire à son envoi par la représentation choisie, peut être une façon d'honorer le destinataire, voire de lui adresser un message supplémentaire. À côté de l'utilisateur courant, il y a le collectionneur ou son auxiliaire, le collecteur. Ceux-ci vont avoir une vision globale du corpus puisqu'ils conservent les timbres, au-delà de leur utilisation réglementaire, qu'ils les classent,

1. Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire*, t. I, *La République*, Paris, Gallimard, 1984 ; t. II, *La Nation*, Paris, Gallimard, 1986 ; t. III, *Les France*, Paris, Gallimard, 1992.

2. <<http://www.linternaute.com/savoir/magazine/dossier/fabrication-timbre/index.shtml>> pour des procédures plus contemporaines.

qu'ils les échangent, qu'ils les achètent pour compléter leur collection. Ils cherchent à reconstituer une histoire par l'image. Ils bénéficient aussi de catalogues annuels qui leur offrent un panorama complet de ce qui existe et de ce à quoi ils aspirent. Cette tradition philatélique a été forte très tôt en Tchécoslovaquie³.

La problématique des lieux de mémoire se situe à l'intersection de ces deux points, l'émission et la réception. L'État constitue un corpus d'images, de signes et de représentations, qui n'est jamais figé puisqu'il change au fur et à mesure qu'il se développe et que les nouvelles émissions peuvent profondément modifier la nature du corpus ainsi complété. Selon qu'on considère un timbre unique (qui en lui-même a un sens), un ensemble limité de timbres (utilisés simultanément pendant un laps de temps donné, allant de quelques mois à quelques années) ou l'ensemble des timbres édités, les champs sémantiques sont divers, voire divergents. Par ailleurs, quel sens donner au sujet du timbre ? Ici encore il faut avoir recours à plusieurs niveaux de lecture : le choix du sujet, son traitement, son contexte, l'absence d'autres sujets possibles... On peut aussi marginalement intégrer l'importance des tirages de ces vignettes qui, dans le cas tchécoslovaque, oscillent entre quelques milliers et neuf cents millions d'exemplaires.

Enfin, les vignettes philatéliques constituent une large palette de représentations symboliques qui sont au cœur des lieux de mémoire figurés : emblèmes, paysages, architecture, monuments, personnages célèbres, mais aussi non figurés : événements marquants, anniversaires, grandes manifestations... La répartition entre ces différents lieux de mémoire reflète les habitudes d'une époque, mais aussi des choix plus subtils.

Notre propos s'appuiera sur le postulat de départ suivant : entre 1918 et 1948 – soit de la Première à la Troisième République –, l'État tchécoslovaque a élaboré un ensemble de vignettes qui permet de mieux comprendre la vision qu'il veut donner de soi et la nature du régime (des régimes ?), sans qu'il ait forcément voulu cette cohérence, qui résulte d'une relecture contemporaine de cette iconographie particulière en utilisant le recul et le regard historiques. Par la suite, pour la période communiste, nous sommes en présence d'autres problématiques qu'il s'agira ici seulement de rappeler et de résumer.

3. <http://japhila.cz/aktualne_185_2htm>, Ladislav Dvořáček. Après la naissance de la République tchécoslovaque, des sociétés philatéliques ont commencé à naître dans les grandes villes. En 1921 est créée l'Union des sociétés philatéliques tchécoslovaques (SČFS) et la première exposition internationale a lieu en 1923 à Brno. La Tchécoslovaquie sera membre fondatrice de la Fédération internationale philatélique qui s'affaiblira peu à peu à la fin des années 1920 et au début des années 1930. Les publications philatéliques étaient alors nombreuses en République tchécoslovaque, qui vit en 1935 l'apparition de l'Union des philatélistes tchécoslovaques (JČF). Après la disparition de la première organisation naquit en 1937 une Centrale des sociétés philatéliques, qui regroupait la majorité des associations existantes mais pas toutes (83, mais il en existait 53 indépendantes). En 1937, eut lieu une Exposition nationale à Bratislava et, en 1938, sous l'égide de la FIP, la vaste Exposition internationale PRAGA.

La Première et la Deuxième République (1918-1939)

Les débuts

Toute la production philatélique tchécoslovaque est marquée par une rupture étatique initiale, le passage de l'Empire bicéphale austro-hongrois à l'État tchécoslovaque, avec un renversement du pouvoir dominant, qui passe à la suite du 28 octobre 1918 des Allemands aux Tchèques⁴. Il en découle la naissance d'une nouvelle idéologie, le tchécoslovaquisme, qui privilégie l'unité et le centralisme sur la reconnaissance des diversités. Dans ce cadre, les postes (en tant qu'institution) et les timbres-poste (en tant qu'objets) incarnent le nouveau cours. La première série proprement tchécoslovaque⁵, du 18 décembre 1918, est consacrée à une représentation du *Hrad* (le Château, pl. XXIII, 1-2), c'est-à-dire de l'ensemble monumental qui domine Prague, au sens où le château dont l'enceinte abrite aussi la cathédrale archi-épiscopale, surplombe la capitale, mais encore en constitue une couronne symbolique, alliant le pouvoir profane – le siège historique des rois de Bohême – et religieux – la basilique romane Saint-Georges et la cathédrale gothique Saint-Guy, fondée au milieu du XIV^e siècle par Charles IV, le « père de la Patrie⁶ ». Cette série due au célèbre peintre Alfons Mucha est ornée d'un décor Art Nouveau (baptisé Sécession en Europe centrale) et printanier, impliquant l'idée de réveil après un long hiver, une métaphore claire chez les Tchèques pour qui le concept d'éveil, de renaissance, de résurrection est consubstantiel à la vision qu'ils ont de leur propre histoire au XIX^e siècle⁷. Derrière le Château, un soleil levant rayonnant (ce qui est improbable au Nord !) offre un traitement lyrique du sujet. D'un point de vue symbolique, il est intéressant de noter que c'est Alfons Mucha qui est le concepteur de cette série : non seulement cet artiste a acquis la gloire en France, le grand pays allié (en particulier comme affichiste de Sarah Bernhard et comme décorateur), mais il ne cessera d'exalter la slavité, tout en étant un des fondateurs de la franc-maçonnerie tchécoslovaque⁸. Est ainsi symbolisée une double

4. A. MARÈS « De l'identité tchèque à l'État tchécoslovaque », *Les conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale*, Strasbourg, 1987, pp. 209-224 ; « Sortie de guerre de la Tchécoslovaquie en 1918 », dans *Sortir de la Grande Guerre* (dir. Stéphane AUDOUIN-ROUZEAU et Christophe PROCHASSON), Paris, Taillandier, 2008, pp. 93-112, 431-434.

5. Car on continue d'utiliser des timbres impériaux surchargés à l'effigie de l'empereur jusqu'au 28 février 1918. *Československo 1968. Katalog známek*, Prague, PoFis, 1968, p. 11.

6. Charles IV, roi de Bohême de 1346 à 1378, puis empereur du Saint Empire romain germanique à partir de 1355, est considéré comme le refondateur de Prague où il a développé l'art occidental. C'est le souverain le plus prestigieux et le plus populaire de l'histoire tchèque.

7. Cette conception a été développée au XIX^e siècle qui invente le terme de *Temno* (Ténèbres) pour désigner la période qui suit la défaite des États à la Montagne Blanche en novembre 1620 au début de la guerre de Trente Ans. Les Éveillés nationaux sont ceux qui reconstruisent une identité moderne des Tchèques à partir du début du XIX^e siècle, fondée sur la langue et une reconstruction du passé, mais aussi sur certains idéaux démocratiques (Antoine MARÈS, *Histoire des Tchèques et des Slovaques*, Paris, Perrin, 2005, pp. 242-269).

8. Jana ČECHUROVÁ, *Čeští svobodní zednáři ve XX století* [Les francs-maçons tchèques au XX^e siècle], Prague, Libri, 2002 (pp. 64, 76...). Cf. Mucha 1860-1939, Paris, Éditions des musées nationaux, 1980 ; Arthur Ellridge, *Mucha, le triomphe du Modern Style*, Paris, Terrail, 1992 ; – *Alphonse Mucha*, Prague, Château de Prague/Fondation Mucha, 1994.

rupture avec le passé : réappropriation politique d'un lieu qui avait perdu son sens pour les Tchèques – le Château étant en principe le siège du roi de Bohême François-Joseph, mais celui-ci n'étant même pas venu se faire couronner à Prague, il était un « roi sans chapeau » – et réappropriation religieuse d'un lieu qui, depuis le XVII^e siècle, était le siège des reliques du très catholique saint baroque Jean Népomucène⁹. Quelques semaines plus tôt, le 3 novembre 1918, les nationalistes tchèques avaient par erreur pratiqué un mémoricide en abattant et en détruisant la colonne mariale qui se trouvait sur la place de la Vieille Ville de Prague¹⁰.

La publication de cette série est d'autant plus importante que les Postes tchécoslovaques ont eu du mal à se mettre en place et qu'il faut attendre octobre 1919 pour que de nouvelles vignettes voient le jour.

Un corpus limité sous la Première République

Une nouvelle série de deux timbres commémore alors les « légionnaires¹¹ » sur un mode allégorique. D'une part, un lion – symbole de l'État tchèque qui figure dans les armoiries traditionnelles du royaume de Bohême – brisant ses chaînes [pl. XXIII, 5], d'autre part, une mère – la République – allaitant ses enfants. Cette idée de libération se retrouve dans l'allégorie de la République se dégageant de ses fers. L'idée d'avoir eu à lutter pour gagner l'indépendance est fortement ancrée dans ces représentations : elle va jaloner toute la période et sera confirmée en 1920 avec la parution d'un timbre, également dû à Alfons Mucha, figurant un prêtre hussite avec le fameux calice, symbole au xv^e siècle de l'insurrection de la majorité du royaume de Bohême contre la papauté¹². La symbolique hussite, particulièrement utilisée depuis le XIX^e siècle comme métaphore de l'antagonisme avec les Habsbourg, est en quelque sorte fondatrice de la Première République¹³. Mais sur le plan chronologique, il faut signaler que cette publication est accompagnée en 1920 d'une vignette représentant une allégorie de l'économie et de la science correspondant bien aux traditions tchèques et aux conceptions du « petit travail » quotidien préconisé par le président Masaryk comme valeur cardinale

9. VIT VLNAS a consacré à ce mythe la meilleure étude : *Jan Nepomucký, česká legenda* [Jean Népomucène, une légende tchèque], Prague, Mladá fronta, 1993.

10. Ferdinand PEROUTKA, *Budování státu, rok 1918* [La construction de l'État], Prague, Borový, 1933, pp. 181-184. La destruction de ce que les acteurs de ce mémoricide prennent à tort pour la célébration de la victoire des catholiques sur les protestants laisse symboliquement sur la place le seul monument dédié à Jan Hus, édifié pour le cinq-centième anniversaire de sa mort, en pleine guerre en 1915 (Jan Galandauer, *Pomník mistra Jana Husa* [Le monument à Jean Hus], Prague, Havran, 2008).

11. Il s'agit de déserteurs, d'émigrés ou d'exilés qui ont constitué des unités « tchécoslovaques » à l'étranger à partir de 1914 et 1915, en France, en Russie, puis en Italie, donc dans les pays de l'Entente. Cf. Karel PICHLIK, *Bez legend* [Sans légendes], Prague, Panorama, 1991.

12. Antoine MARÈS, *op. cit.*, pp. 107-134.

13. Sur les rapports religieux, voir Marie-Élizabeth Ducreux, « Entre catholicisme et protestantisme : l'identité tchèque », *Le Débat*, n° 59, p. 106-125, mars-avril 1990. « La « question tchèque exorcisée ? », dans Patrick MICHEL (sous la direction de), *Les religions à l'Est*, Paris, Éditions du Cerf, 1992, pp. 26-58. Et le chapitre XIV dans *Histoire de l'Europe du Centre-Est*, Paris, PUF, 2004.

de la société tchèque (et tchécoslovaque)¹⁴. Les principes de travail et d'éducation seront les leitmotivs de Masaryk dont les Tchèques s'estimeront les porteurs pour les parties orientales moins développées de la République : la Slovaquie et l'Ukraine subcarpatique.

Nous pouvons distinguer entre 1923 et 1938 quelques traits dominants : dès 1920, on constate l'omniprésence de la figure de Masaryk [pl. XXIII, 4, 15, 23] : non seulement son effigie scande son histoire personnelle (deuxième élection à la présidence en 1920, quatre-vingtième anniversaire en 1930, démission en 1935, décès en 1937), mais aussi les événements auxquels il est associé comme le rassemblement sokol de 1926, le dixième anniversaire de la République en 1928, le Congrès olympique de 1935. Cette incarnation de la République en un homme relève d'un culte de la personnalité incontestable mais traditionnel en Europe centrale, comme l'ont fait remarquer certains historiens qui considèrent que le *tatičkování* (le culte du « petit père » de la nation) a vraisemblablement joué le rôle de substitut de la vénérable figure du « grand-père » habsbourgeois tel que l'incarnait François-Joseph, du moins dans certaines couches de la population de Bohême-Moravie (les catholiques et une partie de la bourgeoisie)¹⁵.

Autre grande thématique : le pays et ses parties constituantes. La première série consacrée aux « châteaux, paysages et villes » est lancée en 1926-1927, une deuxième, qui commémore le jubilé de la République, paraît en 1928, une troisième sort en 1929-1931, une quatrième en 1932, une cinquième en 1936-1937 [pl. XXIII, 5-10]. La Bohême est représentée à seize reprises, dont Prague cinq fois, la Moravie sept fois, la Slovaquie dix fois, la Silésie (Opava) une fois, l'Ukraine subcarpatique deux fois¹⁶. Ces représentations sont relativement équilibrées si nous les mesurons à l'aune du poids économique et démographique de chacune de ces régions¹⁷. À la lumière des effigies postales, nous ne retrouvons donc pas le pragocentrisme régulièrement dénoncé par les autonomistes ou les régionalistes. Peut-être peut-on voir là une volonté formelle de respect démocratique des différentes composantes de la République.

L'histoire religieuse constitue une quatrième thématique, qui suit assez fidèlement le calendrier des anniversaires. Saint Venceslas (Václav), le saint patron de la Bohême, même s'il incarne la tradition catholique dont l'État – et les Tchèques en général – se défient, est célébré lors de son millénaire en 1929. En 1933 a lieu le millénaire de la consécration de l'église de Nitra en

14. Ce que Masaryk appelle en tchèque *drobná práce*, qui caractérise les Tchèques, chez qui la conquête du pouvoir est passée par ce travail de tous les jours et non par des insurrections spectaculaires, à la différence des Hongrois et des Polonais.

15. Par exemple Bernard Michel, dans *T. G. Masaryk, Européen et humaniste*, Paris, Institut d'études slaves, 1991, ou *T. G. Masaryk, un intellectuel européen en politique 1850-1937*, Paris, IES, 2007.

16. Il est intéressant de noter que pour les Pays tchèques, la dominante est constituée par des châteaux et des villes, pour la Slovaquie et l'Ukraine subcarpatique par des paysages.

17. En 1921, la Bohême représente 49 % de la population, la Moravie, 19,56 %, la Silésie, 4,94 % la Slovaquie 22,04 % et l'Ukraine subcarpatique 4,46 %.

Slovaquie ; en 1935, le onze centième anniversaire de l'arrivée de Cyrille et Méthode, évangélistes venus de Byzance¹⁸. En bref, dans une Tchécoslovaquie qui s'apaise sur le plan des affrontements religieux à la fin des années vingt et surtout pendant les années trente, on va dans le sens d'un syncrétisme qui met plus l'accent sur la primauté de la christianisation dans l'espace tchéco-slovaque que sur les affrontements entre catholiques, protestants, uniates et orthodoxes¹⁹.

La lutte récente pour l'État forme la cinquième thématique. La place du mouvement sokol (en 1920, 1932 et 1938) passe par la célébration des rassemblements sportifs et peut prendre la forme des deux pères fondateurs Miroslav Tyrš et Jindřich Fügner²⁰ [pl. XXIII, 14, 17, 18]. On sait ce que la prise de conscience et la consolidation nationales de la société tchèque doivent au XIX^e siècle à ce mouvement de gymnastique patriotique et égalitariste. Plus récemment, pendant la Première Guerre mondiale, ce sont souvent les anniversaires des exploits militaires de ces mêmes Sokols qui sont mis en exergue [pl. XXIV, 22-23] : combattants des fronts français (la compagnie Nazdar en 1934, engagés à Arras en 1936, à Vouziers en 1938), russe (Zborov en 1937 ou Bachmač en 1938), italien (Doss Alto en 1938)²¹. Les timbres dédiés à la Petite Entente le 1^{er} juillet 1937 – représentant le Hradčany avec un triple anneau lié symbole de la triple alliance avec la Roumanie et la Yougoslavie – et l'inscription en français « Petite Entente » témoignent du même esprit de défense.

Les anniversaires du rétablissement étatique relèvent d'un thème proche du précédent avec la célébration des anniversaires de 1918 en 1928 et de 1938, ou la reprise des armoiries de l'État tchécoslovaque en 1928-1931.

Thème ultime et fréquent en philatélie : les hommes illustres. Outre Masaryk omniprésent, deux hommes politiques se profilent dans les années 1930 [pl. XXIII, 12-13] : Edvard Beneš et Milan Rastislav Štefánik (1935, 1936, 1937, 1938). La présence de Beneš semble normale puisqu'il a pris en décembre 1935 la succession de Masaryk à la tête de l'État²². Le retour à Štefánik est en revanche assez singulier (trois occurrences) au moment même

18. Sur l'histoire catholique, on renverra à l'ouvrage collectif récent : *Český politický katolicismus 1848-2005*, Brno, Centrum pro studium demokracie a kultury, 2008, notamment au chapitre de Miloš TRAPL, pp. 171-334.

19. A. MARÈS, « Catholicisme et anti-catholicisme dans la propagande : quelques aspects franco-tchécoslovaques », colloque *Religion et identité en Europe centrale*, 17-18 octobre 2008, Paris-Sorbonne (à paraître).

20. Le mouvement de gymnastique sokol est né en 1861, à l'image du *Turnverband* allemand, et n'a cessé de se développer, sur des bases patriotiques et égalitaires. Ce mouvement de masse rassemble 700 000 membres au début des années 1930 et en aura environ 800 000 au moment de sa dissolution par le régime communiste en 1948. Il est indissolublement lié à la conquête du pouvoir politique par les Tchèques et à la transition de 1918.

21. « Mémoire de la Première Guerre mondiale en Europe médiane », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, octobre 2007 n° 228, PUF, voir les contributions de Jean-Philippe NAMONT et d'Alain SOUBIGOU.

22. Il faut dire que les deux hommes sont ce qu'on appellerait aujourd'hui d'excellents communicants et qu'ils sont notamment très attentifs à l'usage de la presse.

où l'irrédentisme slovaque continue à monter et où le parti populaire slovaque – et son aile extrême – ne cesse de présenter Štefánik comme un héros/héraut slovaque qui aurait été victime des Tchèques à son retour dans sa patrie en mai 1919²³. Pourtant, il s'agit de la concrétisation philatélique de la triade mythique : Masaryk, Štefánik, Beneš, qui, dans la chanson de geste fondatrice de la Tchécoslovaquie, est censée avoir créé le nouvel État en convaincant les Alliés de son bien-fondé. Il est curieux de constater que le mythe n'ait pas été relayé par le timbre au profit d'une vision plus guerrière (autre chanson de geste) qui met en valeur les *légionnaires*. Peut-être faut-il mettre cette incohérence sur le compte des titulaires du ministère des Postes²⁴.

Quelques rares personnalités apparaissent à côté de ces trois hommes politiques. Les musiciens Bedřich Smetana tout d'abord en 1934 (mort en 1884) puis Antonín Dvořák (décédé en 1904), le poète romantique et maudit Karel Hynek Mácha pour le centenaire de sa mort en 1936 [pl. XXIV, 19], Jan Amos Komenský (Comenius), célèbre pédagogue et dernier évêque de l'Unité des Frères tchèques [pl. XXIII, 11], ce qui renvoie aussi à une histoire non catholique, et le naturaliste Jan Evangelista Purkyně (pour son 150^e anniversaire en 1937, pl. XXIV, 21). La liste est donc brève, pâle reflet de l'ampleur de la culture tchèque, mais peut-être aussi simplement significative d'un usage philatélique encore restreint pour les hommes célèbres. Sur ces cinq noms, les quatre premiers continuent d'appartenir au panthéon culturel tchèque ; le cinquième semble avoir été hissé à ce niveau par le hasard des anniversaires. En tout cas, ils montrent la place incontestable qu'occupe la musique savante dans la représentation de la culture nationale.

Pour cette période de l'entre-deux-guerres, nous pouvons tirer trois leçons de l'analyse du corpus : la surreprésentation symbolique de Masaryk ne correspond pas aux équilibres politiques réels du régime parlementaire tchécoslovaque ; il traduit en revanche très clairement ce que certains ont qualifié de « dictature du respect », qui reposait sur une vénération consentie et largement partagée – en dehors des minorités – à l'égard du président de la République ; deuxièmement, l'existence du nouvel État est présentée comme le résultat d'une lutte récente, notamment celle de l'exil et des armées qui ont combattu aux côtés des Alliés : manque un ancrage historique plus profond, qui se référerait par exemple au Réveil national, dont aucune des grandes figures (Josef Dobrovský, Josef Jungmann, Karel Havlíček-Borovský,

23. Le fait que le Slovaque Milan Hodža soit chef du gouvernement tchécoslovaque peut en partie expliquer ce phénomène : face à la montée de l'irrédentisme, Prague essaie peut-être de donner des gages de sa bonne volonté.

24. Sous la Première République, l'attribution des postes ministériels dépend soit des traditions soit d'une spécialisation des partis dans tel ou tel domaine. Pour les Postes, les socialistes nationaux sont dominants (avec notamment Emil Franke), mais ils partagent le portefeuille dans l'entre-deux-guerres avec les catholiques (parti populaire), les agrariens et même les sociaux-démocrates.

František Palacký...) n'est ici présente²⁵. Enfin nous avons une représentation très lacunaire de l'étatité tchécoslovaque. Ce manque relatif d'historicisation est une des grandes faiblesses du corpus présenté comme ressource d'analyse et comme lieu de mémoire. La question reste de savoir s'il n'est pas lié aussi au « stade infantile » de la philatélie²⁶.

L'intermède de la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945)²⁷

La production de la guerre est un décalque assez fidèle de l'évolution politique.

Au sein du Protectorat de Bohême-Moravie, la production philatélique est le reflet d'un conservatisme relativement neutre qui privilégie dans un premier temps le patrimoine national (châteaux, villes historiques, Dvořák en 1941, puis Smetana en 1944, Mozart et ses liens avec Prague, pl. XXIV, 26-30). Dans un second temps, à partir de son anniversaire en 1942, Hitler devient omniprésent [pl. XXIV, 25], tout comme Wagner (on célèbre le soixantième anniversaire de sa mort bien qu'il n'ait pas grand chose à voir avec les Pays tchèques). Le changement d'intensité de la tutelle allemande avec l'arrivée de Reinhard Heydrich en septembre 1941 est ainsi clairement marqué²⁸. C'est donc plus l'occupation hitlérienne que l'idéologie des autorités tchèques du Protectorat que reflète cet ensemble.

Il n'en est pas de même pour la Slovaquie proclamée le 14 mars 1939; l'analyse d'un corpus limité à 127 timbres-poste est instructive sur la représentation que le nouvel État slovaque a voulu donner de lui-même : le père du parti populaire, favorable à l'autonomie, l'abbé Andrej Hlinka, décédé en 1938, et Milan Rastislav Štefánik, mort tragiquement en 1919, sont chronologiquement les premiers à occuper la scène, mais ces porteurs mythiques de la slovacité sont rapidement éclipsés par le chef de l'État Jozef Tiso, qui prend rapidement le dessus comme *leader* du pays et fondateur de ce même État. Le cadre slovaque (paysages, folklore, châteaux, héros nationaux) est également exalté sur un mode patriotique, qu'il s'agisse du présent ou du passé, alors que la proximité de la guerre est régulièrement rappelée. Par la suite, toutes les figures et les symboles utilisés pendant la guerre seront durablement discrédités, voire deviendront tabous.

25. Ce qui contraste, pour simplifier, avec une certaine vision de l'histoire tchèque, courante depuis le débat lancé par Masaryk avec *la Question tchèque (Česká otázka)* (Prague, 1895), dans laquelle il établit une chaîne historique discontinue qui lie Jan Hus à Karel Havlíček-Borovský et à František Palacký et d'où la tradition catholique (saint Venceslas, saint Adalbert, Charles IV, saint Jean Népomucène...) est absente.

26. La diversification des thématiques est encore très faible dans la philatélie mondiale : la situation change radicalement à la suite de la Deuxième Guerre mondiale.

27. *Catalogue Yvert et Tellier, 1992*, tome 4, *Europe de l'Est*, Amiens-Paris, 1992, pp. 53-55 et 391-393.

28. Un timbre est d'ailleurs édité en juin 1943 pour commémorer le premier anniversaire de sa mort, consécutive à un attentat de mai 1942.

La Troisième République (1945-1948)

Sur le plan historiographique, en particulier depuis les années 1990, la question principale concernant cette période touche à son interprétation globale dans l'histoire politique de la Tchécoslovaquie. Ces presque trois années – d'avril 1945 à février 1948 – sont-elles une période de recouvrement de la liberté entre deux sujétions majeures, nazie et soviétique ? Ou s'agit-il au contraire d'une transition masquée où le sentiment de liberté vécu par les acteurs après six ans d'occupation par les troupes allemandes, a occulté une réelle prise de contrôle par les communistes, eux-mêmes au service de Moscou ? Dans le premier cas, la chronologie du xx^e siècle s'établit comme suit : 1918-1938, 1939-1945, 1945-1948, 1948-1968, 1969-1989 ; dans le second : 1918-1938, 1939-1989²⁹.

On peut donc analyser ce corpus philatélique très mince³⁰ en fonction de cette interrogation fondamentale tout en reprenant la grille de lecture de la période précédente.

Les premières séries ont été imprimées à Košice en avril 1945, au moment de la proclamation du premier gouvernement sur le sol tchécoslovaque libéré. Elles représentent deux mains qui se serrent sur fond de soleil radieux au-dessus d'une carte stylisée de la Tchécoslovaquie et qui sont encadrées d'une part par des drapeaux tchécoslovaques et, d'autre part, par un profil de soldat de l'armée rouge regardant vers la gauche les armoiries de l'État tchécoslovaque, lui-même sujet d'une autre série imprimée à Bratislava. Suivra une série représentant un bouquet de feuilles de tilleul – l'emblème slave –, utilisé d'ailleurs assez largement sous le Protectorat de Bohême-Moravie [pl. XXIV, 26], ici de 9 à 110 millions d'exemplaires selon les valeurs faciales. Imprimé à Moscou avant la Libération, c'est Masaryk qui est à l'honneur avec une série de huit héros de la Résistance et de l'armée tchécoslovaque en exil, timbres qui seront en circulation en Slovaquie³¹. En septembre 1945 y sont aussi diffusées cinq vignettes célébrant le soulèvement national slovaque d'août 1944 et réhabilitant en quelque sorte la Slovaquie marquée par l'épisode tisoïste³².

Ainsi voit-on s'accumuler dès 1945 un ensemble de références multiples, un collage, où tradition slave, amitié soviéto-tchécoslovaque et résistance militaire sont associées. La parution d'une série de dix-sept timbres représentant Masaryk, Beneš et Štefánik – la série la plus courante de 1945 à 1947 qui est utilisée jusqu'au 31 décembre 1949 pour Masaryk et jusqu'au 15 avril 1951 pour Beneš et Štefánik – constitue un bel exemple de diffusion différée

29. La question a été notamment soulevée par Miloš Havelka (*Vita activa, vita contemplatio. Janu Sokolovi k 70. narozeninám*, éd. Josef Kružik, Prague, UK FSH, 2006).

30. N^{os} 353 à 499 dans *Katalog známek*, Prague, PoFis, 1968, et *Katalog československých známek 1945-1991*, Pardubice, Svaz českých filatelistů, 1991.

31. La Tchécoslovaquie est libérée d'est en ouest par les troupes soviétiques et le territoire slovaque voit la naissance du nouveau gouvernement tchécoslovaque à Košice au début d'avril 1945.

32. Le sort de la Slovaquie alliée de l'Allemagne était incertain jusqu'à cet épisode libérateur.

et d'ambiguïté cultivée puisque le rôle de ce triumvirat ressortit non pas de la geste philo-soviétique d'après-guerre, mais de la Première République, apparemment perpétuée par Edvard Beneš.

Le corpus est désormais bivalent. D'un côté, l'affirmation d'une tradition purement patriotique renforcée, mais qu'on peut parfois lire comme une récupération du passé par les communistes; de l'autre, des éléments qui témoignent clairement de la nouvelle orientation politique et sociale de la Tchécoslovaquie d'après 1945.

Dans la première catégorie se trouvent les nombreux portraits de Beneš, jusqu'à son décès en septembre 1948 [pl. XXIV, 31], les effigies de Masaryk – encore pour le 10^e anniversaire de sa mort, le 14 septembre 1947³³ –, les timbres dédiés au 950^e anniversaire de la mort de saint Adalbert (Vojtěch) en martyr, la sixième centenaire de l'Université Charles de Prague³⁴ ou encore les manifestations des Sokols en 1948 (en circulation jusqu'au 31 décembre 1948)³⁵, voire le 30^e anniversaire de la création de la Tchécoslovaquie (28 octobre 1948) et celui du premier timbre tchécoslovaque (18 décembre 1948); à cela s'ajoute la mémoire de la guerre, avec la commémoration du massacre de Lidice³⁶, l'accent mis de nouveau sur le soulèvement national slovaque, le retour des Tchèques et des Slovaques dans leur patrie après les bouleversements de la guerre.

Dans la seconde catégorie, on rangera les événements révolutionnaires, qu'il s'agisse de héros récupérés comme Jan Sladký-Kozina (sorte de Robin des Bois tchèque de la fin du XVIII^e siècle)³⁷, de figures liées à la Révolution de 1848 et ses suites (Karel Havlíček-Borovský et le Slovaque Štefan Moyzes), de la diète de Kremsier (Kroměříž) et du centenaire de la suppression du servage³⁸, du centenaire du soulèvement slovaque et de ses leaders, mais aussi du Congrès mondial des étudiants (juillet 1947), de la révolution socialiste d'Octobre (26 octobre 1947) ou du cinquième anniversaire du traité soviéto-tchécoslovaque (le 11 décembre 1948); en bref, tout ce qui peut

33. Les communistes chercheront à récupérer le nom de Masaryk (dont le fils a été ministre des Affaires étrangères jusqu'en mars 1948, connaissant alors une mort tragique dont la cause n'a pas été élucidée) jusqu'à son centenaire de mars 1950. Commence alors une violente campagne antimasarykienne.

34. L'Université Charles a été fondée sur les exemples des universités de Paris et de Bologne en 1348 par Charles IV : c'est la première université à l'est de Paris et au nord de l'Italie.

35. Le rassemblement sokol de juin 1948 est la dernière grande manifestation de masse non communiste en Tchécoslovaquie jusqu'en 1968. Au pouvoir depuis février, le PCT n'a pas osé interdire cette grande manifestation alors que le président Beneš vivait encore. Il décède le 3 septembre et ses obsèques, le 8, sont l'occasion d'un dernier rassemblement de ceux qui sont hostiles au nouveau régime.

36. Le massacre de Lidice du 10 juin 1942 est consécutif à l'attentat perpétré le 23 mai contre Heydrich par un commando de parachutistes envoyés par le gouvernement en exil à Londres : on compare souvent cet épisode à Oradour-sur-Glane, avec cette différence que l'extermination de Lidice a été mûrement planifiée en représailles.

37. Cet épisode a fait l'objet d'une littérature historique importante (Eduard Maur, *Kozina a Lomikar*, Prague, Melantrich, Slovo k historii, 1989) et surtout d'un roman très célèbre d'Alois Jirásek, un des écrivains patriotiques les plus lus en Bohême depuis la fin du XIX^e siècle.

38. La dernière manifestation constitutionnelle après la Révolution de 1848 dont l'acte essentiel sera la suppression de la corvée (le servage a été aboli par une patente de Joseph II en 1781).

témoigner dans le passé et dans le présent des luttes sociales ou d'une « avancée de l'humanité » vers le progrès politique ou social. La période se clôt symboliquement avec l'émission de timbres à effigie du président Klement Gottwald, nouvellement élu à la tête de l'État, à des tirages jamais atteints de 12 à 286 millions d'exemplaires alors que le timbre évoquant le décès de son prédécesseur, Edvard Beneš n'a été tiré qu'à 1 800 000 exemplaires³⁹. Et le 21 janvier 1949 lui succède une série dédiée au 25^e anniversaire de la mort de Lénine tandis que le 21 décembre de la même année, le soixante-dixième anniversaire de Staline est célébré par deux timbres⁴⁰. Une autre phase commence : la stalinisation de la démocratie populaire tchécoslovaque proclamée en juillet 1948 – après la ratification de la nouvelle Constitution par le président Gottwald – et déjà satellisée par l'U.R.S.S.

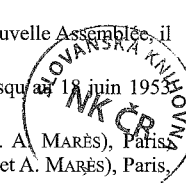
Le corpus philatélique de la période 1945-1948 est finalement un fidèle reflet des ambiguïtés de cette phase de transition. Le passé y est désormais intégré de façon complexe, mais à condition qu'il puisse être récupéré par une vision progressiste de l'histoire⁴¹. Le timbre commémorant saint Adalbert apparaît dans ce cadre comme une incongruité, même s'il peut être justifié encore le 23 avril 1947 par la volonté de maintenir les apparences du Front national – le parti populaire (catholique) fait partie du Front national, coalition au pouvoir qui comprend le parti communiste tchécoslovaque – et si son tirage – entre 1 million et 1 850 000 pour les trois valeurs face aux 6 400 000 et 51 100 000 pour les timbres consacrés au plan biennal – en limite l'impact. Le contraste entre les deux séries est d'ailleurs évocateur : saint Adalbert est présenté sur un timbre petit format, comme un simple bas-relief; le plan biennal est mis en scène sur un plus grand format, un drapeau en gros plan flottant sur un paysage industriel constitué de cheminées fumantes et de hauts fourneaux, avec une bande sur la droite symbolisant quelques secteurs d'activité (un avion, une roue dentée, un livre).

La période communiste qui suit 1948 appartient à un autre chapitre déjà parfois discrètement annoncé par l'immédiat après-guerre. Une étude quantitative permet de répondre à de nombreuses questions : le degré de stalinisation, de soviétisation et de russification du pays, le nouveau rapport au passé, les contours de la nouvelle culture nationale qui s'inspire du jdanovisme et, son évolution, les formes de l'idéologisation de la société, le

39. Refusant de ratifier la Constitution adoptée le 9 mai à l'unanimité par la nouvelle Assemblée, il a démissionné le 2 juin 1948.

40. À noter que le tirage n'est que de 2 800 000, mais la durée de validité jusqu'au 18 juin 1950 (Československo 1968, op. cit., p. 114).

41. Sur cette récupération, voir *Histoire et pouvoir en Europe médiane* (dir. A. MARÈS), Paris, L'Harmattan, 1996, et *Enjeux de l'histoire en Europe centrale* (dir. M.-É. DUCREUX et A. MARÈS), Paris, L'Harmattan, 2002.



rapport au nationalisme – sportif par exemple – et à l'internationalisme⁴². On entre aussi dans les années 1950 et 1960 dans un temps où les préoccupations économiques pénètrent la philatélie et où les devises procurées par les ventes de timbres-poste prennent de l'importance, d'où l'apparition de thématiques séduisantes et jusque-là inconnues (animalières, sportives, artistiques), de manière à séduire un public international qui dépasse le cadre des utilisateurs fonctionnels des timbres.

Dans quelle mesure ce corpus a pu agir et continue de le faire sur la conscience et le subconscient des citoyens est une autre affaire. Notons que le public potentiel est souvent jeune (les collectionneurs) et que la marque peut être profonde, y compris jusqu'à nos jours. La question de l'appropriation comme celle de la construction mémorielle restent ici ouvertes, d'autant que l'expérience est personnelle et nécessiterait une vaste enquête. Mais il n'en demeure pas moins que les « héros » de l'époque, même si certains d'entre eux sont aujourd'hui abhorrés, continuent de vivre par l'intermédiaire de ce support. C'est une des façons qu'a le passé communiste de se perpétuer dans la société actuelle

42. « La philatélie ou comment lire les idéologies nationales sous le communisme », *Lieux de mémoire en Europe médiane*, Paris, Colloque de l'Inalco, 1999.

Postface

par

Bernard MICHEL

professeur émérite, Université de Paris I – Panthéon-Sorbonne

Les colloques entre historiens français, tchèques et slovaques sont devenus, depuis vingt ans, une institution bien établie, qui a fait la preuve de son efficacité. Elle permet à des générations différentes de se rencontrer, depuis les premiers participants jusqu'aux historiens de la nouvelle génération.

Je ne souhaite pas faire une étude détaillée de nos réunions qui se tiennent tous les deux ans, mais rappeler seulement les débuts de notre histoire commune. Pourquoi existe-t-il un statut particulier dans les relations entre Français, Tchèques et Slovaques? Depuis le XIX^e siècle, ces relations ont existé, avec beaucoup d'émotion et de passion de part et d'autre. Mais aussi, dans les années 1960, des historiens polonais et hongrois avaient su s'ouvrir aux grands courants historiographiques. En Tchécoslovaquie, c'est seulement en 1968 que ce mouvement a pu librement s'épanouir au grand jour. Ce sont les deux grands représentants de la discipline d'alors, les deux directeurs des instituts d'histoire de l'Académie des sciences, à Prague et à Bratislava, Josef Macek et Ludovít Holotík, qui ont pris la tête d'un nouveau mouvement de nombreux historiens. Ils se sont alors adressés à moi pour que nous organisions des rencontres communes. La première s'est tenue à Bratislava en octobre 1969. Du côté français, les professeurs Roger Portal et Victor-Lucien Tapié ont soutenu activement cette initiative. Parmi les intervenants français, on trouvait des personnalités comme Hélène Carrère d'Encausse. L'atmosphère politique s'était entre-temps considérablement détériorée car l'intervention soviétique d'août 1968 entraînait l'année suivante le début de la normalisation, au moment même où se déroulait notre colloque. Beaucoup des participants tchèques et, à un moindre degré, slovaques en devinrent peu après les victimes. Mon ami Josef Macek fut alors chassé de l'Institut d'histoire qui fut ensuite supprimé avant de renaître sous une autre forme après l'épuration de la majorité des historiens les plus novateurs. C'est à Bratislava que j'ai rencontré Jaroslav Šedivý, emprisonné peu de temps après, puis laveur de vitres jusqu'en novembre 1989; je le revis alors au théâtre *Na záměstí* (La balustrade) et le fis inviter à l'ambassade de France. Il devint par la suite ambassadeur à Paris puis ministre des Affaires étrangères. Pour nombre de participants de ce premier colloque, ce fut pratiquement la dernière occasion qu'ils eurent d'assister à une libre réunion avec des Occidentaux.

J'ai toujours eu le sentiment que la normalisation en Tchécoslovaquie ne serait qu'une longue parenthèse appelée fatalement à prendre fin. Karel Herman qui, à ce moment-là, était seul habilité à entrer en contact avec les historiens français, me proposa de reprendre nos rencontres en mars 1989. Après avoir obtenu l'accord des collègues qui étaient encore exclus et que je continuais à fréquenter, j'acceptai de venir à Prague avec des historiens français comme René Girault et Antoine Marès. Du côté tchèque, les intervenants ne furent pas de premier plan. Je clôturai le colloque en déclarant, au nom de mes collègues français, que nous souhaitions à l'avenir tenir nos colloques avec tous les historiens, y compris ceux qui avaient été écartés.

La « révolution de velours » de novembre et décembre 1989 a donné une réponse à notre attente. Depuis cette date, nos colloques communs ont permis d'atteindre les objectifs que nous nous étions fixés au départ. Même si, assez étrangement, les problèmes matériels se sont aggravés : tous nos colloques méritent toutefois d'être publiés, mais une partie seulement a pu l'être¹. Pourtant après l'indépendance de la Slovaquie en 1993, nous sommes un des seuls projets qui maintient la parité dans nos contacts avec nos amis tchèques et slovaques. Je souhaite à tous les participants de ce colloque de retrouver les traditions que nous avons créées en commun depuis 1968.

Un mot à présent sur le sujet de notre colloque « Les lieux de mémoire en Europe centrale ». C'est mon ami Pierre Nora qui en a inventé le concept et qui a su lui donner sa forme moderne. Je le connais bien car nous avons été en 1959 deux jeunes agrégés nommés au lycée Lamoricière d'Oran et nous avons alors été étroitement liés par la force des événements historiques que nous avons vécus ensemble. Le thème des « lieux de mémoire », défini à la fin du XX^e siècle, est avant tout lié au XIX^e siècle qui, à travers toute l'Europe, a fait entrer dans les histoires nationales le culte de ces lieux magiques, monuments bâtis par les hommes ou des sites historiques, comme la colline de Devin, près de Bratislava, que j'ai découverte en 1964 avec mon ami Holotík. Ce sont des lieux que nous aimons voir et revoir car nous savons que les images qu'ils éveillent en nous sont toujours aussi fortes et évocatrices de notre passé commun. C'est à la découverte ou à la redécouverte de ces lieux de mémoire, réels ou figurés, que cet ensemble de textes est consacré.

1. En particulier les résultats du colloque tenu en novembre 1992 à Bratislava, publié par Bohumila FERENČUHOVÁ en version bilingue : « Francúzsko a stredná Európa 1867 1914 » [La France et l'Europe centrale], *Slovenské štúdie*, n° 2, Bratislava, 1995. Colloque de 1996 sous le titre : « Česko-slovensko-francouzská kolokvia z moderních dejín », dans *Moderní dějiny : sborník k dějinám 19. a 20. století*, n° 8, Prague, Historický ústav, 2000. Colloque de 2002 : « Les noblesses dans l'empire des Habsbourg de la Montagne Blanche au Printemps des peuples », *Revue des études slaves*, t. 78, 2007, fasc. 4.

Table des matières

Antoine MARÈS, Avant-propos	7
Étienne FRANÇOIS, Lieux de mémoire, <i>Erinnerungsorte</i>	11
Eduard MAUR, La mémoire des montagnes	19
Gabriela KILIÁNOVÁ, Le château de Devín, lieu de mémoire slovaque, hongroise et autrichienne	35
Daniela TINKOVÁ, Austerlitz, champ de bataille : deux siècles de mémoire vivante	49
Thomas HEJDA, Terezín, un lieu de mémoire problématique sous le communisme	59
Jean-Philippe NAMONT, Les lieux de mémoire tchécoslovaques en France	71
Jiří POKORNÝ, « Aux victimes et aux héros »	87
Milan ZEMKO, Les monuments du Soulèvement national slovaque et les péripéties de la mémoire historique	95
Paul GRADVOHL, La maison de la terreur – musée ou <i>Terror Háza Múzeum</i>	109
Catherine HOREL, Le rôle de la sépulture politique dans la conscience collective hongroise	123
Bohumila FERENČUHOVÁ, Le mausolée de Bradlo comme lieu de mémoire slovaque	131
Dušan KOVÁČ, La figure d'Andrej Hlinka comme lieu de mémoire slovaque	155
Doubravka OLŠÁKOVÁ, Le culte d'Ernest Denis dans la société tchèque aux XIX ^e et XX ^e siècles	163
Antoine MARÈS, L'iconographie philatélique comme lieu de mémoire tchécoslovaque	183
Bernard MICHEL, Postface	195

ACHEVÉ D'IMPRIMER
EN MAI 2009
SUR LES PRESSES
DE
L'IMPRIMERIE F. PAILLART
À ABBEVILLE

DÉPÔT LÉGAL : 2^e TRIMESTRE 2009
N^o. IMP. 13512